

Rapport annuel Jahresbericht

—

2013



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

page

I.	Le Conseil de la magistrature	4
1.	Conseil et secrétariat	4
2.	Activités	4
2.1	Elections et réélections	4
2.2	Pouvoir de surveillance	4
2.3	Nominations	10
2.4	Formation	10
2.5	Communication	11
2.6	Divers	11
2.7	Enquête auprès des autorités judiciaires 2013 - récapitulatif	13
II.	Les autorités judiciaires	51
1.	Le Tribunal cantonal	51
1.1	Partie générale	51
1.2	Partie statistique	87
	Annexe: Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour 2013	82
2.	Le Ministère public	124
2.1	Partie générale	124
2.2	Tableaux statistiques – Ministère public	133
3.	Les Tribunaux d'arrondissement	146
3.1	Partie générale	146
3.2	Partie statistique	190
4.	Le Tribunal des mesures de contrainte	206
4.1	Partie générale	206
4.2	Partie statistique	212
5.	Les Justices de paix	215
5.1	Partie générale	215
5.2	Partie statistique	253
6.	Le Tribunal pénal des mineurs	257
6.1	Partie générale	257
6.2	Partie statistique	263
7.	Commissions et autres autorités	273
7.1	Préfectures	273
7.2	Commission de recours de l'Université	298
7.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	301
7.4	Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires	303
7.5	Commission d'expropriation	305
7.6	Autorité de surveillance du registre foncier	307

7.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accident.....	310
7.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	312
7.9	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine	314
7.10	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac	316
7.11	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	319
Annexe	Rapport du Tribunal cantonal au Conseil d'Etat en matière de poursuites pour dettes et faillites	322

Inhaltsverzeichnis

Seite

I.	Der Justizrat	27
1.	Rat und Sekretariat	27
2.	Tätigkeit	27
2.1	Wahlen und Wiederwahlen	27
2.2	Aufsichtsbefugnis	27
2.3	Ernennungen	33
2.4	Ausbildung	33
2.5	Mitteilungen	34
2.6	Verschiedenes	34
2.7	Untersuchung bei den Gerichtsbehörden 2013 – Zusammenfassung	36
II.	Die Gerichtsbehörden	66
1.	Das Kantonsgericht	66
1.1	Allgemeiner Teil	66
1.2	Statistischer Teil	87
	Beilage: Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe 2013	82
2.	Die Staatsanwaltschaft	135
2.1	Allgemeines	135
2.2	Statistische Tabelle – Staatsanwaltschaft	144
3.	Bezirksgerichte	168
3.1	Allgemeiner Teil	168
3.2	Statistischer Teil	190
4.	Zwangsmassnahmengericht	209
4.1	Allgemeiner Teil	209
4.2	Statistischer Teil	212

5.	Friedensgerichte.....	234
5.1	Allgemeiner Teil	234
5.2	Statistischer Teil.....	253
6.	Jugendstrafgericht	260
6.1	Allgemeiner Teil	260
6.2	Statistischer Teil.....	263
7.	Kommissionen und andere Behörden	273
7.1	Oberämter.....	285
7.2	Rekurskommission der Universität	298
7.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	301
7.4	Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen	303
7.5	Enteignungskommission	305
7.6	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	307
7.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung.....	310
7.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben.....	312
7.9	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks.....	314
7.10	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks.....	316
7.11	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane, Broye- und Vivisbachbezirks	319
Beilage	Jahresbericht des Kantonsgerichts zuhanden des Staatsrates über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	322

Rapport pour l'exercice 2013 au Grand Conseil du canton de Fribourg

—
Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil), autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire (art. 125 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, ci-après Cst), a l'honneur, conformément à l'art. 127 al. 3 Cst, de vous adresser son rapport annuel sur son activité (Partie I) et celui sur l'administration de la justice dans le canton (Partie II).

I. Le Conseil de la magistrature

1. Conseil et secrétariat

—

La composition du Conseil n'a pas subi de changement en 2013. Le personnel du secrétariat est également resté stable au cours de cette année.

Dans le courant de l'automne, le Conseil a pris acte de la réduction de 20% des indemnités fixes de ses membres à compter du 1^{er} janvier 2014, celle-ci relevant des mesures d'économies de l'Etat.

2. Activités

En 2013, le Conseil a tenu 19 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, des délégations ont été formées pour les auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et pour les inspections.

2.1. Elections et réélections

Au cours de l'année 2013, le Conseil a préavisé 36 élections, dont 9 pour des postes à titre professionnel. Tous les membres du pouvoir judiciaire étant désormais élus pour une durée indéterminée, il n'y a plus de réélection.

2.2. Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

2.2.1. Surveillance administrative

Tous les tribunaux et les Justices de paix disposent désormais d'un règlement d'organisation au sens de l'art. 29 de la loi sur la justice (LJ). L'ensemble de ces textes a fait l'objet d'une publication restreinte dans le Recueil officiel fribourgeois (ROF) en 2013. Ils peuvent également être consultés sur le site internet du Pouvoir judiciaire.

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté toutes les Justices de paix et les Préfectures ainsi que tous les Tribunaux d'arrondissement à l'exception de celui de la Sarine. Il a également procédé aux inspections de huit procureurs, du Procureur général, de son adjoint et de la Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif du sud du canton.

Il est rappelé que le Conseil de la magistrature procède aux inspections du Tribunal cantonal ainsi que celles du Procureur général et de son adjoint par délégations de trois membres. Les autres inspections sont faites par des délégations de deux membres.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 1.1.2.1.3.).

Faute d'affaires, les inspections de la Commission de recours en matière d'améliorations foncières, de la Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires et de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail ont été annulées.

2.2.1.1. Tribunal cantonal

Locaux

2013 a été marqué par la réunification dans le bâtiment des Augustins de toutes les sections du Tribunal cantonal. Si le déménagement s'est bien passé, le degré de satisfactions du personnel eu égard aux locaux est relativement bas. Le bâtiment présente de nombreux défauts auxquels il conviendra de remédier rapidement. La situation du secrétariat, nettement sous-dimensionné, est particulièrement critique. Il est par ailleurs préoccupant de constater qu'il n'y a d'ores et déjà plus de bureau de réserve.

Juges et assesseur/e-s

Au cours de cette année, la composition de la plus haute instance judiciaire du canton a subi quelques modifications. Tout d'abord, M. le Juge cantonal Hugo Casanova a, avec l'accord du Grand Conseil et du Conseil de la magistrature, réduit son taux d'activité de 100% à 50% à compter du 1^{er} août 2013. Pour compléter l'effectif de la Cour fiscale, le Grand Conseil a élu M. Marc Sugnaux en qualité de juge cantonal. Il est entré en fonction le 1^{er} octobre 2013. Mme la Juge cantonale Françoise Bastons Bulletti a quant à elle démissionné au 31 août pour donner une orientation nouvelle à sa carrière. Le Conseil exprime tous ses remerciements à cette juge dont les compétences et l'efficacité ont été largement reconnues et appréciées. Elle a été remplacée par Mme Dina Beti à partir du 1^{er} septembre 2013. Suite à son élection, cette dernière a démissionné de sa fonction de juge suppléante. C'est M. Olivier Bleicker qui lui a succédé en cette qualité dès son élection le 8 octobre 2013. L'unique candidature à cette élection ne manque pas d'interpeller le Conseil qui s'interroge sur les raisons du désintérêt manifeste pour une fonction pourtant intéressante et valorisante.

Sections civile et pénale

La nouvelle législation en matière de protection de l'enfant et de l'adulte a eu un impact important sur la cour compétente en la matière dont la charge de travail a explosé. Si, pour l'heure, la situation est maîtrisée, c'est toutefois au détriment des autres cours.

La Cour d'appel pénal, qui a enregistré une hausse significative du nombre de recours, est également très chargée. Sa situation ne va pas s'améliorer en 2014.

Section administrative

Cette section compte désormais deux cours des assurances sociales. Après être parvenue, au prix de grands efforts, à réduire le stock des dossiers d'assurances sociales pendants, la section enregistre à nouveau une augmentation du volume de ces affaires. Une telle situation n'est pas sans incidence sur le moral des greffiers et influe sur le risque de recours pour déni de justice avec frais à la charge du canton. La disparition des assesseurs est également un facteur d'aggravation de la surcharge de cette section.

2.2.1.2. *Ministère public*

Globalement le Ministère public fonctionne bien et ne connaît pas de surcharge.

2.2.1.3. *Tribunaux d'arrondissement*

En 2013 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Mmes Claire Roelli et Mireille Zapelli ainsi que MM. François Robert Jordan et Eric Kolly, Assesseurs au Tribunal de la Sarine,
- > M. Erich Brülhart et Mme Ursula Eggelhöfer, Assesseurs suppléants au Tribunal des prud'hommes de la Singine,
- > Mme Ursula Schneider Schüttel, Assesseure suppléante au Tribunal des baux de la Singine et du Lac,
- > MM. Sylvestre Moret et Joseph Geinoz, Assesseurs au Tribunal de la Gruyère,
- > M. Ulrich Aebersold, Assesseur au Tribunal du Lac
- > M. Raphaël Rimaz, Assesseur au Tribunal de la Broye.

Que toutes ces personnes, dont certaines ont œuvré pendant de très nombreuses années au service de la justice fribourgeoise, soient ici sincèrement remerciées pour leur engagement.

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a. Tribunal civil

La situation d'un président présentant des affaires en souffrance s'est améliorée.

b. Tribunal pénal et Tribunal pénal économique

Suite à son élection en qualité de Juge cantonal, M. Marc Sugnaux a démissionné de sa fonction de président suppléant du Tribunal pénal économique au 30 septembre 2013. Le Conseil a nommé M. Arthur Lehmann, Juge au Tribunal pénal des mineurs, à sa succession.

Si la dotation du secrétariat du Président Gautschi a été réévaluée de 20%, celle du greffe reste insuffisante dans la mesure où il lui manque des greffiers germanophones.

Comme déjà relevé l'an dernier, une solution devrait également être envisagée pour doter durablement le Président Chassot d'un secrétariat.

2. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

Ce tribunal, qui doit faire face à une charge de travail toujours soutenue, accuse certains retards. Depuis le 1^{er} mai 2013, il bénéficie d'une nouvelle présidente à 50% en la personne de Mme Camille Perroud Sugnaux. La dotation supplémentaire en magistrat octroyée en 2013 ainsi que les mesures organisationnelles consenties dans le courant de l'année devraient lui permettre à terme de rétablir sa situation.

Elue Juge de paix de la Gruyère, Mme Sophie Margueron Gumy a démissionné de sa fonction de Présidente à 10% du Tribunal des prud'hommes au 30 mai 2013. C'est M. Nicolas Oberson qui lui a succédé. Mme Frédérique Bütikofer Repond a par ailleurs démissionné de sa fonction de suppléante du Tribunal des baux du sud du canton. Le Conseil a nommé M. Philippe Vallet pour la remplacer.

Par ailleurs, l'enquête sur les liens de parenté effectuée en 2012 par l'autorité de surveillance a révélé un cas d'incompatibilité de parenté au sein du Tribunal de la Gruyère. Le Conseil a exigé la démission de l'un des deux assesseurs cousins germains conformément à l'art. 16 al. 3 LJ.

Il est à noter enfin que cette autorité déménagera dans de nouveaux locaux en 2014.

3. Tribunal de la Broye

Elu Juge cantonal, le Président Marc Sugnaux a démissionné au 30 septembre 2013. Le Grand Conseil a élu Mme Sonja Bulliard Grosset pour lui succéder.

L'augmentation du nombre et de la complexité des affaires pendantes devant ce tribunal nécessite un engagement croissant de ses présidents et greffiers.

4. Tribunal de la Veveyse

Le volume des affaires, qui avait augmenté d'environ 20 % en 2012, s'est stabilisé. L'exiguïté des locaux ne permet pas l'engagement d'un stagiaire.

5. Autres tribunaux d'arrondissement

Le Conseil n'a pas de remarque particulière à formuler sur les autres tribunaux d'arrondissement.

2.2.1.4. *Tribunal des mesures de contrainte*

Le volume d'affaires de cette autorité a augmenté de 13% cette année. Selon les juges, il manque 30% au secrétariat.

2.2.1.5. *Tribunal pénal des mineurs*

Cette autorité, placée en 2013 sous la présidence de Mme Sandrine Boillat-Zaugg, fonctionne bien et ne suscite pas d'observation particulière.

2.2.1.6. *Justices de paix*

En 2013, les Justices de paix ont continué de monopoliser l'attention du Conseil. Toujours confrontées à une importante masse de dossiers, elles ont en outre dû gérer l'entrée en vigueur du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. Si cette nouvelle législation est bénéfique pour les personnes concernées qui font désormais l'objet de mesures adaptées à leur situation, son application a engendré un surcroît de travail indéniable pour ces autorités. Elle requiert par ailleurs l'adaptation des anciennes mesures, tâche qui s'avère à ce point chronophage que nombre de justices de paix craignent de ne pas pouvoir respecter le délai fixé au 31 décembre 2015 pour leur mise à jour.

On notera que les nouvelles tâches incombant aux Justices de paix en vertu de ce nouveau droit n'ont pas été accompagnées d'un renfort de postes. Bon nombre de Juges de paix et de leurs collaborateurs accumulent les heures supplémentaires. En outre, au vu du blocage des nouveaux engagements décidé par le Conseil d'Etat, les Justices de paix n'ont pas eu la possibilité de déposer des demandes en personnel dans le cadre du budget 2014. Très préoccupé par la situation de ces autorités, le Conseil a soutenu auprès du Conseil d'Etat les requêtes en renfort permanent supplémentaire formulées par la Conférence des Juges de paix. Son intervention est malheureusement restée lettre morte, le Conseil d'Etat ayant maintenu sa décision de n'accorder qu'un seul nouveau poste par direction. Compte tenu de la pression hors norme imposée à cette justice de proximité depuis longtemps déjà, le risque qu'elle s'enlise dans des retards préjudiciables aux justiciables et que la santé de l'ensemble du personnel en pâtisse, ne doit pas être négligé. A cet égard, il est par ailleurs symptomatique de noter que certains postes de juges de paix mis au concours cette année n'ont suscité que peu de candidatures (pour la Glâne 4, pour la Sarine 3 et pour la Singine 2). Le Conseil ne peut

s'empêcher de voir une relation entre la surcharge notoire de ces autorités, leur sous dotation et le désintérêt porté à une fonction pourtant intéressante et valorisante.

Les nombreuses annonces publiées au début de l'année pour compléter l'effectif d'assesseurs spécialisés exigé par loi n'ont pas non plus permis de pourvoir complètement toutes les Justices de paix. Dans le courant du printemps, jugeant vaines de nouvelles mises au concours, le Conseil a demandé aux autorités concernées d'activer leurs réseaux pour trouver les personnes aux compétences requises. Il a réitéré sa demande en fin d'année.

Les problèmes informatiques ont perduré cette année encore. Dans l'ensemble peu apprécié par les Justices de paix, Tribuna V3 est jugé peu adapté à leur travail, chronophage et compliqué. Il n'a pas permis d'extraire automatiquement les statistiques attendues lors des inspections d'automne. Sans statistiques fiables et uniformisées, il est très difficile à l'autorité de surveillance d'accomplir sa mission de manière satisfaisante. Cela étant, tous les dossiers sont en principe répertoriés dans ce système. Seule la Justice de paix de la Sarine ne peut exclure que certains d'entre eux n'y figurent pas. Elle a néanmoins garanti qu'ils étaient enregistrés dans d'autres répertoires. L'élaboration de modèles uniformisés reste encore à faire, ce qui représente un travail conséquent.

1. Justice de paix de la Sarine

Après deux ans et demi d'engagement au service de la Justice de paix, le Juge David Jodry a souhaité donner une nouvelle orientation à sa carrière professionnelle et a donné sa démission avec effet au 30 juin 2013.

Compte tenu de son solde de vacances et des heures supplémentaires, il a quitté sa fonction le 31 mars 2013.

Le Conseil le remercie pour son engagement au service de cette autorité. Pour assumer l'intérim jusqu'à l'élection de son successeur, le Conseil a nommé la Greffière Delphine Queloz en qualité de Juge de paix ad hoc du 1^{er} avril au 30 septembre 2013. Elue Juge de paix par le Grand Conseil lors de la session de juin, elle a poursuivi son mandat en qualité de titulaire dès le 1^{er} octobre 2013.

Si la procédure préliminaire (art. 101 al. 4 LJ) ouverte en décembre 2012 a pu être classée, la surcharge de travail n'a pas diminué pour autant. Eu égard aux nombreux dossiers en souffrance devant cette autorité, le Conseil a décidé à titre exceptionnel de lui consentir une aide, afin de lui permettre de pallier cette situation particulière et de résorber ses retards. A la fin de l'année, il a par conséquent nommé M. Trimor Mehmetaj Juge de paix ad hoc pour une durée de six mois. Son entrée en fonction le 1^{er} janvier 2014 devrait contribuer à améliorer la situation.

A relever enfin que les travaux effectués cette année dans le bâtiment abritant cette autorité lui permettront de jouir de locaux plus vastes et fonctionnels.

2. Justice de paix de la Singine

2013 a marqué la fin des turbulences traversées par cette autorité depuis la fin 2011. Acquitté par le Juge de police de la Sarine des soupçons de vol dont il faisait l'objet, le Juge de paix Francis Schwartz, suspendu depuis le 2 avril 2012, a démissionné de sa fonction au 31 mai 2013. Le Conseil a classé la procédure disciplinaire le concernant ainsi que la procédure préliminaire ouverte contre la Justice de paix (art. 101 al. 4 LJ).

Elue lors de la session de septembre, la nouvelle Juge de paix, Mme Béatrice Kaeser, n'entrera en fonction que le 1^{er} février 2014. Mme Theodora Tsavdaridis, qui a assumé l'intérim depuis le mois de novembre 2012, n'a pas pu prolonger son activité au-delà du 31 octobre 2013 pour raison de maternité. Le Conseil a par conséquent nommé Mme Johanna Mayer-Ladner et M. Werner Zimmerli, Juges de paix ad hoc à respectivement 70% et 20%, jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle élue. Il remercie toutes ces personnes qui se sont mises à disposition de la justice et qui ont œuvré avec compétences pour continuer d'assurer son bon fonctionnement pendant ces périodes transitoires.

3. Justice de paix de la Gruyère

Dès le 1^{er} mai 2013, la Justice de paix de la Gruyère bénéficie d'une nouvelle Juge de paix à 70% en la personne de Mme Sophie Margueron-Gumy.

Compte tenu du redressement de la situation de cette autorité, le suivi administratif instauré en 2011 a pu être levée en fin d'année.

4. Justice de paix du Lac

Cette Justice de paix ne donne lieu à aucune remarque particulière. Elle disposera bientôt de nouveaux locaux.

5. Justice de paix de la Glâne

Après cinq ans et demi d'activité, la Juge de paix Jacqueline Bourqui a démissionné au 31 juillet 2013 pour donner une orientation nouvelle à sa carrière. Le Conseil la remercie pour son engagement et lui adresse ses meilleurs vœux pour la suite de son parcours professionnel. C'est sa greffière, Mme Pascale Naudi qu'il a nommée dès le 1^{er} août 2013 pour assurer l'intérim. Qu'elle soit également remerciée pour tout le travail accompli pendant cette période de transition. Elu en septembre 2013, M. Marc Butty entrera en fonction le 1^{er} janvier 2014.

Quant à M. Nicolas Demierre, il a mis un terme à son activité d'assesseur à la fin février 2013. Le Conseil lui sait gré de son engagement en faveur de cette autorité.

6. Justice de paix de la Broye

Bien qu'elle travaille à temps plein depuis le 1^{er} janvier 2013, la Juge de paix Sylviane Sauter accumule toujours un grand nombre d'heures supplémentaires. Son solde de vacances est important également.

M. Jacques Chassot, Assesseur, a pour sa part quitté la Justice de paix à la fin de l'année pour raison d'âge. Le Conseil lui exprime sa gratitude pour tout le travail accompli au sein de cette autorité pendant de nombreuses années.

7. Justice de paix de la Veveyse

La Justice de paix étant fermée le mercredi, la question de la suppléance hebdomadaire de cette autorité devra être solutionnée avec la Conférence des Juges de paix en 2014.

2.2.1.7. *Préfectures*

Le Conseil a procédé lui-même à l'inspection de toutes les Préfectures.

Ces autorités, qui fonctionnent bien, ne donnent lieu à aucune remarque particulière. Certaines d'entre elles déplorent de ne compter aucun juriste en leur sein.

2.2.1.8. *Commission de recours de l'Université*

Au cours de cette année M. Maurizio Vanetti, Assesseur suppléant représentant les professeurs, a démissionné. M. Eric Davoine a été élu à sa succession en décembre 2013.

2.2.2. Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres	Dossiers clos sans échange	Dossiers clos après échange	Dossiers reportés à l'année
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4

La procédure préliminaire au sens de l'art.101 al. 4 LJ ouverte en 2011 à l'égard de la Justice de paix de la Singine, de même que la procédure disciplinaire dirigée contre son magistrat à la fin mars 2012 (cf. point 2.2.1.6./2. ci-dessus) ont été classées. La procédure préliminaire concernant la Justice de paix de la Sarine a trouvé la même issue (cf. point 2.2.1.6./1.ci-dessus).

Sur les 21 dénonciations reçues en 2013, aucune suite préliminaire au sens de l'art.101 al.4 LJ ou disciplinaire (art. 104 al.1 LJ) n'a été donnée.

Par ailleurs, en 2013, six dénonciations portant sur le fonctionnement administratif de certaines autorités judiciaires ont été adressées au Conseil. Elles ont toutes pu être classées, cinq d'entre elles après échange d'écritures.

2.3. Nominations

Il est rappelé que seules des situations exceptionnelles et urgentes peuvent donner lieu à des nominations temporaires au sens de l'art. 91 al.1 let. d LJ. A l'échéance d'une durée maximale de six mois, le Conseil n'est par ailleurs pas autorisé à reconduire cette mesure pour le même poste.

En 2013, le Conseil a procédé à trois de ces nominations qui ont concerné exclusivement des Justices de paix. Celles-ci ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 2.2.1.6./1 concernant Mme Delphine Queloz et M. Trimor Mehmetaj ainsi que 2.2.1.6./5 concernant Mme Pascale Naudi.

Faisant usage de l'art. 22 LJ, le Conseil a par ailleurs nommé M. Philippe Vallet à la suppléance du Président du Tribunal des baux du sud du canton en remplacement de Mme Frédérique Bütikofer Repond, M. Michel Wuilleret à la suppléance du Président de la Commission de recours de l'Université, M. Arthur Lehmann à la suppléance du Président du Tribunal pénal économique et Mme Sonja Bulliard Grosset à la suppléance du Président du Tribunal des prud'hommes de la Broye en remplacement de M. Marc Sugnaux, Mme Béatrice Kaeser à la suppléance des Juges de paix de la Sarine et du Lac en remplacement de M. Francis Schwartz et M. Marc Butty à la suppléance de la Juge de paix de la Veveyse en remplacement de Mme Jacqueline Bourqui. Sur la base du même article, il a également procédé aux nominations des deux procureurs ad hoc, soit MM. Arthur Lehmann et M. André Waeber, pour traiter quatre plaintes impliquant le Procureur général ou son adjoint.

2.4. Formation

Le Conseil continue d'encourager vivement les magistrats nouvellement élus à suivre la formation sur deux ans proposée par l'Ecole suisse de la magistrature à Neuchâtel et à Lucerne. Dans la mesure où la nouvelle législation exige des Juges de paix une formation de juriste, le Conseil estime qu'ils doivent également pouvoir s'inscrire à la formation en magistrature. Il a par conséquent invité toutes les Justices de paix du canton à porter à leur budget les frais y afférents. Pour rappel, une convention de remboursement est établie entre le magistrat étudiant et le Service du personnel.

2.5. Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a donné lieu à une conférence de presse le 12 juin 2013. L'autorité de surveillance a saisi l'occasion de mettre l'accent sur la situation alarmante des Justices de paix.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil lors de la session du mois de juin. Avec le Président de la Commission des élections, il s'est par ailleurs rendu devant la Commission de justice à chaque fois que celle-ci souhaitait des explications complémentaires au sujet de ses préavis.

Les démissions de cinq juges professionnels ont fait l'objet de communiqués de presse.

Par ailleurs, comme indiqué dans le précédent rapport, les règlements des autorités judiciaires ont été mis en ligne sur le site de pouvoir judiciaire dans le courant du printemps. Ils ont également fait l'objet d'une publication restreinte dans le ROF.

2.6. Divers

2.6.1. Déterminations - questions

Le Conseil s'est déterminé sur l'avant-projet de révision de la loi sur la justice ainsi que sur l'avant-projet de loi supprimant le recours au Conseil d'Etat en matière de personnel.

Par ailleurs, le Conseil s'est opposé à une demande de levée de l'immunité d'un magistrat dans son rapport transmis à la Commission de justice (art. 111 al. 3 LJ).

2.6.2. Préavis

Au cours de cette année, le Conseil s'est préoccupé du respect de la confidentialité des données des candidats qui retirent leur dossier une fois son préavis remis à la Commission de justice. Considérant que la transmission de son document lui confère un caractère définitif, il est d'avis qu'il appartient à cette dernière autorité de veiller à ce que l'identité de ces personnes n'apparaisse pas dans le préavis communiqué aux députés.

2.6.3. Parenté entre des membres d'une même autorité

L'enquête effectuée au cours de l'automne 2012 auprès des diverses autorités judiciaires du canton a mis à jour un cas d'incompatibilité de parenté au sein du Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (cf. 2.2.1.3 ci-dessus).

Le Conseil rappelle que chaque candidat à une fonction judiciaire à titre professionnel ou accessoire est rendu attentif à l'incompatibilité résultant des liens de parenté de l'art. 16 LJ sur le formulaire qu'il doit remplir et joindre à sa postulation.

Faisant usage de l'exception de l'art. 16 al. 4 LJ, le Conseil a par ailleurs autorisé l'engagement au Tribunal cantonal d'une greffière vivant une relation de couple avec l'un de ses greffiers, à la condition que tous deux ne travaillent pas simultanément pour la même cour.

2.6.4. Enquête auprès des autorités judiciaires

Dans le but de dresser un tableau de différents aspects de la justice dans le canton, le Conseil a soumis lors des inspections annuelles toutes les autorités judiciaires à une vaste enquête portant sur l'application du règlement du Tribunal cantonal sur l'information du public en matière judiciaire (RTCInf ; ROF 2012_080). Des questions plus spécifiques ont en outre été posées au Tribunal cantonal, au Ministère public, aux Tribunaux d'arrondissement, aux Justices de paix et aux Préfectures. Les résultats de ces enquêtes peuvent être consultés ci-après.

Annexe:

2.7. Enquête auprès des autorités judiciaires 2013 - récapitulatif

1. Questionnaires

1.1. Tribunal cantonal

Quel est le délai de reddition des dossiers par le TC après l'entrée en force de ses décisions?

Avec la réunification aux Augustins, il y a plusieurs pratiques :

- > Sections civile et pénale : en principe 1 à 1,5 mois après le jugement définitif et exécutoire.
- > Section administrative : cela dépend des cours.
 - > Cours administratives : en principe après le jugement.
 - > Cours fiscales et cours des assurances sociales : cela dépend des greffiers rapporteurs.

Le but est d'harmoniser les pratiques. Le Conseil de la magistrature sera tenu au courant.

1.2. Ministère public

1. Les décisions incidentes à rendre durant la procédure ont-elles augmenté en importance (assistance judiciaire, consultation du dossier, langue de la procédure...)?

Les demandes d'assistance judiciaire sont fréquentes. Il n'y a pas plus de demandes de consultation de dossier que sous le règne de l'ancienne loi, probablement même moins. Il est rare de rendre une décision sur la langue de la procédure. Le Ministère public essaie d'éviter le problème. La fixation des indemnités demande passablement de travail et de temps au Ministère public. Il ne fixe pas toujours l'indemnité de partie avec la décision pénale.

2. Le nombre de recours à la Chambre pénale nécessite-t-il du temps pour prendre position ?

Il est plutôt rare que les procureurs prennent position de manière détaillée et complète. En tous les cas, ce n'est pas un problème.

1.3. Tribunaux d'arrondissement

1. *Y-a-t-il des assesseurs qui ne sont jamais disponibles, le cas échéant le ou lesquels, et pour quel(s) motif(s) ?*

Sarine : une assesseure n'a jamais siégé cette année pour raison professionnelle.

Singine : deux assesseurs n'ont pas siégé cette année, l'un pour des raisons de santé, l'autre parce qu'il travaille à St-Gall.

Gruyère : aucun assesseur n'est jamais disponible.

Lac : 3 assesseurs n'ont jamais siégé. L'une est professionnellement très occupée et deux ne se sont jamais manifestés suite aux mails du tribunal. Le manque de disponibilité de ces assesseurs ne pose pas de problème au tribunal.

Glâne : une assesseure est peu disponible le jour habituel des séances du tribunal. En général il n'y a aucun problème avec les assesseurs.

Broye : 3 assesseurs sont peu disponibles. Les présidents ne demandent pas de changement

Veveyse : 2 assesseurs moins disponibles. L'un est difficilement atteignable et manque de temps et l'autre doit fréquemment se récuser pour des raisons professionnelles.

TPE : seuls 4 assesseurs sur 16 ont siégé cette année. Car il y a eu peu d'affaires.

Remarque du Conseil de la magistrature

Le manque de disponibilité de certains assesseurs ne pose pas de problème de fonctionnement aux tribunaux en raison du nombre suffisant de juges non professionnels à disposition.

2. *Quelles sont vos relations avec les autres autorités cantonales du district (Justice de paix et Préfecture) ?*

D'une manière générale, les relations sont bonnes mais peu fréquentes.

Affaires civiles

1. *Existe-t-il une pratique commune dans le canton quant aux montants des avances de frais (par ex. baux à loyer, baux à ferme) ?*

Il n'y a aucune pratique commune au niveau cantonal. La Conférence des présidents du sud du canton a essayé d'harmoniser les avances de frais en matière matrimoniale. En Sarine, il existe un tarif indicatif interne qui est en cours de révision.

Remarque du Conseil de la magistrature

Il serait judicieux que la Cour de modération du Tribunal cantonal examine la question et formule des recommandations.

Art. 104 al. 1 CPC (décision sur les frais)

2. *En principe, les frais et les dépens doivent être fixés dans le dispositif de la décision principale. Les autorités procèdent-elles ainsi ?*

Les frais et émoluments sont fixés dans le jugement au fond. Pour la majorité des tribunaux, les dépens le sont également pour autant que les avocats produisent leurs listes à temps mais la plupart du temps, ils font l'objet d'une ordonnance séparée. Le président d'un tribunal demande aux avocats de déposer leurs listes de frais avant l'ouverture du jugement.

Un président suggère de porter cet objet à l'ordre du jour de la Conférence des présidents.

Remarque du Conseil de la magistrature

Il est rappelé que selon la loi, les frais doivent être fixés dans le dispositif de la décision principale.

Art 176 LP (notification de la décision sur le prononcé de faillite).

3. Quels sont les délais du prononcé de la faillite jusqu'à la notification de la décision ?

Six Tribunaux notifient leur décision le même jour que l'audience de faillite.

Dans un district, l'envoi du prononcé se fait généralement dans les quatre jours qui suivent l'audience, le vendredi. La notification se fait dès lors le samedi ou le lundi suivant.

En **Sarine**, le délai est en principe d'un jour.

Remarque du Conseil de la magistrature

Il est rappelé que selon la loi, la notification du prononcé de faillite doit se faire sans retard.

Affaires pénales

1. Le Tribunal fédéral impose de traiter toutes les questions de frais dans le dispositif du jugement au fond (ATF 139 IV 199). Quelles est la pratique des autorités pénales dans les faits (continuent-elles de faire des décisions sur les frais séparées) ?

En **Sarine**, tous les frais sont si possible fixés dans le jugement qui mentionne que les débours sont à fixer ultérieurement. L'indemnité est fixée d'office si l'avocat a produit sa liste, sinon elle est fixée ultérieurement.

En **Singine**, les frais figurent dans le dispositif. Les indemnités de parties et les indemnités du défenseur d'office sont fixées ultérieurement.

En **Gruyère**, les frais sont intégrés dans le dispositif. Une décision séparée est rendue lorsque la partie concernée requiert la fixation de sa liste de frais au tarif de l'assistance judiciaire par la suite.

Dans le **Lac**, les indemnités de parties et les dépens de partie civile sont fixés sur le siège et font partie du dispositif. Les indemnités de défenseur d'office font l'objet d'une ordonnance de fixation séparée.

Dans la **Glâne**, les frais et dépens sont fixés dans le dispositif.

Dans la **Broye**, cette question est traitée dans le jugement au fond pour les affaires de petite et moyenne importance. Pour les plus grandes affaires, les débours peuvent ne pas être connus le jour du jugement. Le dispositif mentionne qu'ils doivent encore être déterminés. Les avocats tardent encore à produire d'office leur liste de frais, ce qui implique de rendre des décisions séparées de fixation de liste de frais.

En **Veveyse**, les frais et dépens sont la plupart du temps fixés dans le jugement pénal. Certains frais ne sont parfois pas connus.

Remarque du Conseil de la magistrature :

Les Tribunaux sont rendus attentifs au fait que le Tribunal fédéral prescrit de traiter toutes les questions de frais dans le dispositif du jugement au fond.

1.4. Justices de paix

1. Y-a-t-il des assesseurs qui ne sont jamais disponibles, le cas échéant le ou lesquels, et pour quel(s) motif(s)

Dans certains districts, quelques assesseurs sont moins disponibles que d'autres pour des motifs essentiellement professionnels. Cela ne pose néanmoins pas de problèmes aux Justices de paix.

Il manque des assesseurs ayant des compétences spécifiques dans les districts suivant :

- Singine : compétences en matière de santé, de psychologie et de gestion des biens.
- Glâne : compétences en matière de santé
- Veveyse : compétences en matière de psychologie
- Broye : compétences en matière de santé.

2. Rémunération des curateurs :

a. Quant intervient-elle ?

- Sarine** : à l'approbation des comptes annuels et lors de la levée ou du transfert de la mesure.
- Singine** : les honoraires des curateurs professionnels pour une année sont comptabilisés après l'approbation des comptes l'année suivante. Au moment de leur nomination, les curateurs privés se voient attribuer un montant forfaitaire qui est comptabilisé à la fin de l'année. La Justice de Paix fixe la rémunération au moment de la nomination du curateur.
- Gruyère** : les curateurs privés sont rémunérés annuellement. Les services officiels et les curateurs privés professionnels reçoivent des provisions mensuelles ou trimestrielles.
- Lac** : les curateurs professionnels sont rétribués annuellement après contrôle de leur décompte. Les curateurs privés sont rétribués après l'approbation des comptes annuels (fin juin-juillet).
- Glâne** : les curateurs sont rémunérés après la vérification des comptes. Les curateurs privés sont prioritaires.
- Broye** : la Justice de Paix fixe la rémunération. Elle ignore quand les curateurs la prélèvent.
- Veveyse** : les curateurs sont rémunérés une fois les comptes approuvés. Il arrive aussi qu'ils procèdent à des prélèvements réguliers sur les biens du pupille lorsque c'est possible.

b. *Arrive-t-il que des curateurs doivent avancer de l'argent de leur poche ?*

Sarine/ Glâne/ Broye/ Veveyse: non

En **Gruyère** et en **Singine**, cela peut arriver même si la Justice de Paix de la Gruyère déconseille formellement cette pratique et si la Justice de Paix de la Singine verse un montant forfaitaire en début de mandat.

Cela arrive régulièrement dans le district du **Lac**.

c. *Toutes les communes ont-elles mis en place un service officiel de curatelle ?*

Tous les districts, sauf la Broye et la Gruyère, sont dotés d'un tel service. Dans la Glâne et en Veveyse, ces services doivent encore être renforcés.

Dans la Broye : 5 communes sur 30 n'ont pas encore mis en place un tel service. En Gruyère, un groupe de travail s'est attelé à la mise en place de services intercommunaux avec effet au 01.01.2014.

3. *Tribuna V3 est-il fonctionnel et l'utilisez-vous de manière satisfaisante? Serez-vous à même de fournir les statistiques annuelles 2013 avec ce système ?*

Sarine : une utilisation courante du programme est possible mais ne permet pas de fournir des statistiques 2013 pleinement fiables. Il se peut qu'il y ait des dossiers physiques ouverts qui ne sont pas enregistrés dans Tribuna. Ils le sont dans excel ou dans un classeur.

Singine : le système est très compliqué et chronophage. Dans l'ensemble il ne donne pas satisfaction.

Gruyère: la 1^{ère} phase de Tribuna V3 est fonctionnelle. La Justice de Paix l'utilise de manière satisfaisante par rapport à sa conception qui est toutefois inutilement chronophage. La Justice de Paix ne sera pas à même de fournir les statistiques 2013 avec ce système car l'encodage n'a pas été accompli.

Lac : tous les dossiers sont inscrits dans Tribuna, la situation progresse. Les relations avec le Sitel sont bonnes.

Glâne : Tribuna est fonctionnel mais nécessite beaucoup de manipulations. Si le Sitel livre ce qu'il a promis, la Justice de Paix devrait être en mesure de fournir les statistiques avec ce système. Les anciennes mesures risquent de poser problème.

Broye : tous les dossiers sont répertoriés dans Tribuna qui n'est toutefois pas adapté au travail des JP. Il n'y a pas encore de modèles unifiés.

Veveyse : le système fonctionne à satisfaction. Les statistiques ne peuvent pas encore être extraites automatiquement. Les nouvelles mesures sont systématiquement inscrites dans Tribuna.

4. *Comment est assurée la suppléance des Juges de paix?*

En **Sarine** et en **Gruyère**, la suppléance est assurée de manière interne.

En **Singine**, la Juge de Paix du Lac est suppléante en 1^{ère} ligne, Mme Suter en 2^{ème} ligne.

Dans le **Lac**, les Juges de Paix de la Singine et de la Sarine (Mme Suter) assurent le remplacement de Mme Lerf.

La Juge de Paix de la **Glâne** remplace la Juge de paix de la Veveyse et la Juge de paix de la Broye remplace la Juge de Paix de la Glâne.

Dans la **Broye**, la Juge de Paix de la Veveyse supplée Mme Sauter qui elle-même supplée la Juge de Paix de la Glâne.

Selon la Juge de Paix de la **Veveyse**, les juges s'informent entre eux de leurs vacances et s'organisent.

D'une manière générale, les suppléances fonctionnent mais constituent une charge supplémentaire. La question de la suppléance de la Juge de Paix de la Veveyse qui travaille à temps partiel et est absente le mercredi n'est pas résolue. Elle sera traitée par la Conférence des Juges de paix au début 2014.

5. *a. Quelles sont vos relations avec les autres autorités cantonales du district (Préfecture et Tribunal d'arrondissement)?*

D'une manière générale, les relations sont bonnes, voire excellentes.

b. Comment se passe la collaboration avec les services officiels de curatelle ?

Les relations sont bonnes, voire excellentes dans certains districts.

6. *Nouveau droit :*

a. Comment s'est déroulé le passage au nouveau droit ?

En **Gruyère**, dans le **Lac** et dans la **Glâne**, le passage s'est bien déroulé.

La Justice de Paix de la **Singine** a rapidement trouvé un mode de faire commun avec les curateurs.

La Justice de Paix de la **Veveyse** a beaucoup appris par elle-même et a créé ses propres modèles.

La Justice de Paix de la **Sarine** déplore de ne pas avoir suffisamment de temps pour approfondir le nouveau droit et pour créer des modèles de décisions harmonisées.

Dans la **Broye**, le passage a été difficile.

Toutes les Justices de Paix soulignent la charge de travail importante que l'introduction du nouveau droit a générée.

b. *Combien de mesures ont déjà été transformées de l'ancien au nouveau droit ?*

- Sarine** : des transformations ponctuelles ont eu lieu mais la transformation systématique des mesures n'a pas encore pu être mise en place.
- Singine** : 40 mesures ont été adaptées au 08.10.2013. D'ici la fin de l'année, la Justice de Paix devrait en avoir fait 100. Elle a prévu d'adapter 150 mesures par an mais ne parviendra pas à adapter toutes les 450 mesures d'ici à 2015.
- Gruyère:** environ 300 mesures.
- Lac** : 30% des mesures sont adaptées au nouveau droit.
- Glâne** : environ 80 mesures ont été adaptées dont une vingtaine a été levée.
- Broye** : 7 dossiers ont été revus selon le nouveau droit.
- Veveyse** : 20% des mesures ont été transformées. Un gros effort devra être consenti en 2014.

7. *Quel est l'état d'avancement de l'approbation des rapports et comptes ainsi que des inventaires au décès ?*

- Sarine** : Approbation des comptes 2010 pour la ville de Fribourg, des comptes 2010-2011 pour Belfaux, des comptes 2011 pour Villars-sur-Glâne. Sont à contrôler et à approuver les comptes de la Ville de Fribourg 2011, les comptes 2012 de Belfaux, de la Sarine-Ouest, de Farvagny, du Mouret, de Villars-sur-Glâne, les comptes du Service de l'enfance et de la jeunesse dès 2010, les comptes 2012 des tuteurs privés, les comptes 2011 et 2012 de l'autorité parentale prolongée. Il reste 5 inventaires fiscaux au décès de 2011, 12, de 2012 et 140 de 2013 à liquider.
- Singine** : ces tâches ont été terminées à fin septembre 2013.
- Gruyère:** 731 rapports (sur 850) ont été approuvés. 184 inventaires de décès (sur 233) ont été établis.
- Lac** : l'approbation des comptes des curateurs privés est pratiquement terminée. 70% des comptes des curateurs professionnels sont contrôlés. Au 23.09.2013, 154 inventaires au décès ont été établis.
- Glâne** : Il reste une quinzaine de comptes 2012 à approuver au 25.11.2013. La JP n'a pas de retard pour les inventaires au décès.
- Broye** : 1/3 des rapports 2012 ont été approuvés et rédigés à fin 08.2013. Les 2/3 des inventaires au décès sont liquidés.
- Veveyse** : l'approbation des rapports et comptes est terminée. La Justice de Paix est plus ou moins à jour concernant les inventaires au décès.

8. *Concernant les Justices de paix de la Glâne et de la Veveyse, comment fonctionnez-vous avec un effectif d'assesseurs incomplet ? Quelles démarches avez-vous entreprises pour le compléter?*

- Veveyse** : Il manque des compétences en psychologie. Mme Périsset n'a pas entrepris de démarches pour trouver une personne compétente dans ce domaine. Plusieurs personnes ayant des compétences en travail social, ce manque ne se fait pas trop ressentir.
- Glâne** : La Justice de paix pallie son effectif incomplet grâce à la disponibilité de ses assesseurs. Il manque des compétences en matière de santé. Malgré des contacts personnels de Mme Naudi, il n'a pas été possible de compléter l'effectif.

1.5. Préfectures

1. Dossiers de plaintes

> transmission par le Ministère public ;

Sarine	278	(du 01.01 au 31.08.2013)
Singine	39	(du 01.01 au 08.11.2013)
Gruyère	94	(du 01.01 au 30.08.2013)
Lac	40	(du 12.12.2012 au 13.08.2013)
Glâne	30	(du 01.01 au 30.09.2013)
Broye	68	(du 15.09. 2012 au 16.08.2013)
Veveyse	41	(au 03.09.2013)

> tentatives de conciliation

Sarine	223	(143 ont abouti, 80 ont échoué au 31.08.2013)
Singine	39	(19 ont abouti, 15 ont échoué et 5 étaient en suspens au 08.11.2013).
Gruyère	70	(31 ont abouti, 23 ont échoué, 16 en suspens au 12.09.2013).
Lac	31	(19 ont abouti au 13.08.2013)
Glâne	30	(7 conciliations, 5 échecs, 4 retraits, 3 suspensions, 11 affaires à assigner)
Broye	39	(15 ont abouti et 24 échoué au début septembre 2013).
Veveyse		encore 14 affaires assignées au début septembre 2013, les autres ont été réglées.

> requête d'assistance judiciaire

En général, il n'y en a pas.

La Préfecture de la Sarine transmet les très rares cas à l'autorité d'instruction.

2. Ordonnances pénales

> compétence du préfet en matière d'enquête

Les enquêtes concernent essentiellement la loi sur la circulation routière (LCR) et la loi scolaire (LS).

- Sarine** : il y a souvent des enquêtes en matière de circulation routière (excès de vitesse notamment).
- Singine** : en cas d'incertitude, la préfecture procède elle-même à l'instruction ou en charge la police.
- Gruyère** : des mesures d'enquête ont lieu surtout en matière de droit de construction, de LCR et de LS.
- Lac** : les enquêtes concernent essentiellement la LCR et le domaine scolaire.
- Glâne** : parfois la Préfecture demande un complément de rapport à la gendarmerie. Il n'y a pas de confrontation et peu d'oppositions. 227 ordonnances rendues (sans tentatives de conciliation).
- Broye** : cela concerne essentiellement la LCR. Il y a parfois renvoi à la police pour complément du rapport. Il y a eu une audition par la police sur délégation de la préfecture dans une affaire de loi sur l'aménagement du territoire (LATEC).
- Veveyse** : il n'y a pas d'opération d'enquête particulière. L'exercice du droit d'être entendu des parties se fait par écrit notamment en matière de loi scolaire.

> *compétence du préfet en matière de LCR*

Sarine : la préfecture prend des mesures d’instruction. Les affaires LCR occupent le 70% du temps du Lieutenant.

Singine : en principe, la Préfecture ne prend pas de mesure d’instruction.

Gruyère : ce domaine représente un travail important mais sans difficulté particulière.

Lac : en principe, la préfecture ne mène pas d’enquête elle-même.

Glâne : il y a eu 192 affaires LCR au 10.09.2013, ce qui représente 69% des ordonnances prononcées.

Broye : cf. ci-dessus.

Veveyse : en principe, la Préfecture ne prend pas de mesure d’instruction.

3. *Mises à ban*

> *pratique actuelle*

Dans l’ensemble, la pratique n’a pas été modifiée malgré le changement de législation. La Conférence des lieutenants de préfet a établi un nouveau formulaire de mise à ban suite à un arrêt du Tribunal cantonal. Les modèles d’ordonnance seront également adaptés.

En cas de retrait de la plainte, les frais sont en principe mis à la charge des dénonciateurs s’ils ont agi de manière légère ou manifestement erronée.

En Singine, il n’y a pas de contrôle pour savoir si quelqu’un est récidiviste.

> *augmentation du montant de l’amende (art. 258 al. 1^{er} CPC) ?*

La question a été évoquée par la Conférence des Préfets mais pour le moment, il n’y a pas d’augmentation de l’amende prévue car cela nécessiterait une nouvelle décision de la Justice de paix et un changement des panneaux.

En **Gruyère**, une vingtaine de mises à ban prévoient une amende de 100 frs, les autres sont à 50 frs.

Dans le **Lac** se pose la question d’augmenter l’amende pour les récidivistes.

4. *Jugements sur oppositions*

> *délai dans lequel le jugement est prononcé*

Sarine : certains juges de police traitent les dossiers très rapidement (deux mois), d’autres tardent beaucoup plus.

Singine : les oppositions sont transmises au juge de police dans les deux ou trois jours. Il arrive qu’en cas d’opposition fondée, la préfecture décide, avec l’accord du Ministère public.

Gruyère : en moyenne le 40% des affaires prend plus de 12 mois.

Lac : le lieutenant transmet immédiatement l’opposition au juge de police sauf si l’ordonnance est mal fondée.

Glâne : les délais sont assez courts.

Broye : les délais sont raisonnables.

Veveyse : les délais varient de deux à plusieurs mois. Le secrétariat suit les dossiers sur opposition et relance le Tribunal lorsqu’il oublie de notifier.

> *frais en cas de retrait d'opposition*

En principe, il n'y a pas de frais si l'opposition est retirée avant la transmission du dossier au Juge de police.

Dans le Lac, en principe il n'y a pas non plus de frais, sauf si un plaignant a, à plusieurs reprises, retiré sa plainte en matière de mise à ban.

> *délai dans lequel le dossier est retourné à la préfecture*

Sarine : deux à trois mois. La situation s'est normalisée.

Singine : en principe, les dossiers restent chez le Juge de police.

Gruyère : en cas de retrait d'opposition, les dossiers reviennent du Tribunal dans le mois qui suit.

Lac : le dossier n'est jamais restitué par le Juge police mais la Préfecture reçoit les décisions rendues dans les 10 jours.

Glâne : en cas de retrait d'opposition, le dossier revient rapidement à la Préfecture. Dans les autres cas, seule une copie du jugement lui parvient.

Broye : rien à signaler en particulier.

Veveyse : le dossier est gardé au Tribunal. La Préfecture conserve une copie qu'elle archive.

5. *Exécution des décisions préfectorales*

> *relations avec le Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP)*

> Dans l'ensemble, les relations sont qualifiées de bonnes à très bonnes.

> Dans la **Glâne**, les relations sont peu nombreuses mais correctes. La Préfecture a l'impression que les affaires ne sont pas traitées très rapidement. Elle aimerait un retour de la part du SASPP.

> *encaissement des amendes et exécution*

> Dans la **Broye**, le **Lac** et la **Singine**, l'encaissement est du ressort du Service financier de l'Etat.

> Dans la **Glâne**, la Préfecture s'occupe de la facturation. Le service cantonal s'occupe des poursuites.

> En **Veveyse**, la Préfecture procède aux encaissements, assure un suivi et fait des rappels.

> En **Gruyère**, la Préfecture s'occupe de la facturation, assure le contrôle régulier du suivi du paiement. Elle accorde des arrangements de paiement confirmés par écrit par le Service financier du canton.

> En **Sarine**, la Préfecture s'occupe de la facturation. Les poursuites sont relativement rares, les arrangements courants.

6. *Quelles sont vos relations avec les autres autorités cantonales du district (Justice de paix et Tribunal d'arrondissement) ?*

> En **Sarine**, en **Singine** et dans la **Glâne**, les relations sont très bonnes, voire même excellentes.

> En **Gruyère**, les relations avec la Justice de paix sont importantes, leur qualité est en train de s'améliorer. Avec le Tribunal d'arrondissement, elles sont bonnes mais peu nombreuses.

> Dans le **Lac**, il y a peu de contacts matériels. Les relations sont globalement bonnes.

> Dans la **Broye**, il y a très peu de relations avec la Justice de paix. Une ou deux fois par an, le Préfet rencontre le Président du Tribunal d'arrondissement.

> En **Veveyse**, les relations avec le Tribunal sont excellentes. Elles sont plus compliquées avec la Justice de paix, même si les relations personnelles sont très bonnes.

1.6. Questionnaires à toutes les autorités judiciaires

Application du Règlement du Tribunal cantonal du 21 juin 2012 sur l'information du public en matière judiciaire

Art.13

Mise à la disposition du public

a) Objet

- 1 La page de garde et le dispositif des jugements et autres décisions qui mettent fin à l'instance sont mis à la disposition du public au siège de l'autorité qui a statué, pendant trente jours à compter de la notification du dispositif.
- 2 Demeure réservée l'anonymisation de la page de garde en application de prescriptions légales (intérêts prépondérants liés au maintien du secret).
- 3 La consultation est en principe exclue s'agissant notamment des procédures de conciliation, des procédures pénales devant le Tribunal des mesures de contrainte, en matière de droit pénal des mineurs, de droit de la famille ou de placement à des fins d'assistance.
- 4 Sur requête, la consultation peut aussi porter sur la motivation de la décision, à moins qu'un intérêt privé ou public important ne l'exclue ou ne commande sa limitation à une version anonymisée et/ou raccourcie des motifs.

Comment les autorités judiciaires mettent-elles leurs jugements concrètement à disposition du public (Art. 6/13)

Tribunal cantonal	Dès que ce sera techniquement possible, le Tribunal cantonal publiera tous les arrêts (anonymisés) sur son site.
Ministère public	Toutes les ordonnances pénales entrées en force sont mises à disposition de la presse. Les journalistes consultent régulièrement ces décisions. Le greffier répond aux questions des journalistes. Il ne donne pas des réponses plus détaillées que l'ordonnance. Il n'y a pas de demande de consultation par des tiers privés
Tribunaux d'arrondissement	Dans 4 districts, il n'y a eu aucune demande de consultation d'un jugement par le public. Les jugements ne sont pas mis à disposition du public. Un président a indiqué qu'il est donné suite sur demande à l'art. 13, al. 1 et 4 et 15 RTC Inf. Une décision a été rendue le 28.08.2013 à ce sujet. Dans 3 districts, un classeur des décisions rendues est disponible sur demande au guichet.
Tribunal des mesures de contrainte	Dès l'entrée en vigueur du règlement en septembre 2012, un classeur a été mis à disposition du public. Ce système a depuis été abandonné. En cas de demande de consultation des arrêts rendus, des exemplaires seront mis à disposition à partir du dossier électronique.

Justices de paix	Les décisions ne sont pas mises à disposition du public. Il n'y a pas de demande dans ce sens non plus.
Tribunal pénal des mineurs	Conformément au principe du huis clos, les décisions du Juge des mineurs et du Tribunal des mineurs ne sont pas mises à disposition du public.
Préfectures	Il n'y a pratiquement pas de demande dans ce sens et les décisions (pénales) ne sont pas mises à disposition du public Deux Préfectures donnent une réponse orale à la presse si nécessaire.
Commission de conciliation en matière de bail du sud du canton	Il n'y a pas eu de demande.
Commission de recours de l'Université	En principe, la jurisprudence est publiée sur le site de l'Université. Il subsiste cependant des problèmes dans le système de publication.
Autorité de surveillance du registre foncier	Les résumés pour la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ) seront établis dans l'année.
Commission d'expropriation	La Commission d'expropriation ne met pas systématiquement ses jugements à disposition du public. Les décisions de principe font l'objet d'une publication dans la RFJ.

Art. 9 Droits des journalistes accrédités

1 Les journalistes au bénéfice d'une accréditation générale reçoivent communication – dans la mesure du possible par voie électronique :

- a) du jour, de l'heure, du lieu, du nom des parties et de l'objet des audiences publiques ;
- b) des communiqués de presse ;
- c) des rapports de gestion publics.

2 Les prestations suivantes peuvent aussi leur être accordées :

- a) dans la mesure où aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose et si la direction de la procédure le juge utile, la remise de documents existants (acte d'accusation, présentation de l'état de fait, jugement de première instance, etc.) en vue des débats publics, en principe dix jours avant la séance ; les parties en sont informées ;
- b) l'autorisation d'assister à des audiences non publiques, dans la mesure où le droit à l'information est jugé prépondérant ;
- c) le dispositif du jugement ou ses considérants écrits pour les journalistes présents aux débats ou dont l'absence est justifiée, si la direction de la procédure a décidé de les leur remettre (sous forme non anonymisée, dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose) ;
- d) des renseignements complémentaires, sur demande.

3 Les autorités judiciaires peuvent prévoir un embargo sur les informations privilégiées qu'elles fournissent aux journalistes accrédités.

Les tribunaux annoncent-ils les débats publics et le cas échéant comment ?

Art.9 (Annonce des débats publics, communication à la presse)

Tribunal cantonal	Tous les débats publics sont annoncés sur le site internet.
Ministère public	Il n'y a pas de débats publics et les auditions sont secrètes.
Tribunaux d'arrondissement	Dans 4 districts, il n'y a aucune communication à la presse concernant les affaires civiles. Les affaires pénales sont par contre systématiquement annoncées à la presse accréditée par courriel. Dans un district, le greffier avertit la presse des séances civiles (sauf matrimoniales et tentatives de conciliation) et pénales. Dans un district, le programme est envoyé à la presse une semaine à l'avance. Il y a un panneau d'affichage à la réception du Tribunal pour le public. Le nom des parties n'est pas mentionné. Dans un district, le greffe tient à disposition une liste des séances anonymisées au plus tard 5 jours avant le jour des séances.
Tribunal des mesures de contrainte	Les affaires pénales sont traitées à huis clos. La publicité ne concerne qu'une partie des affaires SPoMi. Le TMC envoie le programme des séances au Tribunal de la Sarine, où il siège. Cette autorité l'intègre à son panneau d'affichage.

Justices de paix	Il n'y a pas de débats publics. Les séances ne sont pas publiées.
Tribunal pénal des mineurs	Les audiences se tiennent à huis clos. Le public n'est pas informé des audiences du juge, respectivement du Tribunal des mineurs.
Préfectures	Il n'y a pas de débats publics.
Commission de conciliation en matière de bail du sud du canton	Il n'y a pas eu de demande. Le cas échéant, le Président refuserait une demande de consultation de dossier.
Commission de Recours de l'Université	La Commission siège en Commission plénière une fois par année. Les séances ne sont pas fréquentes. En principe, les décisions se prennent par voie de circulation.
Autorité de surveillance du registre foncier	Il n'y a pas de débats publics
Commission d'expropriation	La Commission d'expropriation ne fait pas en principe d'annonce concernant des débats publics. Exceptionnellement dans des affaires ayant fait l'objet d'articles dans la presse et opposant des collectivités publiques, la communication du dispositif du jugement est faite en public et les organes de presse en sont informés

Jahresbericht 2013 an den Grossen Rat des Kantons Freiburg

—
Sehr geehrte Frau Präsidentin
Sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte

Der Justizrat, die unabhängige Aufsichtsbehörde über die Justiz (Art. 125 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, hiernach KV), hat die Ehre, Ihnen gemäss Art. 127 Abs. 3 KV den Jahresbericht über seine Tätigkeit (Teil I) und diejenige der Gerichtsbehörden des Kantons (Teil II) zu unterbreiten.

I. Der Justizrat

1. Rat und Sekretariat

—
Die Zusammensetzung des Justizrates ist 2013 unverändert geblieben. Auch beim Personal des Sekretariats gab es im Verlauf dieses Jahres keine Änderungen.

Im Herbst wurde der Justizrat darüber informiert, dass im Rahmen der Sparmassnahmen des Staates seine fixen Grundentschädigungen per 1. Januar 2014 um 20% gekürzt werden.

2. Tätigkeit

Der Justizrat hat im Jahr 2013 19 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Es wurden wie bereits in den vergangenen Jahren Delegationen für die Vorstellungsgespräche in Bezug auf die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie die Inspektionen gebildet.

2.1. Wahlen und Wiederwahlen

Im Verlauf des Jahres 2013 hat der Justizrat zu 36 Wahlen Stellung genommen, 9 davon für hauptberufliche Stellen. Da nun alle Mitglieder der Gerichtsbehörden für unbestimmte Dauer gewählt sind, gibt es keine Wiederwahlen mehr.

2.2. Aufsichtsbefugnis

Gemäss Art. 127 KV übt der Justizrat die Administrativ- und Disziplinaraufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Justizrat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

2.2.1. Administrativaufsicht

Sämtliche Gerichte verfügen nun über ein Organisationsreglement im Sinn von Art. 29 des Justizgesetzes (JG). Alle diese Reglemente wurden 2013 in kurzgefasster Form in der Amtlichen Sammlung des Kantons Freiburg (ASF) veröffentlicht. Sie können auch auf der Internetseite der Gerichtsbehörden eingesehen werden.

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Justizrat alle Friedensgerichte und Oberämter sowie alle Bezirksgerichte, ausser das Bezirksgericht Saane, inspiziert. Er hat ferner acht Staatsanwältinnen und Staatsanwälte, den Generalstaatsanwalt und dessen Stellvertreter sowie die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen für den Süden des Kantons geprüft.

Die Inspektionen des Kantonsgerichts sowie diejenige des Generalstaatsanwaltes und dessen Stellvertreters werden jeweils durch drei Ratsmitglieder durchgeführt. Die übrigen Inspektionen finden in Zweierdelegationen statt.

Die Inspektion der restlichen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen. (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 1.1.2.1.3.)

Bei folgenden Behörden hat keine Inspektion stattgefunden, weil diese keine Fälle zu verzeichnen hatten: Rekurskommission für Bodenverbesserungen, Rekurskommission für neue Parzellarvermessung und Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben.

2.2.1.1. Kantonsgericht

Räumlichkeiten

2013 war geprägt vom Zusammenschluss aller Abteilungen des Kantonsgerichts im Gebäude des ehemaligen Augustinerklosters. Trotz gutem Verlauf des Umzugs hält sich die Zufriedenheit der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter in Grenzen. Das Gebäude weist zahlreiche Mängel auf, die es rasch zu beheben gilt. Die Situation des deutlich zu klein bemessenen Sekretariats ist besonders kritisch. Grund zur Besorgnis gibt ausserdem die Tatsache, dass bereits kein Reservebüro mehr vorhanden ist.

Richterinnen/Richter und Beisitzerinnen/Beisitzer

Die Zusammensetzung der höchsten kantonalen Gerichtsinstanz hat im Verlauf dieses Jahres einige Änderungen erfahren. Kantonsrichter Hugo Casanova hat mit Zustimmung des Grossen Rates und des Justizrates sein Arbeitspensum per 1. August 2013 von 100% auf 50% reduziert. Für die freigewordenen Stellenprozente wurde Marc Sugnaux vom Grossen Rat zum Kantonsrichter beim Steuergerichtshof gewählt. Er hat sein Amt am 1. Oktober 2013 angetreten. Kantonsrichterin Françoise Bastons Bulletti hat ihre Tätigkeit per 31. August niedergelegt, um sich beruflich neu zu orientieren. Der Justizrat spricht ihr für ihre weitem geschätzte kompetente und effiziente Arbeit seinen aufrichtigen Dank aus. An ihre Stelle wurde per 1. September 2013 Dina Beti gewählt. Diese wiederum hat aufgrund der besagten Wahl ihr Amt als Ersatzrichterin niedergelegt. Als Nachfolger wurde am 8. Oktober 2013 Olivier Bleicker gewählt. Der Justizrat ist erstaunt darüber, dass sich nur ein Kandidat für dieses Amt gemeldet hat und fragt sich, warum es offensichtlich nur geringes Interesse an einem doch so interessanten und bedeutenden Amt gibt.

Zivil- und Strafrechtliche Abteilung

Die neue Gesetzgebung im Bereich des Kindes- und Erwachsenenschutzes hat eine schwerwiegende Auswirkung auf den neu dafür zuständigen Gerichtshof, dessen Arbeitslast explosionsartig zugenommen hat. Auch wenn hier die Situation momentan bewältigt werden kann, geschieht dies zum Nachteil der übrigen Gerichtshöfe.

Der Strafpappellationshof, der eine bedeutende Zunahme der Beschwerden verzeichnet, ist ebenfalls sehr belastet. Diese Situation wird sich auch 2014 nicht verbessern.

Verwaltungsrechtliche Abteilung

Diese Abteilung zählt nunmehr zwei Sozialversicherungsgerichtshöfe. Nachdem es dank grossen Bemühungen gelungen ist, die Dossiers des Sozialversicherungsgerichtshofs abzubauen, verzeichnet diese Abteilung erneut eine Zunahme der Angelegenheiten. Eine solche Situation bleibt nicht ohne Auswirkung auf die Moral der Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber und erhöht das Risiko, dass Rechtsverweigerungsbeschwerden eingereicht werden, für die der Kanton die Kosten tragen muss. Die Aufhebung des Beisitzeramtes hat die Überlastung dieser Abteilung noch verschlimmert.

2.2.1.2. Staatsanwaltschaft

Die Staatsanwaltschaft ist allgemein nicht überlastet und funktioniert gut.

Der Justizrat hat 2013 im Sinn von Art. 22 JG zwei Staatsanwälte ad hoc bezeichnet: Arthur Lehmann und André Waeber. Diese Ernennungen sind erfolgt, um Anzeigen zu behandeln, die gegen den Generalstaatsanwalt selbst oder dessen Stellvertreter gerichtet waren.

2.2.1.3. Bezirksgerichte

Folgende Personen haben 2013 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Claire Roelli und Mireille Zapelli sowie François Robert Jordan und Eric Kolly, Beisitzerinnen/Beisitzer beim Bezirksgericht Saane,
- > Ursula Eggelhöfer und Erich Brühlhart, Ersatzbeisitzerin/Ersatzbeisitzer beim Arbeitsgericht des Sensebezirks,
- > Ursula Schneider Schüttel, Ersatzbeisitzerin beim Mietgericht des Sense- und Seebezirks,
- > Sylvestre Moret und Joseph Geinoz, Beisitzer beim Bezirksgericht Greyerz,
- > Ulrich Aebersold, Beisitzer beim Bezirksgericht See,
- > Raphaël Rimaz, Beisitzer beim Bezirksgericht Broye.

Der Justizrat spricht diesen Personen, von denen einige auf eine langjährige Amtsdauer zurückblicken können, seinen aufrichtigen Dank für ihren Einsatz im Dienst der Freiburger Justiz aus.

1. Bezirksgericht Saane

a. Zivilgericht

Die Situation eines Gerichtspräsidenten, der mit einigen Dossiers im Rückstand war, hat sich verbessert. Falls sich diese positive Entwicklung auch im ersten Trimester 2014 bestätigt, kann die Weiterführung der seit 2012 stattfindenden genaueren Verfolgung der administrativen Abläufe durch den Justizrat neu erwogen werden.

b. Strafgericht und Wirtschaftsstrafgericht

Nach seiner Wahl zum Kantonsrichter ist Marc Sugnaux per 30. September 2013 aus seinem Amt als Stellvertretender Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts zurückgetreten. Zum Nachfolger hat der Justizrat Arthur Lehmann, Richter beim Jugendstrafgericht, ernannt.

Die Dotierung des Sekretariats des Präsidenten Gautschi wurde um 20% erhöht. Diejenige der Gerichtsschreiberei bleibt aus Mangel an deutschsprachigen Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern unzureichend.

Wie bereits im letzten Jahr erwähnt, müsste eine Lösung angestrebt werden, um dem Präsidenten Chassot dauerhaft ein Sekretariat zur Verfügung zu stellen.

2. Bezirksgericht Greyerz

Dieses Gericht ist nach wie vor mit einer anhaltenden Arbeitslast konfrontiert und beklagt einige Rückstände. Seit dem 1. Mai 2013 erhält das Gericht Unterstützung von Camille Perroud Sugnaux, die als zusätzliche Präsidentin mit einem Pensum von 50% tätig ist. Diese 2013 zugesprochene zusätzliche Dotierung sowie die im Verlauf des Jahres genehmigten organisatorischen Massnahmen sollten es dem Gericht erlauben, sich rasch wieder von der Situation zu erholen.

Nach ihrer Wahl zur Friedensrichterin des Greyerzbezirks ist Sophie Margueron Gumy per 30. Mai 2013 von ihrem Amt als Präsidentin zu 10% des Arbeitsgerichts zurückgetreten. Zum Nachfolger wurde Nicolas Oberson bestimmt. Ferner hat Frédérique Bütikofer Repond ihr Amt als Stellvertreterin des Präsidenten beim Mietgericht für den Süden des Kantons niedergelegt. An ihre Stelle hat der Justizrat Philippe Vallet ernannt.

Bei der 2012 durchgeführten Untersuchung hinsichtlich der verwandtschaftlichen Verbindungen ist beim Bezirksgericht Greyerz eine Unvereinbarkeit entdeckt worden. Der Justizrat hat angeordnet, dass einer der beiden betroffenen Beisitzer zurücktritt (Geschwisterkinder im Sinn von Art. 16 Abs. 3 JG).

Das Gericht wird 2014 in neue Räumlichkeiten ziehen.

3. Bezirksgericht Broye

Marc Sugnaux wurde zum Kantonsrichter gewählt und hat per 30. September 2013 als Gerichtspräsident demissioniert. Als Nachfolgerin hat der Grosse Rat Sonja Bulliard Grosset gewählt.

Die Zunahme der Zahl und der Komplexität der hängigen Angelegenheiten an diesem Gericht erfordern höchsten Einsatz der Präsidentin und des Präsidenten sowie der Gerichtsschreiberei.

4. Bezirksgericht Vivisbach

Das Arbeitsvolumen, das 2012 um etwa 20% gestiegen ist, hat sich stabilisiert. Aufgrund der zu kleinen Räumlichkeiten kann kein Praktikant angestellt werden.

5. Übrige Bezirksgerichte

Der Justizrat hat keine besonderen Bemerkungen bezüglich der übrigen Bezirksgerichte anzubringen.

2.2.1.4. *Zwangsmassnahmengericht*

Das Arbeitsvolumen dieser Behörde ist in diesem Jahr um 13% gestiegen. Gemäss den Richtern fehlen 30-Stellenprozente beim Sekretariat.

2.2.1.5. *Jugendstrafgericht*

Diese Behörde, die 2013 unter dem Präsidium von Sandrine Boillat-Zaugg stand, funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

2.2.1.6. *Friedensgerichte*

Die Friedensgerichte standen auch 2013 für den Justizrat im Mittelpunkt. Nebst der erheblichen Anzahl Dossiers, mit denen diese Behörden immer noch konfrontiert waren, mussten diese die Einführung des Kindes- und Erwachsenenschutzrechtes bewältigen. Dank dieser neuen Gesetzgebung sind die Massnahmen nunmehr der Situation der betroffenen Person angepasst. Die Anwendung dieser Gesetzgebung hat jedoch für die Behörden einen nicht abzustreitenden Mehraufwand zur Folge. Ferner ist die vom Gesetz verlangte Anpassung der bisherigen Massnahmen dermassen zeitaufwendig, dass viele Friedensgerichte befürchten, die dafür auf den 31. Dezember 2015 festgelegte Frist nicht einhalten zu können.

Diese neuen Aufgabenbereiche hatten keine Unterstützung in Form von zusätzlichen Stellen zur Folge. Bei vielen Friedensrichterinnen und Friedensrichtern und deren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern häufen sich Überstunden an. Aufgrund des vom Staatsrat beschlossenen Anstellungsstopps hatten die Friedensgerichte auch nicht die Möglichkeit, im Budget 2014 Anträge für zusätzliches Personal zu stellen. Der Justizrat ist sehr besorgt über diese Situation und hat die durch die Konferenz der Friedensrichterinnen und Friedensrichter beim Staatsrat gestellten Gesuche um Anstellung von zusätzlichen Arbeitskräften unterstützt. Der Staatsrat hat jedoch an seiner Entscheidung, lediglich eine neue Stelle pro Direktion zu bewilligen, festgehalten. In Anbetracht des aussergewöhnlichen Drucks, der bereits seit Langem auf diesen bürgerlichen

Gerichtsbehörden lastet, darf das Risiko nicht unterschätzt werden, dass diese Gerichte in Rückstände geraten, was sich abträglich für die Rechtsuchenden auswirkt, und wodurch die Gesundheit der betroffenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter leidet. In dieser Hinsicht ist es verständlich, dass sich für einige im Verlauf dieses Jahres ausgeschriebene Friedensrichterstellen nur wenige Kandidatinnen und Kandidaten gemeldet haben (für den Glanebezirk 4, für den Saanebezirk 3 und für den Sensebezirk 2). Der Justizrat kommt nicht umhin, einen Zusammenhang zwischen der offenkundigen Überlastung dieser Behörden, deren unzureichende Dotierung und dem geringen Interesse an einem doch so interessanten und anerkannten Amt zu sehen.

Zu Beginn des Jahres hat der Justizrat zahlreiche Ausschreibungen für Beisitzerämter mit den vom Gesetz verlangten spezifischen Ausbildungsanforderungen vorgenommen. Trotz dieser Massnahmen konnten noch nicht alle Friedensgerichte entsprechend dotiert werden. Da weitere Ausschreibungen zwecklos schienen, hat der Justizrat im Frühling die betroffenen Behörden aufgefordert, ihre Netzwerke zu aktivieren, um geeignete Personen zu finden. Diese Anweisung wurde Ende Jahr wiederholt.

Die Informatikprobleme haben auch in diesem Jahr weiter angedauert. Tribuna V3 findet bei den Friedensgerichten insgesamt nur wenig Anerkennung. Diese erachten das Programm als zu wenig an ihre Arbeit angepasst, zeitaufwendig und kompliziert. Es war nicht möglich, automatische Auszüge für die verlangten Statistiken für die Inspektionen im Herbst auszudrucken. Ohne verlässliche und einheitliche Statistiken ist es für die Aufsichtsbehörde sehr schwierig, ihrer Aufgabe zufriedenstellend nachzukommen. Nichtsdestotrotz werden grundsätzlich alle Dossiers in diesem System erfasst. Lediglich das Friedensgericht des Saanebezirks kann nicht ausschliessen, dass dies nicht ganz für alle Dossiers zutrifft. Es hat jedoch versichert, dass die Dossiers in einem anderen Register verzeichnet sind. Die Ausarbeitung von einheitlichen Modellen bleibt noch offen und ist mit entsprechendem Arbeitsaufwand verbunden.

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Nach zweieinhalb Jahren im Dienst des Friedensgerichts Saane hat Friedensrichter David Jodry per 30. Juni 2013 demissioniert, um sich beruflich neu zu orientieren. Aufgrund seines Ferien- und Überstundenguthabens hat er sein Amt bereits per 31. März 2013 niedergelegt. Der Justizrat bedankt sich für seinen Einsatz. Bis zur Wahl seiner Nachfolge hat der Justizrat für die Dauer vom 1. April bis 30. September 2013 Gerichtsschreiberin Delphine Queloz zur Friedensrichterin ad hoc ernannt. Letztere wurde anlässlich der Junisession vom Grossen Rat per 1. Oktober 2013 zur ordentlichen Friedensrichterin gewählt und konnte ihr Amt somit weiterführen.

Das im Dezember 2012 eröffnete Verfahren (Art. 101 Abs. 4 JG) konnte geschlossen werden, die Arbeitsüberlastung hat jedoch nicht abgenommen. Angesichts der zahlreichen Rückstände bei diesem Gericht hat der Justizrat beschlossen, hier ausnahmsweise eine Hilfskraft zuzusprechen, damit das Gericht diese besondere Situation bewältigen und Rückstände beheben kann. Ende Jahr hat er daher Tramor Mehmetaj für eine Dauer von sechs Monaten zum Friedensrichter ad hoc ernannt. Sein Amtsantritt per 1. Januar 2014 sollte zur Verbesserung der Situation beitragen.

Schliesslich freut sich das Gericht über die in diesem Jahr im Gerichtsgebäude durchgeführten Arbeiten und die dementsprechend grosszügigen und funktionellen Räumlichkeiten.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

2013 fanden die Turbulenzen, die diese Behörde seit 2011 durchlebt hat, ein Ende. Der seit dem 2. April 2012 suspendierte Friedensrichter Francis Schwartz wurde vom Polizeirichter vom Vorwurf des Diebstahls freigesprochen und ist per 31. Mai 2013 von seinem Amt zurückgetreten. Der Justizrat hat das gegen ihn eröffnete Disziplinarverfahren sowie das gegen das Friedensgericht laufende Untersuchungsverfahren (Art. 101 Abs. 4 JG) geschlossen.

Die anlässlich der Septembersession gewählte neue Friedensrichterin Béatrice Kaeser wird ihr Amt erst per 1. Februar 2014 antreten. Theodora Tsavdaridis, die seit November 2012 als Friedensrichterin ad hoc die Stellvertretung übernommen hat, konnte die Amtsdauer für diese Tätigkeit aufgrund ihrer Mutterschaft nach dem 31. Oktober 2013 nicht verlängern. Der Justizrat hat daher Johanna Mayer-Ladner zu 70% und Werner Zimmerli zu 20% als Friedensrichterin bzw. Friedensrichter ad hoc ernannt, dies bis zum Amtsantritt der neugewählten Friedensrichterin. Er bedankt sich bei all diesen Personen, die sich im Dienste der Justiz zur Verfügung gestellt und mit ihrem kompetenten Einsatz dazu beigetragen haben, während den besagten Übergangsphasen das gute Funktionieren dieses Gerichts zu gewährleisten.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Seit dem 1. Mai 2013 bekleidet Sophie Margueron-Gumy die neugeschaffene 70%-Stelle als Friedensrichterin beim Greyerzbezirks.

Die 2011 vom Justizrat eingeführte genauere Beobachtung der administrativen Abläufe an diesem Gericht konnte aufgrund der Reorganisation dieser Behörde Ende Jahr eingestellt werden.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Dieses Friedensgericht gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Das Gericht wird bald über neue Räumlichkeiten verfügen.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Nach fünfeinhalb Jahren Tätigkeit ist Friedensrichterin Jacqueline Bourqui per 31. Juli 2013 von ihrem Amt zurückgetreten, um sich beruflich neu zu orientieren. Der Justizrat bedankt sich für ihren Einsatz und spricht ihr für ihre weitere berufliche Laufbahn seine besten Wünsche aus. Als Stellvertreterin ab dem 1. August 2013 hat der Justizrat Gerichtsschreiberin Pascale Naudi ernannt. Der Justizrat dankt auch ihr für die während dieser Übergangszeit geleistete Arbeit. Im September 2013 wurde Marc Butty zum ordentlichen Friedensrichter gewählt. Er tritt sein Amt am 1. Januar 2014 an.

Nicolas Demierre hat sein Amt als Beisitzer per Ende Februar 2013 niedergelegt. Der Justizrat dankt ihm für seinen Einsatz.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Seit dem 1. Januar 2013 arbeitet Friedensrichterin Sylviane Sauteur im Vollzeitpensum. Trotzdem häuft sich bei ihr eine Vielzahl von Überstunden an. Sie verfügt überdies noch über ein erhebliches Guthaben an Ferientagen.

Jacques Chassot, Beisitzer, hat das Friedensgericht per Ende Jahr aus Altersgründen verlassen. Der Justizrat dankt ihm für seinen langjährigen Einsatz.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Da dieses Friedensgericht mittwochs geschlossen ist, muss 2014 die wöchentliche Stellvertretung dieser Behörde mit der Konferenz der Friedensrichterinnen und Friedensrichter gelöst werden.

2.2.1.7. Oberämter

Der Justizrat hat die Inspektionen aller Oberämter selber durchgeführt.

Diese Behörden funktionieren gut und geben keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Einige Oberamtswärter beklagen, dass bei ihnen keine Juristen tätig sind.

2.2.1.8. Rekurskommission der Universität

Maurizio Vanetti ist in diesem Jahr von seinem Amt als Ersatzbeisitzer und Vertreter der Professorenschaft zurückgetreten. Als sein Nachfolger wurde im Dezember 2013 Eric Davoine gewählt.

2.2.2. Disziplinaufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom ver- gangenen Jahr über- tragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weiterge- leitete Dossiers	Ohne Schriften- wechsel ab- geschlossene Dossiers	Nach Schrif- tenwechsel/ Untersuchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr über- tragene Dossiers
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4

Das 2011 gegen das Friedensgericht des Sensebezirks eröffnete Verfahren im Sinn von Art. 101 Abs. 4 JG sowie das Ende März 2012 gegen dessen Friedensrichter eingeleitete Disziplinarverfahren (vgl. Punkt 2.2.1.6./2. hiervor) wurden geschlossen. Dasselbe gilt für das gegen das Friedensgericht des Saanebezirks eröffnete Untersuchungsverfahren (vgl. Punkt 2.2.1.6./1. hiervor).

Keine der 21 Beschwerden, die 2013 eingegangen sind, hatte eine Untersuchung im Sinn von Art. 101 Abs. 4 JG oder ein Disziplinarverfahren (104 Abs. 1 JG) zur Folge.

Ausserdem wurden 2013 sechs Beschwerden hinsichtlich der administrativen Tätigkeit einiger Gerichtsbehörden an den Justizrat gerichtet. Es konnten alle geschlossen werden, fünf davon nach einem Schriftenwechsel.

2.3. Ernennungen

Es gilt, daran zu erinnern, dass der Justizrat nur in Ausnahme- und Notsituationen befristete Ernennungen im Sinn von Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG vornehmen kann. Ausserdem ist der Justizrat nicht befugt, eine solche Massnahme für dasselbe Amt nach Ablauf einer Maximaldauer von sechs Monaten zu wiederholen.

2013 hat der Justizrat drei solcher Ernennungen, die ausschliesslich die Friedensgerichte betrafen, durchgeführt. Diese wurden bereits hiervor erwähnt. Es wird daher betreffend Delphine Queloz und Trimor Mehmetaj auf Punkt 2.2.1.6./1. und für Pascale Naudi auf Punkt 2.2.1.6./5. verwiesen.

Der Justizrat hat ausserdem in Anwendung von Art. 22 JG folgende Stellvertreterinnen und Stellvertreter ernannt: Philippe Vallet zum Stellvertretenden Präsidenten des Mietgerichts für den Süden des Kantons als Nachfolger von Frédérique Bütikofer Repond, Michel Wuilleret zum Stellvertretenden Präsidenten der Rekurskommission der Universität, Arthur Lehmann zum Stellvertretenden Präsidenten des Wirtschaftsstraferichts und Sonja Bulliard Grosset zur Stellvertretenden Präsidentin des Arbeitsgerichts des Broyebezirks als Nachfolgerin von Marc Sugnaux, Béatrice Kaeser zur Stellvertretenden Friedensrichterin des Saane- und Seebezirks als Nachfolgerin von Francis Schwartz und Marc Butty zum Stellvertretenden Friedensrichter des Vivisbachbezirks als Nachfolger von Jacqueline Bourqui. Auf derselben Grundlage hat er ebenfalls die beiden Staatsanwälte ad hoc Arthur Lehmann und André Waeber ernannt, um vier Anzeigen zu behandeln, die gegen den Generalstaatsanwalt oder dessen Stellvertreter gerichtet waren.

2.4. Ausbildung

Der Justizrat empfiehlt den neu gewählten Magistraten auch weiterhin, die von der Schweizerischen Richterakademie angebotene zweijährige Weiterbildung in Luzern und Neuenburg zu absolvieren. Aufgrund der neuen Gesetzgebung müssen die Friedensrichterinnen und Friedensrichter über eine juristische Ausbildung verfügen. Der Justizrat ist der Meinung, dass diese Magistratinnen und Magistraten auch die Möglichkeit haben müssen, sich für die entsprechende Weiterbildung der Richterakademie anzumelden. Er hat deshalb alle Friedensgerichte des Kantons eingeladen, die diesbezüglichen Kosten in ihr Budget

aufzunehmen. Das Personalamt schliesst mit den betroffenen Magistratinnen und Magistraten jeweils Rückerstattungsvereinbarungen ab.

2.5. Mitteilungen

Am 12. Juni 2013 hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Justizrates eine Pressekonferenz stattgefunden. In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde hat der Justizrat die Gelegenheit genutzt, den Schwerpunkt auf die alarmierende Situation der Friedensgerichte zu setzen.

Wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a Grossratsgesetz), hat der Präsident des Justizrates der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates beigewohnt. Er hat sich ferner jeweils zusammen mit dem Präsidenten der Wahlkommission des Justizrates zur Justizkommission begeben, als von dieser Seite zusätzliche Ausführungen zu den Stellungnahmen des Justizrates gewünscht wurden.

Der Justizrat hat für fünf Rücktritte von hauptberuflichen Richterinnen und Richtern eine Medienmitteilung herausgegeben.

Wie bereits im letzten Bericht erwähnt, wurden die Reglemente der Gerichtsbehörden im Frühling auf der Internetseite der Gerichtsbehörden sowie in Kurzfassung in der Amtlichen Sammlung des Kantons Freiburg (ASF) veröffentlicht.

2.6. Verschiedenes

2.6.1. Vernehmlassungen - Fragen

Der Justizrat hat zum Vorentwurf der Revision des Justizgesetzes sowie zum Vorentwurf des Gesetzes über die Abschaffung der Beschwerde an den Staatsrat in Personalangelegenheiten Stellung genommen.

Er hat überdies in seinem Bericht zuhanden der Justizkommission (Art. 111 Abs. 3 JG) zum Antrag auf Aufhebung der Immunität eines Magistraten einen ablehnenden Antrag gestellt.

2.6.2. Stellungnahmen

In diesem Jahr hat sich der Justizrat mit der Frage des Datenschutzes hinsichtlich der Kandidatinnen und Kandidaten beschäftigt, die ihre Bewerbung zurückziehen, nachdem die Stellungnahme des Justizrates an die Justizkommission übergeben wurde. Er ist der Ansicht, dass dieses Dokument durch Übermittlung einen definitiven Charakter erhält und es der Justizkommission obliegt, dafür zu sorgen, dass die Identität der betroffenen Personen nicht in der Stellungnahme an die Grossratsmitglieder preisgegeben wird.

2.6.3. Verwandtschaft zwischen Mitgliedern innerhalb einer Behörde

Die im Herbst 2012 bei verschiedenen Gerichtsbehörden des Kantons durchgeführte Untersuchung hat beim Bezirksgericht Greyerz eine Unvereinbarkeit hervorgebracht (vgl. 2.2.1.3 hiervoor).

Der Justizrat weist darauf hin, dass die Kandidatinnen und Kandidaten für ein neben- oder hauptberufliches Richteramt jeweils auf dem Bewerbungsformular, das diese ausfüllen und ihrer Bewerbung beilegen müssen, auf die Unvereinbarkeitsgründe aufgrund Verwandtschaft im Zusammenhang mit Art. 16 JG aufmerksam gemacht werden.

In Anwendung von Art. 16 Abs. 4 JG hat der Justizrat ausserdem eine Ausnahme für die Anstellung einer Gerichtsschreiberin beim Kantonsgericht gestattet, die in einer Paarbeziehung mit einem Gerichtsschreiber des Kantonsgerichts lebt, dies unter der Bedingung, dass die betroffenen Personen nicht gleichzeitig für denselben Gerichtshof arbeiten.

2.6.4. Untersuchung bei den Gerichtsbehörden

Um sich einen Überblick über die verschiedenen Gesichtspunkte hinsichtlich der Anwendung des Reglementes über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen des Kantonsgerichts (InfoRKG; ASF 2012_080) zu verschaffen, hat der Justizrat im Rahmen der Jahresinspektionen alle Gerichtsbehörden einer umfassenden Analyse unterzogen. Er hat ausserdem dem Kantonsgericht, der Staatsanwaltschaft, den Bezirksgerichten, den Friedensgerichten und den Oberämtern zusätzliche spezifische Fragen gestellt. Die Ergebnisse seiner Untersuchung können hiernach eingesehen werden.

Beilage:

2.7. Untersuchung bei den Gerichtsbehörden 2013 - Zusammenfassung

1. Fragenkatalog

1.1. Kantonsgericht

Innerhalb welcher Frist werden die Dossiers vom Kantonsgericht nach dem Inkrafttreten der Urteile zurückgesandt?

Mit der Zusammenlegung beim ehemaligen Augustinerkloster gibt es verschiedene Praktiken:

- > Zivil- und Strafrechtliche Abteilung : in der Regel 1 bis 1,5 Monate nach dem endgültigen und vollstreckbaren Urteil.
- > Verwaltungsrechtliche Abteilung : vom Gerichtshof abhängig.
 - > Verwaltungsgerichtshöfe: in der Regel nach dem Urteil.
 - > Steuergericht- und Sozialversicherungsgerichtshöfe: abhängig von den Gerichtsschreibern-Berichterstatlern.

Das Ziel ist es, die Praktiken zu vereinheitlichen. Der Justizrat wird auf dem Laufenden gehalten.

1.2. Staatsanwaltschaft

1. *Hat die Zahl der Zwischenentscheide, die während des Verfahrens gefällt werden müssen, bedeutend zugenommen (unentgeltliche Rechtspflege, Dossiereinsicht, Verfahrenssprache...)?*

Die Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege sind häufig. Es werden nicht mehr Gesuche um Dossiereinsicht gezählt als unter dem alten Gesetz, wahrscheinlich sogar weniger. Es wird selten ein Entscheid über die Verfahrenssprache gefällt. Die Staatsanwaltschaft versucht, dieses Problem zu vermeiden. Die Festlegung der Parteikosten ist für die Staatsanwaltschaft ziemlich arbeits- und zeitaufwendig. Sie legt die Parteikosten nicht immer mit dem Strafscheid fest.

2. *Sind die Stellungnahmen für die Beschwerden an die Strafkammer zeitaufwendig?*

Es ist eher selten, dass die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte detailliert und umfassend Stellung nehmen. Es stellt jedenfalls kein Problem dar.

1.3. Bezirksgerichte

1. Gibt es Beisitzer/-innen, die nie verfügbar sind. Wenn ja, welche und aus welchem Grund ?

- Saane** : In diesem Jahr hat eine Beisitzerin aus beruflichen Gründen nie an einer Sitzung teilgenommen.
- Sense** : Zwei Beisitzer haben in diesem Jahr an keiner Sitzung teilgenommen. Eine Person aus gesundheitlichen Gründen, die andere, weil sie in St. Gallen arbeitet.
- Greyerz** : Es gibt keine Beisitzer/-innen, die nie verfügbar sind.
- See** : Drei Beisitzer haben an keiner Sitzung teilgenommen. Eine Person ist beruflich viel beschäftigt und zwei haben nie auf die Mailschreiben des Gerichts reagiert. Die fehlende Verfügbarkeit dieser Beisitzer stellt jedoch für das Gericht kein Problem dar.
- Glane** : Eine Beisitzerin ist am üblichen Sitzungstag des Gerichts wenig verfügbar. In der Regel gibt es keinerlei Probleme mit den Beisitzer/-innen.
- Broye** : Drei Beisitzer sind wenig verfügbar. Die Präsidenten verlangen keine Änderung.
- Vivisbach** : Zwei Beisitzer sind weniger verfügbar. Eine Person ist schwer erreichbar und in Zeitnot und die andere muss häufig aus beruflichen Gründen in den Ausstand treten.
- Wirtschafts-
straengericht** : Nur 4 von 16 Beisitzer/-innen haben in diesem Jahr an Sitzungen teilgenommen. Es gab nur wenige Fälle.

Bemerkung des Justizrates:

Aufgrund der ausreichenden Zahl der zur Verfügung stehenden nebenberuflichen Richterämter stellt die fehlende Disponibilität gewisser Beisitzer/-innen für den guten Betrieb der Gerichte kein Problem dar.

2. Wie sind die Beziehungen zu den anderen kantonalen Behörden des Bezirks (Friedensgericht und Oberamt)?

Die Beziehungen sind durchwegs gut, jedoch nicht häufig.

Zivilsachen

1. Gibt es eine gemeinsame Praxis im Kanton hinsichtlich der Kostenvorschüsse (z.B. Miet- und/oder Pachtvertrag)?

Es gibt keine kantonale Praxis. Die Konferenz der Präsidentinnen und Präsidenten des Südens des Kantons hat versucht, die Kostenvorschüsse in Ehesachen zu vereinheitlichen. Im Saanebezirk gibt es einen internen Richttarif, der revidiert wird.

Bemerkung des Justizrates

Es wäre sinnvoll, wenn der Moderationshof des Kantonsgerichts die Frage prüfen und Richtlinien formulieren würde.

Art. 104 Abs.1 ZPO (Entscheid über die Prozesskosten)

2. *In der Regel muss im Hauptentscheid über die Prozesskosten entschieden werden. Gehen die Gerichtsbehörden dementsprechend vor?*

Die Kosten und Gebühren werden im Haupturteil festgelegt. Insofern die Rechtsanwälte ihre Aufstellung rechtzeitig ausliefern, gilt dies für die meisten Gerichte auch für die Auslagen. Diese werden jedoch meist in einer separaten Verfügung geregelt. Ein Gerichtspräsident verlangt von den Rechtsanwälten, dass sie ihre Kostenaufstellungen vor der Eröffnung des Urteils abgeben.

Ein Präsident schlägt vor, diese Frage auf die Traktandenliste der Konferenz der Präsidentinnen- und Präsidenten zu setzen.

Bemerkung des Justizrates

Es wird daran erinnert, dass die Kosten laut Gesetz im Hauptentscheid festgelegt werden müssen.

Art 176 SchKG (Mitteilung der Entscheide über eine Konkursöffnung)

3. *Wie viel Zeit vergeht zwischen einer Konkursöffnung und der Mitteilung des Entscheids?*

Sechs Gerichte teilen ihren Entscheid am Tag der Konkursverhandlung mit.

In einem Bezirk erfolgt die Verkündigung des Entscheids in der Regel am Freitag, innert vier Tagen nach der Verhandlung. Die Mitteilung erfolgt folglich am darauffolgenden Samstag oder Montag.

Im **Saanebezirk** beträgt die Frist in der Regel einen Tag.

Bemerkung des Justizrates

Es wird daran erinnert, dass die Mitteilung des Entscheids über eine Konkursöffnung laut Gesetz unverzüglich erfolgen muss.

Strafsachen

1. *Das Bundesgericht verlangt, dass alle Fragen bezüglich Prozesskosten in der Verfügung des Haupturteils geregelt werden (BGE 6B_611/2012). Wie gehen die Strafbehörden vor (entscheiden sie weiterhin getrennt über die Kosten)?*

Im **Saanebezirk** werden soweit möglich alle Kosten im Urteil geregelt. Im Urteil wird erwähnt, dass die Auslagen zu einem späteren Zeitpunkt festzulegen sind. Sofern der amtlich bestellte Anwalt seine Aufstellung eingereicht hat, wird die Entschädigung ohne weiteres festgelegt. Falls nicht, wird diese später festgesetzt.

In **Sensebezirk** werden die Kosten in der Verfügung aufgeführt. Die Parteientschädigung sowie die Entschädigung des Pflichtverteidigers werden später festgesetzt.

Im **Greyerzbezirk** sind die Kosten in der Verfügung enthalten. Es wird ein separater Entscheid gefällt, wenn eine Partei später um Festlegung der Kosten nach dem Tarif der unentgeltlichen Rechtspflege verlangt.

Im **Seebezirk** werden die Parteientschädigung und die Auslagen der Zivilpartei bei der Verhandlung festgelegt. Sie bilden Bestandteil der Verfügung. Die Entschädigung des Pflichtverteidigers wird in einer separaten Verfügung festgesetzt.

Im **Glanebezirk** werden die Kosten und Auslagen in der Verfügung festgesetzt.

Im **Broyebezirk** wird diese Frage im Haupturteil für Angelegenheiten von kleiner und mittlerer Wichtigkeit behandelt. Für grössere Fälle stehen die Auslagen am Tag des Urteilspruchs noch nicht fest. Aus der Verfügung geht hervor, dass diese noch festgelegt werden müssen. Die Anwälte reichen ihre Kostenaufstellungen nur zögerlich ein, was zu separaten Entscheiden für die Festlegung der Kosten führt.

Im **Vivisbachbezirk** werden die Kosten und Auslagen in den meisten Fällen im Strafurteil geregelt. Gewisse Kosten sind manchmal noch nicht bekannt.

Bemerkung des Justizrates

Die Gerichte werden darauf aufmerksam gemacht, dass das Bundesgericht die Behandlung sämtlicher Kostenfragen in der Verfügung des Haupturteils vorschreibt.

1.4. Friedensgerichte

1. Gibt es Beisitzer/-innen, die nie verfügbar sind. Wenn ja, welche und aus welchem Grund?

In gewissen Bezirken sind einige Beisitzer/-innen hauptsächlich aus beruflichen Gründen weniger verfügbar als andere. Dies stellt jedoch für die Friedensgerichte keine Probleme dar.

Es fehlen Beisitzer/-innen mit spezifischen Ausbildungen in folgenden Bezirken:

Sense : Fachkompetenzen im Bereich Gesundheitswesen, Psychologie und Vermögensverwaltung.

Glane : Fachkompetenzen im Bereich Gesundheitswesen.

Vivisbach : Fachkompetenzen im Bereich Psychologie.

Broye : Fachkompetenzen im Bereich Gesundheitswesen.

2. Vergütung der Beistände :

a. Wann werden diese entschädigt?

Saane : Mit Genehmigung der Jahresrechnung und bei Aufhebung oder Weiterreichung der Massnahme.

Sense : Die Honorare der Berufsbeistände werden jährlich nach der Genehmigung der Rechnung im Verlauf des Folgejahres gebucht. Die privaten Beistände erhalten bei ihrer Ernennung einen Pauschalbetrag, der am Ende des jeweiligen Jahres gebucht wird. Das Friedensgericht legt das Honorar bei der Ernennung des Beistandes fest.

Greyerz : Die privaten Beistände erhalten eine jährliche Vergütung. Die öffentlichen Dienste und die beruflichen Beistände erhalten monatliche oder vierteljährliche Entschädigungen.

See : Die Berufsbeistände werden jährlich nach Prüfung ihrer Abrechnung entschädigt, die privaten Beistände nach Genehmigung der Jahresrechnung (Ende Juni-Juli).

Glane : Die Beistände werden nach erfolgter Rechnungsprüfung entschädigt. Die privaten Beistände sind vorrangig.

Broye : Das Friedensgericht legt die Vergütung fest, ungeachtet davon, wann die Beistände diese verrechnen.

Vivisbach: Die Beistände werden bezahlt, sobald die Jahresrechnung genehmigt ist. Es kommt vor, dass sie regelmässige Abbuchungen auf dem Vermögen des Mündels vornehmen, wenn dies möglich ist.

b. Gibt es Fälle, in denen Beistände eigenes Geld vorschliessen müssen?

Saane/Glane/Broye/Vivisbach: nein.

Im **Greyerz-** und **Sensebezirk** kann dies vorkommen, obwohl das Friedensgericht Greyerz ausdrücklich von dieser Praktik abrät und das Friedensgericht Sense einen Kostenvorschuss zu Beginn des Mandats überweist.

Im **Seebezirk** gibt es regelmässig solche Fälle.

c. Verfügen alle Gemeinden über eine offizielle Beistands-Behörde?

Alle Bezirke, ausser der Broye- und Greyerzbezirk, verfügen über einen solchen Dienst. Im Glane- und Vivisbachbezirk müssen diese Dienste erst ausgebaut werden.

Im Broyebezirk haben 5 von 30 Gemeinden noch keinen solchen Dienst. Im Greyerzbezirk wurde eine Arbeitsgruppe gebildet, um per 1.01.2014 interkommunale Dienste einzurichten.

3. Funktioniert Tribuna V3 und können Sie dieses System zufriedenstellend benutzen? Sind Sie in der Lage, die Statistiken 2013 mit diesem System zu erstellen?

Saane : Die alltägliche Benutzung des Programms ist möglich, erlaubt jedoch nicht, verlässliche Statistiken für das Jahr 2013 zu liefern. Es ist möglich, dass in Papierform eröffnete Dossiers nicht in Tribuna erfasst sind. Diese finden sich in Excel oder in einem Ordner.

Sense : Das System ist sehr kompliziert, zeitaufwendig und allgemein nicht zufriedenstellend.

Greyerz : Der 1. Teil des Programms Tribuna V3 funktioniert. Dieser wird vom Friedensgericht zufriedenstellend benutzt. Trotzdem erachtet es die Konzeption als unnötig zeitaufwendig. Das Friedensgericht wird nicht in der Lage sein, die Statistiken 2013 mit diesem System vorzulegen, weil die Verschlüsselung nicht abgeschlossen ist.

See : Alle Dossiers sind in Tribuna erfasst, es werden Fortschritte verzeichnet. Die Zusammenarbeit mit dem Sitel ist gut.

Glane : Tribuna funktioniert, erfordert jedoch viele manuelle Eingriffe. Wenn das Sitel das Versprochene liefert, müsste das Friedensgericht in der Lage sein, die Statistiken mit diesem System vorzulegen. Die Massnahmen, die nach dem alten Recht ergingen, könnten Probleme verursachen.

Broye : Alle Dossiers sind in Tribuna aufgenommen. Das Programm ist jedoch nicht an die Arbeit der Friedensgerichte angepasst. Es gibt noch keine einheitlichen Vorlagen.

Vivisbach : Das System funktioniert zufriedenstellend. Es können noch keine automatischen Auszüge für die Statistiken gemacht werden. Die neuen Massnahmen werden systematisch in Tribuna eingetragen.

4. *Wie wird die Stellvertretung der Friedensrichter gewährleistet?*

Im **Saane- und Greyerzbezirk** wird die Stellvertretung intern gewährleistet.

Im **Sensebezirk** ist in erster Linie die Friedensrichterin des Seebezirks und in zweiter Linie Frau Suter für die Stellvertretung zuständig.

Im **Seebezirk** gewährleisten die Friedensrichterinnen des Sense- und Saanebezirks (Frau Suter) die Stellvertretung von Frau Lurf.

Die Friedensrichterin des **Glanebezirks** vertritt die Friedensrichterin des Vivisbachbezirks und die Friedensrichterin des Broyebezirks vertritt die Friedensrichterin des Glanebezirks.

Im **Broyebezirk** vertritt die Friedensrichterin des Vivisbachbezirks Frau Sauter, die ihrerseits die Friedensrichterin des Glanebezirks vertritt.

Laut Friedensgericht des **Vivisbachbezirks** informieren sich die Richter/-innen untereinander über ihre Ferien und organisieren sich.

Im Allgemeinen funktionieren die Stellvertretungen. Sie stellen jedoch eine zusätzliche Belastung dar. Die Frage der Stellvertretung der Friedensrichterin des Vivisbachbezirks, die Teilzeit arbeitet und am Mittwoch abwesend ist, bleibt ungelöst. Die Konferenz der Friedensrichterinnen und Friedensrichter wird sich Anfang 2014 damit befassen.

5. *a. Wie sind die Beziehungen zu den anderen kantonalen Behörden des Bezirks (Oberamt und Bezirksgericht)?*

Die Beziehungen sind allgemein gut, um nicht zu sagen ausgezeichnet.

b. Wie läuft die Zusammenarbeit mit den offiziellen Beistands-Behörden?

Die Beziehungen sind gut, in einigen Bezirken sogar ausgezeichnet.

6. *Neues Recht :*

a. Wie ist der Übergang zum neuen Recht verlaufen?

Im **Greyerzbezirk**, im **Seebezirk** und im **Glanebezirk** ist der Übergang gut verlaufen.

Das Friedensgericht des **Sensebezirks** hat schnell eine gemeinsame Vorgehensweise mit den Beiständen gefunden.

Das Friedensgericht des **Vivisbachbezirks** hat vieles selber erlernt und seine eigenen Vorlagen ausgearbeitet.

Das Friedensgericht des **Saanebezirks** beklagt, dass es nicht über genügend Zeit verfügt, um sich in das neue Recht zu vertiefen und einheitliche Vorlagen für Beschlüsse auszuarbeiten.

Im **Broyebezirk** war der Übergang schwierig.

Alle Friedensgerichte heben den beachtlichen Arbeitsaufwand hervor, den die Einführung des neuen Rechts mit sich gebracht hat.

b. Wie viele Massnahmen wurden bereits vom alten ins neue Recht umgesetzt?

- Saane** : Es haben punktuelle Umsetzungen stattgefunden. Die systematische Umsetzung der Massnahmen konnte jedoch noch nicht durchgeführt werden.
- Sense** : 40 Massnahmen konnten per 8.10.2013 angepasst werden. Bis Ende Jahr sollten es 100 sein. Das Gericht hat vorgesehen, pro Jahr 150 Massnahmen umzusetzen. Die Umsetzung aller 450 Massnahmen bis 2015 wird jedoch nicht möglich sein.
- Greyerz** : ca. 300 Massnahmen.
- See** : 30% der Massnahmen wurden ins neue Recht überführt.
- Glane** : ca. 80 Massnahmen wurden umgesetzt, davon wurden um die zwanzig aufgehoben.
- Broye** : 7 Dossiers wurden erneut eingesehen und nach dem neuen Recht beurteilt.
- Vivisbach** : 20% der Massnahmen wurden umgesetzt. 2014 muss mit einem grossen Aufwand gerechnet werden.

7. Wie weit ist die Genehmigung der Berichte und der Jahresrechnung sowie der Inventare im Todesfall?

- Saane** : Genehmigung der Jahresrechnung 2010 für die Stadt Freiburg, der Jahresrechnung 2010 - 2011 für Belfaux, der Jahresrechnung 2011 für Villars-sur-Glâne. Es sind zu prüfen und zu genehmigen : die Jahresrechnung der Stadt Freiburg 2011, die Jahresrechnung 2012 von Belfaux, von Saane-Ost, Farvagny, Mouret, Villars-sur-Glâne, die Jahresrechnung des Jugendamtes ab 2010, die Jahresrechnung 2012 der privaten Beistände, die Jahresrechnung 2011 und 2012 für Fälle bei Verlängerung der elterlichen Sorge. Es bleiben 5 Steuerinventare im Todesfall von 2011, 12 von 2012 und 140 von 2013 zu erledigen.
- Sense** : Diese Aufgaben wurden Ende September 2013 abgeschlossen.
- Greyerz** : 731 Berichte (von 850) wurden genehmigt. 184 Inventare im Todesfall (von 233) wurden erstellt.
- See** : Die Genehmigung der Jahresrechnung der privaten Beistände ist praktisch abgeschlossen. 70% der Jahresrechnung der Berufsbeistände sind geprüft. Per 23.09.2013 waren 154 Inventare im Todesfall erstellt.
- Glane** : Per 25.11.2013 sind noch um die fünfzehn Rechnungen für das Jahr 2012 zu genehmigen. Das Friedensgericht hat keine Rückstände hinsichtlich der Inventare im Todesfall.
- Broye** : 1/3 der Berichte 2012 ist per Ende 08.2013 genehmigt und abgefasst. 2/3 der Inventare im Todesfall sind abgeschlossen.
- Vivisbach** : Die Genehmigung der Berichte und Rechnungen ist abgeschlossen. Das Friedensgericht ist hinsichtlich der Inventare im Todesfall mehr oder weniger „à jour“.

8. *Friedensgerichte des Glane- und Vivisbachbezirks: Wie läuft der Gerichtsbetrieb mit einem unvollständigen Bestand an Beisitzer/-innen? Was haben Sie unternommen, um den Bestand zu vervollständigen?*

Vivisbach : Es fehlen Fachkenntnisse im Bereich Psychologie. Frau Périsset hat keine Massnahmen getroffen, um eine Fachperson in diesem Bereich zu finden. Da mehrere Personen über Fachkenntnisse in Sozialarbeit verfügen, ist diese Lücke nicht allzu sehr spürbar.

Glane : Das Friedensgericht kann seinen unvollständigen Bestand dank der Verfügbarkeit seiner Beisitzer/-innen ausgleichen. Es fehlen Fachkenntnisse im Bereich Gesundheitswesen. Frau Naudi hat persönlich mit geeigneten Personen Kontakt aufgenommen. Der Bestand konnte trotzdem nicht vervollständigt werden.

1.5. Oberämter

1. Anzeigen

> *Von der Staatsanwaltschaft weitergeleitet*

Saane	278	(vom 01.01. bis 31.08.2013)
Sense	39	(vom 01.01. bis 08.11.2013)
Greyerz	94	(vom 01.01. bis 30.08.2013)
See	40	(vom 12.12.2012 bis 13.08.2013)
Glane	30	(vom 01.01 bis 30.09.2013)
Broye	68	(vom 15.09. 2012 bis 16.08.2013)
Vivisbach	41	(per 03.09.2013)

> *Versöhnungsversuche*

Saane	223	(143 erfolgreich, 80 gescheitert per 31.08.2013)
Sense	39	(19 erfolgreich, 15 gescheitert und 5 hängig per 08.11.2013).
Greyerz	70	(31 erfolgreich, 23 gescheitert, 16 hängig per 12.09.2013).
See	31	(19 erfolgreich per 13.08.2013)
Glane	30	(7 Versöhnungen, 5 gescheitert, 4 Rückzüge, 3 Einstellungen, 11 Fälle zum Ansetzen)
Broye	39	(15 erfolgreich und 24 gescheitert per Anfang September 2013).
Vivisbach		per Anfang 09.2013 gab es noch 14 Fälle zum Ansetzen, die übrigen sind geregelt.

> *Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege*

In der Regel gibt es keine.

Das Oberamt des Saanebezirks übermittelt die seltenen Fälle an die Untersuchungsbehörde.

2. Strafbefehle

> *Untersuchungsbefugnis des Oberamtmanns*

Die Untersuchungen betreffen hauptsächlich das Strassenverkehrsgesetz (SVG) und das Schulgesetz (SchG).

Saane : Es gibt oft Untersuchungen im Bereich Strassenverkehr (insbesondere Fahren mit übersetzter Geschwindigkeit).

-
- Sense** : Im Zweifelsfall führt das Oberamt die Untersuchung selber durch oder beauftragt die Polizei damit.
- Greyerz** : Untersuchungsmassnahmen werden vor allem im Bereich Baurecht, SVG und SchG durchgeführt.
- See** : Die Untersuchungen betreffen vorwiegend das SVG und den Schulbereich.
- Glane** : Das Oberamt verlangt manchmal einen ergänzenden Bericht bei der Polizei. Es gibt keine Gegenüberstellung und wenig Einsprachen. 227 ausgesprochene Strafbefehle (ohne Versöhnungsversuche).
- Broye** : Hier ist vor allem das SVG betroffen. Es kommt manchmal zu einer Überweisung an die Polizei für einen ergänzenden Bericht. Es gab eine Befragung durch die Polizei im Auftrag des Oberamtes in einer Angelegenheit, die das Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG) betrifft.
- Vivisbach:** Es gibt keine besonderen Untersuchungsmassnahmen. Dem Anspruch auf rechtliches Gehör der Parteien wird schriftlich Folge gegeben, insbesondere im Bereich des Schulgesetzes.

> *Kompetenz des Oberamtmanns hinsichtlich SVG*

- Saane** : Das Oberamt nimmt Untersuchungsmassnahmen vor. Die Angelegenheiten im Bereich SVG beanspruchen 70% der Zeit des Vizeoberamtmannes.
- Sense** : Das Oberamt nimmt in der Regel keine Untersuchungsmassnahmen vor.
- Greyerz** : Dieser Bereich ist mit einem beträchtlichen Arbeitsaufwand verbunden, stellt jedoch keine besonderen Schwierigkeiten dar.
- See** : In der Regel führt das Oberamt selber keine Untersuchungen durch.
- Glane** : Per 10.09.2013 gab es 192 Angelegenheiten im Bereich SVG, was 69% der ausgesprochenen Strafbefehle ausmacht.
- Broye** : vgl. hiavor.
- Vivisbach:** Das Oberamt nimmt in der Regel keine Untersuchungsmassnahmen vor.

3. *Gerichtliches Verbot*

> *Aktuelle Praxis*

Allgemein hat die Praxis trotz der neuen Gesetzgebung nicht geändert. Die Konferenz der Vizeoberamt männer hat aufgrund eines Urteils des Kantonsgerichts ein neues Formular für ein gerichtliches Verbot ausgearbeitet. Die Vorlagen für die Verfügungen werden ebenfalls angepasst.

Im Falle des Rückzugs einer Anzeige werden die Kosten in der Regel den Anzeigern auferlegt, wenn diese leichtfertig oder offensichtlich falsch gehandelt haben.

Im Sensebezirk wird nicht kontrolliert, ob es sich um einen Wiederholungstäter handelt.

> *Erhöhung des Bussgeldes (Art. 258 Abs. 1 ZPO) ?*

Die Frage wurde von der Konferenz der Oberamt männer angesprochen. Im Moment gibt es jedoch keine Erhöhung des Bussgeldes, weil dadurch ein neuer Beschluss des Friedensgerichts und ein Auswechseln der Tafeln nötig wären.

Im **Greyerzbezirk**, sehen rund zwanzig gerichtliche Verbote ein Bussgeld von Fr. 100.-- vor, die übrigen betragen Fr. 50.--.

Im **Seebezirk** wird in Erwägung gezogen, die Bussen für Wiederholungstäter zu erhöhen.

4. Entscheide über Einsprachen

> *Frist, in der die Entscheide ausgesprochen werden*

- Saane** : Gewisse Polizeirichter bearbeiten die Dossiers sehr schnell (zwei Monate), bei anderen dauert es viel länger.
- Sense** : Die Einsprachen werden dem Polizeirichter innert zwei oder drei Tagen weitergeleitet. Es kommt vor, dass im Fall einer begründeten Einsprache das Oberamt mit Einverständnis der Staatsanwaltschaft entscheidet.
- Greyerz** : Im Durchschnitt dauert die Frist in 40% der Fälle mehr als 12 Monate.
- See** : Der Vizeoberamtmann leitet die Einsprache unverzüglich dem Polizeirichter weiter, ausser wenn die Einsprache unzureichend begründet ist.
- Glane** : Die Fristen sind relativ kurz.
- Broye** : Die Fristen sind angemessen.
- Vivisbach**: Die Fristen belaufen sich zwischen zwei und mehreren Monaten. Das Sekretariat verfolgt die Einsprache-Dossiers und erinnert das Gericht entsprechend, falls die Zustellung versäumt wird.

> *Kosten bei Rückzug einer Einsprache*

Im Prinzip gibt es keine Kosten, wenn die Einsprache vor der Übermittlung des Dossiers an den Polizeirichter erfolgt.

Im Seebezirk werden in der Regel auch keine Kosten erhoben, ausser wenn ein Anzeiger bereits mehrfach seine Anzeige hinsichtlich eines gerichtlichen Verbots zurückgezogen hat.

> *Frist, in der das Dossier an das Oberamt zurückgeschickt wird*

- Saane** : zwei bis drei Monate. Die Lage hat sich normalisiert.
- Sense** : In der Regel bleiben die Dossiers beim Polizeirichter.
- Greyerz** : Bei Rückzug der Einsprache werden die Dossiers im darauffolgenden Monat vom Gericht zurückgeschickt.
- See** : Der Polizeirichter retourniert das Dossier nie. Das Oberamt erhält jedoch innert 10 Tagen die gefällten Entscheide.
- Glane** : Bei einem Rückzug der Einsprache wird das Dossier rasch dem Oberamt zugestellt. In den übrigen Fällen erhält das Oberamt lediglich eine Kopie des Urteils.
- Broye** : Keine besonderen Bemerkungen.
- Vivisbach**: Das Dossier bleibt beim Gericht. Das Oberamt behält eine Kopie für die Archivakten.

5. Vollstreckung der Entscheide des Oberamtmanns

> *Beziehung mit dem ASMVG*

- > Im Grossen und Ganzen werden die Beziehungen als gut und sehr gut eingestuft.
- > Im **Glanebezirk** gibt es nur wenig Kontakt. Dieser wird jedoch als korrekt bezeichnet. Das Oberamt hat den Eindruck, dass die Fälle nicht sehr rasch bearbeitet werden und wünscht sich eine Rückmeldung seitens ASMVG.

-
- > *Einzug und Vollstreckung der Bussen*
 - > Im **Broye-, See- und Sensebezirk** fällt der Bezug der Bussen in die Zuständigkeit des kantonalen Finanzdienstes.
 - > Im **Glanebezirk** kümmert sich das Oberamt um die Fakturierung. Der kantonale Dienst ist für die Betreibungen zuständig.
 - > Im **Vivisbachbezirk** kümmert sich das Oberamt um den Bezug, die Kontrolle sowie die Mahnungen.
 - > Im **Greyerzbezirk** kümmert sich das Oberamt um die Fakturierung und die regelmässige Kontrolle der Zahlungseingänge. Es genehmigt Zahlungsvereinbarungen, die schriftlich vom kantonalen Finanzdienst bestätigt werden.
 - > Im **Saanebezirk** ist das Oberamt für die Fakturierung zuständig. Betreibungen sind relativ selten, ein Übereinkommen ist jedoch üblich.

6. *Wie sind die Beziehungen zu den anderen kantonalen Behörden des Bezirks (Bezirks- und Friedensgericht)?*

- > Im **Saane-, Sense- und Glanebezirk** sind die Beziehungen sehr gut, um nicht zu sagen ausgezeichnet.
- > Im **Greyerzbezirk** sind die Beziehungen zum Friedensgericht wichtig und im Begriff, sich zu verbessern. Die Beziehungen mit dem Bezirksgericht sind gut, jedoch nicht zahlreich.
- > Im **Seebezirk** gibt es wenig Kontakt. Die Beziehungen sind gut.
- > Im **Broyebezirk** gibt es sehr wenig Kontakt mit dem Friedensgericht. Der Oberamtmann trifft den Gerichtspräsidenten ein oder zwei Mal pro Jahr.
- > Im **Vivisbachbezirk** sind die Beziehungen zum Gericht ausgezeichnet. Auch wenn die persönlichen Beziehungen sehr gut sind, werden die Beziehungen mit dem Friedensgericht als komplizierter bezeichnet.

1.6. Fragenkatalog für alle Gerichtsbehörden

Anwendung des Reglements über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen vom 21. Juni 2012

Art. 13 Öffentliche Auflage a) Gegenstand 1 Die Titelseite und das Urteilsdispositiv aller verfahrensabschliessenden Entscheide und Verfügungen werden nach der Zustellung des Dispositivs während 30 Tagen am Sitz der Gerichtsbehörde aufgelegt. 2 Die Anonymisierung der Titelseite in Anwendung der gesetzlichen Vorschriften (überwiegende Geheimhaltungsinteressen) bleibt vorbehalten. 3 Die Einsichtnahme ist grundsätzlich insbesondere dann ausgeschlossen, wenn es sich um Schlichtungsverfahren, Strafverfahren vor dem Zwangsmassnahmengericht, jugendstrafrechtliche oder familienrechtliche Verfahren sowie um fürsorgerische Unterbringungen handelt. 4 Auf Anfrage kann sich die Einsichtnahme auch auf die Urteilsbegründung erstrecken, ausser wenn ein wichtiges privates oder öffentliches Interesse dies ausschliesst oder nahelegt, die Einsichtnahme auf eine anonymisierte und/oder verkürzte Version der Entscheidungsgründe zu beschränken. <i>Wie legen die Gerichtsbehörden ihre Urteile der Öffentlichkeit konkret auf? (Art. 6/13)</i>	
Kantonsgericht	Sobald dies technisch möglich ist, wird das Kantonsgericht alle Urteile (anonymisiert) auf seiner Internetseite publizieren.
Staatsanwaltschaft	Alle rechtskräftigen Strafbefehle stehen der Presse zur Verfügung. Die Journalisten konsultieren diese Urteile regelmässig. Der Gerichtsschreiber steht der Presse für die Beantwortung von Fragen zur Verfügung. Er gibt keine detaillierteren Informationen als die im Strafbefehl. Es gibt keine Gesuche um Einsichtnahmen durch private Drittpersonen.
Bezirksgerichte	In 4 Bezirken gab es bis anhin kein Gesuch um Einsichtnahme in ein Urteil. Die Urteile werden nicht öffentlich aufgelegt. Ein Präsident hat angegeben, dass Art. 13 Abs. 1 und 4 und Art. 15 InfoRKG nur auf Anfrage Folge gegeben wird. Ein diesbezüglicher Beschluss wurde am 28.08.2013 gefasst. In 3 Bezirken liegt am Schalter auf Anfrage ein Ordner mit Urteilen auf.
Zwangsmassnahmengericht	Mit Inkrafttreten des Reglements im September 2012 wurde der Öffentlichkeit ein Ordner bereitgestellt. Von dieser Vorgehensweise ist das Gericht jedoch zwischenzeitlich abgekommen. Bei einem Gesuch um Einsichtnahme von gefällten Entscheiden wird nunmehr ein Exemplar aus dem elektronischen Dossier zur Verfügung gestellt.

Friedensgerichte	Die Entscheide werden der Öffentlichkeit nicht zur Verfügung gestellt. Es gibt in dieser Hinsicht auch keine Gesuche.
Jugendstrafgericht	Die Entscheide des Jugendstrafrichters und des Jugendstrafgerichts stehen unter Ausschluss der Öffentlichkeit. Sie werden der Öffentlichkeit nicht zur Verfügung gestellt.
Oberämter	Es gibt in dieser Hinsicht praktisch keine Gesuche und die (Straf-) Entscheide stehen der Öffentlichkeit nicht zur Verfügung. Zwei Oberämter beantworten die Fragen der Presse gegebenenfalls mündlich.
Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen GGBV	Es gab keine Gesuche.
Rekurskommission der Universität	In der Regel werden die Entscheide auf der Internetseite der Universität veröffentlicht. Es bestehen Probleme im Zusammenhang mit dem System der Veröffentlichung.
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	Die Zusammenfassungen für die FZR werden jährlich erstellt.
Enteignungskommission	Die Enteignungskommission legt ihre Entscheide nicht systematisch öffentlich auf. Die Grundsatzentscheide werden in der FZR veröffentlicht.

Art. 9 Rechte der akkreditierten Medienschaffenden

1 Die allgemein akkreditierten Medienschaffenden erhalten – soweit möglich in elektronischer Form:

- a) Angaben über Zeit, Ort, Name der Parteien und Gegenstand der öffentlichen Verhandlungen;
- b) Medienmitteilungen;
- c) öffentliche Geschäftsberichte.

2 Es können ihnen ausserdem folgende Dienstleistungen gewährt werden:

- a) sofern keine überwiegenden Interessen entgegenstehen und es die Verfahrensleitung für nützlich erachtet: Abgabe vorhandener Unterlagen (Anklageschrift, Sachverhaltsdarstellungen, erstinstanzliches Urteil usw.) zu öffentlichen Verhandlungen, grundsätzlich zehn Tage vor der Sitzung; die Parteien werden darüber in Kenntnis gesetzt;
- b) Zulassung zu nicht publikumsöffentlichen Verhandlungen, sofern der Informationsanspruch als überwiegend anerkannt wird;
- c) Abgabe des Urteilsdispositivs oder der schriftlichen Urteilsabwägungen an Medienschaffende, die an der Verhandlung anwesend waren oder deren Abwesenheit gerechtfertigt ist, wenn die Verfahrensleitung die Abgabe beschlossen hat (in nicht anonymisierter Form, sofern keine überwiegenden öffentlichen oder privaten Interessen entgegenstehen);
- d) ergänzende Auskünfte auf Anfrage.

3 Die Gerichtsbehörden können für die Informationen, die sie den akkreditierten Medienschaffenden bevorzugt liefern, eine Sperrfrist vorsehen.

Kündigen die Gerichte die publikumsöffentlichen Verhandlungen an. Wenn ja, wie?

Art. 9 (Ankündigung von publikumsöffentlichen Verhandlungen, Mitteilung an die Presse)

Kantonsgericht	Alle publikumsöffentlichen Verhandlungen werden auf der Internetseite angekündigt.
Staatsanwaltschaft	Es gibt keine publikumsöffentlichen Verhandlungen. Die Einvernahmen sind vertraulich.
Bezirksgerichte	In 4 Bezirken gibt es in Zivilsachen keine Mitteilung an die Medien. In Strafsachen werden die akkreditierten Medien jedoch systematisch per Mail informiert. In einem Bezirk benachrichtigt der Gerichtsschreiber die Medien über Zivil- (ausser Ehesachen und Versöhnungsversuche) und Strafverhandlungen. In einem Bezirk wird den Medien das Programm eine Woche vorher zugestellt. Es gibt für die Öffentlichkeit ein Anschlagbrett beim Empfang des Gerichts. Die Parteinamen werden nicht genannt. In einem Bezirk hält der Gerichtsschreiber spätestens 5 Tage vor dem Verhandlungstag eine anonymisierte Liste zur Verfügung.
Zwangsmassnahmengericht	Die Strafsachen werden unter Ausschluss der Öffentlichkeit behandelt. Die Veröffentlichung betrifft nur einen kleinen Teil der BMA-Angelegenheiten. Das ZMG verschickt das Programm an das Bezirksgericht Saane, wo die Verhandlungen stattfinden. Das Bezirksgericht nimmt das Programm in sein Anschlagbrett auf.

Friedensgerichte	Es gibt keine öffentlichen Verhandlungen. Die Verhandlungen werden nicht publiziert.
Jugendstrafgericht	Die Verhandlungen finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt. Die Öffentlichkeit wird nicht über die Verhandlungen der Richter bzw. des Gerichts informiert.
Oberämter	Es gibt keine publikumsöffentlichen Verhandlungen.
Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen GGVB	Es gab keine Gesuche. Gegebenenfalls würde der Präsident ein Gesuch um Dossiereinsicht ablehnen.
Rekurskommission der Universität	Die Kommission hält einmal jährlich eine Plenarsitzung ab. Die Sitzungen sind nicht häufig. In der Regel werden die Entscheide mit Zirkulationsbeschluss gefällt.
Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	Es gibt keine publikumsöffentlichen Verhandlungen.
Enteignungskommission	Die Enteignungskommission informiert in der Regel nicht über öffentliche Verhandlungen. Ausnahmsweise wird der Urteilsspruch in Fällen, die bereits von den Medien thematisiert wurden oder öffentlichrechtliche Körperschaften betreffen, der Öffentlichkeit und den Medien mitgeteilt.

II. Les autorités judiciaires

Considérant que le rapport annuel sur l'administration de la justice a valeur de document d'archive reflétant la marche de la justice du canton, le Conseil de la magistrature y insère désormais les rapports des différentes autorités in extenso.

1. Le Tribunal cantonal

—

1.1. Partie générale

1.1.1. Remarques générales

En 2013, le Tribunal cantonal a rendu 2789 arrêts dont 213 ont fait l'objet d'un recours. 27 d'entre eux ont été admis, ce qui représente moins d'un pourcent des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan administratif, le Tribunal cantonal a mis en œuvre son nouveau règlement d'organisation et de fonctionnement. Le système des assesseurs a ainsi été supprimé et la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte s'est vue attribuer de nouvelles compétences. Une deuxième Cour des assurances sociales a été créée. Sur le plan organisationnel, le Secrétaire général est entré en fonction en janvier, la directive sur le statut et le cursus des greffiers a été adoptée et le secrétariat a été réorganisé avec la réunification physique des 3 sections. Le Tribunal cantonal a officiellement débuté ses activités aux Augustins le 2 septembre 2013. Un des événements marquants de 2013 a été l'inauguration officielle du bâtiment, le 29 novembre.

1.1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 9 reprises et la Commission administrative à 21 reprises. Plusieurs décisions ont, de plus, été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant sa réorganisation et son déménagement aux Augustins et ont pris position lors de 28 consultations. Par ailleurs, des délégations du Tribunal cantonal ont notamment participé à la Conférence de presse vouée à la présentation du rapport annuel du Tribunal cantonal, à une rencontre avec l'Ordre des avocats fribourgeois et à la troisième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux traditionnelles inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Nouvelle organisation

Le Règlement du Tribunal cantonal du 22 novembre 2012 précisant son organisation et son fonctionnement (RTC ; RSF 131.11) est entré en vigueur le 1er janvier 2013. Ce nouveau règlement prend en considération différentes mesures de réorganisation.

Sur le plan juridictionnel :

- > Le système des assesseurs de la Cour fiscale et de la Cour des assurances sociales a été abrogé. Ces cours siègent désormais également avec trois juges professionnels, ce qui a engendré dès lors une réorganisation importante au sein de la section administrative du Tribunal cantonal, avec notamment la **création d'une deuxième Cour des assurances sociales** et une charge de travail supplémentaire

pour tous les juges de la section. Par ailleurs, la Cour des assurances sociales n'a plus bénéficié de mesures extraordinaires, ce qui a signifié la perte de 3 postes de greffiers-rapporteurs et de 2 postes de secrétaires au début de l'année. S'il faut noter qu'une bonne partie du *retard* dans le traitement des affaires de cette cour a été assaini au bénéfice de ces mesures temporaires, les deux cours actuelles ne sont toujours pas dotées de manière appropriée en greffiers-rapporteurs afin de juguler leur importante charge de travail *ordinaire*. Il est d'ores et déjà avéré que, même sous cette nouvelle organisation, la capacité de liquidation des deux cours des assurances sociales demeure insuffisante eu égard au volume moyen de ses affaires. D'ailleurs, elles se sont retrouvées, en fin d'année 2013, avec encore des dossiers pendants datant de 2011.

- > Le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur en 2013. Le Tribunal cantonal est devenu en conséquence **l'unique autorité de recours cantonale** contre les décisions des autorités de protection, les Chambres des tutelles d'arrondissement ayant été supprimées de même que la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Par ailleurs, les dossiers toujours pendants auprès des Chambres des tutelles d'arrondissement au 31 décembre 2012 ont été d'office transférés au Tribunal cantonal. La Cour a de plus été amenée, dans le cadre des recours contre des placements à des fins d'assistance, à se déplacer pour les auditions des personnes placées. Cette nouvelle organisation a entraîné une augmentation très importante de la charge de la Cour, étant précisé que la nature des affaires qui lui sont soumises implique très souvent un traitement rapide du dossier.

La perte des assesseurs et les transferts de compétences – liés à l'augmentation du volume d'affaires – ont engendré une hausse de la charge travail. Celle-ci a également été accrue par le tournus important des effectifs (20 % des collaborateurs en 2013 ; pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer au chiffre 1.1.3).

En ce qui concerne le greffe :

- > Le nouveau **Secrétaire général du Tribunal cantonal**, Frédéric Oberson, a pris ses fonctions en janvier 2013. Pour le soutenir, il a été décidé de maintenir la Commission des services centraux - constituée des deux Greffiers-chefs en place et du Secrétaire général – laquelle a poursuivi la gestion de différentes tâches administratives (budget, planification financière, personnel, organisation des processus et développement du projet). Les deux greffiers-chefs – fonction qui a disparu à la fin de l'année –, Henri Angéloz et Muriel Zingg, ont été nommés suppléants du Secrétaire général. Cette organisation a facilité la gestion unifiée des trois sections du Tribunal cantonal.
- > Une nouvelle **directive sur le statut et le cursus des greffiers** a été adoptée. Cette directive permet, selon un cursus établi, de tenir compte, dans les différentes sections du Tribunal cantonal, des années d'expérience des greffiers. Les moins expérimentés ont la fonction de greffiers et les plus expérimentés celle de greffiers-rapporteurs. Cette directive a également fixé le rôle de greffiers de section qui effectuent notamment des tâches de gestion pour les sections du Tribunal cantonal.
- > Une **nouvelle organisation du secrétariat** a également été mise en place. Françoise Rosales a été nommée cheffe de bureau et Magui Guisolan, collaboratrice administrative, suppléante de la cheffe de bureau. Le secrétariat est composé de secrétaires de section ainsi que d'un pool de secrétaires, l'objectif étant à l'avenir de disposer d'un personnel administratif pouvant travailler pour les différentes sections.

-
- > Les outils **informatiques** ont été **uniformisés entre les trois sections**. De nombreux travaux ont dû être effectués car ces outils n'étaient pas utilisés de la même manière. Une arborescence commune des dossiers a ainsi été élaborée et sera fonctionnelle dès 2014. Le Tribunal cantonal a modernisé son logiciel de gestion des affaires Tribuna 2000 en passant à Tribuna V3, ce qui a impliqué la migration de toutes ses données. Une nouvelle version du système d'exploitation Microsoft Windows a également été installée. Pour faire face à ces changements, l'ensemble des collaborateurs a dû être formé. Enfin, pour remplir les nouvelles exigences légales qui imposent **la publication de tous les arrêts du Tribunal cantonal** sur le fond dès le 1er janvier 2014, des travaux ont été menés en collaboration avec le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel), lequel n'a pas pu tenir les délais, malgré ses engagements, en raison de problèmes techniques.

Nouveau bâtiment du Tribunal cantonal aux Augustins

Enfin, l'année 2013 a été marquée par le déménagement du Tribunal cantonal :

- > Les derniers travaux de transformation du bâtiment, aux Augustins, dirigés par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, ont donné lieu à différentes séances de la commission de bâtisse et à la sous-commission de chantier dans lesquelles le Tribunal cantonal était représenté. La réception du bâtiment a eu lieu le 23 août 2013.
- > Le 24 août 2013, le Tribunal cantonal a organisé une journée **portes-ouvertes du bâtiment des Augustins** à l'intention de la population fribourgeoise. Les visites guidées ont attiré environ 500 personnes, auxquelles se sont ajoutés de nombreux visiteurs qui se sont proménés dans le bâtiment
- > A la fin de l'été, le **déménagement des trois sections**, constituées de plus de 60 collaborateurs – situés à Fribourg et à Givisiez – a demandé un travail important d'organisation et de coordination. Les deux bibliothèques ont été centralisées. Malgré l'ampleur de la tâche, le Tribunal cantonal n'a pas arrêté ses activités le temps du déménagement. Il a donc fallu gérer les «affaires courantes». Sur le plan informatique, les utilisateurs ont connu des problèmes d'impression à la suite de la mise en place de nouveaux appareils. La plupart des problèmes liés au déménagement ont été résolus sur une durée de 2 à 3 semaines, étant toutefois relevé que le Tribunal cantonal a dû gérer le déplacement de l'ensemble des outils informatiques avec l'appui d'un seul informaticien formé du SITel.
- > Le 2 septembre 2013, le Tribunal cantonal a officiellement démarré ses activités aux Augustins. Depuis lors, il a dû faire face à de nombreuses difficultés dans son nouveau bâtiment – en particulier en termes **de conditions de travail et de fonctionnalité**. De nombreuses demandes pour des travaux et des besoins complémentaires ont été déposées auprès du Service des bâtiments. Le 25 novembre 2013, la Commission administrative a rédigé un rapport qui expose les problèmes rencontrés aux Augustins afin de pouvoir les régler.
- > L'**inauguration officielle du bâtiment des Augustins** a eu lieu le 29 novembre 2013, en présence des représentants de différentes autorités. Adrian Urwyler, Président du Tribunal cantonal, Gilbert Kolly Président du Tribunal fédéral et Anne-Claude Demierre, Présidente du Conseil d'Etat, se sont exprimés durant la partie officielle qui a été suivie d'une visite guidée des lieux.

1.1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée importante en 2013. Si la section civile a connu une baisse du nombre de dossiers enregistrés (- 43 dossiers [- 3.6 %]), les sections pénale (+ 59 dossiers [+ 14.75 %]) et administrative (+ 74 dossiers [+ 6 %]) ont connu une hausse, étant rappelé que la section civile avait connu une explosion de recours en 2011 (+ 52 %).

De manière générale, le volume des nouvelles affaires est en constante augmentation ces dernières années (2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650).

Pour plus de détails et d'explications, on peut renvoyer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.1.2. Activité juridictionnelle

1.1.2.1. En général

1.1.2.1.1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

Tribunal cantonal

Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1207*	1344	1364
b) affaires enregistrées	2933	2812	2650
c) affaires liquidées	2817	2968	2670
d) affaires pendantes au 31 décembre	1323	1209*	1344

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2295 décisions en français et 494 en allemand, sans compter les 28 consultations législatives dans lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Section civile

Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	200*	229	129
b) affaires enregistrées	1143	1186	1176
c) affaires liquidées	1127	1214	1076
d) affaires pendantes au 31 décembre	216	201*	229

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques.

Le nombre d'affaires enregistrées en **section civile** en 2013 a légèrement diminué par rapport à 2012, en rappelant que 2011 avait été marquée par une forte augmentation (+52 % de recours).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 976 décisions en français et 151 en allemand.

Section pénale

Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	145	129	108
b) affaires enregistrées	459	400	376
c) affaires liquidées	449	384	354
d) affaires pendantes au 31 décembre	155	145	130*

Si le nombre des affaires enregistrées en Cour d'appel pénal est stable (+ 4.3 %), la Chambre pénale a connu une augmentation importante de 23 % des affaires portées à son rôle, d'où l'augmentation globale de 14.75 % des affaires de la **section pénale** par rapport à 2012 (pour des précisions à ce sujet, cf. commentaires ad 1.2.7 et 1.2.8 ci-après).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 363 décisions en français et 86 en allemand.

Section administrative

Statistique générale	2013	2012	2011
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	862	984	1127
b) affaires enregistrées	1300	1226	1088
c) affaires liquidées	1213	1348	1231
d) affaires pendantes au 31 décembre	949	862	984

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 956 décisions en français et 257 en allemand.

Le nombre des **nouvelles affaires** enregistrées en 2013 auprès de la **section administrative** a augmenté de 74 dossiers (+ 6 %). La III^e Cour enregistre une très forte augmentation (+ 130 dossiers, soit + 53.7 %). A noter qu'une centaine de recours a été déposée contre une décision du Service des ponts et chaussées. Les dossiers de la II^e Cour ont également augmenté (+ 20 dossiers, soit + 13,3 %). En revanche, la I^e Cour enregistre une baisse des affaires (- 19 dossiers, soit - 11.95 % de même que la Cour fiscale (- 22 dossiers, soit - 12 %). Les affaires d'assurances sociales ont été réparties entre la I^e et la II^e Cour (nouvelle). Le nombre total d'affaires enregistrées auprès des deux Cours en 2013 a diminué par rapport à celui de 2012 (- 35 dossiers, soit - 7.1 %).

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 917 dossiers (I^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2013 [276] et nouvelles affaires enregistrées [268] confondus ; II^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2013 selon nouvelle répartition entre les 2 Cours [184] et nouvelles affaires enregistrées [189] confondus). Cela représente 42,4 % des affaires pendantes en 2013 auprès de la section. La Cour fiscale totalise 13,5 % des enregistrements (131 dossiers pendants et 161 nouvelles affaires), la III^e Cour administrative 21,3 % (89 dossiers pendants et 372 nouvelles affaires) et la I^e Cour administrative 10,7 % (91 dossiers pendants et 140 nouvelles affaires). Le solde de 12,1 % revient à la II^e Cour administrative (91 dossiers pendants et 170 nouvelles affaires).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a diminué (- 135 dossiers) par rapport à l'exercice précédent, notamment en raison de la suppression des mesures extraordinaires d'aide à la Cour des assurances sociales. Le nombre d'affaires liquidées a été inférieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 87 dossiers pour les affaires pendantes au 31 décembre 2013 par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2012.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

1.1.2.1.2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	120	74	66	65	9	5
II ^e Cour d'appel civil	74	148	44	15	20	1
Chambre des poursuites et faillites	118	31	2	1	0	0
Cour d'appel pénal	44	21	15	44	38	4
Chambre pénale	122	88	27	28	4	0
I ^e Cour administrative	25	46	19	24	24	9
II ^e Cour administrative	24	25	24	44	34	5
III ^e Cour administrative	52	202	38	31	13	9
Cour fiscale	16	29	9	21	66	7
I ^e Cour des assurances sociales	29	44	27	33	115	24
II ^e Cour des assurances sociales	25	38	14	11	36	21

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire, sommaire ou gratuite. S'agissant de la 1^{er} Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre de 45 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par la surcharge de ces Cours. Il convient toutefois de relever que ce chiffre a très fortement baissé par rapport à 2012 (157) et 2011 (257). En outre, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice.

Enfin, il paraît important de relever que, même si le Grand Conseil est responsable de l'allocation de moyens suffisants et que le pouvoir judiciaire fait au mieux avec ceux qu'il lui attribue, il est toutefois difficilement compréhensible pour le Tribunal cantonal que, malgré des besoins clairement établis, ses requêtes budgétaires successives ne soient pas agréées. Le Tribunal cantonal réitérera dès lors ses requêtes cette année.

1.1.2.1.3. Surveillance directe et déléguée

Inspections annuelles déléguées

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine; une partie du Ministère public (6 procureurs); le Tribunal des mesures de contraintes, le Tribunal pénal des mineurs; l'Autorité de surveillance du registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine, de la Singine et du Lac. Il a aussi inspecté l'Office des faillites et les sept offices des poursuites. A défaut d'affaires en cours, les commissions de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail, de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire et de recours en matière d'amélioration foncière n'ont pas été inspectées.

Surveillance directe en matière tutélaire

Jusqu'à la fin 2012, La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal inspectait les chambres des tutelles d'arrondissement et la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance dont elle avait la surveillance directe.

Le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur en 2013. En vertu de l'article 7 de la loi du 15 juin 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA; RSF 212.5.1; entrée en vigueur le 01.01.13), le Conseil de la magistrature exerce désormais la surveillance de l'autorité de protection, conformément à la loi sur la justice. Le régime de surveillance est ainsi identique aux autres autorités judiciaires.

1.1.2.2. I^{er} Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre perdure dans les sommets, malgré une légère baisse (de 371 en 2012 à 343, soit - 7.5%). Le nombre de dossiers en cours en fin d'année a été maintenu sous la centaine, tandis que le taux des liquidations en moins de 6 mois a quelque peu diminué, tout en restant favorable (75.8%). En revanche le nombre d'anciennes affaires pendantes (enregistrées avant 2013) a été abaissé de 12 à 3). Il est dès lors réjouissant de constater que l'assimilation des importants changements survenus dans la composition de la Cour (deux juges et une greffière-rapporteuse), se déroule bien.

La priorité reste donnée aux affaires de droit de la famille, en particulier pour ce qui concerne les enfants, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses et complexes.

1.1.2.3. II^{er} Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 10 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 50 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2013, 73,5 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 88 % dans les six mois.

1.1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières. Cour de modération

1.1.2.5. Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.6. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2013, consécutivement à l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'adulte et de la suppression des chambres des tutelles d'arrondissement et de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, la charge de travail de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, désormais unique autorité cantonale de recours, a explosé. 147 dossiers ont été inscrits à son rôle en 2013, contre 22 en 2012, ce qui représente une augmentation de 570 %. L'art. 450e al. 4 CC, interprété strictement par le Tribunal fédéral (ATF 139 III 257), oblige en outre la Cour réunie en collège à entendre les personnes contestant leur placement à des fins d'assistance. Faire venir ces personnes dans les locaux du Tribunal cantonal étant compliqué et la plupart du temps inopportun, la Cour, composée de trois juges et d'un greffier, s'est dès lors déplacée à huit reprises au Centre de soins hospitaliers du Réseau fribourgeois de santé mentale à Marsens, pour y entendre une dizaine de personnes.

La nature des décisions contestées (placement à des fins d'assistance, mesures de protection d'enfants ou d'adultes) impose la plupart du temps un traitement rapide et prioritaire. En l'état, la charge de travail de la Cour a pu être maîtrisée grâce à l'engagement constant de ses membres et des greffiers, et à l'aide de juges suppléants, notamment pour les auditions. Depuis le 1er septembre 2013, la Cour est par ailleurs composée de quatre juges ordinaires pour trois auparavant. Malheureusement, cet investissement important s'effectue au détriment des autres Cours où siègent également ses membres.

1.1.2.7. Cour d'appel pénal

Le 1er septembre 2013, à la suite de la démission de Françoise Bastons Bulletti, Présidente de la Cour, Dina Beti a rejoint la Cour d'appel pénal et Michel Favre en a repris la présidence.

L'augmentation massive du nombre de nouvelles d'affaires constatée en 2011 et en 2012 (82 % d'affaires supplémentaires par rapport à 2010), s'est confirmée en 2013 (90 nouvelles affaires en 2010, 164 en 2011, 164 en 2012, 171 en 2013). Dès lors, malgré l'augmentation importante du nombre d'arrêts rendus ces dernières années, les affaires pendantes au 31 décembre 2013 se maintiennent à un niveau élevé. L'augmentation de la charge de la Cour se situe non seulement au niveau du nombre d'affaires traitées, mais également au niveau de l'ampleur des procédures. Fréquemment, encouragés par le fait que le CPP n'impose pas de motiver par écrit un appel, les recourants ne se limitent pas à contester un point précis du jugement de première instance, mais au contraire le contestent dans son intégralité, tant en ce qui concerne l'établissement des faits qu'en ce qui concerne l'appréciation juridique. L'absence de toute exigence quant à la motivation des appels implique pour les juges et les greffiers, en particulier lorsqu'il s'agit de réexaminer l'ensemble des faits d'une procédure volumineuse, une augmentation importante du temps de préparation des séances ainsi qu'une augmentation sensible de la durée des séances et des délibérations.

Afin de pouvoir continuer à traiter dans des délais raisonnables et avec la qualité attendue les dossiers, la Cour doit impérativement pouvoir compter à l'avenir sur la collaboration des greffiers efficaces et compétents dont elle dispose aujourd'hui. En parallèle à la prise de mesures tendant à optimiser son fonctionnement, la Cour a également, dès le début de l'automne, siégé systématiquement dans une composition intégrant un juge cantonal suppléant, permettant ainsi de mieux répartir les charges de travail des juges cantonaux, également fortement sollicités par l'augmentation des dossiers qu'ils traitent dans d'autres cours du Tribunal cantonal. Relevons que la Cour a tenu durant l'année écoulée 42 séances publiques suivies de délibérations (2012 : 39 séances; 2011 : 28 séances).

1.1.2.8. Chambre pénale

Après avoir enregistré en 2012 13% d'affaires de plus par rapport à l'année précédente, cette augmentation s'élève à 23% en 2013. A noter que les demandes de révision, inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal, sont également traitées par les 3 juges attribués à la Chambre pénale. En ce qui concerne les affaires traitées, l'on remarque en particulier l'admission de 3 recours du Ministère public contre des décisions du Tribunal des mesures de contrainte ordonnant la libération immédiate de personnes en détention avant jugement et plusieurs affaires émanant de la même personne qui ont leur origine dans une procédure matrimoniale hautement conflictuelle.

1.1.2.9. 1^o Cour administrative

L'activité de la Cour administrative pour l'année 2013 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.10. *II^e Cour administrative*

Après les 150 affaires de 2012, les 170 affaires enregistrées en 2013 constituent le record de ces 10 dernières années. Compte tenu des autres charges dévolues aux juges affectés à la II^e Cour administrative, il est illusoire de croire que la liquidation des recours en matière de construction/marchés publics pourra suivre le rythme d'entrée des causes ; des retards sont prévisibles, avec les conséquences que cela implique pour la réalisation des ouvrages litigieux.

1.1.2.11. *III^e Cour administrative*

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2013 n'amène pas de remarques particulières s'agissant de la nature des affaires. Il y a lieu cependant de signaler une augmentation importante des nouvelles affaires. On compte 372 nouvelles affaires en 2013 pour 242 en 2012 et 210 en 2011. A noter qu'une centaine de recours a été déposée contre une décision du Service des ponts et chaussées.

1.1.2.12. *Cour fiscale*

Après avoir présidé la Commission cantonale de recours en matière d'impôt depuis 1985, Hugo Casanova a été Président de la Cour fiscale depuis la constitution de celle-ci le 1er janvier 1992. A ce double titre, il a en particulier veillé durant presque trois décennies à la qualité et à la cohérence de la jurisprudence rendue en matière fiscale dans le canton de Fribourg. La Cour fiscale lui en est vivement reconnaissante.

S'agissant du nombre et de la nature des affaires traitées, l'activité de la Cour fiscale durant l'année 2013 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.2.13. *I^e et II^e Cours des assurances sociales*

L'année 2013 a vu la création d'une deuxième Cour des assurances sociales. Les deux Cours fonctionnent désormais uniquement avec trois juges professionnels chacune, désignés parmi les juges de la section administrative. Ces derniers font ainsi partie de la composition ordinaire de ces deux Cours et siègent dans toutes les affaires de la compétence de la Cour à laquelle ils ont été intégrés. Des greffiers-rapporteurs, travaillant toutefois exclusivement en assurances sociales, leur ont en outre été confiés. La nouvelle organisation des anciennes cours spéciales constitue ainsi à double titre pour les juges une charge de travail supplémentaire. Enfin, Marianne Jungo et Josef Hayoz continuent à traiter toutes les affaires d'aide sociale qui étaient, avant le 1er janvier 2011, de la compétence de la III^e Cour. Les dix branches des assurances sociales ont été réparties entre les deux Cours, exception faite de l'assurance-invalidité, le domaine qui demeure le plus important (34.5 %), qui se retrouve dans les deux Cours et permet d'équilibrer la charge entre elles. Depuis le 1er janvier 2013, les litiges d'assurances complémentaires reviennent à la section administrative quand bien même ils sont soumis à la procédure civile.

Tous ces changements, sans parler de l'informatique et du déménagement du TC, n'ont toutefois pas découragé l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs qui ont persévéré dans leurs efforts pour liquider les affaires pendantes, également avec le concours de certains juges suppléants ayant accepté de rédiger des projets de jugement. Cela étant, dès lors que pas moins de trois postes de greffiers-rapporteurs, faisant l'objet de mesures extraordinaires, n'ont pas été renouvelés au 1er janvier 2013, le nombre total des liquidations des deux Cours a considérablement diminué mais dans la mesure des forces de travail en moins (- 27,6 %). Il en résulte à nouveau une augmentation du stock des affaires pendantes, lesquelles passent de 460 à 500, malgré une diminution de 7 % des nouvelles entrées. Les deux Cours ont bénéficié de mesures pour diminuer le retard consenti mais, dès lors qu'elles sont toujours insuffisamment dotées en greffiers-rapporteurs pour faire face à leur charge de travail courante, elles accumulent à nouveau du retard aussitôt que les mesures extraordinaires prennent fin.

1.1.3. Personnel

1.1.3.1. Juges

Hugo Casanova a réduit son taux d'activité, de 100% à 50% dès le 1er août 2013, avec l'accord du Conseil de la magistrature et du Tribunal cantonal.

Françoise Bastons Bulletti a donné sa démission pour le 31 août 2013, après avoir oeuvré durant vingt-deux ans au service de la justice, dont cinq ans au Tribunal cantonal.

Née en 1964 à Montpellier, en France, c'est toutefois en terres fribourgeoises qu'elle a accompli ses études juridiques, obtenant sa licence en droit de l'Université de Fribourg en 1986. Elle a ensuite effectué son stage d'avocat, couronné par l'obtention du brevet en 1990. Après une brève période d'activité dans le privé comme avocate puis comme greffière-adjointe au Tribunal cantonal, elle a été élue en 1991 en tant que présidente du Tribunal civil de la Sarine. C'est le 8 mai 2008 que le Grand Conseil l'élit au poste de juge cantonale, en remplacement du juge Pierre Kaeser. Fonctionnant depuis lors dans les Cours civiles et pénales, elle a présidé la Cour d'appel pénal depuis octobre 2012. Mais c'est le droit civil qui constitue son domaine de prédilection, en particulier la procédure civile et le droit de la famille. Depuis plusieurs années, elle dispense ainsi des conférences de procédure civile aux avocats-stagiaires fribourgeois, et a donné à l'Université de Fribourg divers cours en droit de la famille. En particulier sur les contributions d'entretien, domaine qu'elle a en partie commenté pour le Commentaire romand du code civil suisse.

Françoise Bastons Bulletti n'a pas quitté le domaine du droit, puisqu'elle se consacre désormais à l'édition en ligne d'un code de procédure civile annoté tenu à jour, en collaboration avec une maison fribourgeoise (www.zpo-cpc.ch). Le Tribunal cantonal lui souhaite beaucoup de satisfactions dans ses nouvelles activités.

Dans sa session de 14 mai 2013, le Grand Conseil a élu, pour remplacer Françoise Bastons Bulletti, Dina Beti, avocate, greffière auprès du Tribunal fédéral et pour compléter le 50 % laissé vacant par Hugo Casanova, Marc Sugnaux, avocat, Président du Tribunal de l'arrondissement de la Broye.

En remplacement de Dina Beti, le Grand Conseil a élu Olivier Bleicker en qualité de juge suppléant.

Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Johannes Frölicher a été nommé juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Josef Hayoz est président du Conseil de la magistrature et président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6ème arrondissement. Il est également membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, est membre de la Commission du barreau et membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du

contentieux de la commune d'Epandes. Christian Pfammatter est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs ; il préside des Commissions arbitrales constituées par les conventions collectives de travail INFRI-FOPIS et HorizonSud-FOPIS (institutions spécialisées) et est formateur en droit du travail et en droit commercial dans le cadre de brevets et diplômes fédéraux. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement.

1.1.3.2. Greffe

Il est rappelé tout d'abord la fin de mesures extraordinaires à fin 2012 pour la Cour des assurances sociales. Les personnes suivantes ont dû quitter le Tribunal cantonal :

4 greffiers-rapporteurs:	Olivier Raemy	31.12.2012
	Rosario Sanchez	31.12.2012
	Jennifer Tapia	31.12.2012
	Evelyne Horisberger	31.12.2012
2 secrétaires:	Ariane Menoud	31.12.2012
	Gwendoline Remy	31.12.2012

Par ailleurs les remplacements suivants sont intervenus à la suite de départs et de mises au concours :

Départs/changements de taux

Yann Hoffmann (greffier)	31.12.2012
Manuela Hain (secrétaire)	31.01.2013
Doris Curty (secrétaire)	31.07.2013
Hugo Casanova (juge) diminution à 50%	31.07.2013
Françoise Bastons Bulletti (juge)	31.08.2013
Sonia Bulliard	30.09.2013
Christoph Rohrer (greffier)	31.12.2013
Léonie Spreng (greffière)	31.12.2013
Eloïse Dorsaz (greffière)	31.12.2013
Christine Frehner (huissière)	31.12.2013

Enfin, les personnes suivantes sont arrivées au TC :

Frédéric Oberson (secrétaire général)	01.01.2013
Gwendoline Remy (secrétaire)	01.01.2013
Vanessa Thalmann (greffière)	01.02.2013
Nicole Kolly (secrétaire)	01.02.2013
Léonie Spreng (greffière)	18.02.2013
Christine Frehner (huissière)	01.06.2013
David Jodry (greffier)	01.07.2013
Dina Beti (juge)	01.09.2013
Marc Sugnaux (juge)	01.10.2013
Helen Brülhart (secrétaire)	01.10.2013
Eloïse Dorsaz (greffière)	01.10.2013

Taux de roulement du Tribunal cantonal en 2013

$$\frac{11 \text{ employés} \times 100}{53 \text{ employés (Total sans apprenties, stagiaires et jeunes demandeurs d'emploi)}} = 20.75\%$$

L'année 2013 a été marquée par de nombreux changements à l'interne. Les 11 arrivées représentent environ 20% de l'effectif des collaborateurs du Tribunal cantonal, sans compter plusieurs départs. Si certaines personnes ont donné leur congé en raison de nouvelles perspectives professionnelles (départ de Françoise Bastons ; élection de Christoph Rohrer en tant que juge fédéral), d'autres ont invoqué le stress et les nombreux changements intervenus ou à venir à l'interne. Pour l'ensemble du personnel, au-delà de la charge de travail et de l'augmentation de tâches juridictionnelles – y compris à la suite de transferts de compétences –, la réunion physique de deux entités en une seule organisation a été, et demeure, un facteur de stress. Les méthodes de travail entre sections varient et il est difficile de disposer d'une organisation pouvant gérer immédiatement et précisément la répartition et la planification de toutes les tâches à prévoir. Certaines personnes se sont vues confiées des missions inhabituelles en lien avec le déménagement et ont dû faire preuve de polyvalence et d'initiatives. Cette situation a imposé un rythme de travail inhabituel. Ce stress est d'autant plus marqué quand on sait que le Tribunal cantonal est d'ores et déjà sous-doté en personnel et que certains employés ne bénéficient que de contrats d'engagement de durée déterminée. Cette situation provoque également une charge pour les personnes en place qui doivent constamment former de nouveaux collègues.

Pour 2013, sans compter les engagements de durée déterminée ou sans garantie de poste, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal se présente comme suit (positions budgétaires) :

Postes d'équivalents pleins temps (EPT)

Greffiers-chefs	2.00
Greffiers adjoints	7.50
Greffiers-rapporteurs	8.00
Cheffe de bureau	2.00
Secrétaires	6.00
Bibliothécaire	0.10
Total	25.60

Ces 25.60 EPT sont répartis, pour les postes de greffiers (greffiers-chefs ; adjoints et rapporteurs), entre 19 personnes et, pour le secrétariat (cheffes de bureaux, secrétaires), entre 13 personnes. A cela s'ajoute le poste de greffière adjointe engagée pour seconder le Juge Johannes Frölicher.

L'octroi de personnel dit « auxiliaire » s'est fait sur la base de crédits forfaitaires. Ainsi, l'engagement du secrétaire général (exigence légale) s'est fait sur la base d'un contrat de durée indéterminée, sans garantie de poste, et celui de l'huissière (exigence légale) sur la base d'un contrat de durée déterminée. Il en va de même pour des collaboratrices du secrétariat qui sont engagées – totalement ou partiellement – sur la base de contrats de durée déterminée, valables une année, éventuellement renouvelables à la suite de l'adoption du budget par le Grand Conseil. Le Tribunal cantonal a en outre engagé deux jeunes demanderesse d'emploi pour une durée déterminée.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, Lorenz Cloux, Leila Kaufmann, Nadège Morandi, Camille Zahno, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Alain Monnerat Olivia Lei, Bénédicte Laville, Denise Martig, et Aurore Verdon ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également 3 apprenties employées de commerce.

Enfin, la réunion physique des sections du Tribunal cantonal a abouti à des mesures de réorganisation comme déjà relevé (1.1.1.1). La suppléance du secrétaire général a été répartie entre Henri Angéloz et Muriel Zingg, qui sont également greffiers de section (civile et administrative). Cédric Steffen a été désigné greffier de section de la section pénale. S'agissant du secrétariat – qui compte toujours 8 EPT – Françoise Rosales a été nommée cheffe de bureau et Magui Guisolan collaboratrice administrative à 50%.

1.1.3.3. Equipe informatique

Outre le personnel rattaché physiquement au SITel, une secrétaire du Tribunal cantonal, Martine Arm, a continué à collaborer à la codification des modèles nécessaires aux différents organes du Pouvoir judiciaire.

1.1.3.4. Secrétariat

L'état du personnel ainsi que les changements et mesures de réorganisation ont été présentés ci-dessus (1.1.3.2). Il convient d'ajouter que le Tribunal cantonal a longuement réfléchi à des solutions à l'interne pour faire face à la charge de travail du secrétariat. Il a constaté toutefois dans le cadre des demandes budgétaires pour 2014 qu'il était indispensable de renforcer son personnel administratif (« pool » de secrétaires). A défaut, certaines tâches sont reportées sur les juristes, ce qui n'est ni souhaitable ni soutenable d'un point de vue économique. D'une part, les transferts de compétences – s'ils sont techniquement gérables du point de vue juridique – ont entraîné de nouvelles tâches pour les secrétaires (augmentation de la charge quelle que soit la simplicité/complexité juridique). D'autre part, les activités administratives augmentent sans cesse compte tenu des nouvelles exigences légales (p. ex. publication des arrêts sur internet dès le 1^{er} janvier 2014).

1.1.4. Autres activités

Le 26 avril 2013, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé à la Conférence annuelle des tribunaux cantonaux des assurances sociales, cette année à Lausanne.

Le 19 août 2013, les juges ont reçu les avocats fribourgeois dans leur nouveau bâtiment aux Augustins.

Le 24 août 2013, le Tribunal cantonal a organisé une journée portes-ouvertes des Augustins à l'intention de la population fribourgeoise.

Les 12 et 13 septembre 2013, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Bâle.

Le 20 septembre, la Conférence des présidents des tribunaux a été invitée pour une présentation du bâtiment des Augustins.

Le 7 octobre 2013, un groupe d'étudiants en droit de l'Université de Fribourg a assisté à une séance de la Cour d'appel pénal et a préalablement été reçu par le Président de la section pénale, qui a fait une brève présentation.

Le 11 octobre 2013, le Président du Tribunal cantonal a participé à la Conférence des Tribunaux supérieurs cantonaux, à Zoug.

Le 8 novembre 2013, Dina Beti a participé à la Journée des Juges à Lucerne.

Le 29 novembre 2013 a eu lieu l'inauguration officielle du bâtiment des Augustins, en présence des représentants de différentes autorités.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2013 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hubert Bugnon a dispensé un cours auprès de l'Académie suisse de la magistrature (Université de Neuchâtel) en matière d'audition des enfants en procédure du droit de la famille.

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse a paru au volume 81, p. 341 (décisions 2011), et au volume 82, p. 113 (décisions 2012). Dans le cadre d'un séminaire, organisé par l'Institut de Droit Fiscal Suisse et International (ISIS), qui avait pour thème les "Procédures en droit fiscal", il a donné une conférence sous le titre "La procédure de recours devant les instances cantonales". Enfin, il a publié un article contenant divers points de vue personnels sous le titre „(Steuer-)Richter in oder Richter – Ein Traumberuf?“ (in: P. Mäusli-Allenspach/M. Beusch, Steuern und Recht – Steuerrecht!, Liber Amicorum für Martin Zweifel).

Hugo Casanova et Hubert Bugnon sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a également donné une conférence sur le thème de l'appel pénal dans le cadre de la journée de formation annuelle de l'Ordre des avocats fribourgeois le 13 décembre 2013.

Josef Hayoz a donné une conférence bilingue aux étudiant-e-s de première année de la faculté de droit, qui s'est déroulée le 18 octobre 2013 à l'Université de Fribourg.

Adrian Urwyler a participé le 1er décembre 2013 à la journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif.

II. Die Gerichtsbehörden

Der Rat erachtet den Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden als Archivadokument, das den Betrieb des kantonalen Gerichtswesens widerspiegelt. Er wird daher in diesem Bericht künftig die Jahresberichte der verschiedenen Behörden in extenso wiedergeben.

1. Das Kantonsgericht

1.1. Allgemeiner Teil

1.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahre 2013 hat das Kantonsgericht 2789 Urteile gefällt. Gegen 213 dieser Urteile wurde eine Beschwerde beim Bundesgericht eingereicht; in 27 Fällen, also in weniger als einem Prozent der Entscheide des Kantonsgerichts, wurde sie gutgeheissen. Auf administrativer Ebene hat das Kantonsgericht sein neues Reglement über die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts umgesetzt. Das System der Beisitzer wurde aufgehoben und dem Kindes- und Erwachsenenschutzhof wurden neue Kompetenzen zugeteilt. Ausserdem wurde ein zweiter Sozialversicherungsgerichtshof geschaffen. Auf organisatorischer Ebene hat im Januar der Generalsekretär sein Amt angetreten; des Weiteren sind die Richtlinien über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber angenommen und das Sekretariat mit dem Zusammenschluss der 3 Abteilungen neu organisiert worden. Das Kantonsgericht hat seine Tätigkeit im Augustinergebäude am 2. September 2013 offiziell aufgenommen. Eines der markantesten Ereignisse im Jahr 2013 war die offizielle Einweihung des Gebäudes am 29. November.

1.1.1.1. *Verwaltung der Justiz*

Das Gesamtgericht ist zu 9 und die Verwaltungskommission zu 21 Sitzungen zusammengetreten. Zudem sind mehrere Entscheide auf dem Zirkulationsweg gefällt worden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, mit Fragen betreffend die Reorganisation des Gerichts und den Umzug ins Augustinergebäude befasst und an 28 Vernehmlassungen beteiligt. Ausserdem haben Delegationen des Kantonsgerichts insbesondere an der Pressekonferenz über die Vorstellung des Jahresberichts des Kantonsgerichts, an einem Zusammentreffen mit dem Freiburger Anwaltsverband und an der dritten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz auf nationaler Ebene teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die traditionellen jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Neue Organisation

Das Reglement für das Kantonsgerichts vom 22. November 2012 betreffend seine Organisation und seine Arbeitsweise (RKG; SGF 131.11) ist am 1. Januar 2013 in Kraft getreten. Dieses beinhaltet verschiedene Reorganisationsmassnahmen.

Auf gerichtlicher Ebene:

- > Das System der Beisitzer im Steuergerichtshof und im Sozialversicherungsgerichtshof wurde aufgehoben. Diese Höfe tagen nunmehr ebenfalls mit drei Berufsrichtern, was eine bedeutende Reorganisation innerhalb der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts zur Folge hatte;

namentlich musste ein **zweiter Sozialversicherungsgerichtshof geschaffen** werden; auch bedeutet dies eine zusätzliche Arbeitslast für alle Richter dieser Abteilung. Ausserdem kamen dem Sozialversicherungsgericht keine ausserordentlichen Massnahmen mehr zuteil, was anfangs Jahr den Verlust von 3 Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stellen und 2 Posten im Sekretariat bedeutete. Wenn auch zu bemerken ist, dass dank dieser befristeten Massnahmen ein guter Teil des *Rückstandes* in den Angelegenheiten dieses Hofes behoben wurde, so ist gleichwohl zu bemerken, dass die gegenwärtigen Höfe nicht über genügend Gerichtsschreiber-Berichterstatter verfügen, um die *ordentliche* Arbeitslast bewältigen zu können. Es steht bereits jetzt fest, dass selbst unter dieser neuen Organisation die Erledigungskapazität der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe in Anbetracht des durchschnittlichen Arbeitsvolumens nicht ausreichend ist. Im Übrigen waren Ende 2013 noch Angelegenheiten aus dem Jahr 2011 hängig.

- > Das neue Erwachsenenschutzrecht ist 2013 in Kraft getreten. Das Kantonsgericht ist demzufolge **die einzige kantonale Beschwerdebehörde** gegen Entscheide der Schutzbehörden geworden, nachdem die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte ebenso wie die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung aufgehoben wurden. Ausserdem wurden die am 31. Dezember 2012 bei den Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte noch hängigen Dossiers von Amtes wegen dem Kantonsgericht übertragen. Zudem musste sich der Hof im Rahmen von Beschwerden gegen fürsorgliche Unterbringungen für die Anhörung von eingewiesenen Personen an Ort und Stelle begeben. Diese neue Organisation hatte eine bedeutende Zunahme der Arbeitslast des Hofes zur Folge, wobei zu betonen ist, dass die Natur der ihm unterbreiteten Fälle sehr oft eine rasche Behandlung erfordert.

Der Verlust der Beisitzer und die Übertragung von Kompetenzen – in Verbindung mit der Zunahme des Arbeitsvolumens – haben zu einer erhöhten Arbeitslast geführt. Verstärkt wird diese noch durch den regen Turnus des Personals (20 % der Mitarbeitenden im Jahr 2013; für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf Ziffer 1.1.3 verwiesen).

Die Gerichtsschreiberei betreffend:

- > Der neue **Generalsekretär des Kantonsgerichts**, Frédéric Oberson, hat sein Amt im Januar 2013 übernommen. Es wurde entschieden, zu seiner Unterstützung die bisherige Kommission Zentrale Dienste – bestehend aus der Chef-Gerichtsschreiberin und dem Chef-Gerichtsschreiber sowie dem Generalsekretär – aufrechtzuerhalten, welche die verschiedenen administrativen Aufgaben (Budget, Finanzplanung, Personal, Organisation der Prozessschritte und Entwicklung des Projekts) weitergeführt hat. Die beiden Chef-Gerichtsschreiber – deren Funktion am Ende des Jahres weggefallen ist -, Henri Angéloz und Muriel Zingg, wurden zu Stellvertretern des Generalsekretärs ernannt. Diese Organisation führte zu einer Verbesserung der einheitlichen Verwaltung der drei Abteilungen des Kantonsgerichts.
- > Es wurde eine neue **Richtlinie über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber** beschlossen. Diese erlaubt es, die Berufserfahrung der Gerichtsschreiber in den verschiedenen Abteilungen des Kantonsgerichts nach einem vorgegebenen Laufbahnplan zu berücksichtigen. Diejenigen mit der geringeren Berufserfahrung besetzen den Posten eines Gerichtsschreibers, jene mit mehr Erfahrung den eines Gerichtsschreiber-Berichterstatters. Diese Richtlinie hat auch die Rolle der Abteilungs-Gerichtsschreiber festgelegt, welche namentlich Verwaltungsaufgaben für die Abteilungen des Kantonsgerichts ausführen.

-
- > Ebenfalls wurde eine **neue Organisation des Sekretariats** beschlossen und umgesetzt. Françoise Rosales wurde als Bürochefin ernannt und Magui Guisolan als Verwaltungsmitarbeiterin und Stellvertreterin der Bürochefin. Das Sekretariat setzt sich zusammen aus Abteilungs-Sekretärinnen sowie aus einem Sekretariatspool. Ziel ist es, in Zukunft über Verwaltungspersonal verfügen zu können, das für alle verschiedenen Abteilungen arbeiten kann.
 - > Die **Informatikwerkzeuge** sind in **allen drei Abteilungen vereinheitlicht** worden. Es mussten viele Arbeiten ausgeführt werden, da diese Werkzeuge nicht auf dieselbe Art und Weise verwendet wurden. Es wurde somit eine gemeinsame Struktur geschaffen, die ab 2014 betriebsbereit sein wird. Das Kantonsgericht hat mit der Umstellung von Tribuna 2000 auf Tribuna V3 sein Dossierverwaltungsprogramm modernisiert, was die Migration all seiner Daten erforderlich machte. Ausserdem wurde eine neue Version des Betriebssystems Microsoft Windows installiert. Um all diese Änderungen bewältigen zu können, mussten sämtliche Mitarbeitenden eine Weiterbildung absolvieren. Um schliesslich die neuen gesetzlichen Anforderungen zu erfüllen, die die **Veröffentlichung aller materiellen Entscheide des Kantonsgerichts** ab dem 1. Januar 2014 vorschreiben, sind in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) Arbeiten durchgeführt worden. Diese Behörde konnte jedoch aufgrund technischer Probleme die zugesagten Fristen nicht einhalten.

Neuer Sitz des Kantonsgerichts im Augustinergebäude

Schliesslich war das Jahr 2013 geprägt durch den Umzug des Kantonsgerichts:

- > Die letzten Umbauarbeiten im Augustinergebäude, welche von der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion geleitet wurden, erforderten verschiedene Sitzungen der Baukommission und der Baustellenunterkommission, in denen das Kantonsgericht vertreten war. Die Abnahme des Gebäudes fand am 23. August 2013 statt.
- > Das Kantonsgericht organisierte am 24. August 2013 **im Augustinergebäude** einen **Tag der offenen Tür** für die Freiburger Bevölkerung. An den geführten Besichtigungen nahmen an die 500 Personen teil; hinzu kamen zahlreiche Besucher, die das Gebäude im Alleingang besichtigt haben.
- > **Der Umzug von 60 Mitarbeitenden der drei Abteilungen** – von den Standorten Freiburg und Givisiez aus – Ende Sommer 2013 verursachte einen grossen Organisations- und Koordinationsaufwand. Die beiden Bibliotheken wurden zusammengeführt und zentralisiert. Trotz der Fülle dieser Aufgabe hat das Kantonsgericht während der Zeit des Umzugs seine Tätigkeit nicht unterbrochen. Es mussten somit die «laufenden Geschäfte» weitergeführt werden. Im Informatikbereich ergaben sich für die Benutzer nach der Aufstellung neuer Apparate Probleme mit dem Drucken. Die meisten mit dem Umzug zusammenhängenden Probleme konnten innerhalb von 2 bis 3 Wochen gelöst werden, wobei gleichwohl hervorzuheben ist, dass das Kantonsgericht die Verlegung aller Informatikwerkzeuge mit der Unterstützung eines einzigen Informatikers des ITA bewältigen musste.
- > Am 2. September 2013 hat das Kantonsgericht offiziell seine Tätigkeit im Augustinergebäude aufgenommen. Seither musste es mit zahlreichen Schwierigkeiten in seinem neuen Gebäude kämpfen – insbesondere hinsichtlich **der Arbeitsbedingungen und der Funktionalität**. Es sind viele Anfragen in Bezug auf Arbeiten und zusätzliche Bedürfnisse beim Hochbauamt eingereicht worden. Die Verwaltungskommission hat am 25. November 2013 einen Bericht verfasst, der die angetroffenen Probleme im Augustinergebäude auflistet, damit sie geregelt werden können.

- > Die **offizielle Einweihung des Augustinergebäudes** fand am 29. November 2013 in Anwesenheit der Vertreter von verschiedenen Behörden statt. Adrian Urwyler, Präsident des Kantonsgerichts, Gilbert Kolly, Präsident des Bundesgerichts, und Anne-Claude Demierre, Präsidentin des Staatsrats, hielten anlässlich des offiziellen Teils eine Ansprache; danach erfolgte eine Führung durch die Gebäulichkeiten.

1.1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts ist 2013 sehr hoch geblieben. Auch wenn in der Zivilrechtlichen Abteilung die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten rückläufig war (- 43 Dossiers [- 3.6 %]), hatten die Strafrechtliche Abteilung (mit + 59 Dossiers [+ 14.75 %]) und die Verwaltungsrechtliche Abteilung (mit + 74 Dossiers [+ 6 %]) eine Zunahme zu verzeichnen, wobei daran zu erinnern ist, dass die Zivilrechtliche Abteilung sich 2011 einer wahrhaften Explosion von Beschwerden (+ 52 %) gegenübergestellt sah.

Ganz allgemein lässt sich sagen, dass die Anzahl der neuen Angelegenheiten in den letzten Jahren konstant angestiegen ist (2013: 2'933; 2012: 2'812; 2011: 2'650).

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 bis 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.1.2. Gerichtstätigkeit

1.1.2.1. Allgemeines

1.1.2.1.1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

Kantonsgericht			
Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1207*	1343*	1364
b) eingetragene Angelegenheiten	2933	2812	2650
c) erledigte Angelegenheiten	2817	2968	2670
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1323	1209	1344*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12 und dem 01.01 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2295 Urteile in französischer und 494 in deutscher Sprache gefällt, die 28 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich nicht mitgezählt, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	200*	229	129*
b) eingetragene Angelegenheiten	1143	1186	1176
c) erledigte Angelegenheiten	1127	1214	1076
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	216	201*	229

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass 1 Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten in der Zivilrechtlichen Abteilung war 2013 leicht rückläufig, wobei daran zu erinnern ist, dass sie 2011 stark angestiegen war (+52 % Beschwerden).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 976 Urteile in französischer und 151 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	145	129*	108
b) eingetragene Angelegenheiten	459	400	376
c) erledigte Angelegenheiten	449	384	354
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	155	145	130*

Während die Zahl der beim Strafappellationshof eingetragenen Fälle stabil ist (+ 4.3 %), musste die Strafkammer eine Zunahme von 23 % der bei ihr im Rodel eingetragenen Angelegenheiten verzeichnen, was für die **Strafrechtliche Abteilung** gegenüber 2012 eine globale Zunahme von 14.75 % der Angelegenheiten ergibt. (Näheres hierzu unter Bemerkungen ad 1.2.7 und 1.2.8 weiter unten).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 363 Urteile in französischer und 86 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2013	2012	2011
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	862	984	1127
b) eingetragene Angelegenheiten	1300	1226	1088
c) erledigte Angelegenheiten	1213	1348	1231
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	949	862	984

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 956 Urteile in französischer und 257 in deutscher Sprache gefällt.

Die Zahl der 2013 bei der **Verwaltungsrechtlichen Abteilung** eingetragenen **neuen Angelegenheiten** ist um 74 Dossiers (+ 6 %) gestiegen. Der III. Hof verzeichnet eine grosse Zunahme (+ 130 Dossiers oder + 53,7 %). Zu bemerken ist, dass an die hundert Beschwerden gegen einen Entscheid des Tiefbauamts eingereicht wurden. Auch beim II. Hof ist die Zahl der Fälle angestiegen (+ 20 Dossiers oder + 13,3 %). Hingegen ergab sich beim I. Hof ein Rückgang der Angelegenheiten (- 19 Dossiers oder - 11,95 %), ebenso beim Steuergerichtshof (- 22 Dossiers oder - 12 %). Die Sozialversicherungsfälle sind auf den I. und den (neuen) II. Sozialversicherungsgerichtshof verteilt worden. Die Zahl der 2013 bei diesen zwei Höfen eingetragenen Angelegenheiten war gegenüber 2012 rückläufig (- 35 Dossiers oder - 7,1 %).

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 917 Dossiers, (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2013 [276] und neu eingetragene Angelegenheiten [268] zusammen; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2013 gemäss neuer Verteilung zwischen den beiden Höfen [184] und neu eingetragene Angelegenheiten [189] zusammen). Dies macht 42,4 % der 2013 bei der Abteilung hängigen Fälle aus. Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 13,5 % der Eintragungen (131 hängige Dossiers und 161 neue Angelegenheiten), der III. Verwaltungsgerichtshof 21,3 % (89 hängige Dossiers und 372 neue Angelegenheiten) und der I. Verwaltungsgerichtshof 10,7 % (91 hängige Dossiers und 140 neue Angelegenheiten). Die restlichen 12,1 % sind dem II. Verwaltungsgerichtshof zugeteilt (91 hängige Dossiers und 170 neue Angelegenheiten).

Hervorzuheben ist, dass die Zahl der gesamten in dieser Abteilung erledigten Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr rückläufig ist (- 135 Dossiers), dies namentlich aufgrund der Aufhebung der ausserordentlichen Hilfsmassnahmen für den Sozialversicherungsgerichtshof. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten war niedriger als die der neu eingetragenen Fälle, was zu einer Zunahme von 87 Dossiers für die hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2013 gegenüber jenen des Vorjahrs per 31. Dezember 2012 geführt hat.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

1.1.2.1.2. Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	120	74	66	65	9	5
II. Zivilappellationshof	74	148	44	15	20	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	118	31	2	1	0	0
Strafappellationshof	44	21	15	44	38	4
Strafkammer	122	88	27	28	4	0
I. Verwaltungsgerichtshof	25	46	19	24	24	9
II. Verwaltungsgerichtshof	24	25	24	44	34	5
III. Verwaltungsgerichtshof	52	202	38	31	13	9
Steuergerichtshof	16	29	9	21	66	7
I. Sozialversicherungsgerichtshof	29	44	27	33	115	24
II. Sozialversicherungsgerichtshof	25	38	14	11	36	21

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die Zahl von 45 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieser Höfe. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass diese Zahl gegenüber 2012 (157 Fälle) und 2011 (257 Fälle) stark gesunken ist. Ausserdem darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die rechtlichen Vertiefungen, von denen sich die Gerichte leiten lassen sollten, in den Hintergrund gedrängt werden.

Schliesslich ist auch wichtig zu betonen, dass, auch wenn der Grosse Rat für die Zuteilung genügender Mittel verantwortlich ist und das Gerichtswesen das Beste aus den ihm gewährten Mitteln macht, es für das Kantonsgericht doch schwer verständlich ist, dass trotz klar ausgewiesener Bedürfnisse und neuer Aufgaben seine wiederholten Budgetbegehren nicht gehört werden. Das Kantonsgericht wird seine Anträge daher auch dieses Jahr wieder stellen.

1.1.2.1.3. Unmittelbare und delegierte Aufsicht

Delegierte jährliche Inspektionen

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht das Bezirksgericht des Saanebezirks, einen Teil der Staatsanwaltschaft (6 Staatsanwälte), das Zwangsmassnahmengericht, das Jugendstrafgericht, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität sowie die Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen des Saane-, des Sense- und des Seebezirks inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert. Mangels laufender Angelegenheiten wurden die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung und jene für Bodenverbesserungen keiner Inspektion unterzogen.

Unmittelbare Aufsicht in Vormundschaftssachen

Bis Ende 2012 inspizierte die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung, über die sie die Oberaufsicht ausgeübt hat.

Das neue Erwachsenenschutzrecht ist 2013 in Kraft getreten. Nach Artikel 7 des Gesetzes vom 15. Juni 2012 über den Kindes- und Erwachsenenschutz (KESG; SGF 212.5.1; in Kraft getreten am 01.01.13) übt nunmehr der Justizrat gemäss dem Justizgesetz die Aufsicht über die Schutzbehörde aus. Die Aufsichtsregelung ist somit dieselbe wie für die anderen gerichtlichen Behörden.

1.1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie gekannten Zunahmen der Jahre 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, hat die Anzahl sich auf diesem Spitzenwert gehalten, wenn auch mit einem leichten Rückgang (von 371 im Jahr 2012 auf 343 oder - 7.5%). Die Zahl der per Ende Jahr hängigen Dossiers konnte auf unter 100 gehalten werden, wohingegen der Prozentsatz für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten etwas zurückgegangen, aber gleichwohl noch zufriedenstellend ist (75.8%). Hingegen konnte die Zahl der älteren (vor 2013 eingetragenen) hängigen Angelegenheiten von 12 auf 3 gesenkt werden. Es ist somit erfreulich festzustellen, dass die wichtigen Änderungen in der Zusammensetzung des Hofes (zwei Richter und eine Gerichtsschreiber-Berichterstatterin) sich gut auswirken.

Priorität haben weiterhin die familienrechtlichen Angelegenheiten, vor allem wenn Kinder betroffen sind, dies leider immer noch auf Kosten der umfangreichen und komplexen Angelegenheiten.

1.1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 10%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 50%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz.

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine schnelle Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2013 73,5 % der Fälle binnen drei Monaten entschieden, 88 % innerhalb von sechs Monaten.

1.1.2.4. *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer*

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.5. *Moderationshof*

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.6. *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

2013 ist im Anschluss an das Inkrafttreten des neuen Rechts über den Kindes- und Erwachsenenschutz und die Aufhebung der Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte und der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung die Arbeitslast des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes als nunmehr einzige kantonale Beschwerdebehörde regelrecht explodiert. 2013 wurden 147 Dossiers im Rodel eingetragen, gegenüber 22 im Jahr 2012, was eine Zunahme von 570 % ausmacht. Artikel 450e Abs. 4 ZGB, der vom Bundesgericht eng ausgelegt wird (BGE 139 III 257), verpflichtet unter anderem den Hof, die Personen, die ihre fürsorgerische Unterbringung anfechten, im Kollegium vereinigt anzuhören. Da es kompliziert und meistens unzweckmässig ist, diese Personen in die Räumlichkeiten des Kantonsgerichts vorzuladen, hat sich der aus drei Richtern und einem Gerichtsschreiber zusammengesetzte Hof achtmal ins Stationäre Behandlungszentrum des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit in Marsens begeben, wo er an die zehn Personen angehört hat.

Die Art der angefochtenen Entscheide (fürsorgerische Unterbringung, Kindes- oder Erwachsenenschutz) verlangt meist eine rasche und vorrangige Behandlung der Angelegenheiten. Derzeit konnte die Arbeitslast des Hofes dank dem ständigen Einsatz seiner Mitglieder und Gerichtsschreiber und mit Hilfe der Ersatzrichter, die namentlich für die Anhörungen beigezogen wurden, bewältigt werden. Ausserdem setzt sich der Hof seit dem 1. September 2013 aus vier statt drei ordentlichen Richtern zusammen. Leider erfolgt dieser grosse Aufwand zum Nachteil der anderen Höfe, in denen die Mitglieder des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes ebenfalls tagen.

1.1.2.7. *Strafappellationshof*

Nach der Demission von Françoise Bastons Bulletti, Präsidentin des Hofes, ist am 1. September 2013 Dina Beti neu hinzugekommen. Die Präsidentschaft übernahm Michel Favre.

Die 2011 und 2012 festgestellte massive Zunahme der neuen Angelegenheiten (2012: 82 % mehr Fälle als 2010) hielt auch 2013 an (2010: 90, 2011: 164, 2012: 164 und 2013: 171 neue Fälle). Trotz der grossen Zunahme der in den letzten Jahren gefällten Entscheide hält sich die Zahl der per 31. Dezember 2013 eingetragenen Angelegenheiten auf einem hohen Niveau. Die Zunahme der Arbeitslast des Hofes betrifft nicht nur die Zahl der behandelten Fälle, sondern auch das Ausmass der Verfahren. Durch die Tatsache bestärkt, dass die StPO bei Berufungen keine schriftliche Begründungspflicht vorschreibt, geschieht es häufig, dass die Beschwerdeführer sich nicht darauf beschränken, einen bestimmten Punkt des vorinstanzlichen Urteils anzufechten, sondern sie fechten das gesamte Urteil an, sowohl was die Feststellung des Sachverhaltes wie die rechtliche Würdigung anbelangt. Das Fehlen jeglicher Anforderung an eine Begründungspflicht bei Berufungen bereitet den Richtern und den Gerichtsschreibern, insbesondere wenn es darum geht, in einem voluminösen Verfahren sämtliche Tatsachen neu zu prüfen, einen enormen

Mehraufwand für die Vorbereitung der Sitzungen und verlängert deutlich die Verhandlungen und die Beratungen.

Um die Angelegenheiten weiterhin innert vernünftiger Frist und mit der erwarteten Qualität behandeln zu können, bedarf es auch in Zukunft zwingend der Mitarbeit der effizienten und kompetenten Gerichtsschreiber, auf die der Strafappellationshof heute zählen kann. Parallel zu den getroffenen Massnahmen zur Optimierung seiner Arbeitsweise hat der Hof ab Herbst systematisch in seiner Zusammensetzung einen Ersatzrichter beigezogen, sodass die Arbeitslast der Kantonsrichter besser verteilt werden konnte. Diese sind nämlich auch aufgrund der Zunahme der Dossiers, die sie in anderen Höfen des Kantonsgerichts behandeln, stark gefordert. Hervorzuheben ist, dass der Hof im vergangenen Jahr in 42 öffentlichen Sitzungen mit anschliessender Beratung getagt hat (2012: 39 Sitzungen; 2011: 28 Sitzungen).

1.1.2.8. Strafkammer

Nach einer Zunahme der Angelegenheiten im Jahr 2012 um 13 % gegenüber dem Vorjahr, ist die Zahl 2013 um 23 % gestiegen. Zu bemerken ist, dass die der Strafkammer zugeteilten drei Richter auch die im Rodel des Strafappellationshofs eingetragenen Revisionsgesuche behandeln. Hinsichtlich der behandelten Fälle ist insbesondere die Gutheissung von drei Beschwerden der Staatsanwaltschaft gegen Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts hervorzuheben, welches die sofortige Freilassung von Personen aus der Untersuchungshaft angeordnet hatte. Mehrere weitere Fälle betrafen ein und dieselbe Person. Im Hintergrund steht ein äusserst konfliktreiches Verfahren in Ehesachen.

1.1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2013 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof

Nach den 150 Angelegenheiten im Jahr 2012 bilden die 2013 eingetragenen 170 Angelegenheiten den Rekord in den letzten zehn Jahren. In Anbetracht des Umstandes, dass den dem II. Verwaltungsgerichtshof angehörenden Richter noch andere Aufgaben zugeteilt sind, ist es illusorisch zu glauben, dass die Beschwerden im Bereich des Bauwesens bzw. des öffentlichen Beschaffungswesens im Rhythmus eins zu eins mit den Neueingängen erledigt werden können. Die Rückstände sind bereits vorprogrammiert, mit allen Folgen, die dies für den Bau der umstrittenen Gebäude zu Folge haben wird.

1.1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2013 gibt hinsichtlich der Art der Angelegenheiten zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Hinzuweisen ist jedoch auf die deutliche Zunahme der neuen Angelegenheiten. 2013 waren dies 372 neue Fälle gegenüber 242 im Jahr 2012 und 210 im Jahr 2011. Zu bemerken ist des Weiteren, dass an die hundert Beschwerden gegen das Tiefbauamt gerichtet waren.

1.1.2.12. Steuergerichtshof

Nachdem er ab 1985 die Kantonale Rekurskommission in Steuersachen präsiert hatte, war Hugo Casanova seit der Entstehung des Steuergerichtshofs am 1. Januar 1992 Präsident dieses Hofes. Als Leiter dieser beiden Gremien hat er insbesondere während nahezu drei Jahrzehnten für die Qualität und die Kohärenz der Rechtsprechung im Steuerwesen im Kanton Freiburg gesorgt. Der Steuergerichtshof ist ihm zutiefst dankbar dafür.

Was die Zahl und die Art der behandelten Fälle im Jahr 2013 anbelangt, gibt die Tätigkeit des Steuergerichtshofs zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.13. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Das Jahr 2013 war geprägt durch die Schaffung eines zweiten Sozialversicherungsgerichtshofs. Die beiden Höfe arbeiten nunmehr ausschliesslich mit je drei Berufsrichtern, die im Kreise der Richter der Verwaltungsrechtlichen Abteilung ernannt werden. Diese sind somit Teil der ordentlichen Zusammensetzung dieser beiden Höfe und tagen in allen Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Hofes fallen, dem sie angehören. Zudem wurden ihnen Gerichtsschreiber-Berichterstatter zugeteilt, die jedoch ausschliesslich im Bereich Sozialversicherungen tätig sind. Die neue Organisation der ehemaligen Spezialgerichtshöfe bedeutet somit für die Richter in zweifacher Hinsicht eine zusätzliche Arbeitslast. Marianne Jungo und Josef Hayoz schliesslich behandeln weiterhin alle Sozialhilfefälle, für die vor dem 1. Januar 2011 der III. Hof zuständig war. Die zehn Sozialversicherungszweige wurden jeder für sich zwischen den beiden Höfen aufgeteilt, mit Ausnahme des Zweiges Invalidenversicherung, welcher als grösster Bereich (34,5 %) auf die zwei Höfe verteilt wurde, was einen Ausgleich der Arbeitslast unter diesen beiden erlaubt. Seit dem 1. Januar 2013 ist für Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen die Verwaltungsrechtliche Abteilung zuständig, obwohl diese dem Zivilverfahren unterstellt sind.

All diese Änderungen, ohne noch von der Informatik oder vom Umzug des Kantonsgerichts reden zu wollen, haben die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Sozialversicherungshöfe nicht entmutigen können; sie haben in ihren Anstrengungen für die Erledigung der hängigen Angelegenheiten durchgehalten. Mitgewirkt haben auch einige Ersatzrichter, die sich bereit erklärt haben, Urteilsentwürfe selber zu redigieren. Da die drei im Rahmen der ausserordentlichen Massnahmen zugesprochenen Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stellen am 1. Januar 2013 nicht mehr erneuert wurden, hat die Zahl der erledigten Fälle der beiden Höfe deutlich, aber in gleicher Masse wie die weggefallenen Arbeitskräfte, abgenommen (- 27,6 %). Daraus entstand erneut ein Anstieg des Bestandes an hängigen Fällen von 460 auf 500, dies trotz eines Rückgangs der Neueingänge um 7 %. In den vergangenen Jahren wurden den beiden Höfen Massnahmen zugesprochen, um die Rückstände zu reduzieren; da sie aber immer noch über zu wenig Gerichtsschreiber-Berichterstatter verfügen, um die ordentliche Arbeitslast bewältigen zu können, wird der Rückstand wieder grösser, sobald die ausserordentlichen Massnahmen wegfallen.

1.1.3. Personal

1.1.3.1. Richter

Hugo Casanova hat mit der Zustimmung des Kantonsgerichts und des Justizrates seinen Beschäftigungsgrad ab dem 1. August 2013 von 100 auf 50 % reduziert.

Françoise Bastons Bulletti hat auf den 31. August 2013 demissioniert, nachdem sie zweiundzwanzig Jahre lang im Dienste der Justiz tätig war, wovon fünf beim Kantonsgericht.

Geboren wurde sie 1964 in Montpellier in Frankreich. Ihr Jusstudium hat sie jedoch in Freiburg absolviert, wo sie 1986 das Lizentiat der Rechte an der Universität Freiburg erwarb. Danach absolvierte sie ein Anwaltspraktikum, das sie 1990 mit der Erlangung des Anwaltspatentes abschloss. Nach einer kurzen Tätigkeit als Anwältin in der Privatwirtschaft und anschliessend als Gerichtsschreiber-Adjunktin beim Kantonsgericht wurde sie 1991 als Präsidentin des Zivilgerichts der Saane gewählt. Am 8. Mai 2008 wählte sie der Grosse Rat als Nachfolgerin von Richter Pierre Kaeser als Kantonsrichterin. Sie übte ihr Amt ab da in zivilrechtlichen und strafrechtlichen Höfen aus und präsierte ab Oktober 2012 den Straffappellationshof. Ihr bevorzugtes Gebiet war aber das Zivilrecht, insbesondere das Zivilprozessrecht und das Familienrecht. Seit mehreren Jahren hält sie vor freiburgischen Anwaltspraktikanten Konferenzen über Zivilprozessrecht ab und hat an der Universität Freiburg verschiedene Kurse in Familienrecht erteilt. Ihr Spezialgebiet war der Bereich Unterhaltsbeiträge, den sie im «Commentaire romand du code civil suisse» zum Teil kommentiert hat.

Françoise Bastons Bulletti ist weiterhin im Rechtswesen tätig, befasst sie sich doch nun in Zusammenarbeit mit einer freiburgischen Firma mit der Herausgabe der annotierten ZPO online, die fortlaufend nachgeführt wird (www.zpo-cpc.ch). Das Kantonsgericht wünscht ihr viel Erfolg und Freude bei ihren neuen Tätigkeiten.

In seiner Session vom 14. Mai 2013 hat der Grosse Rat als Ersatz für Françoise Bastons Bulletti Dina Beti, Anwältin, Gerichtsschreiberin beim Bundesgericht, sowie in Besetzung der 50 %-Stelle, die Hugo Casanova abgegeben hat, Marc Sugnaux, Rechtsanwalt, Präsident des Bezirksgerichts der Broye, gewählt.

Der Grosse Rat hat Olivier Bleicker in Ersetzung von Dina Beti zum Ersatzrichter gewählt.

Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Johannes Frölicher ist als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz ernannt worden und weiterhin Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Josef Hayoz ist Präsident des Justizrats und stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6. Des Weiteren ist er Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz». Jérôme Delabays ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, Mitglied der Anwaltskommission und Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen; er ist Präsident der in den Gesamtarbeitsverträgen INFRI-VOPSI und HorizonSud-VOPSI (spezialisierte Institutionen) vorgesehenen Schiedsräte und ist Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

1.1.3.2. Gerichtsschreiberei

Zunächst ist daran zu erinnern, dass die ausserordentlichen Massnahmen, die dem Sozialversicherungsgerichtshof zuteil kamen, Ende 2012 zu Ende gegangen sind. Folgende Personen mussten in der Folge das Kantonsgericht verlassen:

4 Gerichtsschreiber-Berichterstatter:	Olivier Raemy	31.12.2012
	Rosario Sanchez	31.12.2012
	Jennifer Tapia	31.12.2012
	Evelyne Horisberger	31.12.2012
2 Sekretärinnen:	Ariane Menoud	31.12.2012
	Gwendoline Remy	31.12.2012

Ausserdem haben im Anschluss an Weggänge und Ausschreibungen folgende Wechsel stattgefunden:

Weggänge/Änderung des Beschäftigungsgrades

Yann Hoffmann (Gerichtsschreiber)	31.12.2012
Manuela Hain (Sekretärin)	31.01.2013
Doris Curty (Sekretärin)	31.07.2013
Hugo Casanova (Richter) reduziert auf 50%	31.07.2013
Françoise Bastons Bulletti (Richterin)	31.08.2013
Sonia Bulliard	30.09.2013
Christoph Rohrer (Gerichtsschreiber)	31.12.2013
Léonie Spreng (Gerichtsschreiberin)	31.12.2013
Eloïse Dorsaz (Gerichtsschreiberin)	31.12.2013
Christine Frehner (Weibelin)	31.12.2013

Schliesslich sind beim KG folgende Personen hinzugekommen:

Frédéric Oberson (Generalsekretär)	01.01.2013
Gwendoline Remy (Sekretärin)	01.01.2013
Vanessa Thalmann (Gerichtsschreiberin)	01.02.2013
Nicole Kolly (Sekretärin)	01.02.2013
Léonie Spreng (Gerichtsschreiberin)	18.02.2013
Christine Frehner (Weibelin)	01.06.2013
David Jodry (Gerichtsschreiber)	01.07.2013
Dina Beti (Richterin)	01.09.2013
Marc Sugnaux (Richter)	01.10.2013
Helen Brülhart (Sekretärin)	01.10.2013
Eloïse Dorsaz (Gerichtsschreiberin)	01.10.2013

Fluktuationsquote des Kantonsgerichts im 2013

$$\frac{11 \text{ Mitarbeiter} \times 100}{53 \text{ Mitarbeiter (Total ohne Lernende, Praktikanten und junge Stellensuchende)}} = \mathbf{20.75\%}$$

Das Jahr 2013 war geprägt von zahlreichen internen Änderungen. Die 11 Neuzugänge bilden ca. 20% des Mitarbeiterinnen- und Mitarbeiterbestandes des Kantonsgerichts. Wenn einige Personen ihre Kündigung aufgrund von neuen beruflichen Perspektiven eingereicht haben (Weggang von Françoise Bastons, Wahl von Christoph Rohrer als Bundesverwaltungsrichter), waren für andere der Stress und die zahlreichen erfolgten oder noch zu erfolgenden internen Wechsel der Grund für die Kündigung. Für das gesamte

Personal bedeutete und bedeutet die physische Zusammenlegung zweier Einheiten zu einer einzigen Organisation, nebst der Arbeitslast und der Zunahme der gerichtlichen Aufgaben – einschliesslich im Anschluss an die Übertragung von Kompetenzen – ein Stressfaktor. Die Arbeitsmethoden in den verschiedenen Abteilungen sind unterschiedlich und es ist schwierig, eine Organisation aufzustellen, die unverzüglich und präzise die Verteilung und die Planung aller voraussehbaren Aufgaben bewältigen kann. Einigen Personen wurden im Zusammenhang mit dem Umzug ungewohnte Aufgaben übertragen, die ihnen Vielseitigkeit und Initiative abverlangten. Diese Situation hat einen ungewöhnlichen Arbeitsrhythmus geschaffen. Dieser Stress ist umso markanter, als feststeht, dass das Kantonsgericht bereits jetzt über zu wenig Personal verfügt, und dass die Anstellungsverträge einiger Mitarbeitenden befristet sind. Diese Situation bedeutet für die Mitarbeitenden auch eine Mehrbelastung, da sie fortwährend neue Kolleginnen und Kollegen in die einführen müssen.

Der Personalbestand der Gerichtsschreiberei für das Jahr 2013 – ohne befristete Anstellungen – setzt sich wie folgt zusammen (Budgetpositionen):

Vollzeitäquivalente Stellen (VZÄ)

Chef-Gerichtsschreiber	2.00
Gerichtsschreiber-Adjunkten	7.50
Gerichtsschreiber-Berichterstatter	8.00
Bürochefin	2.00
Sekretärinnen	6.00
Bibliothekarin	0.10
Total	25.60

Diese 25.60 VZÄ sind für die Gerichtsschreiberstellen (Chef-Gerichtsschreiber, Gerichtsschreiber-Adjunkten und –Berichterstatter) auf 19 Personen und für das Sekretariat (Bürochefinnen, Sekretärinnen) auf 13 Personen verteilt. Hinzu kommt die Stelle einer Gerichtsschreiber-Adjunktin, die zur Unterstützung von Richter Johannes Frölicher angestellt wurde.

Die Zuteilung von sogenanntem «Aushilfspersonal» erfolgte aufgrund von Pauschalkrediten. Die Anstellung des Generalsekretärs (gesetzliche Anforderung) geschah auf der Grundlage eines unbefristeten Vertrages, ohne Job-Garantie, und diejenige der Weibelin (gesetzliche Anforderung) auf der Grundlage eines befristeten Vertrages. Dasselbe gilt für Mitarbeiterinnen des Sekretariats, die – vollständig oder zum Teil – auf der Grundlage von befristeten, für ein Jahr geltenden Verträgen angestellt sind und deren Verträge, wenn die Annahme des Voranschlags durch den Grosse Rat es erlaubt, eventuell erneuert werden können. Das Kantonsgericht hat ausserdem zwei junge Stellensuchende für eine beschränkte Dauer angestellt.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit weiterzuführen. Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt haben Lorenz Cloux, Leila Kaufmann, Nadège Morandi, Camille Zahno, Isabelle Schuwey, Séverine Grüber Gacond, Jennifer Tapia, Pauline Volery, Philippe Tena, Marianne Sterren, Alain Monnerat Olivia Lei, Bénédicte Laville, Denise Martig und Aurore Verdon ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht drei Lernende zu kaufmännisch Angestellten aus.

Schliesslich hat der physische Zusammenschluss der Abteilungen des Kantonsgerichts (wie weiter oben unter Pkt. 1.1.1.1 beschrieben) zu Reorganisationsmassnahmen geführt. Die Stellvertretung für den Generalsekretär ist zwischen Henri Angéloz und Muriel Zingg aufgeteilt worden, die zudem als Gerichtsschreiber der Zivilrechtlichen und Verwaltungsrechtlichen Abteilung tätig sind. Cédric Steffen wurde als Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Abteilung ernannt. Was das Sekretariat anbelangt – das weiterhin 8 VZÄ zählt – wurden Françoise Rosales als Bürochefin und Magui Guisolan als Verwaltungsmitarbeiterin zu 50% ernannt.

1.1.3.3. Informatikteam

Ausser dem Personal der Gerichtsschreiberei, das dem ITA zugeteilt ist, wirkt weiterhin eine Sekretärin des Kantonsgerichts, Martine Arm, an der Kodifizierung der für die verschiedenen Organe der Rechtspflege notwendigen Modelle mit.

1.1.3.4. Sekretariat

Der Personalbestand sowie die Änderungen und Reorganisationsmassnahmen sind weiter oben dargelegt worden (1.1.3.2). Das Kantonsgericht hat sich intensiv mit den Fragen einer internen Lösung für die Bewältigung der Arbeitslast des Sekretariats auseinandergesetzt. Es hat mithin im Rahmen seiner Budgetanfragen für 2014 festgestellt, dass eine Verstärkung seines Verwaltungspersonals (Sekretariatspool) unumgänglich ist. Andernfalls müssen weitere Aufgaben auf die Gerichtsschreiber übertragen werden, was aus wirtschaftlicher Sicht weder wünschenswert noch vertretbar ist. Zum Einen haben die Übertragungen von zusätzlichen Aufgaben und Kompetenzen an das Kantonsgericht – die zwar aus juristischer Sicht technisch zu bewältigen sind – auch neue Aufgaben für die Sekretärinnen zur Folge. Dies führt zu einer Erhöhung ihrer Arbeitslast, ungeachtet dessen, ob diese Fälle in rechtlicher Hinsicht einfach oder komplex sind. Zum Anderen nehmen die administrativen Tätigkeiten zu Folge der neuen gesetzlichen Anforderungen ständig zu (z.B. Veröffentlichung der Urteile im Internet ab dem 1. Januar 2014).

1.1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 26. April 2013 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen, die diesmal in Lausanne stattfand, teilgenommen.

Am 19. August 2013 haben die Richter die freiburgischen Anwälte in den neuen Räumlichkeiten des Augustinergebäudes empfangen.

Am 24. August 2013 organisierte das Kantonsgericht für die Freiburger Bevölkerung einen Tag der offenen Tür im Augustinergebäude.

Am 12. und 13. September 2013 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Basel teilgenommen.

Am 20. September wurde die Konferenz der Bezirksgerichtspräsidenten für eine Vorstellung des Augustinergebäudes eingeladen.

Am 7. Oktober 2013 war eine Gruppe von Studierenden der Rechtswissenschaften der Universität Freiburg an einer Sitzung des Straffappellationshofs anwesend; sie war zuvor vom Präsidenten der Strafrechtlichen Abteilung empfangen worden, der ihnen das Kantonsgericht und seine Tätigkeit kurz vorstellte.

Am 11. Oktober 2013 hat der Präsident des Kantonsgerichts an der Konferenz der oberen kantonalen Gerichte in Zug teilgenommen.

Am 8. November 2013 hat Dina Beti am Tag der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

Am 29. November 2013 fand die offizielle Einweihung des Augustinergebäudes in Anwesenheit von Vertretern der verschiedenen Behörden statt.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2013 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hubert Bugnon hat an der Schweizerischen Richterakademie (Universität Neuenburg) im Bereich der Anhörung von Kindern in Familienrechtsverfahren einen Kurs erteilt.

Hugo Casanova hat weiterhin für die Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" die bundesgerichtliche Rechtsprechung zusammengefasst und gewürdigt. Seine Analyse erschien in Band 81, S. 341 (Entscheide 2011) und in Band 82, S. 113 (Entscheide 2012). Er hat im Rahmen eines vom Institut für Schweizerisches und Internationales Steuerrecht (ISIS) organisierten Seminars zum Thema «Verfahren im Steuerrecht» eine Konferenz unter über das Beschwerdeverfahren vor den kantonalen Instanzen abgehalten. Schliesslich hat er unter dem Titel «(Steuer-) Richterin oder Richter – Ein Traumberuf?» einen verschiedene persönliche Gesichtspunkte enthaltenden Artikel veröffentlicht (in: P. Mäusli-Allenspach/M. Beusch, Steuern und Recht – Steuerrecht!, Liber Amicorum für Martin Zweifel).

Hugo Casanova und Hubert Bugnon sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat des Weiteren im Rahmen der jährlichen Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes am 13. Dezember 2013 eine Konferenz zum Thema Strafappellation gehalten.

Josef Hayoz hat am 18. Oktober 2013 für die Erstsemestrigen der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg eine zweisprachige Konferenz abgehalten.

Adrian Urwyler hat am 1. Dezember 2013 an der von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung teilgenommen.

Christian Pfammatter hat für die Anwaltspraktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung erteilt. Ebenfalls hat er an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikanten mitgewirkt.

Annexe/Beilage:

—
**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2013 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2013**
—

Président/Präsident :	Adrian Urwyler
Vice-présidente/Vizepräsidentin :	Marianne Jungo
Membres/Mitglieder :	Hugo Casanova Josef Hayoz Christian Pfammatter Gabrielle Multone Roland Henninger Hubert Bugnon Françoise Bastons Bulletti (remplacée par Dina Beti le 01.09.2013 / ersetzt durch Dina Beti am 01.09.2013) Anne-Sophie Peyraud Johannes Frölicher Jérôme Delabays Catherine Overney Michel Favre Dina Beti Marc Sugnaux (occupe dès le 01.10.2013 le 50% laissé vacant par Hugo Casanova / übernahm ab dem 01.10.2013 das von Hugo Casanova abgegebene 50%-Arbeitspensum)

Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :

Daniel Schneuwly
André Riedo
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot
François-Xavier Audergon
Catherine Hayoz
Kurt Schwab
Francine Defferrard
Tarkan Göksu
Séverine Monferini Nuoffer
Jacques Bonfils
Hans-Jürg Schläppi
Ursula Schneider Schüttel
Laurent Schneuwly
Erika Schnyder
Armin Sahli
Christophe Maillard
Pierre Corboz
Jean-Luc Mooser
Felix Baumann
Georges Chanez
Pascal Richard
Olivier Bleicker

Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Président/Präsident :
Membres/Mitglieder :

Jérôme Delabays
Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Catherine Overney
Michel Favre

Ie Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident :
Membres/Mitglieder :

Hubert Bugnon
Roland Henninger
Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Jérôme Delabays

Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Adrian Urwyler
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays
Catherine Overney
Michel Favre

Cour de modération / Moderationshof

Président/Präsident : Michel Favre / Dina Beti
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler / Michel Favre
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Hubert Bugnon

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/Präsidentin : Catherine Overney
Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler
Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente/Präsidentin : Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Michel Favre
Catherine Overney
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)

Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Président/Präsident : Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder : Roland Henninger
Adrian Urwyler
Françoise Bastons Bulletti / Dina Beti
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Jérôme Delabays
Catherine Overney
Michel Favre

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Présidente/Präsidentin : Françoise Bastons Bulletti / Michel Favre
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)
Membres/Mitglieder : Adrian Urwyler
Catherine Overney
Michel Favre / Dina Beti
(dès le 01.09.2013 / ab 01.09.2013)

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident : Roland Henninger
Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Jérôme Delabays

Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

Présidente/Präsidentin : Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Josef Hayoz
Christian Pfammatter
Marianne Jungo
Anne-Sophie Peyraud
Johannes Frölicher
Marc Sugnaux
(dès le 01.10.2013 / ab 01.10.2013)

Ie Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo
Membres/Mitglieder : Christian Pfammatter
Gabrielle Multone
Josef Hayoz (affaires en allemand /
deutschsprachige Angelegenheiten)

Iie Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident : Christian Pfammatter
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Josef Hayoz

IIIe Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder : Marianne Jungo
Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en allemand /
deutschsprachige Angelegenheiten)

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président/Präsident : Hugo Casanova / Marc Sugnaux
(dès le 01.10.2013 / ab 01.10.2013)

Membres/Mitglieder : Anne-Sophie Peyraud
Christian Pfammatter
Hugo Casanova (dès le 01.10.2013 /
ab 01.10.2013; affaires en allemand /
deutschsprachige Angelegenheiten)

Ie Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud

Membres/Mitglieder : Josef Hayoz
Marianne Jungo

Iie Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président/Präsident : Johannes Frölicher

Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Gabrielle Multone
Marc Sugnaux
(dès le 01.10.2013 / ab 01.10.2013)

1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

1.2.1. Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Récusation / <i>Ausstand</i>	23	9
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	154	228*
Total	177	237

* 76 demandes, concernant une volumineuse affaire, émanaient des Pays-Bas / 76 Gesuche betreffend eine umfangreiche Angelegenheit stammten aus den Niederlanden

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	95*	110
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	343	371
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	339	385
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	96*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.2012 et le 01.01.2013 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques./Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass ein Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	25	34
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	82	82
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	8	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	65	79
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	23	24
Retirés / <i>Rückzug</i>	7	10
Transaction / <i>Vergleich</i>	5	8
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	2	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	17	15
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	77	91
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	17	29
AJ (avec avocat) retirée / <i>URP (mit Anwalt) zurückgezogen</i>	1	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	4	5
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	5	2
Total	339	385

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	3	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	91	93
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	44	36
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	6
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	8	6
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	8	5
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	27
Assurance / <i>Versicherung</i>	4	1
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	1	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	3	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	5
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	2
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	37	50
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	39	42
Poursuite pour dettes / <i>Schuldbetreibung</i>	0	1
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	105	132
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Révision / <i>Revision</i>	1	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	3
Total	339	385

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	62	90
Singine / Sense	10	8
Gruyère / Greyerz	39	35
Lac / See	19	10
Glâne / Glane	12	12
Broye / Broye	30	30
Veveyse / Vivisbach	13	11
Autres / Andere	154	189
Total	339	385

II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	81	90
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	295	335
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	302	344
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	74	81

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	67	55
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	21
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	9
Rejetés / <i>Abweisung</i>	81	112
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	73	74
Retirés / <i>Rückzug</i>	16	17
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	4
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	8	13
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	13	7
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	3
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	3
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	24
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	5	0
Total	302	344

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	55	59
Travail / <i>Arbeit</i>	9	12
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	23	29
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	1
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	143	173
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	45	32
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	98	141
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	43	45
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	3	2
Instance unique / <i>Einzige Instanz</i>	0	4
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	5
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	4	1
Concordat / <i>Nachlassvertrag</i>	0	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	0	4
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	1	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	1	2
Assurance / <i>Versicherung</i>	12	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	5	3
Total	302	344

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	102	134
Singine / Sense	17	15
Gruyère / Greyerz	34	39
Lac / See	15	16
Glâne / Glane	7	16
Broye / Broye	17	20
Veveyse / Vivisbach	15	10
Autres / Andere	95	94
Total	302	344

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	11
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	145	182
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	152	183
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	3	10

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	90	117
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	34	28
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	15
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	8	12
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	5
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	152	183

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	53	59
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	4	5
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	3	4
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	75	98
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	15	16
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	152	183

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2013	2012
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	97	126
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	16	20
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	25	29
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	14	8
Total	152	183

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	17	18
Singine / Sense	7	12
Gruyère / Greyerz	9	3
Lac / See	7	2
Glâne / Glane	0	2
Broye / Broye	8	10
Veveyse / Vivisbach	6	10
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	80	107
Autres / Andere	18	19
Total	152	183

Cour de modération / Moderationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	14	11
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	36	39
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	36	36
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	14	14

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	7
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	7	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3	3
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	3
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	1
Total	36	36

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	0
Emolument et débours notaire / <i>Gebühr und Auslagen Notar</i>	1	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	10	14
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	13	12
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	5	2
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	7
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	3	1
Total	36	36

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	10	17
Singine / Sense	4	2
Gruyère / Greyerz	3	7
Lac / See	1	0
Glâne / Glane	2	1
Broye / Broye	4	1
Veveyse / Vivisbach	1	0
Autres / Andere	11	8
Total	36	36

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	7
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	147	22
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	121	29
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	26	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	5
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	2
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	41	3
Retirés / <i>Rückzug</i>	7	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	12	7
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	2
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	13	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Total	121	29

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Recours / <i>Beschwerde</i>	85	15
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	19	10
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	1
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung oder Rechtsverzögerung</i>	4	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	3	1
Total	121	29

1.2.2. Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Cour d'appel penal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	96	96
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	171	164
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	166	164
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	96

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	17
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	34	19
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	52	46
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	8
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	20	25
Retirés / <i>Rückzug</i>	35	35
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	7	3
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	0
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	2	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	4
Procédure périmée / <i>Verwirkte Berufung</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Total	166	164

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Appels / <i>Berufungen</i>	139	138
Décisions postérieures au jugement / <i>Nachträgliche Entscheide</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	1
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	4	1
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	10	9
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	6	11
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	3	3
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	0
Total	166	164

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2013	2012
Sarine / <i>Saane</i>	41	50
Singine / <i>Sense</i>	3	1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	13	10
Lac / <i>See</i>	4	3
Glâne / <i>Glane</i>	6	6
Broye / <i>Broye</i>	8	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	8	7
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	9
Total	83	93

Juge de police / <i>Polizeirichter</i>		
	2013	2012
Sarine / <i>Saane</i>	23	23
Singine / <i>Sense</i>	2	4
Gruyère / <i>Greyerz</i>	11	10
Lac / <i>See</i>	5	3
Glâne / <i>Glane</i>	7	6
Broye / <i>Broye</i>	4	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	0
Total	54	53

Tribunal des mineurs / <i>Jugendgericht</i>		
	2013	2012
	3	4

Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstraengericht</i>		
	2013	2012
	2	1

Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
	2013	2012
	1	3

Autres / <i>Andere</i>		
	2013	2012
	23	10

Chambre penale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	49	33
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	274	223
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	269	207
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	54	49

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	32	16
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	11	10
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	20	16
Rejetés / <i>Abweisung</i>	99	93
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	59	43
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	4
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	5	6
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	18	6
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	8	7
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	6	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	1
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	2
Total	269	207

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Recours / <i>Beschwerden</i>	196	168
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	9	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	21	16
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	29	15
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	5	2
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	9	3
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	269	207

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	14	13
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	14	13
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	13	13
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Total	14	13

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	14	13
Total	14	13

1.2.3. Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	91	106
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	140	159
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	147	174
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	84	91

Modes de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	9	23
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	3
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	3
Rejet <i>Abweisung</i>	58	64
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	19	19
Retrait <i>Rückzug</i>	0	10
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	8
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	2
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	20	20
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	2
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	6	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	7	6
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	2	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	6	2
Total	147	174

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	37	42	79	53	26
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	0	2	2	1	1
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	13	20	33	16	17
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	7	3	10	4	6
Responsabilité <i>Haftung</i>	12	4	16	6	10
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	2	14	16	10	6
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	3	3	3	0
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger <i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>	0	1	1	1	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	3	4	3	1
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	2	2	4	1	3
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur réclamation (frais) <i>Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)</i>	1	0	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	11	17	12	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	5	5	4	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	9	23	32	24	8
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Récusation <i>Ausstand</i>	1	2	3	3	0
Total	91	140	230	147	84

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	91	89
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	170	150
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	156	148
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	105	91

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	29	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	5
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	9	3
Rejet <i>Abweisung</i>	52	62
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	20
Retrait <i>Rückzug</i>	18	7
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	4	3
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	4
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	26
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	4
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	3	0
Total	156	148

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liqué <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	51	114	165	90	75
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	4	4	8	3	5
Expropriation <i>Enteignung</i>	4	0	4	4	0
Forêts Forstwesen	0	2	2	1	1
Energie <i>Energie</i>	1	1	2	1	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	4	5	9	9	0
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	7	0	7	1	6
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	3	2	5	4	1
Révision <i>Revision</i>	0	3	3	0	3
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	2	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	0	1
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	12	23	35	28	7
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	4	11	15	11	4
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	1	1	0	1
Total	91	170	261	156	105

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	89	111
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	372	242
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	345	264
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	116	89

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	10	16
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	6
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	7
Rejet <i>Abweisung</i>	79	93
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	168	68
Retrait <i>Rückzug</i>	30	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	12	19
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	24
Rayé du rôle (défaut) <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	1	0
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	5	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	2	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	2	2
Total	345	264

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	63	292	355	277	78
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	2	3	5	2	3
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	13	6	19	15	4
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	0	5	5	2	3
Animaux <i>Tiere</i>	0	1	1	1	0
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	4	1	5	3	2
Registre du commerc <i>Handelsregister</i>	0	4	4	3	1
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	1	1	2	2	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	2	1	3	2	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	42	43	24	19
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	1	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	12	15	12	3
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	89	372	461	345	116

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	131	134
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	161	183
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	107	145
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	54	38
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	148	186
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	102	141
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	46	45
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	144	131

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	6	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	16	12
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	10
Rejet <i>Abweisung</i>	64	71
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	8
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	22	38
Retrait <i>Rückzug</i>	11	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	12	17
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	2	11
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	3	1
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	4	2
Total	148	186

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Ertedigt</i>	Pendant au 31.12 <i>Hängig per 31.12</i>
Généralités <i>Allgemeines</i>	1	0	1	1	0
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	98	121	219	99	120
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	5	12	17	6	11
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	2	3	5	5	0
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	1	0	1	1	0
Impôts paroissiaux <i>Pfarresteuern</i>	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	1	3	4	1	3
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	0	2	2	0	2
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	7	7	6	1
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	11	5	16	11	5
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	3	1	4	4	0
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	1	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	1	0	1	1	0
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	1	1	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	3	0	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	2	5	4	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheidung</i>	0	1	1	1	0
Total	131	161	292	146	146

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof¹

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	276 ²⁾	544
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	268	492
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	272	576
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	272	460

¹⁾ 2 Cours des assurances sociales dès le 01.01.2013/2 Sozialversicherungsgerichtshöfe seit 01.01.2013

²⁾ Ce chiffre ne représente qu'une partie des affaires pendantes, le total des 460 affaires pendantes ayant été réparti entre les 2 Cours (276+184=460) / Diese Zahl widerspiegelt nur einen Teil der hängigen Fälle. Das Total der hängigen Fälle beträgt 460, welche auf 2 Höfe aufgeteilt wurden (276+184=460).

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	15	41
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	16	37
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	37
Rejet <i>Abweisung</i>	115	219
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	37
Retrait <i>Rückzug</i>	13	14
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	34
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	3	11
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	19	14
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	21
Observations <i>Stellungnahme</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	31	41
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	22
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	13	19
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	4
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	5	20
Total	272	576

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liqué <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	6	1	7	6	1
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	104	87	191	74	117
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	2	0	2	2	0
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	9	0	9	9	0
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	72	39	111	40	71
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	34	44	78	21	57
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	6	0	6	6	0
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	2	5	7	4	3
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	14	15	29	21	8
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	17	19	13	6
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	6	6	5	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	21	51	72	64	8
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	2	2	4	4	0
Total	276	268	544	272	272

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	184
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	189
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	145
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	228

Mode de liquidation / Erledigungsart	2013	2012
Admission <i>Gutheissung</i>	10	0
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	0
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	11	0
Rejet <i>Abweisung</i>	28	0
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	14	0
Retrait <i>Rückzug</i>	8	0
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	0
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	5	0
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	7	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	16	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	9	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	8	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	1	0
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	12	0
Total	145	0

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	10	10	20	6	14
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	106	70	176	50	126
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	6	9	15	3	12
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	13	23	36	17	19
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	4	0	4	0	4
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	2	0	2	2	0
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	32	14	46	17	29
Allocation pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	2	0	2	0	2
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	0	17	17	5	12
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	1	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	2	3	1	2
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	7	40	47	41	6
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	184	189	373	145	228

1.2.4. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2013	2012
I ^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	26	24
II ^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	22	19
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	11	9
Cour de modération / Moderationshof	1	1
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	7	3
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	18	27
Chambre pénale / Strafkammer	33	23
I ^{er} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	17	23
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	18	12
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	19	10
Cour fiscale / Steuergerichtshof	10	17
I ^{er} Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	27	48
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	4	0
Total	213	216

Recours traités / Erledigte Beschwerden	2013	2012
Modes de liquidation / Erledigungsarten		
I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	1	3
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejetés / Abweisung	11	15
Irrecevables / Nichteintreten	7	7
Sans objet / Gegenstandslos	1	1
Retirés / Rückzug	1	1
II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	3	4
Irrecevables / Nichteintreten	14	5
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	0	3

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	4	2
Irrecevables / Nichteintreten	6	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour de modération / Moderationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	0	0
Irrecevables / Nichteintreten	1	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenenschutzhof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Rejetés / Abweisung	1	1
Irrecevables / Nichteintreten	5	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	1	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	4
Rejetés / Abweisung	15	12
Irrecevables / Nichteintreten	3	5
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Chambre pénale / Strafkammer		
Admis / Gutheissung	1	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2
Rejetés / Abweisung	9	10
Irrecevables / Nichteintreten	10	14
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Rayé du rôle / Abschreibung	0	0

I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	5
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	8	5
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	14	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Ie Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	23	24
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	2
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	4
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	3
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	24
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
Total	204	216

2. Le Ministère public

2.1. Partie générale

2.1.1. Remarques générales

En 2013, le nombre de dossiers enregistrés au Ministère public respectivement liquidés par ordonnances motivées, en particulier par ordonnances pénales, a fortement augmenté. La durée de liquidation des procédures est demeurée stable ; cette stabilité se retrouve dans le nombre des procédures pendantes au 31 décembre 2013, et notamment des anciennes procédures enregistrées (soit depuis plus de 12 mois).

Ces bons résultats sont le fruit d'adaptations internes, le recours à des forces de travail supplémentaires étant exclu par les mesures d'économies. Bien que la charge de travail soit très soutenue, ces mesures, ainsi que l'implication personnelle remarquable de l'ensemble des procureurs et des collaborateurs, a permis de maintenir des délais de traitement des dossiers acceptables, sans nuire à la qualité attendue des instructions. Dans ce contexte, le gel des échelons de salaire a été ressenti comme une brimade inutile sur un personnel dont la motivation exemplaire mériterait plutôt d'être valorisée.

L'année 2013 a été marquée par une forte augmentation du recours à la détention avant jugement, phénomène observé sur l'ensemble du territoire suisse. Le manque de places de détention a provoqué une importante charge de travail. Un groupe de travail présidé par la Direction de la sécurité et de la justice a réuni les acteurs des mondes policier, judiciaire et carcéral et quelques solutions urgentes ont pu être trouvées (augmentation immédiate du nombre de places par des réorganisations), de même que quelques pistes pour l'avenir.

L'entrée en vigueur du programme « via sicura » et le renforcement conséquent des sanctions en matière de circulation routière ont amené leur lot d'incertitudes et de réflexions. Ces dernières années, l'introduction de normes au coup par coup (imprescriptibilité en cas d'actes d'ordre sexuel commis sur des enfants impubères, via sicura) a porté atteinte à l'homogénéité du droit pénal. De telles nouveautés, associées à la prochaine mise en vigueur de l'expulsion automatique des criminels étrangers, amènent à de nombreuses réflexions qui ne seront pas détaillées dans ce rapport. L'expulsion automatique d'un étranger ayant conduit à 175 km/h dans une zone limitée à 100 km/heure sur autoroute, puisqu'il encourra une peine supérieure à 6 mois de privation de liberté, constituera à n'en pas douter un cas de conscience.

2.1.2. Les activités générales

2.1.2.1. En général

	2013	2012
Procédures enregistrées ¹ en	16'571	13'397
Procédures pendantes au 31.12.	5'798	5'882
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ²	584	525
Procédures liquidées par décisions motivées ³ , en	14'312	10'647

¹ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à un prévenu ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

² Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

³ Soit les procédures closes par ordonnances motivées : ordonnance de non entrée en matière, ordonnance de suspension, ordonnance de classement, ordonnance pénale définitive, décision ultérieure au jugement.

2.1.2.2. Procédures enregistrées et pendantes

2.1.2.2.1. Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2013	2012
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	16'418	13'212
Procédures du Tribunal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	7	28
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	0	7
Procédures du juge d'application des peines ⁴	145	150
Recours administratif	1	0
Nombre total de procédures enregistrées	16'571	13'397

	2013	2012
Procédures enregistrées contre auteurs connus	14'721	11'655
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'850	1'742

	2013	2012
Procédures enregistrées en français	13'695 (82.6%)	10'680 (79.7%)
Procédures enregistrées en allemand	2'876 (17.4%)	2'717 (20.3%)

2.1.2.2.2. Procédures pendantes

Procédures pendantes	2013	2012
en instruction (sous la compétence du procureur),	4'951	4'956
dont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	163	126
auprès des Préfectures (en vue de la tentative légale de conciliation)	170	200
auprès des Tribunaux de 1 ^{ère} instance	559	613
auprès du Tribunal cantonal	109	98
auprès du Tribunal fédéral	9	15
Nombre total de procédures pendantes	5'798	5'882

⁴ Ci-après JAP.

2.1.2.2.3. Anciennes procédures pendantes

	2013	2012
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	584 (dont 44 procédures suspendues)	525 (dont 49 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2013, de l'année :

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
5	1	2	4	6	28	97	441	584

2.1.2.3. Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.1.2.3.1. En général

	2013	2012
Ordonnances de non entrée en matière	1'507	990
Ordonnances de suspension	1'213	1'025
Ordonnances de classement	1'550	1'545
Ordonnances pénales	10'355	7'404
Actes d'accusation	300	235
Confiscations indépendantes	1	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	145	151
Décisions de dessaisissement	433	402
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	12	25
Ordonnances de conversion de peine pécuniaire ou d'amendes	2'243	2'029
Commissions rogatoires nationales	28	35
Commissions rogatoires internationales	81	74
Classements sans suite	267	318

2.1.2.3.2. Ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement

Ordonnances de non entrée en matière	2013	2012
cas de levée de corps	114	101
autres	1'393	889
Nombre total des ordonnances de non entrée en matière	1'507	990

Ordonnances de suspension	2013	2012
contre auteur connu	249	207
contre auteur inconnu	964	818
Nombre total des ordonnances de suspension	1'213	1'025

Ordonnances de classement	2013	2012
suite à conciliation	455	494
Autres	1'095	1'051
Nombre total des ordonnances de classement	1'550	1'545

2.1.2.3.3. Ordonnance pénale

Ordonnances pénales et de conversion	2013	2012
Ordonnances pénales définitives	9'897	6'936
Ordonnances pénales frappées d'opposition	458 (4.4%)	468 (6.3%)
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2'243	2'029
Nombre total des ordonnances pénales et de conversion	12'598	9'433

Ordonnances pénales définitives, selon le type de peine prononcée	2013	2012
Ordonnances pénales définitives, peine pécuniaire	3'334	2'933
prononcé d'une peine pécuniaire avec sursis	2'900	2'605
prononcé d'une peine pécuniaire avec sursis <u>partiel</u>	47	20
prononcé d'une peine pécuniaire <u>sans</u> sursis	387	308
Ordonnances pénales définitives, travail d'intérêt général	1'567	1'523
prononcé d'un travail d'intérêt général avec sursis	1'234	1'258
prononcé d'un travail d'intérêt général avec sursis <u>partiel</u>	35	28
prononcé d'un travail d'intérêt général <u>sans</u> sursis	298	237
Ordonnances pénales définitives, peine privative de liberté	369	113
Ordonnances pénales définitives, amende	8'147	5'460

Les procureurs faisant un large usage de la faculté conférée par l'article 42 alinéa 4 du code pénal de cumuler notamment une amende à la peine prononcée avec sursis, les chiffres mentionnés dans le précédent tableau incluent l'ensemble de ces peines.

2.1.2.3.4. Acte d'accusation

Actes d'accusation	2013	2012
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	130	90
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	127	110
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	1	1
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	11	13
Acte d'accusation, procédure simplifiée	31	21
Nombre total d'actes d'accusation	300	235

2.1.2.3.5. Décision ultérieure au jugement

Ordonnances du JAP	2013	2012
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté par :	31	21
prolongation du délai de paiement	3	3
réduction du montant de la peine pécuniaire ou de l'amende	0	3
conversion de la peine pécuniaire ou de l'amende en travail d'intérêt général	28	15
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	7	6
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général, à savoir :	91	116
conversion du travail d'intérêt général en peine pécuniaire	69	80
conversion du travail d'intérêt général en peine privative de liberté	22	36
Opposition aux ordonnances du JAP	1	3
Autres ordonnances du JAP	15	5

2.1.2.3.6. Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2013	2012
0 à 1 mois	19.3%	24.29%
1 à 2 mois	24.67%	19.3%
2 à 3 mois	17.04%	15.69%
3 à 6 mois	19.73%	21.69%
6 à 12 mois	13.07%	12.7%
12 à 18 mois	4.2%	4.81%
18 à 24 mois	1.37%	1.16%
24 à 36 mois	0.49%	0.26%
Plus de 36 mois	0.13%	0.01%

2.1.2.4. Détention provisoire et autres mesures de contrainte

Détention provisoire	2013	2012
Nombre de personnes en détention provisoire	294	266
Nombre de requête de détention au Tribunal des mesures de contrainte (détention, prolongation de la détention et détention pour motifs de sûretés)	394	361
Nombre de jours de détention	23'315	20'357

Autres requêtes au Tribunal des mesures de contrainte	2013	2012
Nombre de demandes de mesures de surveillance téléphoniques et autres mesures	231	226

2.1.2.5. Recours

Recours interjetés par les procureurs	2013	2012
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	16	26
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	5	1

Recours interjetés par les parties	2013	2012
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	84	103
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	6	4

2.1.2.6. Défenseurs

Défenseurs	2013	2012
Nombre de désignation d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	308	284
	134	120
Nombre d'ordonnances sur indemnités	43	61

Le défenseur nécessaire choisi par le prévenu n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.1.2.7. Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal des mineurs	2013	2012
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	11	18
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	22	22

2.1.3. Le personnel

2.1.3.1. En général

Au 31 décembre 2013, 62.3 (EPT) procureurs et collaborateurs composent le Ministère public. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14,5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.8 EPT) et les secrétaires de procureurs (14.5 EPT) ainsi qu'un (EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (8 EPT, y compris 2 jeunes demandeurs d'emploi), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (5 EPT) et une (EPT) apprentie. Au total, ce sont 81 personnes qui travaillent au Ministère public.

2.1.3.2. *Le procureur général et le procureur général adjoint*

Dans ses tâches de direction du Ministère public, le procureur général a concentré en 2013 ses efforts sur la mise en œuvre de la politique de lutte contre la criminalité, sur les liens entre le canton et le reste de la Suisse ainsi que sur les mesures d'économie. Le premier volet a conduit à un renforcement et à une clarification de la collaboration avec l'association Ex-Pression, active dans les thérapies d'auteurs de violences conjugales, ainsi qu'à la mise sur pied d'un système de comparution immédiate pour les matches sportifs dits à risque. En second lieu, le procureur général a participé à de nombreuses rencontres avec ses homologues des cantons ou de la Confédération, en s'impliquant notamment au niveau du comité de la CPS. Enfin, le dernier volet a conduit à optimiser la reprise du paiement de frais par des tiers, notamment des assurances, et à amener le Ministère public à proposer la conclusion d'une convention de prestations aux entreprises intéressées de pompes funèbres.

L'effort indiqué en 2012 et axé sur la formation continue se poursuit évidemment, et pour les années à venir. En charge de la formation interne, le procureur général adjoint a mis sur pied une journée et demie de formation à l'attention des procureurs et des greffiers. Par ailleurs, des séances de formation ont été organisées pour les greffiers et les secrétaires. Une secrétaire a de plus suivi les cours de droit dispensés par l'Ecole des aspirants de police respectivement trois secrétaires la formation de base en administration judiciaire proposée par la Haute école ARC à Neuchâtel (Ecole romande en administration judiciaire). Enfin, la greffière-chef a achevé sa formation CAS en ressources humaines auprès des Universités de Fribourg, Lausanne, Genève et Neuchâtel.

Au cours de l'année écoulée, le procureur général a conduit quatre séances plénières des procureurs et il a tenu 36 séances de Direction. Deux séances des greffiers ont également été mises sur pied. Au 1er janvier 2013, le Ministère public compte 26 Directives (dont 17 publiées sur son site internet) et 19 marches à suivre.

En 2013, le procureur général a présenté le Ministère public à la Commission des grâces ainsi qu'à la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil. Il a également participé comme conférencier à une rencontre avec les cadres de la police tunisienne ainsi qu'à la journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois. Le procureur général est par ailleurs délégué CPS et membre du comité CPS, il est membre de la Conférence des procureurs généraux de Suisse et de la Plateforme des procureurs généraux romands, ainsi que du groupe de travail « législation CPS ». Sur le plan cantonal, il participe comme membre du Conseil de la magistrature, de la Commission de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité ainsi que du Conseil cantonal de prévention et de sécurité. Il est en outre enseignant auprès de l'EAP et il a dispensé des cours aux avocats-stagiaires. Finalement, il est relevé que, sous l'impulsion du procureur général, une association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire a vu le jour en janvier 2013 ; le but d'une telle association est avant tout de devenir un partenaire de discussion et de réflexion pour les autorités politiques, que ce soit en matière d'organisation de la justice ou de statut du personnel. Le procureur général en assume la présidence.

Quant au procureur général adjoint, il est délégué CPS, président de la Commission CPS de fixation de peine ainsi que de la Commission de recours de l'Université, et membre du Groupe de travail romand bracelet électronique, de divers groupes de travail en matière de médecine et psychiatrie, et du Groupe des intervenants de la Prison centrale.

Les greffiers-chefs et le chef de chancellerie ont continué de soutenir le procureur général et le procureur général adjoint dans leurs tâches. Ils ont en particulier géré les questions de personnel, établi des marches à suivre de type métier et assuré l'uniformisation des pratiques. Porte-parole du Ministère public, les greffiers-chefs, qui sont délégués auprès de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP), ont enfin répondu aux sollicitations des médias, diffusé 8 communiqués de presse et organisé 73 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes.

2.1.3.3. *Les procureurs*

Au 1er janvier 2013, Catherine Python Werro a rejoint le Ministère public en qualité de procureure. Rapidement intégrée, elle a démontré son efficacité dans sa nouvelle activité.

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2013 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- > auprès de l'EAP, comme enseignant : Philippe Babroni, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach, Liliane Hauser et Jean-Frédéric Schmutze;
- > auprès de l'EAP, comme participant aux procès fictifs : Raphaël Bourquin;
- > auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours: Marc Bugnon;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail sur les gens du voyage, institué par la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police : Philippe Barboni;
- > du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser;
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant);
- > de Commissions de la CPS et de la CLP : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Raphaël Bourquin (Bureau CLP), Frédéric Chassot (COMINTEL), Alessia Chocomeli-Lisibach (Commission criminalité économique), Christiana Dieux-Bach (COMAMAL et groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Liliane Hauser (Commission criminalité économique et Commission for et entraide) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > du Bureau de la Direction du SCOTT (Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants) : Yvonne Gendre;
- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution: Yvonne Gendre;
- > du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschine;
- > du Groupe de travail en matière de travail au noir : Frédéric Chassot.

Finalement, s'agissant des formations suivies par les procureurs, les formules d'annonce accompagnent le présent rapport.

2.1.3.4. *Les collaborateurs*

En cours d'année, les greffiers Karim Ben Amor et Virginie Sonney ont quitté le Ministère public. Le Ministère public a par ailleurs fait engager les greffières Sonja Hurni et Emilie Müller, le greffier Sacha Khomutov, et les secrétaires Stéphanie Collaud, Karen Grangier, Mauricio Saez et Özlem Ulukütük. Enfin, l'apprentie Laurie Thoos a achevé avec succès sa formation d'employée de commerce.

En 2013, le Ministère public a donné la possibilité à dix juristes d'effectuer un stage de greffier de 6 mois. Il a aussi accueilli les cinq aspirants EAP de la Police de sûreté pour un stage d'un jour. Il a finalement participé à la journée futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons.

2.1.3.5. *Le service comptable*

En 2013, le service comptable du Ministère public a accordé 2'188 (1'559 en 2012) paiements par acomptes, il a effectué 4'969 (3'304) rappels et 931 (795) rappels de solde, il a requis 443 (418) poursuites et il a traité 2'243 (2'029) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2013 à CHF 6'138'559.61 (CHF 5'155'670.28) (il avait été budgétisé à CHF 5'250'000.00). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende 2013, il s'est établi à CHF 783'546.00 (CHF 816'730.22). Le service comptable a par ailleurs comptabilisé durant l'année 2013 105'358 (88'182) écritures. Enfin, le service comptable a également effectué des demandes de remboursement de frais médicaux auprès des caisses maladie de juin à décembre 2013 pour un montant d'environ CHF 93'000.00.

2.1.4. *Les infrastructures*

Déjà évoqué dans le précédent rapport, le support informatique proposé par le Service informatique et des télécommunications est insatisfaisant. Sont pointés principalement la durée trop longue de résolution des incidents, le manque de coordination dans cette résolution, la concentration de la connaissance et de la maîtrise des applications propres au Pouvoir judiciaire, comme TV3, dans les mains d'un seul informaticien, et l'absence de permanence informatique. Le Ministère public, qui est d'avis que la convention de prestations conclue entre le Service informatique et des télécommunications ainsi que le Pouvoir judiciaire devrait être à tout le moins renégociée, a transmis ses doléances au Tribunal cantonal.

Finalement, après une mise en fonction laborieuse en 2012 de son site intranet, dont l'accès est strictement limité aux procureurs et à leurs collaborateurs, le Ministère public a mis en ligne en décembre 2013 son site internet destiné à l'information du public et de la presse.

Annexe:

2.2. Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	16'571
Procédures enregistrées contre auteurs connus	14'721
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'850
Procédures enregistrées en français	13'695
Procédures enregistrées en allemand	2'876
Procédures enregistrées et ordinaires	16'418
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	7
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	0
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	145
Procédures pendantes	4'951
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	163
Ordonnances de non entrée en matière	1'507
Ordonnances de classement	1'550
Ordonnances de suspension	1'213
Confiscations indépendantes	1
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	445
Commissions rogatoires nationales	28
Commissions rogatoires internationales	81
Ordonnances pénales définitives	9'897
Ordonnances pénales frappées d'opposition	458
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2'243
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	130
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	127
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	1
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	11
Acte d'accusation, procédure simplifiée	31
Ordonnances définitives du juge d'application des peines	144
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	1
Nombre de personnes en détention provisoire	294
Nombre de jours de détention	23'315

Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	16
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	5
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	84
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	6
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	11
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	22

Fribourg, le 17 janvier 2014

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

2. Die Staatsanwaltschaft

2.1. Allgemeines

2.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Die Anzahl der erfassten und namentlich durch Strafbefehle abgeschlossenen Verfahren ist im Jahr 2013 deutlich gestiegen. Die Erledigungsdauer ist jedoch weiterhin stabil. Die Anzahl der am 31. Dezember 2013 hängigen Verfahren, insbesondere die Anzahl der Verfahren, welche seit mehr als 12 Monaten eingetragen sind, weist dieselbe Stabilität auf.

Diese guten Ergebnisse konnten durch allein interne Anpassungen erreicht werden, da aufgrund der Sparmassnahmen keine zusätzlichen Arbeitskräfte erhältlich waren. Trotz hoher Arbeitsbelastung wurden die Verfahren ohne Qualitätseinbusse dank dieser Vorkehrungen sowie dank des beachtenswerten Einsatzes der Staatsanwälte und ihrer Mitarbeiter⁵ innert der gewohnten Fristen erledigt. Eine solche vorbildliche Leistung sollte eigentlich belohnt werden, umso mehr empfand das Personal der Staatsanwaltschaft das Einfrieren der Lohnstufen als unnötige Schikane.

Das Jahr 2013 war Schweiz weit durch eine starke Zunahme der Untersuchungshaft geprägt. Der Platzmangel in den Untersuchungshaftanstalten hat zu einer hohen Arbeitsbelastung geführt. Einige Notlösungen (sofortige Platzschaffung durch Umstrukturierungen) wie auch längerfristige Massnahmen konnten durch eine Arbeitsgruppe der Sicherheits- und Justizdirektion zusammen mit Personen aus den Bereichen der Polizei, der Justiz und dem Strafvollzug gefunden werden.

Das Inkrafttreten des Programms „Via sicura“ und die konsequente Strafmassverschärfung im Bereich des Strassenverkehrs haben eine Anzahl Unsicherheiten mit sich gebracht. Die unkoordinierte Einführung von neuen Gesetzesbestimmungen (Unverjährbarkeit der sexuellen Handlungen mit Kindern unter 12 Jahren, „Via sicura“) hat die Einheitlichkeit des Strafrechts verletzt. Auch mit dem bevorstehenden Inkrafttreten der automatischen Ausweisung von kriminellen Ausländern drängen sich Überlegungen auf, die in diesem Bericht nicht ausgeführt werden. Die automatische Ausweisung eines Ausländers, welcher mit 175 km/h durch eine 100 km/h – Zone gefahren ist und folglich mit einer Freiheitsstrafe von über sechs Monaten bestraft wird, stellt uns aber zweifellos vor eine Gewissensfrage.

2.1.2. Die Tätigkeiten

2.1.2.1. Im Allgemeinen

	2013	2012
eingetragene Verfahren ⁶ im	16'571	13'397
hängige Verfahren am 31.12.	5'798	5'882
davon Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden ⁷	584	525
durch begründete Verfügungen ⁸ erledigte Verfahren	14'312	10'647

⁵ Der Einfachheit halber umfassen die Begriffe Staatsanwalt, Schreiber, Sekretär und Mitarbeiter jeweils beide Geschlechter.

⁶ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einem Beschuldigten. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

⁷ D.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

2.1.2.2. Eingetragene und hängige Verfahren

2.1.2.2.1. Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2013	2012
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	16'418	13'212
Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	7	28
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	0	7
Verfahren des Strafvollzugsrichters	145	150
Total der eingetragenen Verfahren	16'571	13'397

	2013	2012
Verfahren gegen bekannte Täter	14'721	11'655
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'850	1'742

	2013	2012
französischsprachige Verfahren	13'695 (82.6%)	10'680 (79.7%)
deutschsprachige Verfahren	2'876 (17.4%)	2'717 (20.3%)

2.1.2.2.2. Hängige Verfahren

Hängige Verfahren	2013	2012
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'951	4'956
bei den Oberämtern (zur Vornahme des gesetzlichen Versöhnungsversuchs)	170	200
bei den Gerichten erster Instanz	559	613
beim Kantonsgericht	109	98
beim Bundesgericht	9	15
Total der hängigen Verfahren	5'798	5'882

2.1.2.2.3. Frühere hängige Verfahren

	2013	2012
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	584 (davon 44 sistierte Verfahren)	525 (davon 49 sistierte Verfahren)

Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:								
2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
5	1	2	4	6	28	97	441	584

⁸ Das heisst die mit begründeter Verfügung abgeschlossenen Verfahren: Nichtanhandnahme-, Sistierungs-, Einstellungsverfügungen, rechtskräftige Strafbefehle, selbständige nachträgliche Entscheidungen.

2.1.2.3. Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.1.2.3.1. Im Allgemeinen

	2013	2012
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'507	990
Sistierungsverfügungen	1'213	1'025
Einstellungsverfügungen	1'550	1'545
Strafbefehle	10'355	7'404
Anklageschriften	300	235
selbständige Einziehungsverfahren	1	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	145	151
Unzuständigkeitsentscheide	433	402
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	12	25
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2'243	2'029
ationale Rechtshilfesuche	28	35
internationale Rechtshilfesuche	81	74
Klassierungen ohne Folge	267	318

2.1.2.3.2. Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen

Nichtanhandnahmeverfügungen	2013	2012
Leichenhebungen	114	101
Andere	1'393	889
Total der Nichtanhandnahmeverfügungen	1'507	990

Sistierungsverfügungen	2013	2012
gegen bekannte Täter	249	207
gegen unbekannte Täter	964	818
Total der Sistierungsverfügungen	1'213	1'025

Einstellungsverfügungen	2013	2012
nach Versöhnung	455	494
Andere	1'095	1'051
Total der Einstellungsverfügungen	1'550	1'545

2.1.2.3.3. Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2013	2012
rechtskräftige Strafbefehle	9'897	6'936
Einsprachen gegen Strafbefehle	458 (4.4%)	468 (6.3%)
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2'243	2'029
Total der Strafbefehle und Umwandlungsentscheide	12'598	9'433

Rechtskräftige Strafbefehle nach Art der verhängten Strafe	2013	2012
rechtskräftige Strafbefehle mit Geldstrafe	3'334	2'933
bedingte Geldstrafe	2'900	2'605
teilbedingte Geldstrafe	47	20
unbedingte Geldstrafe	387	308
rechtskräftige Strafbefehle mit gemeinnütziger Arbeit	1'567	1'523
bedingte gemeinnützige Arbeit	1'234	1'258
teilbedingte gemeinnützige Arbeit	35	28
unbedingte gemeinnützige Arbeit	298	237
rechtskräftige Strafbefehle mit Freiheitsstrafe	369	113
rechtskräftige Strafbefehle mit Busse	8'147	5'460

Die Staatsanwälte machen von der Möglichkeit des Art. 42 Abs. 4 StGB regen Gebrauch und verbinden namentlich eine bedingte Strafe mit einer Busse. Diese Fälle sind in der vorliegenden Aufstellung enthalten, lassen sich aber nicht daraus ablesen.

2.1.2.3.4. Anklageschriften

Anklageschriften	2013	2012
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	130	90
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	127	110
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	1	1
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	11	13
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	31	21
Total der Anklageschriften	300	235

2.1.2.3.5. Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2013	2012
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe durch:	31	21
Verlängerung der Zahlungsfrist	3	3
Herabsetzung des Betrages der Geldstrafe	0	3
Umwandlung der Geldstrafe oder der Busse in gemeinnützige Arbeit	28	15
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	7	6
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit in:	91	116
Geldstrafe	69	80
Freiheitsstrafe	22	36
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1	3
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	15	5

2.1.2.3.6. Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2013	2012
0 bis 1 Monat	19.3%	24.29%
1 bis 2 Monate	24.67%	19.3%
2 bis 3 Monate	17.04%	15.69%
3 bis 6 Monate	19.73%	21.69%
6 bis 12 Monate	13.07%	12.7%
12 bis 18 Monate	4.2%	4.81%
18 bis 24 Monate	1.37%	1.16%
24 bis 36 Monate	0.49%	0.26%
mehr als 36 Monate	0.13%	0.01%

2.1.2.4. Untersuchungshaft und andere Zwangsmassnahmen

Untersuchungshaft	2013	2012
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	294	266
Anzahl Haftanträge an das Zwangsmassnahmengericht (Untersuchungshaft, Verlängerung der Haft und Sicherheitshaft)	394	361
Anzahl Hafttage	23'315	20'357

Andere Anträge an das Zwangsmassnahmengericht	2013	2012
Anzahl Telefonüberwachungen und andere Überwachungsmassnahmen	231	226

2.1.2.5. Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2013	2012
Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Straffappellationshof)	16	26
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	5	1

Von den Parteien eingereichte Beschwerden	2013	2012
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Kantonsgericht (Strafkammer und Strafappellationshof)	84	103
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	6	4

2.1.2.6. Verteidiger

Verteidiger	2013	2012
Anzahl Bezeichnungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger,	308	284
davon nach Turnusliste	134	120
Anzahl Entschädigungsentscheide	43	61

Der vom Beschuldigten gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt die Unterscheidung zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.1.2.7. Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2013	2012
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	11	18
Einsprachen gegen Strafbefehle	22	22

2.1.3. Das Personal

2.1.3.1. Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2013 setzte sich die Staatsanwaltschaft aus 62.3 (VZÄ⁹) Staatsanwälten und Mitarbeitern zusammen. Dieses Personal ist aufgeteilt in 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.8 VZÄ) und Sekretäre (14.5 VZÄ) sowie ein wirtschaftlicher Berater (1 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (8 VZÄ, darunter zwei junge Arbeitssuchende) und der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (5 VZÄ) sowie ein Lehrling (1 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 81 Personen.

2.1.3.2. Der Generalstaatsanwalt und der stellvertretende Generalstaatsanwalt

Im Rahmen der Leitungsaufgaben der Staatsanwaltschaft hat sich der Generalstaatsanwalt im Jahr 2013 auf die Durchführung der Ziele der Kriminalitätspolitik, auf die ausserkantonalen Kontakte und auf die Sparmassnahmen konzentriert. Zur Umsetzung des ersten Ziels wurde die Zusammenarbeit mit dem Verein Ex-Pression ausgebaut und geklärt. Dieser Verein bietet Therapien für Täter häuslicher Gewalt an. Ein System für die unverzügliche Anhörung von Straftätern bei Sportanlässen mit erhöhtem Gewaltisiko wurde ebenfalls eingeführt. Der Generalstaatsanwalt hat in zweiter Linie an zahlreichen Zusammenkünften mit

⁹ Vollzeitäquivalente.

seinen Amtskollegen der anderen Kantone oder der Eidgenossenschaft insbesondere als Vorstandsmitglied der SSK¹⁰ teilgenommen. Im dritten Bereich wurde eine Verbesserung der Kostenrückforderungen bei Dritten erzielt, insbesondere bei den Versicherungen, und die Staatsanwaltschaft hat den Bestattungsunternehmen einen Konventionsvorschlag für die künftige Zusammenarbeit unterbreitet.

Die im Jahre 2012 angekündigte vermehrte Anstrengung im Hinblick auf die berufliche Weiterbildung geht selbstverständlich weiter. Der stellvertretende Generalstaatsanwalt hat als Verantwortlicher für die interne Weiterbildung 1 ½ Fortbildungstage für die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber organisiert. Fortbildungssitzungen wurden ausserdem für die Gerichtsschreiber und Sekretärinnen veranstaltet. Eine Sekretärin hat einen Kurs der Polizeiaspirantenschule¹¹ besucht und drei Sekretärinnen die Grundausbildung in Justizverwaltung, welche von der „Haute Ecole ARC“ (Ecole romande en administration judiciaire) in Neuenburg angeboten wird. Schliesslich hat die Chef-Gerichtsschreiberin ihre Ausbildung CAS Personalwesen bei den Universitäten Freiburg, Lausanne, Genf und Neuenburg abgeschlossen.

Im Verlaufe des vergangenen Jahres hat der Generalstaatsanwalt 4 Plenarsitzungen der Staatsanwälte und 36 Direktionssitzungen abgehalten. zwei Sitzungen der Gerichtsschreiber haben ebenfalls stattgefunden. Am 1. Januar 2013 zählt die Staatsanwaltschaft 26 Richtlinien (wovon 17 auf ihrer Internetseite publiziert sind¹²) und 19 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Im Jahr 2013 hat der Generalstaatsanwalt die Staatsanwaltschaft der Begnadigungskommission sowie der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission vorgestellt. Er hielt Vorträge an einem Treffen mit dem Kader der tunesischen Polizei und am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes. Er ist Delegierter und Vorstandsmitglied der SSK, Mitglied der Generalstaatsanwältekonferenz der Schweiz und der „Plateforme des procureurs généraux romands“ sowie der Arbeitsgruppe Gesetzgebung der SSK. Auf kantonaler Ebene ist er Mitglied des Justizrates, der Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und des Kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit. Ferner ist er Lehrer bei der PAS und hat den Anwaltspraktikanten Kurse erteilt. Schliesslich wurde durch seine Initiative die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter im Januar 2013 ins Leben gerufen. Ziel dieser Vereinigung ist vor allem, Ansprechpartner für die politischen Behörden in Justizorganisations- oder Personalfragen zu sein. Der Generalstaatsanwalt hat den Vorsitz.

Der Stellvertretende Generalstaatsanwalt ist Delegierter der SSK sowie Präsident der SSK-Kommission für Strafzumessung und der Rekurskommission der Universität. Er ist weiter Mitglied der Westschweizer Arbeitsgruppe „Electronic monitoring“, verschiedener Arbeitsgruppen im Bereich der Medizin und Psychiatrie sowie der „Groupe des intervenants“ des Zentralgefängnisses.

Die Chef-Gerichtsschreiber und der Kanzleichef haben den Generalstaatsanwalt und seinen Stellvertreter bei deren Aufgabe unterstützt. Sie haben insbesondere die Personalfragen behandelt, Wegleitungen betreffend die Arbeitsweise erarbeitet und für einheitliche Praktiken gesorgt. In Ihrer Aufgabe als Mediensprecher der Staatsanwaltschaft haben die Chef-Gerichtsschreiber, die Delegierte bei der Schweizerische Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS) sind, Anfragen der Medien beantwortet, acht Pressemitteilungen versandt und für die Journalisten 73 Einsichtnahmen in die Sammlungen der rechtskräftigen Strafbefehle organisiert.

¹⁰ Schweizerischen Staatsanwältekonferenz (ehemalige Konferenz der Strafverfolgungsbehörden der Schweiz KSBS)

¹¹ PAS

¹² siehe unten Ziffer 1.1.4.

2.1.3.3. Die Staatsanwälte

Am 1. Januar 2013 trat Catherine Python Werro ihre Stelle Staatsanwältin an. Sie integrierte sich schnell und zeigte schon bald ihre Leistungsfähigkeit in der neuen Tätigkeit.

Die Staatsanwälte haben im Verlaufe des Jahres 2013 Funktionen als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten wahrgenommen:

- > bei der PAS, als Lehrer: Philippe Barboni, Alessia Chocomelli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach, Liliane Hauser und Jean-Frédéric Schmutz;
- > bei der PAS, als Teilnehmer der fiktiven Verfahren: Raphaël Bourquin;
- > beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe für die Fahrenden, ins Leben gerufen von der „Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police“: Philippe Barboni;
- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern für die Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Zelle für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (nebenamtlicher Richter);
- > der Kommission der SSK und der CLP¹³: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Raphaël Bourquin (Büro CLP), Frédéric Chassot (COMINTEL), Alessia Chocomelli-Lisibach (Wirtschaftskriminalität), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP und Transportkommission), Liliane Hauser (Wirtschaftskriminalitätskommission und Gerichtsstand- und Rechtshilfekommission) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > des Direktionsbüros der KSMM (Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel): Yvonne Gendre ;
- > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- > der beratenden Kommission des Kantons Freiburg im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- > Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Frédéric Chassot.

Schliesslich finden sich im Anhang zu diesem Rapport die Formulare betreffend die von den einzelnen Staatsanwälten besuchten Ausbildungsanlässe.

2.1.3.4. Die Mitarbeiter

Die Gerichtsschreiber Karim Ben Amor und Virginie Sonney haben im Verlaufe des Jahres 2013 die Staatsanwaltschaft verlassen. Die Gerichtsschreiber Sonja Hurni, Emilie Müller und Sacha Khomutov sowie die Sekretäre Stéphanie Collaud, Karen Grangier, Mauricio Saez et Özlem Ulukütük eingestellt. Die Lernende Laurie Thoos hat ihre Ausbildung zur Kauffrau erfolgreich abgeschlossen.

Im vergangenen Jahr hat die Staatsanwaltschaft 10 Juristen ermöglicht, ein Gerichtsschreiberpraktikum von sechs Monaten zu absolvieren. Ferner hat sie fünf Polizeiaspiranten für ein eintägiges Praktikum empfangen.

¹³Conférence latine des procureurs (ehemalige Conférence des autorités de poursuite pénale de Suisse romande et du Tessin CAPP).

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft am Tag „futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons“ teilgenommen.

2.1.3.5. Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahre 2012 genehmigte die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft 2'188 (1'559 im 2012)¹⁴ Ratenzahlungen, versandte in 4'969 (3'304) Fällen Mahnungen, in 931 weiteren Fällen (795) Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, setzte 443 (418) Betreibungen in Gang und behandelte 2'243 (2'029) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag, der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2013 CHF 6'138'559.61 (CHF 5'155'670.28) (das Budget sah einen Betrag von CHF 5'250'000.00 vor). Dank der Umwandlung der Bussen im Jahre 2013 konnten CHF 783'546.00 (CHF 816'730.22) schliesslich einkassiert werden. Die Buchhaltungsabteilung nahm im Jahre 2013 insgesamt 105'358 (88'182) Buchungen vor. Weiter stellte sie zwischen Juni und Dezember 2013 Rückzahlungsforderungen für die Summe von insgesamt CHF 93'000.00.

2.1.4. Infrastruktur

Wie bereits im letzten Geschäftsbericht erwähnt, ist die Unterstützung durch das Amt für Informatik und Telekommunikation ungenügend. Unbefriedigend sind vor allem die lange Problembehebungszeit, die mangelnde Koordination und der fehlende Informatikbereitschaftsdienst. Weiter wird bemängelt, dass nur ein einziger Informatiker die spezifischen Anwendungen der Justiz wie TV3, beherrscht. Die Staatsanwaltschaft ist der Ansicht, dass der Leistungsvertrag mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation zumindest neu ausgehandelt werden sollte und hat ihre Beanstandungen dem Kantonsgericht mitgeteilt.

Nachdem die Intranet-Seite der Staatsanwaltschaft, welche ausschliesslich für die Staatsanwälte und ihre Mitarbeiter zugänglich ist, im letzten Jahr mit grossem Aufwand in Betrieb gesetzt wurde, ist nun seit Dezember 2013 auch eine neue Internet-Seite zur Information der Öffentlichkeit und der Presse aufgeschaltet worden.

¹⁴ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel auf das Jahr 2012.

Beilage:**2.2. Statistische Tabelle**

eingetragene Verfahren	16'571
eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	14'721
eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'850
eingetragene französischsprachige Verfahren	13'695
eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'876
eingetragene normale Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	16'418
eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	7
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	0
eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	145

hängige Verfahren	4'951
hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	163

Nichtanhandnahmeverfügungen	1'507
Einstellungsverfügungen	1'550
Sistierungsverfügungen	1'213
Selbständige Einziehungsverfahren	1
Unzuständigkeitsentscheidungen	445
nationale Rechtshilfeersuche	28
internationale Rechtshilfeersuche	81
rechtskräftige Strafbefehle	9'897
Einsprachen gegen Strafbefehle	458
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2'243

Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	130
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	127
Anklageschriften mit Überweisungen an das Wirtschaftsstrafgericht	1
Anklageschriften mit Überweisungen an das Jugendstrafgericht	11
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	31

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	144
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1

Anzahl Personen in Untersuchungshaft	294
Anzahl Hafttage	23'315

Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	16
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	5
Anzahl begründeter Stellungnahmen, die von den Staatsanwälten an das Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	84
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	6
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	11
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	22

Freiburg, den 17. Januar 2014

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chef-Gerichtsschreiber

3. Les Tribunaux d'arrondissement

3.1. Partie générale

3.1.1. En général

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux continue de chuter, accusant sa plus forte baisse depuis 2011 (2013: 356, 2012: 593, 2011: 641, 2010: 860). Après une hausse au cours des dernières années, le nombre des affaires ressortant de la compétence du président retrouve quant à lui un niveau comparable à 2011 (2013: 8894, 2012: 8986, 2011: 8858, 2010: 8642).

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant tant de la compétence des présidents (2013: 314, 2012: 423, 2011: 384, 2010: 204) que des tribunaux (2013: 58, 2012: 96, 2011: 59, 2010: 164) retrouvent elles-aussi un niveau comparable à 2011.

Enfin, si le nombre des nouvelles affaires relevant des tribunaux des baux enregistre une légère hausse en 2013, elle n'est toutefois pas comparable à celle observée en 2010 (2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71). Les nouvelles affaires de la compétence des présidents en matière de bail sont par ailleurs très nettement à la baisse (2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338).

3.1.2. Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Tribunal pénal	4	33	45	30	13	7	132
Juge de police	89	216	170	218	80	9	782

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Droit de la famille	16	31	58	84	97	37	323
Actions résultant des contrats	2	2	1	13	16	24	58

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet	42	273	126	34	12	1	488
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	4	152	108	56	20	5	381
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	65	243	87	43	21	1	460
Mainlevée	753	1859	224	28	9	2	2875

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	102	147	42	31	12	1	335
Tribunal	3	8	18	15	19	3	66

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	16	15	5	1	2	0	39
Tribunal	1	7	3	1	0	0	12

Il ressort notamment de ce tableau que 89% des affaires du juge de police et 85% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2012: 91% et 75%, 2011: 93% et 72%, 2010: 93% et 86%). En matière civile, 81% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 93% des mesures protectrices de l'union conjugale et 95% des affaires pécuniaires, de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2012: 77%, 94%, 99%, 2011: 76%, 95%, 98%, 2010: 76%, 96%, 94%).

3.1.3. Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

3.1.3.1. Composition et locaux

3.1.3.1.1. Composition du Tribunal

Annegret Weidling, Pierre-André Tissot, Benoît Gumy et Raymond Barake ont été élus assesseurs au Tribunal d'arrondissement de la Sarine en remplacement de Claire Roelli, François Jordan, Mireille Zappelli et Eric Kolly

3.1.3.1.2. Personnel (Magistrats et Greffe)

Magistrats

-

Greffe

Section civile

Guy Deillon, Emilie Baitotti et Olivier Jolissaint ont respectivement été remplacés par Patrick M'Baya, Céline Brunod et Francine Pittet.

Laure Peyraud a été engagée en qualité de secrétaires en remplacement de Justine Carnal.

Section pénale

L'élection du Président Benoît Chassot (1er mars 2012) n'a pas été accompagnée de la création d'un nouveau poste de secrétaire, mais il a pu bénéficier de l'aide d'une secrétaire rétribuée par l'Office régional de placement et des crédits extraordinaires, Mme Margot Philippona, travaillant à plein temps. Satisfaisante à titre provisoire, cette solution ne saurait toutefois perdurer.

Dès le 1er juillet 2013, Mme Adeline Corpataux a succédé à Mme Semra Kalan en qualité de Greffière volante à 75% auprès des Présidents Ayer, Chassot et Sallin.

Dès le 1er août 2013, Mme Virginie Sonney a succédé à Mme Fabienne Kropf en qualité de Greffière à 50 % auprès du Président Ayer.

Les Présidents Ayer, Sallin et Chassot disposent pour le pénal respectivement de 125 %, 125 % et 95 % de poste de Greffier.

Le Président Gautschi dispose de 150% de poste de Greffier (100% pour le Tribunal pénal économique et les affaires de langue française et 50% pour les affaires de langue allemande). Il est à relever que le team Gautschi traite également des affaires civiles de langue allemande.

Il est par ailleurs relevé qu'un nouveau stagiaire bilingue a été accordé pour le Tribunal pénal économique et les affaires pénales et civiles en langue allemande.

Comptabilité/Réception

Carine Wolbring a été remplacée par Leïla Beaud en tant que secrétaire réceptionniste et secrétaire comptable.

3.1.3.1.3. Locaux

-

3.1.3.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.3.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

-

3.1.3.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

Remarques générales

Les Présidents du Tribunal civil de la Sarine constatent qu'il y a eu en 2013 une légère inflexion du nombre d'affaires inscrites, inflexion due principalement au transfert de compétences en matière tutélaire et de non contentieux à la justice de paix. La charge de travail demeure cependant importante. Compte tenu de cette remarque, des restrictions budgétaires liées à la situation économique du canton, ainsi que du besoin de personnel notoire des justices de paix, les Présidents de la section civile du Tribunal de la Sarine renoncent cette année à demander un soutien en personnel. Pour le surplus, les Présidents se réfèrent aux statistiques annexées.

Tribunal des baux

Le Président Terrapon note une diminution du stock des affaires en cours de 71 unités au 31.12.13.

3.1.3.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

En général

En 2013, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu des dossiers à juger concernant 93 personnes en Tribunal pénal (91 en français / 1 en allemand) (2012 : 54 personnes) et 356 personnes en Juge de police (334 en français / 22 en allemand) (2012 : 344 personnes).

Dès le 1er janvier 2011, la compétence du Juge de police a augmenté de 6 mois à 1 an de peine, ce qui a entraîné une recrudescence des affaires importantes en Juge de police, soit celles qui, avant cette date, étaient déferées au Tribunal. Les affaires du Tribunal pénal ont, quant à elles, presque doublé entre 2012 et 2013.

Juge de police

En 2013, les Juges de police ont jugé 319 personnes (286 en français / 33 en allemand) (2012 : 352 personnes).

Au 1er janvier 2014, à part les affaires en suspens, les dossiers à juger concernent 228 personnes en Juge de police (222 en français / 6 en allemand) (2012 : 163 personnes).

Tribunal pénal

En 2013, le Tribunal pénal de la Sarine a jugé 60 personnes (59 en français / 1 en allemand) (2012 : 79 personnes).

Au 1er janvier 2014, à part les affaires en suspens, les dossiers à juger concernent 52 personnes en Tribunal pénal (51 en français / 1 en allemand) (2012 : 26 personnes).

Charge de travail

Après trois années de pratique du nouveau code de procédure pénale, les constatations suivantes restent valables.

Comme nous l'avions déjà annoncé dans le dernier rapport, la tenue des procès-verbaux qui doivent être lus et signés en audience rallonge les séances d'un tiers environ.

L'établissement par le Ministère public d'actes d'accusation sans explication motivée ni référence aux pièces du dossier augmente sensiblement le temps de travail du Président et du Greffier. Des discussions sont en cours avec le Ministère public sur ce point, notamment pour que les Procureurs tiennent des auditions finales et récapitulatives avant de décerner leur acte d'accusation.

3.1.3.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

-

3.1.3.3. *Formation*

-

3.1.3.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Nous souhaiterions une réactualisation des rubriques des statistiques civiles, ainsi que de la marche à suivre établie en 2006, afin notamment qu'elle comprenne également les indications pour la recherche des données pour les statistiques pénales dans TribunaV3.

3.1.4. Tribunal de l'arrondissement de la Singine

3.1.4.1. *Composition et locaux*

3.1.4.1.1. *Composition du tribunal*

Au tribunal des prud'hommes, Erich Brühlhart (représentant des employeurs) a pris sa retraite au 31 mars 2013 et Ursula Eggelhöfer-Brügger (représentante des travailleurs) au 31 décembre 2013. Le 18 juin 2013, Irène Marguet-Brügger était élue en qualité d'assesseur/-e suppléante, à titre de représentante des employeurs. Au tribunal des baux, Ursula Schneider Schüttel (représentante des locataires) s'est démise de ses fonctions pour raison d'âge le 3 septembre 2013. Suzanne Genner a été élue pour la remplacer. A part ces mutations, il n'y a pas eu de modifications enregistrées durant l'année sous rapport.

3.1.4.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Il n'y a eu aucun changement en 2013 en ce qui concerne les présidents du tribunal.

Avec effet au 1er mars 2013, Nadine Durot, greffière du tribunal, a été promue en tant que greffière-chef à 30%. La greffière-chef Pascale Vaucher Mauron occupe toujours son poste à 70%. Il n'y a pas eu d'autres mutations chez les greffières.

A la chancellerie, Denise Ducret a résilié son contrat de travail (100%) avec effet au 31 mai 2013. Arlette Binz (50%) a pris sa retraite anticipée le 30 juin 2013. Marlène Poffet a été engagée le 1er juin 2013 à 50% et Doris Curty le 1er août 2013, à 80%. Les taux d'occupation d'Agnes Hayoz et Inge Berger ont passé de 50% à 60% pour chacune d'entre elles, avec effet au 1er juin 2013.

Les postes de stagiaire ont été occupés en 2013 par Daniel Volery (du 1er septembre 2012 au 28 février 2013), Michel Zbinden (du 1er octobre 2012 au 31 mars 2013), Marianne Sterren (du 1er mars 2013 au 31 août 2013), Gina Gutzwiller (du 1er avril 2013 au 30 septembre 2013), Denise Martig (du 1er septembre 2013 au 28 février 2014) et Tabea Jenny (du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014).

3.1.4.1.3. *Locaux*

A cet égard, aucun changement n'a été enregistré en 2013.

3.1.4.2. *Activité judiciaire*

3.1.4.2.1. *Généralités (charge de travail en général, etc.)*

En 2013, c'est le président du tribunal Raemy, dr en droit, qui a assuré la présidence pour la gestion des questions administratives (art. 21 LJ). Les présidents de tribunal ont continué à se partager les tâches – étant précisé que Peter Rentsch a assumé selon des critères pratiques la charge du tribunal des prud'hommes et Reinold Raemy celle du tribunal des baux; autrement dit, ils n'ont pas réparti les activités en fonction de la nature des affaires, puisque chaque juge exerce en principe dans tout domaine. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée élevée mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. En sa qualité de président du tribunal, resp. de juge de police de l'arrondissement de la Gruyère (pour les cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé plusieurs affaires en quatre séances d'une demi-journée. Peter Rentsch a encore une affaire civile en suspens au Tribunal de la Sarine. Pendant l'année sous rapport, Reinold Raemy n'a pas été mis à contribution en sa fonction de président du Tribunal d'arrondissement du Lac et du Tribunal des mesures de contrainte.

3.1.4.2.2. *Matière civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)*

En 2013, 819 affaires civiles ont été enregistrées au total (2012: 937). 939 procédures ont été closes (2012: 895), ce chiffre tenant également compte de 28 affaires de bail réglées à Morat. Ce chiffre de 939 porte sur les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, comme par exemple les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe et comme par le passé, les affaires du tribunal des baux ont été réparties selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Depuis le 1er janvier 2013, les dossiers sont pourtant traités administrativement par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il convient d'ajouter qu'en 2013, 78 jugements de divorce (2012: 98) ont été rendus et 65 listes de frais ont été fixées dans des affaires civiles (2012: 71). De plus, 28 auditions d'enfants (2012: 26) ont eu lieu, qui ont été généralement faites par la greffière Vaucher Mauron, étant précisé que, souvent, plusieurs enfants ont été auditionnés simultanément.

Dans des procédures de droit matrimonial, il y a eu report lorsqu'il a fallu requérir des éclaircissements auprès du Service de l'enfance et de la jeunesse. Ainsi, deux rapports demandés le 31 mai et le 11 juin 2013 n'étaient toujours pas parvenus à la fin de l'année (10 13 212, 244).

Au sujet des données entrant dans la statistique, il est possible de fournir à titre de complément les explications suivantes:

Les présidents du tribunal des prud'hommes ont réglé en tout 16 affaires, dont 14 en procédure de conciliation (six autorisations de procéder, quatre transactions, une devenue sans objet resp. sous forme de proposition de jugement, d'abandon du contentieux, de retrait de l'action).

Il y a lieu de noter dans la statistique de la juridiction des baux que les affaires en cette matière sont, depuis le 1^{er} janvier 2013, exclusivement recensées au plan administratif par le tribunal qui a également traité le cas sur le fond. Les affaires enregistrées depuis cette date à Morat ont été à chaque fois (hormis trois cas adressés en décembre 2012 au président du tribunal des baux) saisis dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de toutes ces affaires - actuellement, il y a encore deux affaires pendantes à Morat, qui sont également saisies administrativement à Tavel - il y aura des recoupements dans les statistiques Tribuna. Ainsi, sur les cinq affaires pendantes au 1er janvier 2013 à Morat et sur les 19 affaires réglées en 2013 par le président du tribunal des baux, deux ont été respectivement enregistrées à Tavel également. Les cinq affaires pendantes du tribunal des baux de Morat au 1er janvier 2013 ont toutes été saisies aussi à Tavel et, sur les neuf affaires réglées à Morat, trois ont été enregistrées à Tavel; enfin sur les cinq affaires encore pendantes à Morat, deux sont enregistrées à Tavel.

L'une des trois affaires indiquées comme réglées par un retrait de la cause et concernant une "assistance judiciaire gratuite recouvrant l'exonération de la prise en charge des frais de justice et de la fourniture de garanties" a été classée sans objet après que le Tribunal cantonal ait admis le recours du demandeur contre une décision de mainlevée et il a donc été possible de classer sans objet aussi l'action en libération de dette.

3.1.4.2.3. Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Au total, 84 affaires pénales ont été enregistrées (2012: 98), et 99 ont été réglées (2012: 102). Ont également été pris en compte dans ces chiffres quatre affaires enregistrées et quatre dossiers classés, qui ont été traités par le président du tribunal pénal (instance 60) et qui ne figurent pas dans la statistique. Les quatre dossiers classés concernent une demande de remise (demande partiellement admise), une prolongation du traitement en milieu stationnaire (demande admise), une révocation du sursis (qui n'a pas été révoqué) et une demande de consultation du dossier (demande admise). Sur les 84 affaires réglées par le juge de police, quatre ont été renvoyées au Ministère public. Dans deux cas, il s'agissait d'une demande de remise, et dans trois autres de demandes d'indemnisation; dans un autre, il était question d'une demande d'assistance judiciaire gratuite et, enfin, dans une affaire, les deux juges de police se sont récusés. Neuf listes de frais ont été fixées en matière pénale (2012: 6). Parmi les sept demandes d'indemnité au total, trois ont été enregistrées en tant que nouvelle procédure (juge de police) et quatre intégrées dans les dossiers existants (juge de police).

3.1.4.2.4. Relations avec les autorités, les avocats et autres intéressés

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Le Conseil de la magistrature a inspecté le Tribunal d'arrondissement en date du 8 novembre 2013.

3.1.4.3. Formation continue

Les présidents de tribunal et les greffières ainsi que la cheffe de la chancellerie Claudia Piller et Doris Curty ont pris part à des sessions de formation continue. Renvoi est fait à cet égard aux formulaires d'inscription.

3.1.4.4. Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

Nous proposons que le président du tribunal soit déclaré compétent pour des modifications de jugements de divorce.

3.1.5. Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

3.1.5.1. Composition et locaux

3.1.5.1.1. Composition du Tribunal

Au cours de l'année 2013, quelques changements sont intervenus dans la composition du Tribunal suite à l'obtention de trois nouveaux postes et le départ de notre Greffière-chef, Sophie Margueron Gumy, Juge de paix de la Gruyère depuis le 1er mai 2013.

Ont rejoint le Tribunal de la Gruyère, en qualité de :

- > Présidente à 50% Camille Perroux Sugnaux depuis le 1er mai 2013 ;
- > Greffier-chef à 100% Nicolas Oberson depuis le 1er mai 2013, Nicolas Oberson ayant travaillé comme greffier-adjoint du 1er janvier au 30 avril 2013 ;
- > Greffière-adjointe à 50% Géraldine Bavarel depuis le 1er juin 2013 (contrat de durée déterminée d'une année, renouvelé pour 2014) ; et
- > Secrétaire à 60% Manuëla Hain depuis le 1er février 2013 (contrat de durée déterminée d'une année à 50%, renouvelé pour 2014, et contrat de durée indéterminée à 10%).

En 2013, le Tribunal plénier s'est réuni à 6 reprises, soit les 22 février 2013, 22 mars 2013, 7 mai 2013, 4 juillet 2013, 27 août 2013 et 5 décembre 2013. Il a été présidé par Frédérique Bütikofer Repond, fonctionnant en qualité de Présidente en charge des questions administratives pour dite année. Les procès-verbaux de ces séances ont été tenus par Véronique Bourqui, Greffière-chef ad hoc, puis Nicolas Oberson, Greffier-chef.

En raison d'une importante charge de travail rencontrée par le Tribunal au cours du second semestre 2013, une réunion extraordinaire du personnel du Tribunal s'est tenue le 9 décembre 2013.

Pour l'année 2014, Philippe Vallet fonctionnera en qualité de Président en charge des questions administratives.

3.1.5.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Comme pour l'année 2012, Claudia Dey Gremaud a exercé son activité de Présidente au taux de 100%, Philippe Vallet au taux de 100% et Frédérique Bütikofer Repond au taux de 50%. Il est relevé que Camille Perroud Sugnaux a exercé son activité en tant que Présidente au taux de 50% dès le 1er mai 2013.

A noter que la Présidence des Prud'hommes était dévolue à Sophie Margueron Gumy, à raison de 10%, jusqu'au 30 avril 2013. Nicolas Oberson, Greffier Chef, a repris cette fonction à partir du 18 juin 2013, à un taux de 10%, taux qui ne reflète pas le réel degré d'occupation de ce magistrat, qui siège en réalité à plus de 10%.

Concernant les heures supplémentaires et les vacances des Magistrats, Claudia Dey Gremaud enregistre, au 31 décembre 2013, 55.01 heures supplémentaires, Camille Perroud Sugnaux, 84.91 heures supplémentaires, et Frédérique Bütikofer Repond, 533.95 heures supplémentaires, Philippe Vallet n'ayant pas d'heure supplémentaire. Le solde des vacances non prises s'élève à 11.6 jours pour Claudia Dey Gremaud, à 3.5 jours pour Camille Perroud Sugnaux, à 1 jour pour Philippe Vallet et à 4 jours pour Frédérique Bütikofer Repond.

Le personnel du Tribunal renforcé par la venue de trois personnes, nous a amené à une réorganisation interne et à la formation de nouveaux teams Président(e)-Greffières. Ainsi, la Présidente Claudia Dey Gremaud travaille en team avec les greffières Julia Schroeter (90%) et Maud Bussard (10%), le Président Philippe Vallet avec les greffières Hourri Rousseau (40% + 10% en remplacement de Véronique Bourqui durant son congé maternité) et Véronique Bourqui (60%, en congé maternité de fin août 2013 à décembre 2013), la Présidente Camille Perroud Sugnaux avec la greffière Géraldine Bavarel (50% + 50% en remplacement de Véronique Bourqui durant son congé maternité) et la Présidente Frédérique Bütikofer Repond avec la greffière Maud Bussard (50%). Vous constaterez que chaque Président(e) peut compter sur un équivalent Greffières. Cependant, vu la charge de travail rencontrée par le Tribunal de la Gruyère au cours de l'année 2013 et plus particulièrement au cours du second semestre 2013, il est apparu que l'équivalent Président(e)-Greffière(s) ne permet pas d'assurer une rédaction des jugements dans un délai raisonnable, voire dans le délai de 60 à 90 jours imposé par l'art. 84 al. 4 CPP. Cette surcharge se fait d'autant plus sentir auprès des deux teams en charge des procédures pénales puisque les greffières sont tenues de prendre connaissance des dossiers avant les audiences/séances, d'assister aux dites audiences/séances avec prise de procès-verbaux. Nous nous sommes dès lors vus contraints de demander auprès de la Direction de la sécurité et de la justice par courrier du 16 décembre 2013 que nous soit octroyé un poste de greffier-adjoint à 100%. En effet, cette force de travail nous permettrait de raccourcir les délais de rédaction comme nous l'a demandé le Conseil de la magistrature dans son courrier du 9 décembre 2013. Le Tribunal de la Gruyère a dû malheureusement faire face à une réponse négative de la part du Conseil de la magistrature par courrier du 15 janvier 2014. Cependant, les magistrats insistent sur l'urgence qu'il y a à créer un poste de greffier volant, afin d'assurer la préparation et la rédaction des jugements dans un délai raisonnable et d'éviter l'accumulation de retards.

Les Président(e)s Claudia Dey Gremaud et Philippe Vallet ont été en charge au cours de l'année 2013 des procédures civiles pendantes devant le Tribunal de la Gruyère, le Président Philippe Vallet ayant été nommé Vice-Président du Tribunal des baux de la Broye, de la Glâne, de la Gruyère et de la Veveysse en remplacement de la Présidente Frédérique Bütikofer Repond. Les Présidentes Camille Perroud Sugnaux et Frédérique Bütikofer Repond ont, quant à elles, été en charge des procédures pénales, le Président Philippe Vallet ayant cependant conservé et mené à leur terme tous les dossiers pénaux qu'il avait assignés jusqu'à l'entrée en fonction de la Présidente Camille Perroud Sugnaux. Il a conservé quelques dossiers pénaux qui n'avaient pu être liquidés auparavant et traité 10 dossiers de Juge de police pour décharger la Présidente Frédérique Bütikofer Repond en charge des affaires administratives pour l'année 2013, du suivi de la construction des nouveaux locaux qu'occupera le Tribunal de la Gruyère dans le courant du second semestre 2014 et s'étant vu attribuer trois volumineux dossiers de droit pénal économique.

L'entente entre les quatre magistrats précités est excellente.

L'organisation du secrétariat est demeurée inchangée pour l'année 2013, chacune des secrétaires en place étant en charge tant des dossiers civils que pénaux. L'organisation de team Président-Greffier-Secrétaire est pour l'heure impossible, le personnel nécessaire pour une telle organisation, nécessitant la création d'un secrétariat général, faisant actuellement défaut au niveau du secrétariat. Dans le courrier précité, adressé à la Direction de la sécurité et de la justice, nous avons également fait la demande que nous soit octroyé un poste de secrétaire à 100%, en vue d'une réorganisation du secrétariat qui sera situé sur deux étages dans les nouveaux locaux qu'occupera le Tribunal de la Gruyère dès le second semestre 2014.

Au niveau du personnel du secrétariat, 60.11 heures supplémentaires ont été accumulées au cours de l'année 2013 et concernent 6 personnes. Pour les autres, les heures supplémentaires effectuées ponctuellement ont été compensées en vacances. Il est relevé que le remplacement de l'une de nos secrétaires, absente durant 8 semaines en incapacité totale, puis 2 semaines en incapacité partielle à 50%, suite à une hospitalisation et un congé maladie, a été assuré à l'interne par les secrétaires en place. En ce sens, 208.62 heures supplémentaires doivent être payées à la fin du mois de janvier 2014, la comptabilisation de celles-ci n'ayant pu être effectuée sur l'exercice 2013. S'agissant des vacances, le personnel du secrétariat cumule un solde de vacances non prises au cours de l'année 2013 qui s'élève à un total de 73.5 jours et concernent 7 personnes, dont les taux d'activité sont toutefois différents.

Concernant les Greffières, 103.75 heures supplémentaires sont accumulées au 31 décembre 2013. Elles concernent 6 personnes. Quant au solde des vacances 2013 non prises, les Greffières totalisent 60 jours de vacances et cela concerne 7 personnes.

Les Greffiers-stagiaires suivants ont complété les forces de travail du Greffe du Tribunal de la Gruyère au cours de l'année 2013 savoir :

- > Moritz Bernal, à 100% du 1er septembre 2012 au 28 février 2013 ;
- > Amir Dhyaf, à 100% du 1er décembre 2012 au 31 mars 2013 ;
- > Constant Ruffieux, à 100% du 1er mars au 30 septembre 2013 ;
- > Frédérique Riesen, à 100% du 1er mars 2013 au 31 janvier 2014 ;
- > Cédric Schnewly, à 100% du 1er septembre 2013 au 28 février 2014.

S'agissant des Juges-asseurs, il faut noter la fin d'activité de Sylvestre Moret qui a fêté ses 70 ans en 2013 et l'élection de Jacqueline Brodard, élue par le Grand Conseil en date du 8 octobre 2013. Il sied également ici de relever que le Juge-asseur Joseph Geinoz, en fonction depuis près de 15 ans auprès de notre Tribunal, a dû renoncer à sa fonction en raison d'une incompatibilité de parenté avec l'un de nos autres Juges-asseur (cf. art. 16 al. 1 lit. f LJ). Le départ de Joseph Geinoz a conduit à l'élection par le Grand Conseil en date du 18 juin 2013 de Colette Dupasquier.

3.1.5.1.3. Locaux

Le 20 juin 2013, le Grand Conseil fribourgeois a adopté à l'unanimité le Décret relatif à l'acquisition d'un immeuble à la route de Riaz, à Bulle. La partie nord du bâtiment, actuellement en construction, a ainsi été acquise par l'Etat de Fribourg pour recevoir la Police cantonale, le Tribunal de la Gruyère, la Justice de paix de la Gruyère et l'Office des poursuites de la Gruyère. Les surfaces sont réparties sur six niveaux totalisant une surface brute de planchers de 4061,90 m². Le Tribunal de la Gruyère occupera, dans ces nouveaux locaux, deux étages, au niveau des 2ème et 3ème étages du bâtiment. Les locaux occupés actuellement par le Tribunal de la Gruyère, au Château, sont devenus exiguës et l'existence d'une seule salle de Tribunal pour quatre magistrats difficilement gérable. Dans l'attente de notre prochain déménagement, prévu à la mi-2014 selon nos renseignements, nous comblons le manque de salle de Tribunal, en occupant un à deux jours par semaine une salle mise à notre disposition par la Préfecture de la Gruyère. Il est relevé que dite salle ne se prête pas à la tenue de débats en procédure pénale et est peu commode pour la tenue des débats en procédure civile qui doivent s'y dérouler. Dans les nouveaux locaux du Tribunal de la Gruyère, nous disposerons de deux salles d'audience ce qui facilitera l'organisation interne du Tribunal et permettra, nous l'espérons, d'agencer plus facilement des audiences/séances.

3.1.5.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.5.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

En 2013 comme en 2012, le Tribunal de la Gruyère n'a pas été en mesure de faire face à l'exercice de sa tâche avec toute la qualité et la célérité dont voudraient faire preuve les magistrats professionnels qui le composent. La complexité et le volume de nombreux dossiers déferés au Tribunal de la Gruyère nécessitent un temps de prise de connaissance et de décisions important dont les Juges ne disposent en réalité pas suffisamment. En résumé, la charge de travail est très importante pour chaque Président et Présidente et ce malgré l'arrivée d'une nouvelle collègue Présidente.

En matière civile, la répartition des dossiers entrants intervient à raison de la moitié pour chacun des magistrats depuis le début d'année 2013. Auparavant, ils l'étaient à raison de 3 pour la Présidente Claudia Dey Gremaud et 2 pour le Président Philippe Vallet, à l'exception des divorces sur requête commune avec accord complet qui étaient déjà répartis par moitié.

En matière pénale, il sied de relever que le Tribunal de la Gruyère a été confronté en 2013 à une surcharge de travail, notamment liée au renvoi de dossiers pénaux toujours plus volumineux et complexes, et ce également dans la compétence du Juge de police, et à de nombreuses demandes de rédactions intégrales suite aux dispositifs rendus.

Le Greffe du Tribunal ainsi que le secrétariat sont également confrontés à la surcharge endémique du Tribunal de la Gruyère ce qui n'est pas sans occasionner des situations extrêmement stressantes et, sur le long terme, usantes pour tout le personnel.

Par ailleurs, les remarques formulées dans le rapport de l'année 2012 demeurent entièrement valables.

3.1.5.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

Les statistiques en la matière sont remises en annexe.

En 2013, le Tribunal civil de l'arrondissement a inscrit 42 nouvelles affaires et le Président du Tribunal civil 1377. Par rapport à l'année 2012, cela représente une légère diminution du nombre d'affaires enregistrées, laquelle fut bienvenue et a permis de liquider certains anciens dossiers volumineux. En revanche, en matière prud'homale, on doit relever une augmentation sensible du nombre de dossiers entrés par rapport à l'année précédente, de l'ordre de 30%. 82 dossiers de Tribunal civil ont été liquidés pour 1408 au niveau des Présidents civils.

Les dossiers du droit de la famille occupent encore principalement les Magistrats.

Il est relevé également que les auditions d'enfants sont principalement effectuées par Carole Nigg et Maud Bussard ainsi que par les Magistrats en charge des dossiers civils à quelques occasions. 76 enfants ont été entendus dans le cadre des procédures matrimoniales pendantes devant le Tribunal de la Gruyère en 2013.

3.1.5.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Les statistiques en la matière sont remises en annexe au présent rapport.

Au cours de l'année 2013, le Tribunal pénal a jugé 24 personnes pour un total de 70 infractions et les juges de police ont jugé 141 personnes pour un total de 115 infractions. Nous constatons une augmentation du nombre de personnes jugées par rapport à l'année précédente, surtout en matière d'affaires relevant du tribunal pénal. Il sied également de relever que les magistrats en charge des procédures pénales ont rendu, au cours de l'année 2013, 27 décisions ou ordonnances n'entrant pas dans les statistiques pénales, à savoir 16 ordonnances en matière d'assistance judiciaire, 2 décisions de suspension de la procédure et 9 décisions judiciaires ultérieures indépendantes.

3.1.5.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants si ce n'est que nous observons encore une surcharge du Service de l'enfance et de la jeunesse.

En matière pénale, il sied toutefois de relever les difficultés auxquelles nous sommes confrontées dans l'assignation de procédure. Il n'est en effet pas toujours évident de coordonner les agendas des Procureurs, avocats, agents de police dénonciateurs avec celui du Tribunal, ce qui nous oblige à assigner des dossiers pénaux à longue échéance.

Nous relevons également une très bonne entente avec les membres du corps de police qui nous sont d'un précieux et utile secours dans bon nombre de dossiers.

3.1.5.3. Formation

Les formations suivies ont été annoncées sur le formulaire ad hoc.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.5.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Aucun.

3.1.6. Tribunal de l'arrondissement du Lac

3.1.6.1. *Composition et locaux*

L'assesseur Ulrich Aebersold a quitté le Tribunal d'arrondissement du Lac pour raison d'âge, à fin 2013. Le Grand Conseil a déjà élu son successeur en la personne de Madame Nicole Chuard, Jeuss, qui entrera en fonction le 1^{er} janvier 2014.

3.1.6.1.1. *Personnel (magistrats et greffe)*

Markus Ducret fut en 2013 président dirigeant le tribunal d'arrondissement du Lac.

Il n'y a pas eu de départs à enregistrer dans le personnel durant l'année sous examen.

Cedric Hügli a achevé avec succès sa formation commerciale en juin 2013. Depuis octobre 2013, il travaille encore à 20% dans notre tribunal, suivant parallèlement l'école professionnelle supérieure.

En 2013, trois stagiaires ont chacun achevé ou commencé un stage de six mois: Chantal Gugger jusqu'au 31 mars 2013; Barbara Kern du 1er avril au 30 septembre 2013 et Bettina Landolt depuis le 1er octobre 2013.

3.1.6.1.2. *Locaux*

Les locaux n'ont pas subi de changements. Durant l'année sous rapport, un montant de 50'000.00 francs a été porté au budget 2014 pour la transformation de la salle du tribunal et du secrétariat. Le Grand Conseil a approuvé le budget à concurrence du montant demandé, de sorte que les travaux en question peuvent être exécutés en 2014. Ainsi les locaux permettront une meilleure utilisation.

3.1.6.2. *Activité du tribunal*

3.1.6.2.1. *Généralités (charge de travail en général, etc.)*

La charge de travail est toujours élevée, mais elle permet de régler les affaires dans un délai utile. Il y a lieu de constater en particulier un recul de 70 affaires rentrées chez le juge unique civil, mais il y a une augmentation de 27 cas pour le juge de police.

3.1.6.2.2. *Matière civile (président, tribunal, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)*

Tribunal civil

En 2013, le tribunal civil d'arrondissement avait enregistré 40 affaires (2012=40), dont 25 en langue allemande (2012=22). Durant l'année ici examinée, le tribunal civil a réglé 38 cas (2012=42), dont 25 en langue allemande (2012=24). Au 31 décembre 2013, 40 affaires ont été reportées à la nouvelle année.

Président/-e du tribunal

En 2013, le juge unique a eu à connaître de 786 cas (2012=856). Sur ce nombre, 494 procédures (2012=547) ont été menées en langue allemande (63%). Durant l'année sous rapport, 844 affaires (2012=813) ont été réglées. 119 procédures ont été reportées à l'année suivante (2012=177) (all.=79).

Parmi les procédures précitées, 460 cas concernaient des affaires liées à la LP (2012=428). 288 décisions ont été prises en procédure de mainlevée et 118 dans des affaires de faillite.

Président/-e du tribunal des prud'hommes

En 2013, 33 cas (2012=39) ont été déposés auprès du président du tribunal des prud'hommes, dont 25 (2013=28) en langue allemande. 28 conciliations (2012=36) ont été obtenues et 11 décisions (2013=7) rendues. A la fin de l'année, il restait 4 affaires (2012=10) non réglées.

Tribunal des prud'hommes

Durant l'exercice 2013, 4 procédures (2012=12) ont été soumises à la compétence du tribunal des prud'hommes, dont 2 en langue allemande. 5 affaires (2012=7) ont été réglées et 6 cas ont été reportés à l'année 2014.

Tribunal des baux

Les chiffres y relatifs peuvent être consultés dans le rapport du président du tribunal des baux de l'arrondissement de la Singine et du Lac, Dr Reinold Raemy, qui a rapporté à ce sujet.

3.1.6.2.3. Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Juge de police

101 cas (2012=74) ont été remis au juge de police en 2013 pour jugement: 48 oppositions à des ordonnances pénales du Ministère public; 44 oppositions à des ordonnances pénales du préfet, 2 oppositions à des prononcés d'amende émanant de communes, 7 transmissions directes. Les juges de police ont réglé 95 affaires (2012=72). 32 cas pendants ont été reportés à l'année suivante.

Tribunal pénal de l'arrondissement du Lac

En 2013, 5 personnes (2012=9) ont été déférées devant le tribunal pénal du Lac pour jugement. Ledit tribunal a jugé 5 personnes (2012=4). Ce faisant, il a prononcé des peines privatives de liberté dans tous les cas.

3.1.6.2.4. Relations avec les autorités, les avocats et autres intéressés

Aucun problème n'est à relever à cet égard.

3.1.6.3. Formation continue

La présidente et le président ainsi que la greffière et le greffier ont suivi diverses sessions de formation continue. Renvoi est fait à ce sujet aux listes spéciales en annexe.

3.1.6.4. Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

Il s'est avéré qu'en cas de difficultés au plan informatique, les interventions du SITel ne sont pas toujours rapides, ni efficaces. Malheureusement, les modalités de travail des autorités judiciaires et des applications utilisées par celles-ci ne sont que peu familières aux collaborateurs du SITel.

3.1.7. Tribunal de l'arrondissement de la Glâne

3.1.7.1. *Composition et locaux*

3.1.7.1.1. *Composition du Tribunal*

La composition du Tribunal n'a connu aucun changement en 2013.

3.1.7.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 100 %, d'une greffière-adjointe à environ 30 %, d'un avocat-stagiaire, d'une secrétaire à 100 %, d'une secrétaire à 50 % et d'une apprentie.

Il a été rappelé, en vain, dans tous mes précédents rapports que la greffière-adjointe, qui travaille au sein du Tribunal de la Glâne depuis plusieurs décennies, ne fait toujours pas partie du personnel de l'Etat. Madame Marie-Françoise Pauchard prendra sa retraite en mai 2015 et il se posera alors la question de son remplacement. Ce poste est indispensable au bon fonctionnement du Tribunal.

3.1.7.1.3. *Locaux*

Les locaux donnent entière satisfaction.

3.1.7.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.7.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

La charge de travail est toujours plus lourde, mais encore acceptable.

3.1.7.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

La procédure de conciliation permet de résoudre bon nombre d'affaires.

3.1.7.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Malgré l'ampleur de certains dossiers, les affaires pénales ont pu être traitées dans des délais raisonnables.

3.1.7.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

3.1.7.3. *Formation*

Président et greffiers ont participé à diverses formations proposées par les universités ou l'ordre des avocats.

3.1.8. Tribunal de l'arrondissement de la Broye

3.1.8.1. *Composition et locaux*

3.1.8.1.1. *Composition du Tribunal*

Après six ans d'activité, le Président Marc Sugnax a été élu à la fonction de Juge auprès du Tribunal cantonal avec effet au 1er octobre 2013. Ce rapport est l'occasion de lui témoigner notre gratitude pour l'activité qu'il a menée au sein de notre tribunal avec grande compétence, dévouement et sensibilité. Mme Sonia Bulliard Grosset, avocate, a été élue par le Grand Conseil pour lui succéder dès le 1er octobre 2013, également à 50%. Qu'elle soit la bienvenue et puisse-t-elle trouver beaucoup de satisfactions dans sa nouvelle activité professionnelle.

Deux modifications sont également à signaler parmi les Assesseur(e)s : pour des raisons d'âge, Mme Claire Moullet et M. Raphaël Rimaz ont vu leur fonction expirer au 31 décembre 2012, respectivement 31 décembre 2013, après presque 20 ans et 15 ans d'engagement pour le Tribunal. Qu'ils soient vivement remerciés pour le travail accompli. Ils ont été remplacés au 1er janvier 2013 par M. Francis Duruz, à Murist, et au 1er janvier 2014 par Mme Carine Hänni, à Domdidier

3.1.8.1.2. *Personnel*

M. Emmanuel Denervaud avait été engagé en qualité de greffier-adjoint pour une année à partir du 1er janvier 2012 (50%), afin de permettre à M. Fabien Jotterand, greffier-adjoint à 60%, de préparer ses examens du barreau. C'est désormais chose faite, puisqu'il les a passés avec brio en février 2013. Depuis le 1er janvier 2013, il a augmenté son activité à 100%. Le 10% restant a profité à Mme Danielle Portmann, greffière-adjointe, qui a accru son activité à 50%. Le tribunal a pu en outre compter sur la collaboration temporaire de Julien d'Agostini jusqu'au 22 avril 2013, hors effectif du personnel.

Ainsi, le greffe totalise 1,5 EPT répartis sur deux personnes, sans compter le poste du greffier-chef (90%). Quant au secrétariat et à la comptabilité, ils représentent 2,8 EPT répartis sur 4 personnes, ainsi qu'une apprentie.

3.1.8.1.3. *Locaux*

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.8.2.1. *En général*

Globalement, l'augmentation de la charge du Tribunal – déjà relevée dans les rapports annuels précédents - se poursuit de façon régulière et sensible : 1'343 affaires enregistrées en 2013, contre 1'289 en 2012, 1'195 en 2011, 1'117 en 2010, 1'142 en 2009 et 1'079 en 2008. Les liquidations de dossiers se situent toujours à un niveau très élevé : 1'246 décisions rendues, contre 1'298 en 2012, 1'146 en 2011, 1'132 en 2010, 1'125 en 2009 et 1'120 en 2008. A la fin 2013, 423 dossiers (360 dossiers civils et 63 pénaux) étaient pendants (contre 319 en 2012).

Dans le domaine civil, le nombre total de causes poursuit sa progression à la hausse par rapport à 2012 (+ 53 causes), alors qu'il avait déjà crû de 73 unités en 2012 par rapport à 2011 et de 95 causes par rapport à 2010. On observe une diminution du nombre d'affaires entrées de la compétence du Tribunal par rapport aux affaires présidentielles. Dans le domaine pénal, le nombre de nouvelles causes, qui avait déjà atteint un niveau record en 2012, l'a encore dépassé de 15 unités. Cette progression concerne les dossiers du ressort du Juge de police (119 causes contre 95 en 2012). Il est néanmoins observé qu'un nombre croissant de ces causes concerne des affaires aussi complexes que celles du Tribunal pénal, compte tenu de l'élargissement des compétences du juge unique.

D'une façon générale, il ressort de la comparaison de ces chiffres avec ceux des années précédentes une augmentation continue et très sensible des causes depuis 2008, tant dans l'enregistrement (+ 24,45%) que dans la liquidation (+ 11,4 % en 2013, + 15,89% en 2012). On peut toutefois affirmer que le niveau de liquidation, qui n'est pas extensible à souhait, eu égard à la dotation en personnel (1,5 EPT de Présidents et 2.4 EPT comprenant le poste de Greffier-chef), laquelle n'a pas changé malgré nos demandes, ne pourra pas être dépassé à l'avenir sans nouvelles forces de travail. A l'instar de ce qui avait déjà été relevé dans les rapports précédents, on constate ainsi que, en dépit de l'engagement exemplaire du personnel, le nombre des causes non traitées augmente chaque année de plus de 100 unités, atteignant aujourd'hui 423 dossiers, ce qui correspond en charge de travail à plus d'un demi-poste de Président. Le contentieux accumulé entraîne au quotidien une masse de correspondance qui devient trop chronophage et qui génère des retards importants, lesquels se manifestent notamment par des délais d'assignation beaucoup plus longs (4-5 mois, en dehors des fêtes d'été), qui ne sont plus tolérables en droit matrimonial ; il s'ensuit également une augmentation du nombre de requêtes superprovisionnelles, une complexification des affaires et un rallongement des délais de rédaction, surtout en pénal (pour un jugement du Tribunal pénal, il faut compter 4 mois). Sans prise de mesures de décharge, il faut compter sur un engorgement rapide du Tribunal. Il s'impose pour le moins, dans ces conditions, d'augmenter le taux d'activité des Présidents de 50% et celui des greffiers d'autant.

3.1.8.2.2. Affaires civiles

Globalement

Le nombre total des affaires civiles introduites devant le Tribunal civil et son Président poursuit sa hausse : 1'224 causes, contre 1'171 en 2012, 1'098 en 2011, 1'003 en 2010, 1'026 en 2009 et 991 en 2008.

Quant au nombre de décisions rendues, il accuse un très léger recul par rapport à 2012, tout en se situant à un niveau très élevé : 1'131 décisions, contre 1'199 en 2012, 1'015 en 2011, 1'028 en 2010, 1'015 en 2009 et 1'020 en 2008.

Cette statistique comprend toutes les affaires civiles traitées, également les affaires prud'homales, ainsi que celles concernant les baux à loyer et la LP. Les chiffres 2.2.2 à 2.2.7. détaillent la statistique en fonction des matières.

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 41 (contre 65 en 2012)

Affaires liquidées : 43 (contre 87 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 572 (contre 483 en 2012)

Affaires liquidées : 508 (contre 490 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de poursuites et faillites, ni prud'homales, ni de bail (expulsion).

Poursuites et faillites

Le nombre des affaires liées au contentieux LP a encore augmenté, dépassant de 61 unités les enregistrements de 2012. En 2013, 557 affaires ont été enregistrées (contre 496 en 2012, 466 en 2011, 493 en 2010, 512 en 2009 et 472 en 2008). 512 affaires de ce type ont été liquidées en 2013 (contre 515 en 2012, 452 en 2011, 494 en 2010, 509 en 2009 et 478 en 2008).

Juridiction des Prud'hommes

Le nombre d'affaires enregistrées en 2013 a diminué pour retrouver le niveau d'entrée des années 2008 à 2011 : 37 nouvelles affaires en 2013 (28 devant le Président et 9 devant le Tribunal) (contre 81 en 2012, 36 en 2011, 28 en 2010, 32 en 2009 et 32 en 2008). 49 causes ont été liquidées en 2013 (contre 64 en 2012, 35 en 2011, 26 en 2010, 40 en 2009 et 26 en 2008).

Chambre des tutelles et curatelles

Cette rubrique est devenue sans objet.

Suppléant du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2013 a retrouvé un niveau plus raisonnable en 2013 : 17 (contre 37 en 2012 et 20 en 2011). 19 causes ont été liquidées (contre 32 en 2012).

3.1.8.2.3. Affaires pénales

En 2013, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées, en augmentation sensible par rapport à 2012, s'élève à 119 dossiers de la compétence du Juge de police et du Président du Tribunal pénal (assistances judiciaires) (contre 95 en 2012, 92 en 2011, 100 en 2010, 104 en 2009 et 68 en 2008) et à 14 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 23 en 2012, 5 en 2011, 12 en 2010, 12 en 2009 et 20 en 2008), totalisant 133 affaires (contre 118 en 2012, 97 en 2011, 112 en 2010 et 116 en 2009). Ce niveau d'enregistrement n'avait encore jamais été atteint.

Par rapport à 2012, le nombre d'affaires traitées en 2013 a également augmenté de façon importante, se situant à un niveau très élevé. 115 affaires pénales ont été liquidées en 2013 (contre 99 en 2012, 109 en 2011, 101 en 2010, 110 en 2009 et 88 en 2008) : 97 relevant du Juge de police (contre 85 en 2012, 99 en 2011, 92 en 2010, 96 en 2009 et 72 en 2008) et 18 relevant du Tribunal pénal (contre 14 en 2012, 10 en 2011, 11 en 2010, 16 en 2009 et 16 en 2008).

3.1.8.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.3. Formation

La Présidente Bulliard Grosset a assisté à la formation organisée le 29 août 2013 par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg et consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce » (1 jour). Elle a également pris part, le 13 décembre 2013, à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour).

Comme les années précédentes, le Président Meuwly a donné le 29 août 2013 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce » (1/2 jour). Il a également assisté au Colloque du droit de la responsabilité civile du 28 novembre 2013 (1 jour).

L'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal ont suivi divers cours et séminaires spécialisés, au titre du perfectionnement professionnel.

3.1.8.4. Divers

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.9. Tribunal de l'arrondissement de la Veveyse

3.1.9.1. *Composition et locaux*

3.1.9.1.1. *Composition du Tribunal*

Le 1^{er} mai 2013, Philippe Vallet a été élu président-suppléant du Tribunal des baux pour le Sud du canton et la Broye, en remplacement de Frédérique Bütikofer Repond. Il n'y a pas eu d'autre changement.

3.1.9.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Durant son congé maternité, Mélina Vuichard a été remplacée par Karin Liaudat. Elle a repris son poste le 1^{er} juin.

Les greffiers et le personnel du greffe accomplissent leurs tâches avec compétence et donnent entière satisfaction.

3.1.9.1.3. *Locaux*

Sans changement. Les locaux suffisent à peine aux besoins actuels; le secrétariat est sous-dimensionné et la bibliothèque, fait également office de salle de délibération et de bureau pour notre greffière-adjointe à mi-temps. Il nous est dès lors impossible d'accueillir un/-e apprenti/-e ou un/-e stagiaire.

3.1.9.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.9.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

Après une forte augmentation en 2012 (20%) le nombre d'affaires inscrites au rôle a légèrement diminué en 2013 (8.9%). Sur la durée, la charge de travail reste en constante augmentation. Il devient de plus en plus difficile de respecter des délais raisonnables. Il est désormais impossible de décharger d'autres tribunaux.

3.1.9.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

Cf. statistiques.

3.1.9.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Cf. statistiques.

3.1.9.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Ils n'ont donné lieu à aucune difficulté particulière.

3.1.9.3. *Formation*

Les formations suivies ont été annoncées sur le formulaire ad hoc.

3.1.9.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Aucune proposition à formuler. La Conférence des présidents s'est déterminée en détail sur le projet de modification de la LJ, proposant notamment le rejet des variantes de tribunaux pénaux et civils unifiés selon les modalités proposées.

3.1.10. Tribunal pénal économique

3.1.10.1. *Composition et locaux*

3.1.10.1.1. *Composition du Tribunal*

Le Tribunal pénal économique est composé du soussigné, Président, de son suppléant Arthur Lehmann, ainsi que de 18 juges assesseurs.

3.1.10.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

- > Fabienne Cajoux, greffière, titulaire du brevet d'avocate, à 100 % dès le 1er juin 2001, à ma disposition depuis le 1er septembre 2010.
- > Caroline Gauch, titulaire du brevet d'avocate et docteur en droit, depuis le 1er janvier 2012, à 50 % auprès du Tribunal de la Sarine et du TPE, pour les affaires en allemand.
- > Danièle Cretegy, secrétaire, qui travaille au service du TPE depuis le 1er janvier 1999, avec un taux d'activité de 100 %. En effet, son taux d'activité a pu être augmenté de 80 % à 100 %, toutefois que pour une durée déterminée jusqu'à fin 2014. Il semblerait que pour 2015, ce même procédé pourrait être envisagé.

3.1.10.1.3. *Locaux*

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, Route des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent parfaitement aux activités et besoins du TPE. Il convient cependant de préciser que les affaires pendantes sont actuellement entreposées dans la bibliothèque pénale. Ce système n'est pas idéal, notamment du fait que les dossiers sont rangés à la vue de toute personne venant consulter un dossier sur place. Il y aurait donc lieu d'envisager de mettre au budget des armoires fermées afin de garantir la confidentialité.

3.1.10.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.10.2.1. *En général*

Suite à l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique, la surcharge accrue qui a régné ces dernières années a pu être réduite, de sorte qu'à ce jour, plus que deux affaires sont encore inscrites au rôle, l'une devant être jugée en septembre 2014.

En 2013, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 séance en décembre (demande d'indemnité) concernant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 procès en décembre impliquant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 séance en novembre (décision ultérieure) concernant un prévenu (Prés.-suppléant Marc Sugnaux)

3.1.10.2.2. *Affaires du Tribunal pénal économique*

L'affaire jugée au mois de décembre et présidée par le soussigné étant de nature complexe, la rédaction est encore en cours. Elle devrait toutefois aboutir dans le courant du mois de février 2014. A ce jour, deux affaires sont encore inscrites au rôle qui devraient toutes deux être assignées en 2014.

3.1.10.2.3. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Rien de particulier à relever.

3.1.10.3. Formation

- > Le soussigné a suivi la formation auprès de l'Académie suisse des juges (1 jour), les cours de la SSDP (2 jours), ceux de gestion de la violence (2 jours). Il a également participé à deux visites d'établissements pénitentiaires (2 x ½ jour).
- > Fabienne Cajoux a suivi la journée de formation de l'OAF (1 jour).
- > Finalement, Caroline Gauch a suivi les cours suivants : Arbeitsrecht und Sozialversicherungsrecht (1 jour), St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht (1 jour) et la journée de formation de l'OAF.

3.1.10.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.2 assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du TPE, 12 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont une en allemand), ainsi que 65 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 33 en allemand). Enfin, 72 jugements ont été rendus dans les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine.

3. Bezirksgerichte

3.1. Allgemeiner Teil

3.1.1. Allgemeines

Die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten ist erneut gesunken und weist die stärkste Abnahme seit 2011 auf (2013: 356, 2012: 593, 2011: 641, 2010: 860, 2009: 839). Nach dem Anstieg der letzten Jahre hat die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, wieder einen mit dem Jahr 2011 vergleichbaren Stand erreicht (2013: 8894, 2012: 8986, 2011: 8858, 2010: 8642).

Auch die in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten (2013: 314, 2012: 423, 2011: 384, 2010: 204) sowie die Angelegenheiten des Arbeitsgerichts (2013: 58, 2012: 96, 2011: 59, 2010: 164) weisen einen mit dem Jahr 2011 vergleichbaren Stand auf.

Schliesslich haben die neuen Angelegenheiten der Mietgerichte 2013 leicht zugenommen. Dieser Anstieg ist jedoch nicht mit der im Jahr 2010 beobachteten Zunahme zu vergleichen (2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71). Die in der Zuständigkeit der Präsidenten liegenden neuen Angelegenheiten haben ausserdem deutlich abgenommen (2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338).

3.1.2. Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Zuständiger Strafrichter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Strafgericht	4	33	45	30	13	7	132
Polizeirichter	89	216	170	218	80	9	782

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Familienrecht	16	31	58	84	97	37	323
Klagen aus Vertrag	2	2	1	13	16	24	58

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	42	273	126	34	12	1	488
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	40	152	108	56	20	5	381
Vermögensrechtliche Sachen (Art. 139 GOG)	65	243	87	43	21	1	460
Rechtsöffnung	753	1859	224	28	9	2	2875

Arbeitsgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	102	147	42	31	12	1	335
Gericht	3	8	18	15	19	3	66

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	16	15	5	1	2	0	39
Gericht	1	7	3	1	0	0	12

Aus der Tabelle ist insbesondere ersichtlich, dass 89% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 85% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2012: 91% und 75%, 2011: 93% und 72%, 2010: 93% und 86%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 81% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 93% der Eheschutzmassnahmen und 95% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2012: 77%, 94%, 99%, 2011: 76%, 95%, 98%, 2010: 76%, 96%, 94%).

3.1.3. Bezirksgericht Saane

3.1.3.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.3.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Annegret Weidling, Pierre-André Tissot, Benoît Gumy und Raymond Barake wurden als Beisitzerin bzw. Beisitzer am Gericht des Saanebezirks gewählt. Sie ersetzen Claire Roelli, François Jordan, Mireille Zappelli und Eric Kolly.

3.1.3.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Magistratspersonen

-

Gerichtsschreiberei

Zivilrechtliche Abteilung

Guy Deillon, Emilie Baitotti und Olivier Jolissaint wurden durch Patrick M'Baya, Céline Brunod und Francine Pittet ersetzt.

Laure Peyraud wurde als Sekretärin und Nachfolgerin von Justine Carnal angestellt.

Strafrechtliche Abteilung

Die Wahl von Präsident Benoît Chassot (1. März 2012) war nicht verbunden mit der Schaffung einer neuen Sekretariatsstelle, jedoch wurde ihm vom regionalen Arbeitsvermittlungszentrum eine Sekretärin zur Unterstützung zugeteilt, Margot Philippona. Sie arbeitet Vollzeit und wird über einen ausserordentlichen Kredit entlohnt. Momentan ist diese Lösung zufriedenstellend, aber sie kann nicht von Dauer sein.

Am 1. Juli 2013 trat Adeline Corpataux die Nachfolge von Semra Kalan als fliegende Gerichtsschreiberin zu 75 % bei den Präsidenten Ayer, Chassot und Sallin an.

Am 1. August 2013 wurde Virgine Sonney Nachfolgerin von Fabienne Kropf als Gerichtsschreiberin zu 50 % bei Präsident Ayer.

Die Präsidenten Ayer, Sallin und Chassot verfügen für die strafrechtliche Abteilung über Gerichtsschreiberstellen zu 125 %, 125 % und 95 %.

Präsident Gautschi verfügt über 150 % Gerichtsschreiberstellen (100 % für das Wirtschaftsstrafgericht und die französischsprachigen Fälle und 50 % für die deutschsprachigen Fälle). Das Team Gautschi behandelt auch die deutschsprachigen Zivilsachen.

Für das Wirtschaftsstrafgericht und die deutschsprachigen Straf- und Zivilsachen wurde eine Praktikumsstelle für eine zweisprachige Person bewilligt.

Buchhaltung/Empfang

Carine Wolbring wurde durch Leïla Beaud als Sekretärin-Rezeptionistin und Sekretärin-Buchhalterin ersetzt.

3.1.3.1.3. Lokalitäten

-

3.1.3.2. Gerichtstätigkeit

3.1.3.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

-

3.1.3.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Beteiligungen und Konkurse)

Allgemeine Bemerkungen

Die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks stellten 2013 einen leichten Rückgang der Anzahl Angelegenheiten fest, der hauptsächlich daran liegt, dass neu das Friedensgericht für Vormundschafts- und nichtstreitige Angelegenheiten zuständig ist. Die Arbeitslast bleibt trotzdem beträchtlich. Trotz dieser Feststellung und des bekannten Personalmangels bei den Friedensgerichten sowie wegen der Budgetbeschränkungen aufgrund der Sparmassnahmen des Staates verzichteten die Präsidenten der zivilrechtlichen Abteilung des Saanebezirks in diesem Jahr darauf, mehr Personal zu beantragen. Im Übrigen berufen sich die Präsidenten auf den statistischen Teil im Anhang.

Mietgericht

Präsident Terrapon verzeichnet eine Abnahme der Zahl der hängigen Angelegenheiten um 71 Einheiten am 31.12.2013.

3.1.3.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Im Allgemeinen

2013 erhielt das Strafgericht des Saanebezirks Dossiers von 92 Personen zur Beurteilung durch das Strafgericht (91 auf Französisch, 1 auf Deutsch) (2012: 54 Personen) und von 356 Personen zur Beurteilung durch den Polizeirichter (334 auf Französisch, 22 auf Deutsch) (2012: 344 Personen).

Seit dem 1. Januar 2011 kann der Polizeirichter Haftstrafen bis zu einem Jahr aussprechen (vorher bis 6 Monate). Dadurch ist die Zahl der bedeutenden Angelegenheiten beim Polizeirichter angestiegen; es handelt sich vor allem um Angelegenheiten, mit denen sich vor der Änderung das Gericht befassete. Die Zahl der Angelegenheiten beim Strafgericht ihrerseits hat sich zwischen 2012 und 2013 fast verdoppelt.

Polizeirichter

2013 beurteilten die Polizeirichter 319 Personen (286 auf Französisch / 33 auf Deutsch) (2012: 352 Personen).

Am 1. Januar 2014 betreffen die vom Polizeirichter zu beurteilenden Fälle, bis auf die hängigen Verfahren, 228 Personen (222 auf Französisch / 6 auf Deutsch) (2012: 163 Personen).

Strafgericht

2013 beurteilte das Strafgericht des Saanebezirks 60 Personen (59 auf Französisch / 1 auf Deutsch) (2012: 79 Personen).

Am 1. Januar 2014 betreffen die vom Strafgericht zu beurteilenden Fälle, bis auf die hängigen Verfahren, 52 Personen (51 auf Französisch / 1 auf Deutsch) (2012: 26 Personen).

Arbeitslast

Nach drei Jahren mit der neuen Strafprozessordnung kann Folgendes festgehalten werden:

Wie wir schon im letzten Bericht erwähnten, verlängern die Protokolle, die bei der Verhandlung gelesen und unterschrieben werden müssen, die Sitzungen um rund ein Drittel.

Das Verfassen von Anklageschriften durch die Staatsanwaltschaft ohne begründende Erklärung und ohne Verweis auf die Akten des Falles verlängert die Arbeit von Präsident und Gerichtsschreiber erheblich. Gespräche mit der Staatsanwaltschaft zu diesem Thema sind im Gang, namentlich damit die Staatsanwälte Schluss- und zusammenfassende Einvernahmen durchführen, bevor sie ihre Anklageschriften verfassen.

3.1.3.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

-

3.1.3.3. Ausbildung

-

3.1.3.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Wir würden uns eine Reaktualisierung der Rubriken bei der Statistik der Zivilverfahren sowie des 2006 festgelegten Vorgehens wünschen, damit namentlich Hinweise zur Datensuche für die Strafsachen-Statistik in TribunaV3 verfügbar wären.

3.1.4. Bezirksgericht Sense

3.1.4.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.4.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Beim Arbeitsgericht traten Erich Brühlhart (Vertreter der Arbeitgeber) auf den 31. März 2013 und Ursula Eggelhöfer-Brügger (Vertreterin der Arbeitnehmer) auf den 31. Dezember 2013 zurück. Am 18. Juni 2013 wurde Irène Marguet-Brügger zur Ersatzbeisitzerin als Arbeitgebervertreterin gewählt. Beim Mietgericht trat Ursula Schneider Schüttel (Mietervertreterin) auf den 3. September 2013 zurück. An ihre Stelle wurde Susanne Genner gewählt. Ansonsten waren im Berichtsjahr keine Änderungen zu verzeichnen.

3.1.4.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Bei den Gerichtspräsidenten hat sich 2013 nichts geändert.

Per 1. März 2013 wurde Gerichtsschreiberin Nadine Durot im Umfang von 30% zur Chefgerichtsschreiberin befördert. Chefgerichtsschreiberin Pascale Vaucher Mauron ist weiterhin zu 70% beschäftigt. Ansonsten gab es bei den Gerichtsschreiberinnen keine Änderungen.

In der Kanzlei hat Denise Ducret ihren Arbeitsvertrag (100%) auf den 31. Mai 2013 gekündigt. Arlette Binz (50%) ist per 30. Juni 2013 in den vorzeitigen Ruhestand getreten. Auf den 1. Juni 2013 wurde Marlène Poffet mit einem Pensum von 50%, auf den 1. August 2013 Doris Curty mit einem Pensum von 80% angestellt. Die Pensen von Agnes Hayoz und Inge Berger wurden auf den 1. Juni 2013 von jeweils 50% auf 60% erhöht.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2013 Daniel Volery (1. September 2012 bis 28. Februar 2013), Michel Zbinden (1. Oktober 2012 bis 31. März 2013), Marianne Sterren (1. März 2013 bis 31. August 2013), Gina Gutzwiller (1. April 2013 bis 30. September 2013), Denise Martig (1. September 2013 bis 28. Februar 2014) und Tabea Jenny (1. Oktober 2013 bis 31. März 2014) inne.

3.1.4.1.3. Lokalitäten

Diesbezüglich gab es im Jahr 2013 keine Änderungen.

3.1.4.2. Gerichtstätigkeit

3.1.4.2.1. Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)

Gerichtspräsident Dr. Raemy führte 2013 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch das Arbeits- und Reinold Raemy das Mietgericht betreut – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat als Gerichtspräsident bzw. Polizeirichter des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) an vier Sitzungshalbtagen mehrere Fälle erledigt. Am Saanegericht hat Peter Rentsch einen Zivilgerichtsfall hängig. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr als Stellvertreter der Präsidenten des Bezirksgerichts See und des Zwangsmassnahmengerichts nicht beigezogen.

3.1.4.2.2. *Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeit- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)*

Im Jahr 2013 gingen insgesamt 819 Zivilangelegenheiten ein (2012: 937). 939 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2012: 895), wobei 28 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 939 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tafers und Murten aufgeteilt. Seit dem 1. Januar 2013 werden die Dossiers jedoch von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2013 78 Scheidungsentscheide (2012: 98) gefällt und 65 Kostenlisten in Zivilsachen (2012: 71) festgesetzt wurden. Zudem fanden 28 Kinderanhörungen (2012: 26) statt, die in aller Regel von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

In eherechtlichen Verfahren ergaben sich Verzögerungen, wenn Abklärungen beim Jugendamt verlangt werden mussten. So lagen zwei Berichte, die am 31. Mai bzw. 11 Juni 2013 in Auftrag gegeben waren, Ende Jahr noch nicht vor (10 13 212, 244).

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 16 Angelegenheiten, wovon 14 im Schlichtungsverfahren (sechs Klagebewilligungen, vier Vergleiche, je einmal Urteilsvorschlag, Streitabstand, Klagerückzug, gegenstandslos).

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils (abgesehen von drei im Dezember 2012 beim Präsidenten des Mietgerichts eingegangenen Fälle) in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle – zurzeit sind in Murten insgesamt noch zwei Angelegenheiten hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst sind – wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen. So waren von den fünf per 1. Januar 2013 in Murten hängigen und von den 19 im Jahr 2013 erledigten Angelegenheiten des Präsidenten des Mietgerichts je zwei auch in Tafers erfasst. Die fünf in Murten per 1. Januar 2013 hängigen Angelegenheiten des Mietgerichts waren in Tafers alle auch erfasst, von den neun in Murten erledigten Angelegenheiten waren drei in Tafers erfasst und von den fünf in Murten noch hängigen Angelegenheiten sind zwei in Tafers erfasst.

Eine der drei als durch Rückzug erledigt angegebenen Angelegenheiten betreffend „Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von der Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst“, wurde als gegenstandslos beschrieben, nachdem das Kantonsgericht die Beschwerde des Gesuchstellers gegen einen Rechtsöffnungsentscheid gutgeheissen hatte und das Aberkennungsverfahren somit ebenfalls als gegenstandslos beschrieben werden konnte.

3.1.4.2.3. Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Insgesamt gingen 84 Strafsachen ein (2012: 98), 99 Angelegenheiten wurden erledigt (2012: 102). In diesen Zahlen sind auch vier eingegangene und vier abgeschlossene Angelegenheiten berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt wurden und in der Statistik nicht erfasst sind. Bei den vier abgeschlossenen Angelegenheiten handelt es sich um ein Erlassgesuch (teilweise Gutheissung), eine Verlängerung der stationären Behandlung (Gutheissung), einen Widerruf des bedingten Strafvollzuges (nicht widerrufen) und ein Gesuch um Akteneinsicht (Gutheissung). Von den 84 durch den Polizeirichter erledigten Angelegenheiten wurden vier an die Staatsanwaltschaft zurückgewiesen. In zwei Fällen handelte es sich um Erlassgesuche, in drei um Entschädigungsgesuche, in einem um ein Gesuch um unentgeltliche Rechtspflege und in einem Fall traten beide Polizeirichter in Ausstand. Es wurden neun Kostenlisten in Strafsachen festgesetzt (2012: 6). Von den gesamthaft sieben behandelten Entschädigungsgesuchen wurden drei als neue Verfahren erfasst (Polizeirichter) und vier in bestehende Dossiers (Polizeirichter) integriert.

3.1.4.2.4. Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Der Justizrat inspizierte das Bezirksgericht am 8. November 2013.

3.1.4.3. Weiterbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiberinnen sowie Kanzleichefin Claudia Piller und Doris Curty nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil. Es wird auf die Meldeblätter verwiesen.

3.1.4.4. Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Wir schlagen vor, dass für Aenderungen von Scheidungsurteilen der Gerichtspräsident zuständig erklärt wird.

3.1.5. Bezirksgericht Greyerz

3.1.5.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.5.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Im Laufe des Jahres 2013 ergaben sich gewisse Änderungen: 3 neue Stellen konnten geschaffen werden. Zudem wurde Chefgerichtsschreiberin Sophie Margueron Gumy am 1. Mai 2013 Friedensrichterin des Greyerzbezirks.

Neu gehören dem Bezirksgericht Greyerz an:

- > Präsidentin 50 %, Camille Perroux Sugnaux, seit 1. Mai 2013;
- > Chefgerichtsschreiber 100 %, Nicolas Oberson, seit 1. Mai 2013; vom 1. Januar bis 30. April 2013 arbeitete Nicolas Oberson als Gerichtsschreiber-Adjunkt;
- > Gerichtsschreiber-Adjunktin 50 %, Géraldine Bavarel, seit 1. Juni 2013 (Vertrag für ein Jahr, erneuert für 2014); und
- > Sekretärin 60 % Manuëla Hain, seit 1. Februar 2013 (Vertrag für ein Jahr zu 50 %, erneuert für 2014, und unbefristeter Vertrag zu 10 %).

2013 versammelte sich das Gesamtgericht sechs Mal: am 22. Februar, 22. März, 7. Mai, 4. Juli, 27. August und 5. Dezember. Es wurde von Frédérique Bütikofer Repond geleitet, der als Präsident mit den administrativen Fragen für dieses Jahr betraut war. Die Protokolle dieser Sitzungen wurden vorerst von Véronique Bourqui, Chefgerichtsschreiberin ad hoc, später von Nicolas Oberson, Chefgerichtsschreiber, verfasst.

Wegen beträchtlicher Arbeitslast für das Gericht im zweiten Semester 2013 fand am 9. Dezember 2013 eine ausserordentliche Versammlung des Gerichtspersonals statt.

2014 wird Philippe Vallet als Präsident für die administrativen Fragen zuständig sein.

3.1.5.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Wie im Jahr 2012 übten Claudia Dey Gremaud das Präsidenschaftsamt mit einem Beschäftigungsgrad von 100 %, Philippe Vallet ebenfalls zu 100 % und Frédérique Bütikofer Repond zu 50 % aus. Camille Perroux Sugnaux war ab dem 1. Mai 2013 als Präsidentin zu 50 % tätig.

Die Präsidenschaft des Arbeitsgerichts hatte Sophie Margueron Gumy bis am 30. April 2013 mit einem Beschäftigungsgrad von 10 % inne. Nicolas Oberson, Chefgerichtsschreiber, übernahm diese Funktion am 18. Juni 2013 mit einem Beschäftigungsgrad von 10 %. Dieser Beschäftigungsgrad reicht allerdings nicht für die anfallende Arbeit.

Stand der Überstunden am 31. Dezember 2013: Claudia Dey Gremaud (55,01), Camille Perroux Sugnaux (84,91), Frédérique Bütikofer Repond (533,95) und Philippe Vallet (0). Nicht bezogene Ferientage: Claudia Dey Gremaud (11,6), Camille Perroux Sugnaux (3,5), Philippe Vallet (1) und Frédérique Bütikofer Repond (4).

Das Personal des Gerichts wurde durch drei Personen verstärkt. Das führte zu einer internen Reorganisation und zur Bildung neuer Teams (Präsident/-in und Gerichtsschreiber/-in). Präsidentin Claudia Dey Gremaud arbeitete mit den Gerichtsschreiberinnen Julia Schroeter (90 %) und Maud Bussard (10 %) zusammen, Präsident Philippe Vallet mit den Gerichtsschreiberinnen Houri Rousseau (40 % + 10 % als Stellvertreterin von Véronique Bourqui während deren Mutterschaftsurlaub) und Véronique Bourqui (60 %, Mutterschaftsurlaub von Ende August bis Dezember 2013), Präsidentin Camille Perroux Sugnaux mit

Gerichtsschreiberin Géraldine Bavarel (50 % + 50 % als Stellvertreterin von Véronique Bourqui während deren Mutterschaftsurlaub) und Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond mit Gerichtsschreiberin Maud Bussard (50 %). Damit entfällt auf jede Präsidentenstelle eine Gerichtsschreiberstelle. Dennoch zeigte es sich, dass für die Arbeitslast des Gerichts im Jahr 2013 und speziell im zweiten Semester die Dotierung an Präsidenten und Gerichtsschreibern nicht ausreichte, um die Urteile in einer angemessenen Frist oder gar innert 60 bis 90 Tagen, wie in Artikel 84 Abs. 4 StPO vorgeschrieben, zu verfassen. Diese Überlastung fällt insbesondere bei den beiden Teams, die sich mit den Strafverfahren beschäftigen, ins Gewicht, da die Gerichtsschreiberinnen verpflichtet sind, von den Dossiers vor den Verhandlungen/Sitzungen Kenntnis zu nehmen, den besagten Verhandlungen/Sitzungen beizuwohnen und dabei noch das Protokoll zu schreiben. Wir sahen uns deshalb gezwungen, bei der Sicherheits- und Justizdirektion mit Schreiben vom 16. Dezember 2013 eine Stelle für einen Gerichtsschreiber-Adjunkten (100 %) zu beantragen. Diese zusätzliche Arbeitskraft würde es uns erlauben, die Redaktionsfristen zu verkürzen, wie es der Justizrat in seinem Schreiben vom 9. Dezember 2013 von uns gefordert hat. Das Bezirksgericht Greyerz musste leider eine abschlägige Antwort des Justizrats zur Kenntnis nehmen (Schreiben vom 15. Januar 2014). Trotzdem beharren die Magistratspersonen darauf, dass es unbedingt einen fliegenden Gerichtsschreiber braucht, damit die Urteile in einer angemessenen Frist vorbereitet und abgefasst werden können und damit die Anhäufung von Pendenzen verhindert werden kann.

Präsidentin Claudia Dey Gremaud und Präsident Philippe Vallet wurden im Laufe des Jahres 2013 mit den beim Bezirksgericht Greyerz hängigen Zivilverfahren betraut, da Präsident Philippe Vallet zum Vizepräsidenten des Mietgerichts der Bezirke Broye, Glane, Greyerz und Vivisbach, als Nachfolger von Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond, ernannt wurde. Die Präsidentinnen Camille Perroud Sugnaux und Frédérique Bütikofer Repond wurden mit den Strafverfahren betraut, Präsident Philippe Vallet beschäftigte sich mit allen Straffällen, die er bis zum Amtsantritt von Präsidentin Camille Perroud Sugnaux begonnen hatte, und schloss diese ab. Er behielt einige Straffälle, die zuvor nicht hatten abgeschlossen werden können, und behandelte 10 Polizeirichter-Dossiers, um die Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond zu entlasten, die 2013 mit den administrativen Fragen, der Aufsicht über den Bau der neuen Gebäude, die das Bezirksgericht Greyerz im Laufe des zweiten Semesters 2014 beziehen wird, betraut war und der zudem drei umfangreiche Wirtschaftsstrafrechtsfälle übertragen wurden.

Das Einvernehmen zwischen den vier erwähnten Magistraten ist ausgezeichnet.

Die Organisation des Sekretariats blieb im Jahre 2013 unverändert; jede Sekretärin war sowohl mit Zivilsachen als auch mit Strafrechtsfällen betraut. Die Bildung von Teams Präsident/-in - Gerichtsschreiber/-in - Sekretär/-in ist derzeit unmöglich, da das Personal für eine solche Organisation eines Generalsekretariats bedürfte, das uns im Moment fehlt. Im weiter oben erwähnten Schreiben an die Sicherheits- und Justizdirektion haben wir auch eine Stelle für eine Sekretärin (100 %) beantragt. Das Sekretariat soll reorganisiert und in den neuen Räumlichkeiten, die das Bezirksgericht Greyerz ab dem 2. Semester 2014 belegen wird, auf 2 Stockwerke verteilt werden.

Das Personal des Sekretariats leistete 2013 60,11 Überstunden, verteilt auf 6 Personen. Für die übrigen, vereinzelt geleisteten Überstunden wurden Ferientage bezogen. Es ist hervorzuheben, dass die Vertretung für eine unserer Sekretärinnen, die im Zusammenhang mit einem Spitalaufenthalt während 8 Wochen zu 100 % und während 2 Wochen zu 50 % arbeitsunfähig war, von den anderen Sekretärinnen übernommen wurde. So müssen Ende Januar 2014 208,62 Überstunden ausbezahlt werden. Diese konnten in der Buchhaltung des Jahres 2013 nicht mehr berücksichtigt werden. Was die Ferien angeht, haben sich beim Sekretariatspersonal im Jahr 2013 73,5 Tage angehäuft. Davon sind 7 Personen mit unterschiedlichen Beschäftigungsgraden betroffen.

Bei den Gerichtsschreiberinnen steht der Zähler für die Überstunden am 31. Dezember 2013 bei 103,75. Diese Stunden verteilen sich auf 6 Personen. Die Gerichtsschreiberinnen haben Ende 2013 noch 60 Ferientage zugut (7 Personen).

Folgende Gerichtsschreiber-Praktikanten haben 2013 die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts Greyerz unterstützt:

- > Moritz Bernal, 100 %, vom 1. September 2012 bis 28. Februar 2013
- > Amir Dhyaf, 100 %, vom 1. Dezember 2012 bis 31. März 2013
- > Constantin Ruffieux 100 %, vom 1. März bis 30. September 2013
- > Frédérique Riesen, 100 %, vom 1. März 2013 bis 31. Januar 2014
- > Cédric Schneuwly, 100 %, vom 1. September 2013 bis 28. Februar 2014

Bei den Richtern-Beisitzern beendete Sylvestre Moret 2013 im Alter von 70 Jahren seine Tätigkeit. Jacqueline Brodard wurde am 8. Oktober 2013 vom Grossen Rat gewählt. Richter-Beisitzer Joseph Geinoz, der seit 15 Jahren bei unserem Gericht ist, musste wegen einer Unvereinbarkeit (Verwandtschaft mit einem anderen Richter-Beisitzer unseres Gerichts) auf sein Amt verzichten (s. Art. 16 Abs. 1 Bst. f JG). Nach dem Weggang von Joseph Geinoz wurde Colette Dupasquier am 18. Juni 2013 vom Grossen Rat gewählt.

3.1.5.1.3. Lokalitäten

Am 20. Juni 2013 verabschiedete der Freiburger Grosse Rat einstimmig das Dekret über den Erwerb einer Liegenschaft an der Route de Riaz in Bulle. Der nördliche Teil des Gebäudes, der sich zurzeit im Bau befindet, wurde dadurch vom Staat Freiburg erworben, um die Kantonspolizei, das Bezirksgericht Greyerz, das Friedensgericht des Greyerzbezirks und das Betreibungsamt des Greyerzbezirks unterzubringen. Die verfügbare Fläche ist auf sechs Stockwerke verteilt; die Bruttogeschossfläche beträgt 4061,90 m². Für das Bezirksgericht Greyerz sind die Räumlichkeiten im zweiten und im dritten Stock des Gebäudes vorgesehen. Die Räumlichkeiten, die das Bezirksgerichts Greyerz derzeit im Schloss benützt, wurden zu knapp, und die Organisation mit einem einzigen Gerichtssaal für vier Magistraten wurde auch immer schwieriger. Bis zum baldigen Umzug, der voraussichtlich Mitte 2014 stattfindet, behelfen wir uns damit, dass wir an einem oder zwei Tagen pro Woche einen Raum als Gerichtssaal benützen, den uns das Oberamt zur Verfügung gestellt hat. Allerdings eignet sich dieser Raum nicht für Verhandlungen in Strafsachen und nur bedingt für Verhandlungen in Zivilsachen, die aber dort stattfinden müssen. In den neuen Räumlichkeiten des Bezirksgerichts Greyerz werden wir über zwei Säle für die Verhandlungen verfügen. Dies wird die interne Organisation des Gerichts erleichtern und uns -so hoffen wir- die Planung von Verhandlungen/Sitzungen vereinfachen.

3.1.5.2. Gerichtstätigkeit

3.1.5.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2013 wie 2012 war das Bezirksgericht Greyerz nicht in der Lage, seine Aufgaben so flink und gewissenhaft zu erledigen, wie es sich seine professionellen Amtsträger wünschten. Die Komplexität und der Umfang zahlreicher Fälle, die an das Bezirksgericht Greyerz weitergezogen werden, nehmen viel Zeit für die Kenntnisnahme und die Entscheide in Anspruch. Gerade an dieser Zeit mangelt es den Richtern aber. Zusammenfassend kann man sagen, dass trotz der Verstärkung durch eine neue Präsidentin die Arbeitsbelastung für alle Präsidenten sehr hoch ist.

Im Zivilbereich werden die eingehenden Fälle seit Jahresbeginn 2013 etwa je hälftig einer der beiden Magistratspersonen zugeteilt. Bis anhin betrug das Verhältnis 3 für Präsidentin Claudia Dey Gremaud zu 2 für Präsident Philippe Vallet, mit Ausnahme von gemeinsamen Scheidungsbegehren mit umfassender Einigung, die bereits hälftig aufgeteilt waren.

Im Strafbereich war das Bezirksgericht Greyerz 2013 überlastet, was vor allem daran liegt, dass immer umfangreichere und komplexere Straffälle, auch solche in der Zuständigkeit des Polizeirichters, zurückgewiesen werden und dass oft eine vollständige Redigierung eines gefällten Urteils verlangt wird.

Die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat sind ebenfalls der dauernden Überlastung des Bezirksgerichts Greyerz ausgesetzt, was zu extrem stressigen Situationen und langfristig für das ganze Personal zu Abnützung führt.

Im Weiteren bleiben die Bemerkungen im Bericht des Jahres 2012 unverändert gültig.

3.1.5.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die einschlägigen Statistiken finden Sie im Anhang.

2013 trugen das Zivilgericht des Bezirks 42 und der Gerichtspräsident 1377 neue Sachen ein. Im Vergleich mit 2012 bedeutet dies eine schwache Abnahme der Anzahl eingetragener Sachen. Aus diesem Grund konnten gewisse umfangreiche alte Fälle erledigt werden. Beim Arbeitsgericht hingegen ist eine merkliche Zunahme (30 %) der Zahl eingegangener Fälle zu verzeichnen. 82 Fälle wurden vom Zivilgericht und 1408 von den Präsidenten des Zivilgerichts erledigt.

Die Fälle aus dem Familienrecht beschäftigen die Magistratspersonen immer noch zur Hauptsache.

Die Anhörungen von Kindern werden hauptsächlich von Carole Nigg und Maud Bussard sowie gelegentlich von den Magistratspersonen, die mit den zivilen Fällen betraut sind, durchgeführt. 76 Kinder wurden 2013 im Rahmen der hängigen Verfahren im Bereich Ehegüterrecht vor dem Bezirksgericht Greyerz angehört.

3.1.5.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Die einschlägigen Statistiken finden Sie im Anhang zu diesem Bericht.

Im Jahr 2013 beurteilte das Strafgericht 24 Personen für insgesamt 70 Straftaten; bei den Polizeirichtern waren es 141 Personen für insgesamt 115 Straftaten. Die Zahl der beurteilten Personen erhöhte sich gegenüber dem Vorjahr, vor allem bei den Fällen des Strafgerichts. Die mit den Strafverfahren betrauten Magistratspersonen fällten 2013 27 Entscheide oder Verfügungen, die in der Strafsachen-Statistik nicht erscheinen, nämlich 16 Verfügungen im Bereich unentgeltliche Rechtspflege, 2 Entscheide zu Verfahrenseinstellungen und 9 unabhängige nachträgliche Gerichtsentscheide.

3.1.5.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut.

Was die Beziehungen mit den Anwälten und weiteren Beteiligten angeht, gibt es nichts Besonderes zu bemerken, ausser dass wir immer noch eine beunruhigende Überlastung des Jugendamts feststellen.

Im Bereich der Strafsachen haben wir Schwierigkeiten mit den Vorladungen. Es ist nicht immer einfach, die Agenden der Staatsanwälte, Anwälte und anzeigenden Polizeibeamten auf die des Gerichts abzustimmen, was uns dazu zwingt, die Verhandlungen von Straffällen langfristig anzuberaumen.

Wir möchten auch das sehr gute Einvernehmen mit den Mitgliedern des Polizeikorps erwähnen, die uns in zahlreichen Fällen eine wertvolle und nützliche Hilfe sind.

3.1.5.3. Ausbildung

Die absolvierten Weiterbildungen wurden mit dem entsprechenden Formular gemeldet.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

3.1.5.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu vermerken.

3.1.6. Bezirksgericht See

3.1.6.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

Beisitzer Ulrich Aebersold ist infolge Erreichen der Alterslimite per Ende 2013 aus dem Gericht des Seebezirks ausgeschieden. Der Grosse Rat hat in der Person von Frau Nicole Chuard, Jeuss, bereits eine Nachfolgerin gewählt. Frau Chuard wird ihr Amt per 1. Januar 2014 antreten.

3.1.6.1.1. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Markus Ducret war im Jahre 2013 der geschäftsleitende Präsident des Bezirksgerichts See.

Beim Personal waren im Berichtsjahr keine Abgänge zu verzeichnen.

Cedric Hügli hat im Juni 2013 seine Ausbildung zum Kaufmann mit Erfolg abgeschlossen. Seit dem Monat Oktober 2013 arbeitet er noch zu 20% an unserem Gericht, währenddem er die Berufsmittelschule absolviert.

Im Jahre 2013 haben drei Praktikantinnen je ein sechsmonatiges Praktikum absolviert oder begonnen: Chantal Gugger bis 31. März 2013; Barbara Kern vom 1. April – 30. September 2013 und Bettina Landolt seit dem 1. Oktober 2013.

3.1.6.1.2. Lokalitäten

Die Lokalitäten haben keine Veränderungen erfahren. Im Berichtsjahr wurde im Budget 2014 ein Betrag von CHF 50'000.00 für die Umgestaltung des Gerichtssaals und des Sekretariats eingestellt. Der Grosse Rat hat das Budget im beantragten Umfang genehmigt, so dass die entsprechenden Arbeiten im Jahre 2014 ausgeführt werden können. Damit können die Räumlichkeiten besser genutzt werden.

3.1.6.2. Gerichtstätigkeit

3.1.6.2.1. Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)

Die Arbeitslast ist unverändert hoch, erlaubt es aber, die Angelegenheiten innert nützlicher Frist zu erledigen. Es ist insbesondere ein Rückgang von 70 Eingängen beim Zivileinzelrichter festzustellen, dem steht aber eine Zunahme von 27 Fällen beim Polizeirichter gegenüber.

3.1.6.2.2. Zivilsachen (Präsident, Gericht, Arbeit- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)

Zivilgericht (ZG)

Im Jahre 2013 hatte das ZG 40 Eingänge (2012=40) zu verzeichnen, davon entfielen 25 in deutscher Sprache (2012=22). Im Berichtsjahr hat das ZG 38 Fälle (2012= 42) erledigt, wovon deren 25 auf deutsch (2012=24). Per 31. Dezember 2013 wurden 40 Fälle auf das neue Jahr übertragen.

Gerichtspräsident/-in (GP)

Beim Einzelgericht wurden im Berichtsjahr 786 Fälle (2012=856) anhängig gemacht. Davon wurden 494 Verfahren (2012=547) in deutscher Sprache (63%) durchgeführt. Im Berichtsjahr wurden 844 Fälle (2012=813) erledigt. Auf das folgende Jahr mussten 119 Verfahren (2012=177) übertragen werden (d = 79).

Von den vorgenannten Verfahren betrafen 460 Fälle SCHKG-Sachen (2012=428). Es wurden 288 Entscheide in Rechtsöffnungsverfahren und 118 Entscheide in Konkursangelegenheiten gefällt.

Präsident/ -in Arbeitsgericht (PAG)

Im Jahre 2013 wurden 33 Fälle (2012=39) vor dem PAG eingereicht, davon deren 25 (2013=28) in deutscher Sprache. Es wurden 28 Schlichtungen (2012=36) durchgeführt und 11 Entscheide (2013=7) gefällt. Per Ende Jahre waren 4 Fälle (2012=10) unerledigt.

Arbeitsgericht (AG)

Beim AG wurden im Jahre 2013 4 Verfahren (2012=12) anhängig gemacht, wovon 2 in deutscher Sprache. 5 Angelegenheiten (2012=7) konnten erledigt werden und 6 Fälle mussten auf das Jahr 2014 übertragen werden.

Mietgericht

Die entsprechenden Zahlen sind dem Bericht des Präsidenten des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks, Dr. Reinold Raemy, zu entnehmen, dem diesbezüglich rapportiert wurde.

3.1.6.2.3. Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Polizeirichter/ -in (PR)

Im Jahre 2013 wurden dem PR 101 Fälle (2012=74) zur Beurteilung überwiesen: 48 Einsprachen gegen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft; 44 Einsprachen gegen Strafbefehle des Oberamtmannes, 2 Einsprachen gegen Bussenverfügungen von Gemeinden, 7 direkte Überweisungen. Die Polizeirichter haben 95 Angelegenheiten (2012=72) erledigt. 32 pendente Fälle mussten auf das Folgejahr übertragen werden.

Strafgericht See

Dem Strafgericht des Seebezirks wurden im Jahre 2013 5 Personen (2012=9) zur Beurteilung überwiesen. Das Strafgericht hat 5 Personen (2012=4) abgeurteilt. Es verhängte dabei in allen Fällen Freiheitsstrafen.

3.1.6.2.4. Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten

Es bestehen diesbezüglich keine Probleme.

3.1.6.3. Weiterbildung

Die Präsidentin und der Präsident sowie die Gerichtsschreiberin und der Gerichtsschreiber haben verschiedene Weiterbildungsveranstaltungen besucht. Es wird auf die beiliegenden speziellen Listen verwiesen.

3.1.6.4. Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Es hat sich gezeigt, dass bei Schwierigkeiten mit der Informatik die Interventionen des SITEL nicht immer rasch und effizient sind. Die Mitarbeitenden des SITEL sind leider mit der Arbeitsweise der Justizbehörden von diesen verwendeten Applikationen nur wenig vertraut.

3.1.7. Bezirksgericht Glane

3.1.7.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.7.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

An der Zusammensetzung des Gerichts änderte sich 2013 nichts.

3.1.7.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Der Gerichtsschreiberei gehören ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 100 %, eine Gerichtsschreiber-Adjunktin zu ungefähr 30 %, ein Anwaltspraktikant, eine Sekretärin zu 100 %, eine Sekretärin zu 50 % und eine Lernende an.

In all unseren bisherigen Berichten wurde immer wieder vergeblich betont, dass die Gerichtsschreiber-Adjunktin, die seit mehreren Jahrzehnten beim Bezirksgericht Glane arbeitet, immer noch nicht zum Staatspersonal gehört. Marie-Françoise Pauchard wird im Mai 2015 in den Ruhestand treten, und damit wird sich die Frage nach ihrer Nachfolge stellen. Diese Stelle ist unbedingt nötig für das gute Funktionieren des Gerichts.

3.1.7.1.3. Lokalitäten

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

3.1.7.2. Gerichtstätigkeit

3.1.7.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast wird immer grösser, ist aber noch akzeptabel.

3.1.7.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Mit dem Einigungsverfahren lässt sich manche Angelegenheit erledigen.

3.1.7.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Trotz des Umfangs gewisser Dossiers konnten die Straffälle innert nützlicher Frist behandelt werden.

3.1.7.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwälten gut.

3.1.7.3. Ausbildung

Der Präsident und die Gerichtsschreiber nahmen an verschiedenen Weiterbildungen teil, die von den Universitäten und vom Freiburger Anwaltsverband angeboten wurden.

3.1.8. Bezirksgericht Broye

3.1.8.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.8.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Nach sechsjähriger Tätigkeit wurde Präsident Marc Sugnaux auf den 1. Oktober 2013 zum Richter beim Kantonsgericht gewählt. Dieser Bericht gibt uns Gelegenheit, ihm für seine Arbeit zu danken, die er bei unserem Gericht sehr kompetent, hingebungsvoll und einfühlsam verrichtet hat. Als seine Nachfolgerin wählte der Grosse Rat Sonia Bulliard Grosset, Anwältin, auf den 1. Oktober 2013, ebenfalls zu 50 %. Wir heissen sie herzlich willkommen. Möge sie in ihrer neuen beruflichen Tätigkeit viel Befriedigung erfahren!

Bei den Beisitzerinnen/Beisitzern sind ebenfalls 2 Änderungen zu verzeichnen: Aus Altersgründen traten Claire Moulet am 31. Dezember 2012 nach fast 20 Jahren und Raphaël Rimaz am 31. Dezember 2013 nach fast 15 Jahren Einsatz für das Gericht zurück. Ihnen sei für ihre Arbeit herzlich gedankt. Sie wurden am 1. Januar 2013 durch Francis Duruz, Murist, und am 1. Januar 2014 durch Carine Hänni, Domdidier, ersetzt.

3.1.8.1.2. Personal

Emmanuel Denervaud war vom 1. Januar 2012 an für ein Jahr als Gerichtsschreiber-Adjunkt (50 %) angestellt worden, damit Fabien Jotterand, Gerichtsschreiber-Adjunkt (60 %) seine Anwaltsprüfungen vorbereiten konnte. Im Februar 2013 bestand dieser seine Prüfungen mit Bravour. Seit dem 1. Januar 2013 übt er seine Tätigkeit zu 100 % aus. In den Genuss der verbleibenden 10 % kam Danielle Portmann, Gerichtsschreiber-Adjunktin, die ihren Tätigkeitsgrad auf 50 % erhöhte. Das Gericht konnte überdies ausserhalb des Personalbestands bis am 22. April 2013 auf die vorübergehende Mitarbeit von Julien d'Agostini zählen.

Somit zählt die Gerichtsschreiberei 1,5 VZÄ, verteilt auf zwei Personen, zusätzlich zur Stelle des Chefgerichtsschreibers (90 %). Das Sekretariat und die Buchhaltung verfügen über 2,8 VZÄ, verteilt auf 4 Personen, sowie eine Lernende.

3.1.8.1.3. Lokalitäten

Nichts zu vermerken.

3.1.8.2. Gerichtstätigkeit

3.1.8.2.1. Im Allgemeinen

Global betrachtet nimmt die Belastung des Gerichts – wie bereits in den Berichten der letzten Jahre erwähnt – merklich und stetig zu: 1343 eingetragene Angelegenheiten im Jahr 2013 (2012: 1289; 2011: 1195; 2010: 1117; 2009: 1142 und 2008: 1079). Die Zahl der erledigten Fälle ist weiterhin sehr hoch: 1246 Entscheide im Jahr 2013 (2012: 1298; 2011: 1146; 2010: 1132; 2009: 1125 und 2008: 1120). Ende 2013 waren 423 Angelegenheiten (360 Zivil- und 63 Strafsachen) hängig (2012: 319).

Im Zivilbereich nahm die Gesamtzahl der Fälle gegenüber 2012 zu (+ 53 Fälle), nachdem sie schon in den beiden Vorjahr angestiegen war (2012: + 94; 2011: + 95). Man stellt eine Abnahme der Zahl registrierter Fälle, für die das Gericht zuständig ist, im Vergleich mit der Zahl der Angelegenheiten des Präsidenten fest. Im Strafbereich übertraf die Zahl der neuen Fälle, die bereits 2012 einen Rekordwert erreicht hatte, diesen noch um 15 Einheiten. Diese Zunahme betrifft die Geschäfte des Polizeirichters (119 Fälle gegenüber 95 im Vorjahr). Es lässt sich feststellen, dass diese Fälle immer häufiger ebenso komplex sind wie die des Strafgerichts, wenn man die Kompetenzerweiterung des Einzelrichters berücksichtigt.

Ganz allgemein geht aus dem Vergleich dieser Zahlen mit denjenigen der vorhergehenden Jahre seit 2008 eine stetige und sehr deutliche Zunahme der Fälle hervor, sowohl bei den Registrierungen (+ 24,45 %) als auch bei der Erledigung (2013: + 11,4 %; 2012: + 15,89 %). Man kann jedoch behaupten, dass der Erledigungsgrad, der sich nicht beliebig erhöhen lässt, mit Berücksichtigung der Personaldotierung (1,5 VZÄ Präsidenten und 2,4 VZÄ Chefgerichtsschreiber), die sich entgegen unseren Anfragen nicht geändert hat, künftig ohne neue Arbeitskräfte nicht weiter ansteigen kann. Wie schon in den vorangegangenen Berichten erwähnt wurde, nimmt die Zahl nicht erledigter Fälle trotz vorbildlichen Einsatzes des Personals jedes Jahr um mehr als 100 Einheiten zu und erreicht heute 423 Fälle, was einem Arbeitspensum von mehr als einer halben Präsidentenstelle entspricht. Die nicht erledigten Streitsachen bringen im Alltag eine sehr zeitaufwendige Korrespondenz mit sich, die zu bedeutenden Verspätungen und damit zu viel zu langen Fristen für die Vorladungen führt (4-5 Monate, ausserhalb der Ferienzeit im Sommer); solche Fristen können im Bereich des Eherechts nicht mehr toleriert werden. Eine weitere Folge ist eine zunehmende Zahl von superprovisorischen Verfügungen, eine zunehmende Komplexität der Fälle und eine Verlängerung der Redaktionsfristen, vor allem im Strafbereich (für ein Urteil des Strafgerichts muss man 4 Monate rechnen). Wenn das Gericht nicht entlastet wird, muss demnächst mit einem Stau gerechnet werden. Zumindest müsste in dieser Situation der Beschäftigungsgrad der Präsidenten und der Gerichtsschreiber um je 50 % aufgestockt werden.

3.1.8.2.2. Zivilsachen

Allgemein

Die Gesamtzahl der Zivilsachen, die vor dem Zivilgericht und dessen Präsidenten eröffnet wurden, stieg weiter an: 1224 Fälle im Jahr 2013 (2012: 1171; 2011: 1098; 2010: 1003; 2009: 1026 und 2008: 991).

Die Zahl der Entscheide ging gegenüber 2012 ganz leicht zurück, blieb aber trotzdem sehr hoch: 1131 Entscheide im Jahr 2013 (2012: 1199; 2011: 1015; 2010: 1028; 2009: 1015 und 2008: 1020).

Diese Statistik umfasst sämtliche behandelten Zivilsachen, auch die Fälle aus den Bereichen Arbeitsgericht, Vormundschaft sowie Mietverträge und SchKG. In den Abschnitten 2.2.2-2.2.7. finden Sie die detaillierte Statistik nach Bereichen.

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 41 (65 im Vorjahr)

Erledigte Angelegenheiten: 43 (87 im Vorjahr)

In dieser Statistik sind die mietrechtlichen Angelegenheiten nicht enthalten.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 572 (483 im Vorjahr)

Erledigte Angelegenheiten: 508 (490 im Vorjahr)

In dieser Statistik sind die Angelegenheiten aus den Bereichen Schuldbetreibung und Konkurs, Arbeitsgericht sowie Miete (Ausweisung) nicht enthalten.

Schuldbetreibung und Konkurs

Die Zahl der Angelegenheiten im Zusammenhang mit SchKG-Streitfällen nahm weiter zu und übertraf die Zahl der eingetragenen Fälle des Vorjahrs um 61 Einheiten. 2013 wurden 557 Angelegenheiten eingetragen (2012: 496; 2011: 466; 2010: 493; 2009: 512 und 2008: 472). 2013 wurden 512 Angelegenheiten erledigt (2012: 515; 2011: 452; 2010: 494; 2009: 509 und 2008: 478).

Arbeitsgericht

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten nahm gegenüber 2012 ab und erreichte wieder das Niveau der Jahre 2008-2011: 37 neue Angelegenheiten im Jahr 2013 (28 vor dem Präsidenten und 9 vor dem Gericht) (2012: 81; 2011: 36; 2010: 28; 2009: 32 und 2008: 32). 2013 wurden 49 Angelegenheiten erledigt (2012: 64; 2011: 35; 2010: 26; 2009: 40 und 2008: 26).

Vormundschafts- und Beistandschaftskammer

Diese Rubrik wurde gegenstandslos.

Stellvertreter des Präsidenten des Mietgerichts

Die Zahl der eingetragenen Ausweisungen normalisierte sich dieses Jahr: 17 (2012: 37 und 2011: 20). 19 Angelegenheiten wurden erledigt (gegenüber 32 im Vorjahr).

3.1.8.2.3. Strafsachen

2013 nahm die Zahl der eingetragenen Strafsachen gegenüber 2012 merklich zu und betrug 119, für die der Polizeirichter und der Präsident des Strafgerichts zuständig sind (unentgeltliche Rechtspflege) (2012: 95; 2011: 92; 2010: 100; 2009: 10 und 2008: 68), sowie 14 Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist (2012: 23; 2011: 5; 2010: 12; 2009: 12 und 2008: 20); das sind insgesamt 133 Angelegenheiten (2012: 118; 2011: 97; 2010: 112 und 2009: 116). Eine derart hohe Zahl an eingetragenen Fällen war zuvor noch nie erreicht worden.

Im Vergleich zum Vorjahr nahm auch die Zahl der behandelten Fälle deutlich zu; sie bewegt sich auf einem sehr hohen Niveau. 2013 wurden 115 Strafsachen erledigt (2012: 99; 2011: 109; 2010: 101; 2009: 110 und 2008: 88). Für 97 war der Polizeirichter (2012: 85; 2011: 99; 2010: 92; 2009: 96 und 2008: 72) und für 18 das Strafgericht (2012: 14; 2011: 10; 2010: 11; 2009: 16 und 2008: 16) zuständig.

3.1.8.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Nichts zu vermerken.

3.1.8.3. Ausbildung

Präsidentin Bulliard Grosset besuchte am 29. August 2013 die von der Weiterbildungsstelle der Universität Freiburg organisierte Weiterbildung zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» (1 Tag). Am 13. Dezember 2013 nahm sie am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes teil (1 Tag).

Wie in den vergangenen Jahren hielt Präsident Meuwly am 29. August 2013 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes bei verheirateten und bei unverheirateten Paaren», der von der Weiterbildungsstelle der Universität Freiburg im Rahmen des Tages zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» organisiert wurde (halber Tag). Er nahm auch am Kolloquium zum Haftpflichtrecht vom 28. November 2013 teil (1 Tag).

Alle Mitarbeitenden des Gerichts besuchten im Rahmen der beruflichen Weiterbildung verschiedene Kurse und Fachseminare.

3.1.8.4. Diverses

Nichts zu vermerken.

3.1.9. Bezirksgericht Vivisbach

3.1.9.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.9.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Am 1. Mai 2013 wurde Philippe Vallet als Nachfolger von Frédérique Bütikofer Repond zum stellvertretenden Präsidenten des Mietgerichts für den Süden des Kantons und die Broye gewählt. Es war kein weiterer Wechsel zu verzeichnen.

3.1.9.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Mélina Vuichard wurde während ihres Mutterschaftsurlaubs von Karin Liaudat ersetzt. Sie nahm ihre Arbeit am 1. Juni 2013 wieder auf.

Die Gerichtsschreiber und das Personal der Gerichtsschreiberei verrichten ihre Aufgaben kompetent und zur vollen Zufriedenheit.

3.1.9.1.3. Lokalitäten

Keine Änderung. Die Räumlichkeiten genügen den gegenwärtigen Bedürfnissen kaum; das Sekretariat ist zu klein, und die Bibliothek dient auch als Beratungssaal und als Büro für die Gerichtsschreiber-Adjunktin, die zu 50 % angestellt ist. Deshalb können wir keine Lernenden und Praktikanten aufnehmen.

3.1.9.2. Gerichtstätigkeit

3.1.9.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Nach einer starken Zunahme im Jahr 2012 (20 %) nahm die Zahl der Angelegenheiten, die im Verzeichnis eingetragen sind, 2013 leicht ab (8.9 %). Die Arbeitslast wird immer grösser. Es wird je länger je schwieriger, vernünftige Fristen einzuhalten. Deshalb ist es nicht möglich, andere Gerichte zu entlasten.

3.1.9.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Vgl. Statistik.

3.1.9.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Vgl. Statistik.

3.1.9.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besonderen Schwierigkeiten.

3.1.9.3. Ausbildung

Die absolvierten Weiterbildungen wurden mit dem entsprechenden Formular gemeldet.

3.1.9.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Vorschläge. Die Konferenz der Präsidenten äusserte sich detailliert zum Entwurf zur Änderung des JG; sie empfahl insbesondere, die Varianten der vereinigten Straf- und Zivilgerichte unter den vorgeschlagenen Bedingungen abzulehnen.

3.1.10. Wirtschaftsstrafgericht

3.1.10.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.10.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Das Wirtschaftsstrafgericht setzt sich aus dem Unterzeichnenden, Präsident, seinem Stellvertreter Arthur Lehmann und 18 Beisitzern zusammen.

3.1.10.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

- > Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin, Inhaberin des Anwaltpatents, zu 100 % seit dem 1. Juni 2001, zu meiner Verfügung seit dem 1. September 2010.
- > Caroline Gauch, Inhaberin des Anwaltpatents und Doktor der Rechtswissenschaften, seit dem 1. Januar 2012, zu 50 % beim Bezirksgericht Saane und beim Wirtschaftsstrafgericht, für die deutschsprachigen Sachen.
- > Danièle Creteigny, Sekretärin, arbeitet beim Wirtschaftsstrafgericht seit dem 1. Januar 1999, zu 100 %. Ihr Beschäftigungsgrad konnte von 80 % auf 100 % erhöht werden, allerdings nur bis Ende 2014. Voraussichtlich kann dieses Vorgehen auch für das Jahr 2015 ins Auge gefasst werden.

3.1.10.1.3. Lokalitäten

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Man kann sagen, dass sie angemessen sind und sich bestens für die Tätigkeit und die Bedürfnisse des Wirtschaftsstrafgerichts eignen. Man muss allerdings hinzufügen, dass die hängigen Sachen derzeit in der Strafrechtsbibliothek gelagert werden. Dieses System ist nicht ideal, insbesondere weil die Akten von jeder Person, die dort einen Fall einsehen will, gesehen werden können. Man müsste deshalb geschlossene Schränke ins Budget aufnehmen, um die Vertraulichkeit zu gewährleisten.

3.1.10.2. Gerichtstätigkeit

3.1.10.2.1. Im Allgemeinen

Dank des Einsatzes aller Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts konnte die stetig wachsende Arbeitslast der letzten Jahre verringert werden, so dass heute nur noch 2 Sachen eingetragen sind, von denen die eine im September 2014 beurteilt werden soll.

2013 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Sitzung im Dezember (Entschädigungsgesuch), die einen Beschuldigten betraf (Präs. Alain Gautschi)
- > 1 Prozess im Dezember mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi)
- > 1 Sitzung im November (nachträglicher Entscheid), die einen Beschuldigten betraf (stellv. Präs. Marc Sugnaux)

3.1.10.2.2. Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts

Da die Sache, die im Dezember unter dem Vorsitz des Unterzeichnenden beurteilt wurde, komplex ist, ist die Urteilsredaktion noch im Gang. Sie dürfte jedoch im Laufe des Monats Februar 2014 abgeschlossen werden. Im Moment sind noch zwei Sachen eingetragen; zu beiden sollten 2014 die Vorladungen stattfinden.

3.1.10.2.3. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besonderen Bemerkungen.

3.1.10.3. *Ausbildung*

- > Der Unterzeichnende besuchte die Weiterbildung bei der Schweizerischen Richterakademie (1 Tag), die Kurse der SKG (2 Tage) und diejenigen zum Umgang mit Gewalt (2 Tage). Er nahm ausserdem an zwei Besuchen von Strafvollzugsanstalten teil (2 Halbtage).
- > Fabienne Cajoux besuchte den Ausbildungstag des FAV (1 Tag).
- > Schliesslich besuchte Caroline Gauch folgende Kurse: Arbeitsrecht und Sozialversicherungsrecht (1 Tag), St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht (1 Tag) und den Ausbildungstag des FAV.

3.1.10.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks (sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung) und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 12 Personen als Bezirksstrafgericht beurteilt und 65 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 33 in deutscher Sprache). Schliesslich ergingen 72 Urteile in deutschsprachigen Sachen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

3.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Affaires civiles / Zivilverfahren

3.2.1.1. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	175 ¹⁾	180 ²⁾	217 ³⁾
Singine / Sense	15	27	21
Gruyère / Greyerz	42	82	90
Lac / See	40 ⁴⁾	38 ⁵⁾	40 ⁶⁾
Glâne / Glane	17	21	24
Broye / Broye	41	43	63
Veveyse / Vivisbach	26	35	42
Total	356	426	497

En 2012	593	645	576
En 2011	641	690	634
En 2010	860	901	650

- (1) dont 6 en allemand / davon 6 auf Deutsch (2012: 9)
(2) dont 6 en allemand / davon 6 auf Deutsch (2012: 7)
(3) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch (2012: 6)
(4) dont 15 en français / davon 15 auf Französisch (2012: 18)
(5) dont 13 en français / davon 13 auf Französisch (2012: 18)
(6) dont 16 en français / davon 16 auf Französisch (2012: 14)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Sarine	Singine Singine	Gruyère Gruyère	Lac Lac	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveysse Veveysse	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / Personenrecht	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	95	18	49	19	5	20	16	222
b) modification du jugement de divorce/ Änderung von Scheidungsurteilen	44	3	7	6	2	8	9	79
c) séparation de corps/ Trennung	2	0	0	0	0	1	0	3
d) action en désaveu / Anfechtungsklage	0	0	0	0	1	0	0	1
e) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	1	0	0	0	4	0	0	5
f) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	3	1	4	0	0	0	0	8
g) divers / Verschiedenes	3	1	3	2	0	0	0	9
3. Droit des successions / Erbrecht	1	1	0	0	1	1	0	4
4. Droits réels / Sachenrecht	4	0	2	1	3	2	0	12
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / Klagen aus Vertrag	15	1	11	6	5	7	3	48
2. Actions résultant d'actes illicites / Klagen aus unerlaubter Handlung	4	0	3	0	0	1	0	8
3. Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	1	1	1	1	0	0	6	10
4. Autres / Andere	4	0	1	3	0	1	0	9
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	12	1	1	1	0	2	1	18
Total général / Gesamttotal	189	27	82	39	21	43	35	436

Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2011 / <i>davon bis 31.12.2011 eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3642 ¹⁾	3748 ²⁾	685 ³⁾	90
Singine / <i>Sense</i>	754	765	170	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1377	1408	293	10
Lac / <i>See</i>	786 ⁴⁾	844 ⁵⁾	119 ⁶⁾	2
Glâne / <i>Glane</i>	661	653	98	2
Broye / <i>Broye</i>	1129	1020	283	9
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	545	546	97	1
Total	8894	8984	1745	116

En 2012	8986	8871	1954
En 2011	8858	8653	2001

(1) dont 55 en allemand / davon 55 auf Deutsch (2012: 63)

(2) dont 66 en allemand / davon 66 auf Deutsch (2012: 60)

(3) dont 11 en allemand / davon 11 auf Deutsch (2012: 22)

(4) dont 292 en français / davon 292 auf Französisch (2012: 309)

(5) dont 309 en français / davon 309 auf Französisch (2012: 302)

(6) dont 40 en français / davon 40 auf Französisch (2012: 54)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gruyère <i>Gruyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveysse <i>Veveysse</i>	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	178	60	78	48	51	59	32	506
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	8	0	2	0	1	0	1	12
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC/ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	177	18	74	36	35	45	40	425
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let.aLJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	215	8	75	7	14	59	8	386
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	197	36	90	44	26	96	21	510
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	30	19	35	9	21	27	14	155
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire/ <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	663	67	198	104	78	101	64	1275
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1895	392	656	460	311	512	282	4508
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1226	273	447	288	190	344	209	2977
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	6	0	2	0	1	0	0	9
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	5	1	0	0	1	0	1	8
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkursöffnung</i>	333	63	136	118	23	117	23	813
g) Suspension de la faillite fautive d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	120	7	28	14	13	23	11	216
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheidung über die Feststellung neuen Vermögens</i>	58	17	12	12	7	7	10	123
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	4	1	0	0	0	2	3	10
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	76	24	22	18	9	10	14	173
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	29	1	5	6	2	2	7	52
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	1	0	0	0	0	1	0	2
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i> dont/davon	0	0	0	0	0	0	1	
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	1	1
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung</i>	0	0	0	0	0	0	0	
o) Révocation du concordat/ <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	34	5	4	4	65	6	3	121

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
9. Bénéfices d'inventaires / Inventaraufnahmen	4	1	1	1	0	1	0	8
10. Répudiation de successions / Ausschlagung der Erbschaft	10	3	30	2	9	2	7	63
11. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	23	7	22	10	3	14	4	83
12. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	7	23	17	11	11	2	13	87
13. Exécution des jugements (art. 39CPC/ZPO)/ Urteilstreckung	13	1	1	1	3	5	0	27
14. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ ZPO)/ Schlichtungsverfahren	256	76	69	76	49	67	27	620
a) Transaction/ Einigung	47	31	11	15	22	14	7	147
b) Autorisation de procéder/ Klagebewilligung	102	26	27	34	13	28	10	240
c) Proposition de jugement/ Urteilsvorschlag	11	1	2	4	0	1	3	22
d) Jugement / Urteil	30	9	15	4	8	2	4	72
e) Autres / andere	66	9	14	19	6	22	3	139
15. Divers / Verschiedenes	339	51	60	35	41	97	33	656
Total général / Gesamttotal	3762*	765	1408	844	653	1087	546	9065

*ce chiffre ne comprend pas le point 14.

3.2.1.2. Jurisdiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 314 causes (2012: 423, 2011: 348, 2010: 204, 2009: 141) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 314 Angelegenheiten eingereicht (2012: 423, 2011: 348, 2010: 204, 2009: 141), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2013 / per 01.01.2013 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsver- handlung	Affaires pendantes au 31.12.2013 / per 31.12.2013 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	61 ¹⁾	148 ²⁾	28 ³⁾	115 ⁴⁾	66 ⁵⁾
Singine / Sense	2	18	2	14	4
Gruyère / Greyerz	10	70	35	33	12
Lac / See	10 ⁶⁾	33 ⁷⁾	11 ⁸⁾	28 ⁹⁾	4 ¹⁰⁾
Glâne / Glane	3	12	2	12	1
Broye / Broye	11	28	33	2	4
Veveyse / Vivisbach	9	5	11	3	0
Total	106	314	122	207	91

(1) dont 2 en allemand / davon 2 auf Deutsch

(2) dont 10 en allemand / davon 10 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch

(5) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(6) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(7) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

(8) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(9) dont 6 en français / davon 6 auf Französisch

(10) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 58 causes (2012: 96, 2011: 59, 2010: 164, 2009: 170) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 58 Angelegenheiten eingereicht (2012: 96, 2011: 59, 2010: 164, 2009: 170), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2013 / per 01.01.2013 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsverhandlung	Affaires pendantes au 31.12.2013 / per 31.12.2013 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	38 ¹⁾	27 ²⁾	32 ³⁾	0	33 ⁴⁾
Singine / Sense	3	2	4	0	1
Gruyère / Greyerz	16	10	8	0	18
Lac / See	7 ⁵⁾	4 ⁶⁾	5 ⁷⁾	0	6 ⁸⁾
Glâne / Glane	0	1	0	0	1
Broye / Broye	12	9	14	0	7
Veveyse / Vivisbach	1	5	1	2	3
Total	77	58	64	2	69

- (1) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (2) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (3) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (4) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (5) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch
 (6) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch
 (7) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch
 (8) dont 6 en français / davon 6 auf Französisch

3.2.1.3. Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 294 causes (2012: 357, 2011: 335, 2010: 338, 2009: 456) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 294 Angelegenheiten eingereicht (2012: 357, 2011: 335, 2010: 338, 2009: 456), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2013 / per 01.01.2013 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2013 / per 31.12.2013 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	57	172	187	42
Singine et Lac / Sense und See	9 ¹⁾	34 ²⁾	39 ³⁾	4 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	12	88	83	17
Total	78	294	309	63

- (1) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch
 (2) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch
 (3) dont 12 en français / davon 12 auf Französisch
 (4) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 121 causes (2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 121 Angelegenheiten eingereicht (2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2013 / per 01.01.2013 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2013 / per 31.12.2013 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	108	53	114	47
Singine et Lac / Sense und See	7 ¹⁾	13 ²⁾	12 ³⁾	8 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	18	55	30	47
Total	133	121	156	102

(1) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(2) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(3) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(4) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

3.2.1.4. Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défendeur d'office Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst				
Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung	Octroi subordonné à un tel paiement Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	502	3	36	1
Singine / Sense	43	1	6	6
Gruyère / Greyerz	151	0	9	1
Lac / See	74	2	10	3
Glâne / Glane	47	2	2	5
Broye / Broye	61	1	27	1
Veveyse / Vivisbach	41	3	7	4
Total	919	12	97	21

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	89	0	0	2
Singine / Sense	10	0	2	3
Gruyère / Greyerz	16	0	0	0
Lac / See	14	0	0	1
Glâne / Glane	18	1	2	0
Broye / Broye	8	0	0	0
Veveysse / Vivisbach	7	0	1	2
Total	153	1	13	8

3.2.2. Affaires pénales / Strafverfahren

3.2.2.1. Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 132 (2012:131, 2011: 105, 2010: 163, 2009: 171). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 115 personnes à une peine privative de liberté et 9 personnes à une peine pécuniaire. 40 peines ont été assorties du sursis et 32 du sursis partiel. 28 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 54 amendes. 11 personnes ont été acquittées. Il y a eu 2 demandes d'indemnité par des personnes acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 132 (2012:131, 2011: 105, 2010: 163, 2009: 171). Die Bezirksstrafgerichte haben 115 Personen zu Freiheitsstrafen und 9 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 40 Fällen wurde der bedingte und in 32 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 28 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 54 Fällen Bussen verhängt. 11 Personen wurden freigesprochen. Es gab 2 Anträge auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Tribunaux / Gerichte	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand		
	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	60 ¹⁾	28	32	58	2	11	49
Singine / Sense	11	3	8	11	0	3	8
Gruyère / Greyerz	24	11	13	22	2	5	19
Lac / See	5 ²⁾	2	3	5	0	1	4
Glâne / Glane	9	5	4	9	0	4	5
Broye / Broye	18	6	12	17	1	3	15
Veveyse / Vivisbach	5	4	1	4	1	2	3
Total	132	59	73	126	6	29	103

(1) 1 procédure a été conduite en allemand (2012 : 3) / 1 Verfahren wurde auf Deutsch durchgeführt (2012 : 3)

(2) 3 procédures ont été conduites en français (2012 : 1) / 3 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2012 : 1)

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Sarane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broje	Veveysse Virivsbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	27	4	6	1	1	9	0	48
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	3	0	2	0	0	0	0	5
Assassinat / Mord	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	1	0	0	1
Lésions corporelles / Körperverletzungen	16	2	2	0	0	8	0	28
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	8	2	2	1	0	1	0	14
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	53	10	14	9	17	23	0	126
Abus de confiance / Veruntreuung	4	0	1	1	1	0	0	7
Vol / Diebstahl	16	4	8	3	8	14	0	53
Brigandage / Raub	10	1	1	0	0	1	0	13
Escroquerie / Betrug	3	0	2	1	1	0	0	7
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	0	0	0	0	1	1	0	2
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	9	0	0	0	0	0	0	9
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	0	0	0	1	0	0	1
Recel / Hehlerei	1	1	2	1	0	0	0	5
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	10	4	0	3	5	7	0	29
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	4	1	2	0	0	3	0	10
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	23	5	3	3	5	16	0	55
Menaces / Drohung	3	0	1	0	0	4	0	8
Contrainte / Nötigung	4	1	1	0	1	3	0	10
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	11	4	1	3	4	6	0	29
Divers / Verschiedenes	5	0	0	0	0	3	0	8

Nombre d'infractions: <i>Anzahl strafbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Saraine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gnyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivsbach</i>	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)	5	1	9	0	2	9	0	26
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	1	0	3	0	1	3	0	8
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	3	1	4	0	1	6	0	15
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	2	0	0	0	0	3
	0							
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213-220 CP / StGB)	2	0	1	1	0	2	0	6
Violation d'une obligation d'entretien / <i>Vernachlässigung von Unterhaltspflichten</i>	2	0	0	1	0	0	0	3
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	1		0	2	0	3
	0							
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
	0							
8. Crimes ou délits contre la santé publique / Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit (Art. 230bis-236 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Propagation d'une maladie de l'homme / <i>Verbreiten menschlicher Krankheiten</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
	0							
9. Crimes ou délits contre les communications publiques / Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
	0							
10. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht, (Art. 240-250 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
	0							
11. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP / StGB)	2	0	0	2	2	0	0	6
	0							
12. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP / StGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
	0							
12^{bis} Délits contre les intérêts de la communauté internationale / Straftaten gegen die Interessen der Völkergemeinschaft (Art. 264 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
	0							
13. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale / Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
	0							

14. Délits contre la volonté populaire / Vergehen gegen den Volkswillen (Art. 279-284 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	6	0	2	0	0	2	0	10
16. Crime ou délit de nature à compromettre les relations avec l'étranger / Störung der Beziehungen zum Ausland (Art. 296-302 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	2	0	1	0	0	1	3	7
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	0	0	0	0	1	0	1
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	1	0	1	0	0	0	3	5
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	1	0	0	0	0	0	0	1
18. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
19. Corruption / Bestechung (Art. 322 ^{ter} -322 ^{quies} CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
21. Infractions à la LCR / Verstöße gegen das SVG	42	7	6	2	2	16	1	76
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	4	2	0	0	0	4	0	10
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	3	1	1	2	1	2	0	10
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	12	0	2	0	0	4	1	19
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	7	0	1	0	0	0	0	8
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	8	1	0	0	1	1	0	11
Divers / Verschiedenes	8	3	2	0	0	5	0	18
22. Infractions à la LStup / Verstöße gegen das BetmG	56	3	18	2	2	9	5	95
23. Infractions à la LALEtr / Verstöße gegen das AGAuG	10	0	5	1	8	0	0	24
24. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstöße gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	17	1	3	1	0	2	0	24
Total	253	32	70	22	39	92	9	517

3.2.2.2. Juges de police / Polizeirichter

Nombre de personnes renvoyées : 778 (2012: 773, 2011: 906, 2010: 858, 2009: 869).

Anzahl der überwiesenen Personen : 778 (2012: 773, 2011: 906, 2010: 858, 2009: 869).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	319 ¹⁾	126	61	128
Singine / <i>Sense</i>	84	28	9	35
Gruyère / <i>Greyerz</i>	141	49	41	56
Lac / <i>See</i>	95 ²⁾	34	23	38
Glâne / <i>Glane</i>	51	15	8	28
Broye / <i>Broye</i>	86	32	11	43
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	19	11	9
Total	778	303	164	337

(1) 33 procédures ont été conduites en allemand / 33 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2012: 27).

(2) 41 procédures ont été conduites en français / 41 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2012: 24).

Les juges de police ont condamné 19 personnes à des peines privatives de liberté (2012:17), 44 personnes à un travail d'intérêt général et 138 personnes à une peine pécuniaire. 2 mesure ont été prononcées. 141 peines ont été assorties du sursis et 10 du sursis partiel. Les juges de police ont infligé 200 amendes. 164 personnes ont été acquittées et 19 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die Polizeirichter haben 19 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2012:17), 44 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 138 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 2 Massnahmen angeordnet. In 141 Fällen wurde der bedingte und in 10 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 200 Bussen verhängt. 164 Personen wurden freigesprochen, 19 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions: <i>Anzahl straffbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
Infractions au CP / <i>Strafbare Handlungen gemäss StGB</i>	117	40	27	18	10	30	8	250
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	19	3	4	4	1	6	0	37
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	25	11	7	7	4	8	2	64
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	9	10	6	1	0	4	0	30
Atteinte au mœurs / <i>Sittlichkeitsdelikte</i>	4	2	0	2	0	1	0	9
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	12	1	4	0	1	0	1	19
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	0	0	0	3	1	0	0	4
Conversion d'amendes en arrêts / <i>Umwandlungen von Bussen in Haft</i>	16	0	0	0	0	0	1	17
Divers / <i>Verschiedenes</i>	32	13	6	1	3	11	4	70

Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	20	2	6	1	2	1	0	32
(Art. 8 LACP / EGStGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	20	2	6	1	2	1	0	32
Infractions / Strafbare Handlungen	130	60	82	26	13	31	33	375
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	5	0	0	0	0	5
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	2	2
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	16	0	7	2	1	0	0	26
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	1	1	0	0	2	0	0	4
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	4	0	3	0	0	0	0	7
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	1	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	2	1	0	3	0	6
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	75	48	51	16	7	17	22	236
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	17	4	5	4	2	6	2	40
Divers / Verschiedenes	16	6	8	3	1	5	7	46
TOTAL	267	102	115	45	25	62	41	657

3.2.2.3. Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 1 (2012: 4, 2011: 9, 2010: 3, 2009: 11). Le Tribunal a condamné 1 personne à une peine privative de liberté. 1 peine a été assortie du sursis partiel. Il y a eu 1 demande d'indemnité par une personne acquittée.

Anzahl abgeurteilter Personen: 1 (2012: 4, 2011: 9, 2010: 3, 2009: 11). Es wurde 1 teilbedingte Strafe ausgesprochen. Es gab 1 Antrag auf Entschädigung einer freigesprochenen Person.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2013, 911 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2012: 908, 2011: 1020, 2010: 1024, 2009: 1051).

2013 wurden 911 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2012: 908, 2011: 1020, 2010: 1024, 2009: 1051).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / <i>Saane</i>	60	319	0	379
Singine / <i>Sense</i>	11	84	0	95
Gruyère / <i>Greyerz</i>	24	141	0	165
Lac / <i>See</i>	5	95	0	100
Glâne / <i>Glane</i>	9	51	0	60
Broye / <i>Broye</i>	18	86	0	104
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	5	2	0	7
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			1	1
Total	132	778	1	911

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	11	164	0	175
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	2	19	1	21
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	115	19	1	135
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	1	44	0	45
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	9	138	0	147
à l'amende / <i>zur Busse</i>	54	200	0	254
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	40	141	0	181
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	32	10	1	43
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	2	211	0	213

3.2.2.4. Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / Saane	23	27	0	50
Singine / Sense	0	4	0	4
Gruyère / Greyerz	5	11	0	16
Lac / See	0	4	0	4
Glâne / Glane	1	0	0	1
Broye / Broye	2	6	0	8
Veveyse / Vivisbach	2	2	0	4
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	0	0	0	0
Total	33	54	0	87

3.2.2.5. Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	TPE <i>WSG</i>	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	23	0	8	0	2	0	0	0	33
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	3036	0	1016	0	375	0	0	0	4427

4. Tribunal des mesures de contrainte

4.1. Partie générale

4.1.1. Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

4.1.2. Remarques générales

4.1.2.1. *Juges*

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de deux juges ordinaires, Michel Wuilleret (à 100 %), ancien juge cantonal, et Felix Baumann (à 50 %), docteur en droit, ainsi que de quatre juges suppléants, les présidents Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy et Peter Stoller, greffier au Tribunal de l'arrondissement du Lac.

Le juge Michel Wuilleret a informé le Grand Conseil de son intention de réduire son activité de moitié à partir du 1er juillet 2014.

Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière (art. 73 al. 1 LJ).

4.1.2.2. *Secrétariat*

Mme Maria Meyer-Dorado, cheffe de bureau, est engagée à 50 %. Présente tous les matins, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal.

Une nouvelle fois, par le biais d'un "contrat sur le crédit des jeunes demandeurs d'emploi" de durée limitée, le Tribunal a pu s'attacher les services de Mmes Karina Torres Mota (du 1er janvier au 31 août 2013) et de Johanna Rodriguez Ortiz (depuis le 22 juillet 2013), toutes pour un taux d'activité de 30 %, soit trois après-midis par semaine. C'est le lieu de relever que sans ces appuis extrabudgétaires, le fonctionnement normal du Tribunal, en particulier le respect des délais légaux ne pourrait être assuré à satisfaction.

Durant l'été 2013, le Tribunal a pu profiter de l'appui d'un étudiant en droit, Anthony Lamon, qui a effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. Il a préparé des ordonnances et procès-verbaux, assisté aux audiences, fait des recherches juridiques et effectué des tâches de secrétariat. Le Tribunal souhaite reconduire cette expérience très positive l'année prochaine.

4.1.2.3. *Locaux*

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille en outre le Conseil de la magistrature et six appartements privés. Le Tribunal dispose de trois pièces dont la plus grande est occupée par le secrétariat / réception et les deux autres, exigues, par les deux juges ordinaires. Pour des raisons évidentes de sécurité et de confidentialité mais aussi de place, elles ne peuvent être utilisées pour les auditions des parties. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met à disposition, à raison de 4 jours par semaine, une salle d'audience. Les mercredis celle-ci est occupée par

l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à maintenant, le Tribunal de la Sarine, par son huissier, Jacques Oberson, a toujours trouvé un local si une audience devait avoir lieu un mercredi. Cette solution assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait également aux exigences de la Police (convoyeurs), garantit une certaine discrétion et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leur client dans des locaux sécurisés. Elle présente, en revanche, le gros inconvénient d'exiger du juge et de la secrétaire de se déplacer, d'où une perte de temps considérable. La proximité du Tribunal avec le Ministère public offre cependant l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre ces autorités.

4.1.3. Activité juridictionnelle

4.1.3.1. Remarques générales

Pour sa troisième année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 797 affaires (2011: 574, 2012: 735) dont 7 étaient pendantes au 31 décembre 2013 (2012: 4). La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 794 affaires liquidées, 56 (7 %) étaient en langue allemande et 16 ont été liquidées par les juges suppléants (2%). Le Tribunal a tenu 174 audiences (en 2012: 126).

Ainsi, l'augmentation, d'une année à l'autre, du nombre d'affaires se confirme et, partant, celle de la charge de travail. Compte des délais légaux très courts (48 et 96 heures respectivement en matière pénale et administrative), les demandes de détention doivent être traitées très rapidement ce qui oblige régulièrement les deux juges à consacrer une partie de leurs week-end à la prise de décision et à leur rédaction. Les permanences et la tenue d'audiences en fin de semaine exigent également de leur part mais aussi des secrétaires et des convoyeurs une disponibilité considérable. A noter que, contrairement à la plupart des autres cantons, les permanences du week-end ne sont indemnisées qu'en cas d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. Afin de combler le sous-effectif évident du secrétariat, l'engagement d'une secrétaire supplémentaire a été demandé dans le cadre du budget ordinaire 2012 puis 2013 et 2014. Le Conseil d'Etat n'y a toujours pas donné suite à cette demande et le secrétariat du Tribunal se voit dès lors contraint de continuer à fonctionner avec des solutions improvisées (jeunes demandeurs d'emploi, stagiaires, etc.). La fluctuation rapide du personnel auxiliaire n'est pas dans l'intérêt d'une saine administration de la justice. Les mesures d'économie prises par l'Etat laissent cependant que peu d'espoir.

4.1.3.2. Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre de décisions en matière de détention a encore sensiblement augmenté (2013: 465, 2012: 424 et 2011: 307).

L'augmentation aurait sans doute encore été plus importante si le canton disposait de plus de places de détention. Le nombre de décisions en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, semble, en revanche, se stabiliser après une augmentation très importante pour l'année 2012 par rapport à l'année précédente (2013: 232; 2012: 229; 2011: 144).

En 2013, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 21 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, dont 4 interjetés par le Ministère public. Deux recours ont été admis et trois l'ont été partiellement. Une affaire a été déferée au Tribunal fédéral lequel a confirmé la décision de la Chambre pénale.

4.1.3.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi).

Le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a augmenté en 2013 après avoir baissé en 2012 par rapport à 2011 (2013: 71; 2012: 61; 2011: 97). Parmi les autres mesures de contrainte administrative dont le Tribunal a été saisi l'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2013, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de deux recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative. Un recours a été rejeté et l'autre est devenu sans objet. Une affaire a été déferée au Tribunal fédéral, sans succès.

4.1.4. Divers

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et il est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte.

Le juge Michel Wuilleret représente le Tribunal aux réunions des intervenants auprès de la Prison centrale, à Fribourg. Il a également été invité à présenter l'activité des juges des mesures de contrainte au personnel de la Prison centrale dans le cadre de leur formation interne. Il a initié, avec le Service informatique de l'Etat, la mise en place d'un service de notification par voie électronique sécurisé (art. 86 CPP) qui devrait entrer en fonction durant l'année 2014. Enfin, suite à l'élection en qualité de juge cantonal de Marc Sugnaux, il a accepté de lui succéder comme Président suppléant de la Commission de recours de l'Université de Fribourg.

La fermeture de la Poste du Bourg a trouvé une solution satisfaisante pour la réception du courrier, essentiellement grâce à l'implication du chef de chancellerie du Ministère public.

4. Zwangsmassnahmengericht

4.1. Allgemeiner Teil

4.1.1. Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

4.1.2. Allgemeine Bemerkungen

4.1.2.1. Richter

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zusammen aus zwei ordentlichen Richtern, nämlich Michel Wuilleret, ehemaliger Kantonsrichter (100 %), und Felix Baumann, Dr. iur. (50 %), sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Der Richter Michel Wuilleret hat den Grossen Rat von seiner Absicht in Kenntnis gesetzt, sein Arbeitspensum ab dem 1. Juli 2014 von 100 % auf 50 % zu reduzieren.

Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber (Art. 73 Abs. 1 JG).

4.1.2.2. Sekretariat

Frau Maria Meyer-Dorado, Bürochefin, ist zu 50 % als Sekretärin angestellt. Sie ist jeweils morgens anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts.

Erneut konnte sich das Gericht dank zeitlich beschränkter Anstellungsverträge über einen Kredit für junge Stellensuchende der Dienste von Frau Karina Torres Mota (vom 1. Januar bis 31. August 2013) und Frau Johanna Rodriguez Ortiz (seit dem 22. Juli 2013) versichern; diese Personen waren bzw. sind zu 30 % angestellt und drei Nachmittage pro Woche anwesend. An dieser Stelle ist zu betonen, dass ohne diese ausserbudgetarische Unterstützung das ordnungsgemässe Funktionieren des Gerichts und insbesondere die Einhaltung der gesetzlichen Fristen nicht zur Zufriedenheit gewährleistet werden könnte.

Während des Sommers 2013 konnte das Gericht von der Unterstützung des Rechtsstudenten Anthony Lamon profitieren, der ein unbezahltes zweimonatiges Gerichtspraktikum absolvierte. Während dieser Zeit hat er für das Gericht Verfügungen und Protokolle vorbereitet, an Verhandlungen teilgenommen, rechtliche Abklärungen vorgenommen und Sekretariatsarbeiten erledigt. Das Zwangsmassnahmengericht beabsichtigt, diese sehr positive Erfahrung im kommenden Jahr zu wiederholen.

4.1.2.3. *Räumlichkeiten*

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Das Zwangsmassnahmengericht verfügt über drei Räume, wovon der grösste vom Sekretariat/Empfang und die beiden anderen, kleinen, von den beiden ordentlichen Richtern belegt sind. Aus offensichtlichen Gründen der Sicherheit und der Vertraulichkeit, aber auch aus Platzgründen, können diese Räume nicht für Parteianhörungen genutzt werden. Das Bezirksgericht der Saane stellt während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane, durch Jacques Oberson, stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge, gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Hingegen weist die aktuelle Lösung den grossen Nachteil auf, dass sich der Richter und die Sekretärin verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübergabe zwischen den beiden Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

4.1.3. *Gerichtstätigkeit*

4.1.3.1. *Allgemeine Bemerkungen*

In seinem dritten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht 797 neue Angelegenheiten einregistriert (2011: 574, 2012: 735), wovon am 31. Dezember 2013 7 hängig waren (2012: 4). Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 797 anhängig gemachten Angelegenheiten waren 56 (7 %) in deutscher Sprache zu behandeln. Die Ersatzrichter haben 16 Angelegenheiten behandelt (2 %). Das Gericht hat 174 Verhandlungen durchgeführt (2012: 126).

Die Angelegenheiten haben somit auch dieses Jahr zugenommen und damit verbunden auch die Arbeitslast. Aufgrund der sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden in Straf- bzw. Administrativsachen) müssen die Haftgesuche sehr rasch behandelt werden, was die beiden Richter regelmässig dazu zwingt, einen Teil der Wochenenden der Entscheidung und Urteilsredaktion zu widmen. Aufgrund der Pikettdienste am Wochenende und aufgrund von Verhandlungen Ende Woche wird nicht nur von den beiden ordentlichen Richtern, sondern auch von den Sekretärinnen und der Transportgruppe ein beträchtliches Mass an Verfügbarkeit verlangt. Es ist darauf hinzuweisen, dass der Pikettdienst an Wochenenden nur entschädigt wird, falls eine Verhandlung durchzuführen ist, dies entgegen der Praxis der meisten anderen Kantone. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Um die offensichtliche Unterbesetzung des Sekretariats zu beseitigen, hat das Gericht im Rahmen der ordentlichen Budgets 2012 und 2013 die Anstellung einer zusätzlichen Sekretärin beantragt. Der Staatsrat hat diesem Begehren nach wie vor keine Folge gegeben, und das Sekretariat des Gerichts sieht sich weiterhin gezwungen, mit Notlösungen zu operieren (junge Stellensuchende, Praktikantinnen usw.). Die häufigen personellen Wechsel im Sekretariat liegen nicht wirklich im Interesse einer gesunden Justizverwaltung. Die vom Kanton getroffenen Sparmassnahmen lassen indessen nur wenig Hoffnung.

4.1.3.2. Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmaßnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden hat im Vergleich zum Vorjahr deutlich zugenommen (2013: 465, 2012: 424, 2011: 307). Diese Zunahme wäre zweifellos noch höher ausgefallen, wenn der Kanton über mehr Haftplätze verfügen würde. Hingegen scheint sich die Anzahl geheimer Überwachungsmaßnahmen, insbesondere der Telefonüberwachungen, nach einer deutlichen Zunahme im Jahr 2012 zu stabilisieren (2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2013 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in 21 Fällen Beschwerde an die Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden, davon in 4 Fällen durch die Staatsanwaltschaft. Zwei Beschwerden sind vollständig und drei teilweise gutgeheissen worden. Eine Angelegenheit ist an das Bundesgericht weitergezogen worden; dieses hat das Urteil der Strafkammer bestätigt.

4.1.3.3. Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten administrativrechtlichen Haft zu überprüfen.

Die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle administrativrechtlicher Haft hat im Jahr 2013 zugenommen, nachdem sie im Vorjahr rückläufig war (2013: 71; 2012: 61; 2011: 97). Unter den übrigen administrativrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2013 ist gegen zwei Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde bei der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts eingereicht worden. Eine Beschwerde wurde abgewiesen und eine als gegenstandslos abgeschrieben. Eine Angelegenheit wurde erfolglos ans Bundesgericht weitergezogen.

4.1.4. Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte.

Der Richter Michel Wuilleret vertritt das Gericht an den Treffen der Intervenienten des Zentralgefängnisses Freiburg. Ebenfalls hat er im Rahmen der internen Weiterbildung des Personals des Zentralgefängnisses die Tätigkeit der Zwangsmassnahmenrichter vorgestellt. Mit dem Informatikdienst des Kantons hat er die Schaffung eines Dienstes für die elektronische Zustellung der Gerichtsentscheide (Art. 86 StPO) initiiert; dieser sollte im Lauf des Jahres 2014 eingeführt werden. Schliesslich hat er nach der Wahl von Marc Sugnaux zum Kantonsrichter dessen Amt als Stellvertreter des Präsidenten der Rekurskommission der Universität Freiburg übernommen.

Nach der Schliessung der Poststelle des Burgquartiers konnte für die Entgegennahme der Post eine zufriedenstellende Lösung gefunden werden, dies hauptsächlich aufgrund des Einsatzes des Kanzleichefs der Staatsanwaltschaft.

4.2. Partie statistiques / Statistischer Teil

4.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	14	4
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	735	797
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	745	794
ordonnance / Verfügung	744	794
par un autre moyen / auf andere Weise	1	0
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	4	7

4.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

4.2.2.1. Affaires pénales / Strafsachen

	2012	2013
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	656	698
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	417	457
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	7	8
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	223	230
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	0	0
Levée des scellés / Entsiegelung	1	1
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	0	0
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	6	2
Cautionnement préventif / Friedensbürgschaft	2	0
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Admission / Gutheissung	291	353
Admission partielle / teilweise Gutheissung	67	65
Rejet / Abweisung	46	29
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Retrait / Rückzug	4	6
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	13	11
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	1	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	1	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmaßnahmen genehmigt	217	216
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt	0	2
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt	5	12

	2012	2013
Mesures de surveillance devenues sans objet / Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden	1	0
Levée des scellés sans objet / Entsiegelung gegenstandslos	1	1
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	6	2
Cautionnement préventif refusé / Friedensbürgschaft verweigert	2	0

4.2.2.2. *Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts*

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	21	21
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	21	20
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / Gutheissung	1	2
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	3
Rejet / Abweisung	17	9
Retrait / Rückzug	0	2
Irrecevable / Nichteintreten	2	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	2

4.2.2.3. *Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht*

	2012	2013
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	89	96
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	61	71
Autres mesures de contrainte administrative / andere verwaltungsr. Zwangsmassnahmen	7	6
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	21	19
 Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	31	29
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	0	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung	24	36
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	6	5
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	7	5

	2012	2013
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	21	19
AJ (avec avocat) refusé / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0

4.2.2.4. *Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht*

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	2
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	1
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1

4.2.2.5. *Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht*

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0

4.2.3. Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 794 (2012: 745) affaires liquidées, 738 (2012: 708) ont été traitées en français et 56 (2012: 37) en allemand, soit 93 % (2012: 95 %) en français et 7 % (2012: 5 %) en allemand.

Von den 794 (2012: 745) erledigten Angelegenheiten wurden 738 (2012: 708) auf Französisch und 56 (2012: 37) auf Deutsch behandelt, das heisst 93 % (2012: 95 %) auf Französisch und 7 % (2012: 5 %) auf Deutsch.

5. Les Justices de paix

5.1. Partie générale

5.1.1. Justice de paix de la Sarine

5.1.1.1. Composition et locaux

5.1.1.1.1. Composition de la Justice de paix

La Justice de paix de la Sarine est composée de quatre juges de paix. David Jodry a quitté la Justice de paix au 31 mars 2013 (son contrat prenant fin au 30 juin 2013). Delphine Queloz a été nommée Juge de paix ad hoc du 1^{er} avril au 30 septembre 2013. Dès le 1^{er} octobre 2013, elle a été titularisée et travaille à 100%. Mélanie Imhof a repris son activité en janvier 2013 à 80% après un congé maternité. Violaine Monnerat et Wanda Suter travaillent à 70% chacune depuis le 1^{er} janvier 2013 (à 60% en 2012). Notre greffier et préposé aux successions, Werner Zimmerli, a été appelé à assurer l'interim en tant que Juge de paix ad hoc à temps partiel à la Justice de paix de la Singine du 16 octobre 2013 au 31 janvier 2014.

La Justice de paix dispose de 22 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité demandés par la loi.

5.1.1.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

La Justice de paix bénéficie de 12.9 EPT pour un district comptant une population résidente permanente de 99'245 personnes au 31 décembre 2012 (cf. annuaire statistique du Canton de Fribourg, 43^{ème} édition, janvier 2014). Ces 12.9 EPT sont composés de (état au 31 décembre 2013) :

- 3,2 EPT juges de paix
- 4,8 EPT greffiers
- 2,4 EPT secrétaires
- 1,5 EPT secrétaires-comptables
- 1 EPT secrétaire-réceptionniste

= 12,9 EPT fixe (+ 1 EPT apprenti et 1 EPT greffier-stagiaire)

A cela s'ajoutent 4.8 EPT hors budget fixe, composé de :

- 1,1 EPT greffier et secrétaire sur le crédit invalides
- 1 EPT greffier durée déterminée (CDD)
- 1 EPT secrétaire durée déterminée (CDD)
- 1 EPT greffier jeune demandeur d'emploi (JDE)
- 0.7 EPT secrétaire jeune demandeur d'emploi (JDE)

= 4,8 EPT ne figurant pas au budget ordinaire

Comme les cinq années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contrainte, l'ORP et le SPO. Ce personnel en contrat spécial représente plus d'un quart de notre personnel.

Voici une liste des personnes travaillant auprès de la Justice de paix au 31 décembre 2013 :

1	Juge de paix	Delphine Queloz	100%
2	Juge de paix	Violaine Monnerat	70%
3	Juge de paix	Wanda Suter	70%
4	Juge de paix	Mélanie Imhof	80%
5	Greffière	Violaine Butty	50%
6	Greffière (crédit invalides)	Stéphanie Fidanza	50%
7	Greffière	Géraldine Barras	80%
8	Greffière	Virginie Galster	100%
9	Greffier / Préposé aux successions	Werner Zimmerli	100%
10	Greffière (50% CDI et 50% CDD)	Valentine Stucky	100%
11	Greffière (crédit jeune demandeur d'emploi jusqu'au 31.12.2013)	Saskia Oldendorf	100%
12	Greffière-stagiaire (jusqu'au 31.12.2013)	Mélanie Gauch	100%
13	Greffière (contrat durée déterminée jusqu'au 28.02.2014)	Sarah Luisier Curchod	50%
14	Greffier (jusqu'au 31.12.2013)	Vincent Binetti	50%
15	Greffière (jusqu'au 31.12.2013)	Sophie Germond	50%
16	Secrétaire de Juge	Corine Dupasquier	100%/80%
17	Secrétaire de Juge et cheffe de bureau	Maya Sommer/Stefanie Folly	90%/100%
18	Secrétaire de Juge (Contrat durée déterminée)	Nathalie Mürset	100%
19	Secrétaire (successions)	Françoise Berger	50%
20	Secrétaire-comptable / Secrétaire de juge	Lauriane Berset	50% / 60%
21	Secrétaire-comptable	Fabienne Tercier	50%
22	Employée de comptabilité	Jeannette Andrey	50%
23	Secrétaire-réceptionniste	Jacqueline Mauron	100%
24	Secrétaire (crédit invalides)	Nathalie Roulin	60%
25	Secrétaire (crédit jeunes demandeurs d'emploi, en collaboration avec le TMC)	Karina Torres	60%
26	Secrétaire (contrat durée déterminée)	Catarina Ramos	100%
27	Employé de comptabilité	Anthony Birchall	40%
28	Apprentie	Chloé Zainal	100%
29	Stagiaire MPC	Sébastien Munoz	90%
30	Programme d'emploi temporaire (ORP)	Jeevan Voillat	80%
31	Programme d'emploi temporaire (ORP)	Catherine Hayoz	50%

Il n'est pas possible de gérer autant de personnel sans disposer au-moins d'un greffier chef. En effet, ce sont les Juges de paix qui assument, en plus de leur travail de juge, toute la gestion des ressources humaines (recherche de personnel temporaire, gestion des conflits, attribution des ressources, certificats de travail, demandes de congés, vacances, heures supplémentaires, maternités, etc.), du management, de la gestion budgétaire et toutes les tâches dévolues à un chef de service (répondance administrative, représentation à l'extérieur, recherche de mobilier, organisation du déménagement, suivi des travaux, suivi informatique, etc.). Cette situation sera nettement améliorée en 2014 puisque nous bénéficierons d'un greffier-chef à 100%, lequel sera engagé dès le 1^{er} avril 2014.

5.1.1.1.3. *Locaux*

Dès la fin de l'année 2013, la Justice de paix a pu occuper les locaux laissés vacants par l'Etat civil de sorte qu'elle dispose désormais de deux étages dans le bâtiment de la rue des Chanoines. Afin de ménager le budget de l'Etat, la Justice de paix a été meublée en grande partie avec les meubles laissés par le Tribunal cantonal lors de son déménagement. L'organisation de ce déménagement a impliqué un investissement important tant en énergie qu'en temps pour les Juges de paix. La Justice de paix ne dispose toujours pas d'une seule place de parc à proximité de ses locaux, cela alors qu'elle se déplace très régulièrement pour des auditions à l'extérieur (Marsens, EMS, prisons, au domicile des personnes, hôpitaux, institutions, etc.).

5.1.1.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Encore une fois nous soulignons la charge de travail trop lourde à laquelle est soumis tout le personnel de notre service. Cette charge a encore augmenté avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte et les nouvelles tâches dévolues aux Justices de paix en matière de successions. Nous sommes très inquiètes pour la santé de nos collaborateurs dont les absences pour maladie se succèdent. Nous sommes nous-mêmes fatiguées de travailler dans de telles conditions, d'autant que la situation s'est péjorée au fil des ans.

A toutes fins utiles, nous relevons que les juges de paix ont procédé, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, à 1'331 auditions. Durant cette même période, les juges de paix ont instauré 1'081 mesures adultes et 1'340 mesures mineurs. Ils ont levé 121 mesures adultes et 297 mesures mineurs. Il en ressort qu'au 31 décembre 2013, la Justice de paix comptabilise 5'132 mesures adultes et mineurs en cours.

Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la justice de paix.

5.1.1.3. *Formation*

La Juge de paix Mélanie Imhof ainsi qu'une partie des greffiers ont suivi la formation organisée par la COPMA sur le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. Cette formation s'est étendue sur 8 jours.

Les juges de paix Monnerat et Suter ont présenté les nouvelles mesures de protection de l'adulte à l'équipe de la Communauté de l'Arche et ont participé en tant qu'intervenantes au colloque précédant l'assemblée générale du GEMME (groupement européen des magistrats pour la médiation) au congrès du GRAAP (Groupe Romand d'Accueil et d'Action Psychiatrique) ainsi qu'aux journées de formation en droit de l'enfant de l'IUKB (Institut universitaire Kurt Bösch) et à la journée de formation du Ministère public. Delphine Queloz a été invitée à présenter les nouvelles mesures à l'Association des étudiants en droit de l'Université de Fribourg. Mélanie Imhof et Violaine Monnerat ont présenté également les nouvelles mesures de protection à l'Association St-Camille.

5.1.1.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Nouveau droit de la protection

Le nouveau droit exige une instruction plus détaillée qui engendre un surcroit de travail. Le résultat, malgré la lourdeur et la lenteur de la procédure, est bénéfique aux justiciables.

A l'heure actuelle, nous n'avons pas entrepris la transformation systématique des anciennes mesures faute de temps et de moyens. Compte tenu des conditions-cadre dans lesquelles nous travaillons, nous craignons de ne pas pouvoir respecter le délai fixé au 31 décembre 2015 pour mener à bien cette tâche.

Informatique

Grâce au soutien du Service de la justice, nous avons obtenu du Sitel qu'une personne soit engagée pour la correction de notre base de données Tribuna. Son travail a débuté en 2012 et s'est terminé au 31 mars 2013. Malgré les heures investies, la base de données Tribuna n'était toujours pas exploitable, de sorte qu'il a fallu mettre en place un nettoyage systématique de dite base. C'est ainsi que depuis mai 2013, cinq greffières consacrent chacune une journée hebdomadaire de travail à la correction de la base de données, ce qui correspond à un 100% de greffier qui ne rédige plus. Ce nettoyage est toujours en cours.

Il était prévu que les statistiques 2013 puissent être extraites directement via la base de données Tribuna. Malheureusement, vu le retard pris par les informaticiens, les statistiques devront, une fois de plus, être faites par comptage manuel, avec la perte de temps et de précision que cela implique. Par ailleurs, il sied de relever que les Justices de paix ne disposent toujours pas, à l'heure actuelle, de modèles informatisés et uniformisés (lettres, inventaires, ...) qui permettraient enfin de gagner un temps précieux.

5.1.2. Justice de paix de l'arrondissement de la Singine

5.1.2.1. Composition et locaux

La justice de paix de l'arrondissement de la Singine est installée depuis le 1er janvier 2008 dans la préfecture à Tavel. Aucune modification n'est à signaler pour l'année sous examen.

5.1.2.1.1. Composition de la justice de paix

La justice de paix est dotée du personnel mentionné sous le point 5.1.2.1.2 ainsi que de 11 assesseurs. En 2013, 3 assesseurs ont été nouvellement élus.

5.1.2.1.2. Personnel

Il y a eu des changements au plan du personnel durant l'année sous rapport. La nouvelle juge de paix Béatrice Käser a été élue en septembre 2013. Elle entrera en fonction le 1er février 2014. La juge de paix Theodora Tsavdaridis, qui a exercé cette activité ad interim a cessé ses fonctions au 31 octobre 2013. Afin de garantir le fonctionnement de la justice de paix jusqu'à l'entrée en fonction de Béatrice Käser, le Conseil de la magistrature a nommé en qualité de juges de paix Johanna Mayer-Ladner à 70% et Werner Zimmerli à 20%, pour la période du 16 octobre 2013 au 31 janvier 2014.

Aucun changement n'a été enregistré au secrétariat de la justice de paix. Rosemarie Kröpfl travaille à 80%, Susanne Schmutz étant employée pour sa part à 40%.

Les deux greffières Bettina Friedli et Sibylle Bürcher ont travaillé à 50%, respectivement à 90%, sans changement. Du 18 novembre 2013 à la fin de l'année, Martina Sturny exerçait également ici son activité en tant que greffière extraordinaire. Elle s'est essentiellement occupée du passage des mesures existantes à celles du nouveau droit de la protection de l'adulte.

5.1.2.1.3. Locaux

Il n'y a rien à relever s'agissant des locaux, si ce n'est que la place à disposition y est plutôt restreinte.

5.1.2.2. Activité judiciaire

L'activité judiciaire ressort principalement de la statistique jointe au présent rapport. Mais ne sont pas inclus dans la statistique les entretiens avec les parents en vue de la conclusion d'une convention d'entretien, ni d'autres plus amples activités de conseil et d'intermédiaire, qui n'ont pas débouché sur une mesure relevant du droit de protection de l'enfant et de l'adulte.

5.1.2.3. Formation

Les deux greffières ainsi que la juge de paix ad hoc ont suivi en 2013 une formation continue d'une journée complète.

5.1.2.4. Divers et remarques finales

Il y a lieu de noter qu'en dépit des mutations au niveau du personnel, il n'y a pas eu de retards massifs dans les activités quotidiennes. 96 mesures selon ancien droit ont passé sous le régime du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte.

5.1.3. Justice de paix de la Gruyère

5.1.3.1. Composition et locaux

5.1.3.1.1. Composition de la Justice de paix

Juges de paix

Jean-Joseph Brodard (0.7 EPT), Marie-Laure Paschoud Page (0.7 EPT), Sophie Margueron Gumy, dès le 01.05.2013 (0.7 EPT).

Assesseurs/es

Mireille Barbey, Frédérique Brodard, Noëlle Genoud, Véronique Glasson, Laurence Jaquet, René Jaquet. Jean-Pierre Levrat, François Oberson, Pascale Pache Looten (dès le 27.02.2013), Laurence Genoud (dès le 18.06.2013).

Greffière-chef

Alexandra Fabbro, dès le 01.01.2013 (0.7 EPT).

Greffiers/ères

Philippa de Quay (0.5 EPT), Pierre-Laurent Dougoud (0.5 EPT), Pierre Moret du 01.01 au 31.07.2013 (1 EPT, budget nouveau droit).

Greffiers/ères Stagiaires

Jérémie Eich (du 01.01 au 28.02.2013), Marinka Gobet (du 13.03 au 20.06.2013), Lorenz Cloux (du 01.07 au 31.12.2013), Cédric Flotron (du 01.09 au 31.12.2013).

5.1.3.1.2. Personnel du secrétariat

Secrétaires

- > Nicole Bort (0.75 EPT) + (0.25 EPT CDD du 1.8 au 31.12.2013)
- > Sylviane Raboud (0.75 EPT)
- > Kataline Gouet, du 1.1 au 24.6.2013 (1 EPT CDD) - en incapacité de travail du 25.03.2013 au 24.06.2013
- > Hana Ejupi, du 6.5 au 31.7 (0.6 EPT budget nouveau droit) et du 1.9 au 31.12.2013 (0.5 EPT budget nouveau droit)
- > Corinne Morier, du 17.5 au 16.11.2013 (0.25 EPT budget nouveau droit) et du 17.11 au 31.12.2013 (0.30 EPT budget nouveau droit)
- > Véronique Martin, du 1.8 au 31.12.2013 (0.75 EPT CDD) - en incapacité de travail du 01.11.2013 au 06.12.2013.

5.1.3.1.3. Locaux

Les locaux sont situés à l'avenue de la Gare 12. Un réaménagement a eu lieu, en vue de l'entrée en fonction de la Juge Sophie Margueron Gumy. Un déménagement dans l'immeuble en construction à la Rte de Riaz est prévu pour juillet 2014.

5.1.3.2. *Activité juridictionnelle (charge globale de travail, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

5.1.3.2.1. *Charge globale de travail*

La Justice de paix travaille à flux tendu. Toute absence (formation, groupe de travail, vacances, incapacité de travail) est immédiatement ressentie. La Justice de paix le martèle sans répit. Elle a été entendue par le Conseil de la magistrature, le Parlement cantonal et sa Commission de justice. La Justice de paix se demande si la rigueur budgétaire choisie par le pouvoir exécutif, pourra avoir pour conséquence de nuire gravement à la mise en œuvre des missions prioritaires édictées par nos textes fondamentaux, telle l'administration de la justice à la fois de qualité et diligente.

5.1.3.2.2. *Affaires tutélaires et de protection*

Au 1er janvier 2013, 1259 personnes faisaient l'objet de mesures (tutélaires, de protection, surveillances des biens de mineurs, droits de regard et curatelles du SEJ, administration, adoption, et divers).

Au 31 août 2013, 1407 adultes et enfants faisaient l'objet de mesures, répartis comme suit :

- > 459 SEJ,
- > 409 au Service des tutelles et curatelles, à Bulle,
- > 280 aux tuteurs privés,
- > 257 aux tuteurs dits « officiels », ceux-ci devant laisser leurs mandats aux services de curatelle dès 2014.

Au 31 décembre 2013 on peut estimer une légère augmentation, qui ne peut être comptabilisée par Tribuna à ce jour.

Les Juges ont traité au 31 décembre 2013, 2108 dossiers en séances, comptes annuels non inclus au cours de 99 séances.

Il a été contrôlé 779 comptes annuels 2012 et finaux par les assesseurs Véronique Glasson et Laurence Jaquet au cours de 46 séances.

5.1.3.2.3. *Placements aux fins d'assistance*

Au 31 décembre 2013, il a été ouvert 116 dossiers de placement à des fins d'assistance toutes mesures confondues.

5.1.3.2.4. *Organisation*

Les trois juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine. La Justice de paix est dotée d'un règlement interne auquel sont annexés les cahiers des charges.

Jean-Joseph Brodard a été le répondant administratif de la Justice de paix pour l'année 2013 (art. 21 al. 2 LJ). Marie-Laure Paschoud Page prendra le relais en 2014. Sophie Margueron Gumy fonctionne depuis mai 2013. Elle s'est intégrée aisément à la Justice de paix qui apprécie ses qualités, aussi organisationnelles, héritées de son expérience acquise en tant que greffière-chef du tribunal d'arrondissement.

Alexandra Fabbro a été nommée au poste de greffière-chef dès son engagement par la Justice de paix, sur la base de la faculté que lui confère l'art. 24 al. 3 LJ. Son cahier des charges prévoit des tâches administratives, notamment de gestion et de coordination des activités du personnel, équivalent à 0.2 EPT, et la rédaction de décisions au taux de 0.5 EPT. En réalité le temps consacré aux tâches administratives n'a eu de cesse de croître et dépasse les 0.2 EPT qui lui sont dédiés, des heures supplémentaires ayant dû être accomplies et le recours aux greffiers-stagiaires ayant été rendu impératif. La Justice de paix a demandé par écrit et dans les formes prévues par la LPers sa promotion en classe équivalente. Elle attend toujours une décision du SPO et/ou du Conseil d'Etat. Madame Fabbro a réussi ses examens d'avocate à l'heure de la rédaction du présent rapport.

5.1.3.2.5. Nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant

De manière générale, le nouveau droit de la protection entrée en vigueur au 1er janvier 2013 a entraîné une surcharge de travail temporaire, qui demeure à ce jour. En effet, l'entrée en vigueur du nouveau droit impose la transformation des mesures de l'ancien droit et la nomination personnelle obligatoire de chaque curateur pour chaque dossier, ce qui, compte tenu des nombreux changements de curateur survenus dans l'arrondissement de la Gruyère, a créé une importante charge de travail. En outre, la loi cantonale impose la mise en place de services intercommunaux des curatelles dans un délai expirant le 1er janvier 2014. Le Juge Brodard y a participé de même qu'à la formation du personnel y rattaché et à l'élaboration d'instructions uniformisées.

Cette législation implique aussi une surcharge de travail permanente due au pouvoir de cognition de la Justice de paix, promue au rang d'autorité de protection de première instance à part entière en matière de protection de l'adulte et de l'enfant et d'autorité de surveillance en matière de placement aux fins d'assistance. La procédure applicable de type sommaire nécessite une instruction plus formalisée, des décisions plus nombreuses et la communication des décisions à un cercle accru de destinataires par rapport à l'ancien régime.

Au 1er janvier 2013, toutes les tutelles ont été transformées en curatelle de portée générale de par la loi, de même que les prolongations de l'autorité parentale. A ce titre, la Justice de paix a dû avertir les personnes concernées par courrier et rendre des décisions de nomination de mandataires.

En matière de protection de l'enfant, le nouveau droit devrait permettre aussi la mise d'une plus grande précision des missions confiées aux curateurs du SEJ. La Conférence des Juges de paix y travaille en collaboration avec la direction et le service. Il a été constaté dans le sud une rotation importante du personnel du SEJ. Ceci implique un travail accru pour la Justice de paix (décisions de changement de curateur et nouveaux actes de nomination) et des incertitudes pour les personnes concernées par les mesures de protection. La Justice de paix ignore les raisons de cet état de fait mais constate que, à son instar, les intervenants du SEJ sont surchargés de travail.

S'agissant de la transformation des mesures, il convient de rappeler qu'elles doivent être accomplies jusqu'au 31.12.2015, sous peine de caducité (art. 14 al. 3 Tit. Fin. CC). Au terme de la première des trois années, la Justice de paix de la Gruyère a traité environ un quart des dossiers à transformer. Un chiffre précis n'est toutefois pas disponible en ce moment.

5.1.3.2.6. Nouvelles compétences du juge de paix en matière successorale

La compétence générale en matière successorale gracieuse conférée au Juge de paix par l'art. 58 al.2 nouveau LJ implique une surcharge de travail, en premier lieu, s'agissant de l'enregistrement des répudiations et de la transmission des successions insolubles au juge de la faillite. Elle a nécessité une mise en place et une coordination de la pratique au niveau cantonal. Un groupe de travail ad hoc prépare la mise en forme des décisions dans Tribuna V3.

5.1.3.3. Formation

Les Juges de paix et les greffiers ont suivi une formation de huit journées auprès de l'Université de Fribourg, répartis sur 2012 et 2013. Les assesseurs ont suivi une formation les 28 et 29 mai lors du congrès du Graap à Lausanne. Une formation théorique au nouveau droit à l'attention des assesseurs est agendée en 2014 sous l'égide de la Professeure Parisima Vez.

5.1.3.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

5.1.3.4.1. Tribuna

De manière générale, la Justice de paix constate que Tribuna est un outil chronophage et qu'à l'heure de la rédaction du présent rapport, la Justice de paix ne trouve pas encore de notable "retour sur investissement".

Au jour de la rédaction du présent rapport, comme annoncé en automne par la Conférence des juges de paix, un comptage statistique automatisé et unifié par Tribuna V3 des décisions prises en 2013 n'est pas possible. La Justice de paix, déjà surchargée, a ainsi produit un comptage manuel, le plus fidèle possible, des décisions prises dans l'année courue.

Il convient aussi de relever que les statistiques requises par le Conseil de la Magistrature ne reflètent pas la réelle activité des Justices de paix, en particulier du fait qu'aucun chiffre n'est demandé s'agissant des mesures de protection de l'adulte et de l'enfant à proprement parler. Il sera dès lors pertinent de prendre en considération les statistiques requises par la COPMA, lesquelles doivent être extraites à la fin mars 2014, afin d'avoir une réelle idée de l'activité et des dossiers traités par notre autorité, notamment le nombre des mesures de protection pendantes, instaurées et levées en faveur des enfants et des adultes et le type des mesures concernées.

Il est utile d'expliquer à ce titre que lorsqu'une décision est prise par la Justice de paix ceci implique la plupart du temps de nombreuses mesures. Sans exagération, il peut aisément être retenu qu'en moyenne une décision implique trois mesures. Par exemple, lorsqu'une curatelle de représentation et de gestion du patrimoine au sens des art. 394 et 395 CC est prononcée, elle implique la prise d'une mesure de curatelle, au sens de l'art. 394 CC, d'une mesure de curatelle de gestion du patrimoine, au sens de l'art. 395 CC, et d'une mesure de nomination du porteur de mandat au sens de l'art. 400 CC. Comme chaque mesure doit être introduite et détaillée dans Tribuna V3, il en découle de nombreuses opérations de saisie et un temps considérable à y consacrer. Il faut aussi se rendre compte que tant qu'un comptage extrait par Tribuna n'est pas en place l'absence d'unification dans le comptage est susceptible de rendre mal aisée la comparaison entre l'activité des différentes Justices de paix.

S'agissant de Tribuna V3, malgré le temps consacré, notre greffière-chef participant notamment aux séances du Groupe de travail qui ont lieu une fois par mois, le système n'est toujours pas opérationnel, en particulier du fait qu'il convient de faire de nombreuses modifications et adaptations, dès lors que les exigences de la COPMA et les statistiques requises diffèrent de la façon dont les Justices de paix procédait jusqu'alors. De nombreuses heures de travail, uniquement dédiées à la mise à jour des données insérées dans Tribuna, seront encore nécessaires avant que nous puissions en tirer un réel avantage, étant relevé au passage que nous ne disposons pas du temps et des forces nécessaires pour ce faire.

5.1.3.4.2. Propositions juridictionnelles

Selon le juge soussigné, dès lors que la formation requise pour les Juges de paix est la même que celles de toutes les autres autorités de première instance, il serait utile d'examiner si leur orbite de compétence ne doit pas être étendue à ce que l'on appelait autrefois: la petite justice, compétence supprimée justement en raison de l'absence de qualification juridique suffisante des Juges de paix non professionnels de l'ancien régime. La répartition pratiquée avec succès dans le canton de Vaud pourrait redonner au Juge de paix la compétence préalable en conciliation contentieuse, pour les affaires pécuniaires dont la valeur litigieuse n'excède pas Fr. 5'000.--, en droit du voisinage ainsi que la compétence générale en matière de poursuite et de faillite. Une telle possibilité permettrait une meilleure et plus simple attention au justiciable, un délestage des tribunaux d'arrondissement de causes (mineures) et un repositionnement sur la fonction historique des Juges de paix fribourgeois. Une telle réorganisation impliquerait aussi une nouvelle répartition des forces de travail.

5.1.4. Justice de paix de l'arrondissement du Lac

5.1.4.1. Composition et locaux

5.1.4.1.1. Composition de la justice de paix

Depuis le 1er janvier 2013, ce qui coïncide avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte, la justice de paix de l'arrondissement du Lac dispose en tout de 13 assesseurs/-es:

Claudia Achermann, domiciliée à Cressier; Nicole Aebi, domiciliée à Chiètres; Jean-Daniel Andrey, domicilié à Cormérod; Marie-Madeleine Bovigny Rossy, domiciliée à Misery; Els de Kock, domiciliée à Morat; Guido Egger, domicilié à Guschelmuth ; Jean Francis Etter, domicilié à Môtier; Jacqueline Haefliger, domiciliée à Guschelmuth; Brigitte Laubscher, domiciliée à Greng; Marianne Reinhard Ryser, domiciliée à Praz; Olivier Simonet, domicilié à Villarepos; Sabine Spring, domiciliée à Courtaman; Annakatharina Walser Beglinger, domiciliée à Jeuss.

Les assesseurs/-es disposent toutes et tous soit d'une longue expérience à ce titre auprès de la justice de paix et/ou de qualifications répondant dans l'ensemble au profil d'exigences des membres des autorités chargées d'appliquer le droit de protection de l'enfant et de l'adulte.

5.1.4.1.2. Personnel

Il n'y a pas eu de mutations au sein du personnel de la justice de paix de l'arrondissement du Lac en 2013; par contre, une nouvelle collaboratrice est venue étoffer les rangs en la personne de Priska Kohli. Elle est entrée en fonction le 1er janvier 2013, au bénéfice d'un contrat de durée déterminée et en tant que collaboratrice administrative. La greffière Gülseren Bulut, qui a remplacé Sara Fiechter à ce poste pendant son congé de maternité, a été engagée sous contrat de durée déterminée, du 1er janvier au 31 mars 2013 à 30% et, dès le 1er avril 2013, à 50%, toujours pour une durée déterminée.

Composition:

Claudine Lerf-Vonlanthen, juge de paix:	100%
Sara Fiechter, greffière:	70%
Renate Schwarzenberger, secrétaire:	80%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	50% (à partir du 01.04.2013, à durée déterminée)
Priska Kohli, collaboratrice administrative :	50% (dès le 01.01.2013, à durée déterminée)
Degré d'occupation total:	400% (dont 100% à durée déterminée)

Les affaires sont réparties en fonction des langues entre les greffières et les secrétaires. Aussi bien les greffières que les secrétaires ont à nouveau rempli en 2013 leur cahier des charges à l'entière satisfaction de la juge de paix. Leur disposition à s'engager et leurs compétences sont des éléments essentiels pour l'efficacité de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac. Malgré une lourde charge de travail assumée souvent dans des situations difficiles et sous énorme pression de temps, les collaboratrices ont toujours rempli leurs tâches dans un esprit loyal et positif. La nouvelle collaboratrice administrative Priska Kohli s'est bien intégrée dans l'équipe, elle est directement subordonnée aux deux secrétaires et, comme toute les collaboratrices, est dotée - hormis ses qualifications professionnelles - de toutes les qualités humaines permettant de maîtriser le travail souvent délicat de la justice de paix.

5.1.4.1.3. *Locaux*

La justice de paix est logée depuis 2008 dans des locaux loués à la commune de Morat, à la Rathausgasse 6-8. La localisation de la justice de paix dans la Vielle-ville de Morat est idéale. Ce n'est pas loin du parking et de la gare, ni du tribunal d'arrondissement, de la préfecture et de l'office de l'état civil, ces locaux sont discrètement situés au centre et aisés à trouver.

Les locaux à disposition sont devenus très serrés depuis l'engagement de deux employés supplémentaires et, en particulier, en raison de la présence accrue des assesseurs/-es depuis l'entrée en vigueur du nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte. La place fait défaut partout.

Il est probable qu'un déménagement du Service social installé dans le même immeuble soit prévu pour 2015. Comme la nécessité de locaux supplémentaires pour la justice de paix est donnée et que le lieu actuel peut être qualifié d'idéal, demande a été faite à la Direction de la justice d'entamer des négociations avec la commune de Morat au sujet de la location de locaux additionnels à la Rathausgasse 6-8. Par ailleurs, depuis la réorganisation de la justice de paix en 2008, il s'agit de tirer au clair la question urgente de locaux supplémentaires pour les archives.

5.1.4.2. *Activité judiciaire*

Les audiences pour la protection de l'enfant et de l'adulte en langue française ont lieu le mardi et vendredi matin, celles en langue allemande le mercredi et le jeudi matin. On recherche autant que faire se peut à respecter le tournus demandé par le Conseil de la magistrature pour les assesseurs/-es et de respecter la composition adéquate de l'autorité appelée à statuer, prévue par le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant.

Les assesseurs Jean-François Etter, Jean-Daniel Andrey et Guido Egger étaient chargés de l'examen des comptes 2012.

Les greffières sont responsables de la rédaction des décisions de la justice de paix. En sus de l'exécution de nombreux autres travaux, elles rédigent le procès-verbal des auditions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que toutes les convocations à ce propos, gèrent les dossiers et les décomptes des heures des assesseurs/-es.

En parallèle à de nombreuses autres tâches administratives, le secrétariat est responsable des citations à comparaître pour la conclusion d'une convention d'entretien et pour l'établissement de l'inventaire fiscal en cas de décès. Les deux secrétaires gèrent pour leur part les dossiers dans le domaine des successions (inventaires fiscaux, certificats d'hérédité, procès-verbal d'ouverture d'une disposition pour cause de mort) et les affaires concernant les enfants (conventions d'entretien, inventaire des avoirs de l'enfant, adoptions, autorité parentale exercée en commun) ainsi que les certificats de capacité civile. Les secrétaires prennent part à l'établissement de l'inventaire et rédigent le procès-verbal. Elles sont chargées de l'expédition de l'inventaire aux héritiers et au Service des impôts sur les successions et les donations. Toute la facturation ainsi que l'établissement des certificats de salaire des mandataires et les décomptes pour la Caisse de compensation du canton de Fribourg sont réglés par le secrétariat.

Il convient de mentionner encore que celui-ci et le greffe du tribunal sont desservis en permanence (lu – ve, 08h00 – 11h30; 14h00 – 17h00).

5.1.4.3. *Formation continue*

Pour des raisons de temps, les collaborateurs et collaboratrices de la justice de paix n'ont suivi aucune formation continue en 2013, sauf participation à quelques cours internes à l'attention du personnel de l'Etat comme, par exemple, les cours SAP. Il y a lieu de noter au demeurant qu'au niveau universitaire, ce sont surtout des cours sur le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte qui ont été proposés et que la juge de paix, la greffière Sara Fiechter et les deux secrétaires avaient déjà suivis en 2012. De plus, en tant que membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière Sara Fiechter a investi de nombreux jours de travail dans le développement et l'amélioration du programme informatique Tribuna V3.

5.1.4.4. *Divers et remarques finales*

La charge de travail a augmenté à nouveau en 2013, en particulier à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte, qui exige l'adaptation des mesures prises selon l'ancien droit et attribue des tâches supplémentaires et nouvelles à la justice de paix. Il ne faut pas non plus sous-estimer le temps qu'il a fallu consacrer à l'instruction des curateurs/-trices et des assesseurs/-es. Depuis l'entrée en vigueur de ce nouveau droit, il y a également eu augmentation des demandes d'institution d'une curatelle.

Pour maîtriser les travaux se présentant, il a fallu recourir aux heures supplémentaires. Un tel fardeau n'a pas permis de compenser ces heures par des vacances. Elles ont donc été payées aux collaboratrices.

La justice de paix de l'arrondissement du Lac est la seule du canton à n'avoir pas reçu pour 2013 l'autorisation d'augmenter le pourcentage - pour une durée indéterminée - des postes de travail. Aucune explication n'a jamais été donnée à ce sujet.

L'utilisation du programme informatique Tribuna V3 fut encore problématique en 2013. Les décisions prises par le groupe de travail du même nom n'ont pas été mises en œuvre, ou tout au moins pas à satisfaction; par conséquent, comme pour les années précédentes déjà, des statistiques fiables et établies selon des critères uniformes au sujet des activités et du nombre de mesures des diverses justices de paix du canton ne sont pas possibles pour l'exercice 2013.

5.1.5. Justice de paix de la Glâne

5.1.5.1. Composition et locaux

5.1.5.1.1. Composition de la Justice de paix

Un juge de paix, un greffier et deux assesseurs

Liste des assesseurs : Charlotte Aeberhard, Nicolas Demierre (démission avec effet au 28 février 2013) Bernard Monney, Marguerite Morand, Marie-Christine Offner, Isabelle Baudois, Murielle Perroud (n'a pas démissionné, mais n'est jamais disponible), Bernard Sansonnens (à partir du 14 mai 2013)

5.1.5.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Jacqueline Bourqui	juge de paix à 80 % jusqu'au 31 juillet 2013
Pascale Naudi	juge de paix ad hoc à 80 % du 1er août 2013 jusqu'au 31 décembre 2013
Pascale Naudi	greffière à 60 % du 1er janvier au 31 juillet 2013
Nicole Christe	greffière-stagiaire à 100 % du 1er janvier au 11 juin 2013
Michele Barchi	greffier à 75 % du 1er mars au 31 décembre 2013
Michele Barchi	secrétaire à 25 % du 1er mars au 31 décembre 2013
Pascale Mottet	collaboratrice administrative à 50 %
Sylvie Perroud	secrétaire à 70 %

5.1.5.1.3. Locaux

Spacieux et adéquats, ils ne permettraient toutefois pas l'engagement d'une personne supplémentaire. Il y a parfois des difficultés à coordonner les séances des assesseurs pour les vérifications de comptes et les rendez-vous fixés pour établir l'inventaire successoral à des fins fiscales

5.1.5.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

La charge de travail a été lourde, surtout au début de l'année, ce qui a justifié de nombreuses heures supplémentaires pour absorber le courant. Il y a un plus grand manque de force chez les greffiers et les secrétaires que chez le juge. Comme par le passé, il n'y a jamais eu de problèmes de rapports avec les autorités ou les avocats.

Etat des heures supplémentaires et des vacances au 31 décembre 2013 :

- > Jacqueline Bourqui 100,10 heures supplémentaires et 16,50 jours de vacances non prises au 31 juillet 2013, soit à la fin de son activité.
- > Pascale Naudi 146,7 heures supplémentaires et 5 jours de vacances non prises
80 heures supplémentaires ont été payées en janvier et 213 en fin juillet
- > Michele Barchi pas d'heures supplémentaires mais a encore droit à 3,5 jours de vacances
- > Pascale Mottet 106,74 heures supplémentaires et 5,5 jours de vacances non prises
140 heures supplémentaires ont été payées en cours d'année.
- > Sylvie Perroud 92,96 heures supplémentaires et 7 jours de vacances.
- > Sylvain Keller,
greffier ad interim 20,76 heures supplémentaires

5.1.5.3. Formation

Compte tenu de la formation accrue imposée en 2012 et des changements de personne, les juges de paix et greffiers n'ont pas suivi de formation personnelle en 2013.

5.1.6. Justice de paix de la Broye

5.1.6.1. Composition et locaux

5.1.6.1.1. Composition de la Justice de paix

Juge de paix :

Sauteur Sylviane

Assesseur-e-s :

Chassot Jacques, Pillonel Gérard, Bise Sylvie, Corminboeuf Marie-Claire, Renevey Jean-Bernard, Rimaz Benoît, Rodriguez Rose-Marie, Tramaux Walter.

5.1.6.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Une juge de paix à 100 %, deux greffières, l'une à 100 % et l'autre à 50 %, et une secrétaire à 85 % sont employées auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye, toutes au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée.

Afin d'éviter des retards inadmissibles et préjudiciables aux personnes concernées, la Justice de paix a cherché des solutions par l'engagement de personnes en contrat de durée déterminée (crédit forfaitaire, jeunes demandeurs d'emploi, ORP). C'est ainsi qu'un greffier à 100 % dès le 1er septembre 2013, pour une année (jeune demandeur d'emploi), une secrétaire à 80 % dès le 1er janvier 2013 (crédit forfaitaire) et une secrétaire à 60 % dès le 8 juillet 2013, pour trois mois renouvelables une fois trois mois (ORP) ont été engagés. Ces engagements, bien que véritables « bols d'air », ne sont malheureusement que peu satisfaisants dans la mesure où une formation spécifique est nécessaire (tant au niveau activité qu'outil informatique) et qu'une fois formé, le personnel doit quitter son poste et tout reste à recommencer ...

De nombreuses heures supplémentaires ont été effectuées durant l'année 2013 tant par les greffières que par la Juge de paix. La charge de travail ne permettant pas de compenser ces heures par des vacances, elles ont été payées aux greffières seulement.

5.1.6.1.3. Locaux

Le greffe de la Justice de paix se trouve à l'avenue de la Gare, à Estavayer-le-Lac. Idéalement situé, près de la gare, il bénéficie de la discrétion nécessaire quant à son accès.

Les locaux sont propriétés de la commune d'Estavayer-le-Lac. Durant l'année 2013, il s'est avéré que ces locaux n'étaient malheureusement pas suffisamment sécurisés puisque trois cambriolages y ont été commis.

5.1.6.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Au vu de l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant et afin de respecter l'interdisciplinarité prévue, les assesseur-e-s ont siégé, en principe, en fonction de leurs compétences. Cette nouvelle manière de procéder, dans l'intérêt bien compris des personnes concernées, engendre toutefois un certain ralentissement des procédures dans la mesure où il convient de tenir compte des compétences, des disponibilités et des connaissances des dossiers par les différent-e-s assesseur-e-s.

Les dossiers à traiter se révèlent toujours plus complexes et exigent beaucoup de temps. Ils sont également plus nombreux, vraisemblablement en raison d'une population toujours plus importante dans le district de la Broye qui a enregistré la plus forte augmentation démographique du canton durant ces dernières années.

De plus, l'intervention toujours plus fréquente d'avocats dans le cadre des procédures occasionne une charge de travail supplémentaire, tant au niveau de la fixation des séances, des échanges d'écritures, que des actes procéduraux.

La moitié environ des mandats de protection est attribuée à des porteurs de mandat privés. La mise en place, par les communes, de services officiels peine à se concrétiser pour certaines d'entre elles, provoquant une surcharge de travail pour la Justice de paix dans le cadre de l'attribution des mandats et en raison, parfois, d'un manque de collaboration des communes en question.

A noter toutefois que les relations avec les différents services officiels existants sont bonnes.

Comme déjà mentionné, un grand nombre d'heures supplémentaires a été nécessaire afin d'assurer un fonctionnement correct de la Justice de paix.

La Justice de paix demeurait dans l'espoir d'une importante augmentation d'effectif pour 2014 afin de pouvoir enfin travailler dans des conditions supportables. Force est de constater malheureusement que tel n'est pas le cas.

La Justice de paix demeure inquiète pour la santé de son personnel, qui atteint ses limites.

La surcharge de travail déjà chronique se trouve encore amplifiée par le nouveau droit tant en ce qui concerne les nouvelles compétences attribuées aux Justices de paix qu'au vu de la nécessité de réadapter, jusqu'au 31 décembre 2015, toutes les mesures de curatelle de l'ancien droit. La Justice de paix tire la sonnette d'alarme et estime, en l'état actuel de la situation, qu'il ne sera vraisemblablement pas possible de parvenir à réaliser ces réadaptations dans les temps.

5.1.6.3. Formation

La juge de paix et la greffière à 100 % ont suivi les deux dernières journées de formation des autorités « Introduction au nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte », chapitre consacré aux enfants. Quant à la greffière à 50 %, elle a suivi les 8 jours de la formation précitée durant l'année 2013.

5.1.6.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Concernant l'application Tribuna V3, il est à relever que la greffière à 100% y a consacré encore énormément de temps durant l'année, non seulement en participant aux séances du GT Tribuna V3, mais également en raison des démarches y consécutives à réaliser.

Un travail très important a été effectué pour l'amélioration de cette application, permettant aujourd'hui l'inscription des données relatives aux tâches quotidiennes de la Justice de paix, respectivement de la Juge de paix, notamment en lien avec le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant ainsi que des nouvelles compétences dévolues à la Justice de paix et/ou à la Juge de paix. Il est à relever qu'en raison du travail occasionné par l'application Tribuna V3 elle-même, notamment en lien avec les statistiques, le GT Tribuna V3 n'a pu que peu se consacrer à l'élaboration de modèles uniformisés. En effet, à ce jour, seuls quelques modèles relatifs au nouveau droit sont disponibles et utilisables sans modification.

Pour la première fois cette année, il a été possible de se fier à l'application Tribuna V3 pour l'élaboration des statistiques à l'attention du Conseil de la magistrature, le programme informatique y relatif ayant été modifié à temps.

Cela étant, la lourdeur de l'application Tribuna V3 reste à relever. Si cette dernière offre maintenant une base de données utilisable au quotidien, des mises à jour sont encore nécessaires et l'application reste peu adaptée, dans sa structure, aux tâches de la Justice de paix et/ou de la Juge de paix.

Pour terminer, il est à relever que les statistiques fournies au Conseil de la magistrature ne sont pas représentatives de l'ensemble des tâches dévolues à l'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant, respectivement à son président. Ce volume de données devra effectivement être transmis à la COPMA. Les paramétrages et adaptations du programme informatique Tribuna V3 relatif aux statistiques COPMA sont à ce jour encore en cours.

5.1.7. Justice de paix de la Veveyse

5.1.7.1. Composition et locaux

5.1.7.1.1. Composition de la Justice de paix

Trois nouveaux assesseurs ont fait leur entrée au sein de la Justice de paix en 2013 : un médecin et deux personnes formées en travail social. Le tournus entre les assesseurs a bien fonctionné durant l'année mais il est apparu petit à petit un sentiment, auprès de certains d'entre eux, de ne plus être considérés comme par le passé, en raison d'une part de certaines tâches qui sont dévolues désormais au seul juge de paix, d'autre part à la nécessité de convoquer désormais les assesseurs les mieux formés en fonction des problématiques à traiter. Ainsi, le médecin participe en principe aux audiences en matière de placement à des fins d'assistance et les deux personnes formées en travail social assistent à l'audition des enfants. Aujourd'hui, il manque toujours un assesseur formé en psychologie au sein de la Justice de paix de la Veveyse.

A la fin de l'année, Barbara Savoy, en fonction depuis avril 2008, a annoncé sa démission pour des raisons professionnelles.

5.1.7.2. Personnel (magistrats et greffe)

Pour l'année 2013, Sylviane Périsset Gantner, juge de paix, est passée de 65 à 75%, Gaël Gobet a conservé son poste de greffier à 50% et Sophie Barbey a été engagée à 30%, tandis que Stéphanie Morand et Mona Gallaz, secrétaires, sont toutes deux passées à 40%. La réception de Justice de paix est ouverte tous les matins de la semaine, sauf le mercredi (jour de fermeture). La collaboration au sein du greffe est excellente.

Le groupe de travail Tribuna auquel participe Gaël Gobet se réunit mensuellement ; il poursuit son activité qui consiste notamment à préparer les modèles pour le nouveau droit de protection.

5.1.7.3. Locaux

Nos locaux se situent toujours en plein centre de Châtel-St-Denis. Les deux greffiers et les deux secrétaires se partagent le même local, ce qui n'est pas optimal. Il n'y a pour l'heure aucune nouvelle concernant le déménagement annoncé au Château.

5.1.8. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Le contrôle des comptes 2012 a été assuré par trois binômes d'assesseurs. Le travail personnel du greffe a ensuite préparé les décisions avant les séances d'approbation, décisions que nous avons ainsi pu remettre sur le champ aux curateurs concernés. Par contre, avec le transfert accéléré des mesures dû au nouveau droit, le rythme et le nombre de dossiers à traiter à nettement augmenté.

En Veveyse, le nombre de curateurs assumant un grand nombre de dossiers a tendance à diminuer et celui des curateurs avec un seul dossier à augmenter. Nous avons, pour l'instant, une seule curatrice professionnelle à 60% (entrée en fonction en septembre), une douzaine de curateurs privés ayant plus de cinq dossiers (anciens tuteurs officiels), une trentaine de curateurs privés ayant moins de cinq dossiers et, enfin, une vingtaine de curateurs privés s'occupant de leurs enfants (anciennes autorités parentales prolongées). Tous ne travaillent pas avec ordinateur, ce qui nécessite de préparer les modèles (inventaires d'entrée, budget mensuel, rapports et comptes annuels et finaux) à chaque fois sous deux formes. Les curateurs privés fournissent un bon travail, mais nombre d'entre eux (les anciens en particulier) rechignent à s'adapter aux exigences découlant du nouveau droit de protection. Dans ce contexte (grand nombre de curateurs avec des aptitudes et des expériences très diverses), le travail d'instruction et de coaching concernant la tenue des comptes demande des connaissances bien spécifiques et beaucoup d'énergie pour obtenir de tous les porteurs de mandats les informations et le suivi nécessaires.

Le contrôle des quelques 250 comptes 2013 laisse présager pas mal d'incompréhensions et de tensions, ce d'autant qu'il ne reste plus que deux binômes pour l'effectuer, après le départ de Mme Savoy et le forfait d'un assesseur.

Nous vous remettons avec ce rapport les statistiques demandées ; en comparaison avec celles de l'année précédente, vous remarquerez une augmentation de l'ordre de 22% de dossiers enregistrés durant l'année. Nous tenons encore à préciser que nous sommes dans l'impossibilité de fournir le nombre de mesures de protection d'adultes et d'enfants ouvertes au 31 décembre 2013, le système informatique ne rendant possible leur extraction que pour la fin mars 2014.

5.1.9. Formation

La juge de paix, la greffière et les secrétaires ont participé aux après-midis de formation Tribuna du 6 mars à Grangeneuve et du 11 novembre au SITel. Le greffier a suivi les huit journées de formation des autorités au nouveau droit de protection COPMA et la greffière la journée de formation en procédure civile et pénale de l'OFAC.

5.1.10. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

L'application sans période transitoire du nouveau droit de protection a occasionné une surcharge de travail gigantesque au sein de la Justice de paix qui était déjà bien occupée jusque-là. Nous travaillons désormais constamment dans l'urgence.

5. Friedensgerichte

5.1. Allgemeiner Teil

5.1.1. Friedensgericht des Saanebezirks

5.1.1.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.1.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Dem Friedensgericht des Saanebezirks gehören vier Friedensrichterinnen an. David Jodry verliess das Friedensgericht am 31. März 2013 (sein Vertrag lief am 30. Juni 2013 ab). Delphine Queloz wurde zur Ad-hoc-Friedensrichterin von 1. April bis 30. September 2013 ernannt. Auf den 1. Oktober 2013 wurde sie fest angestellt und arbeitet zu 100 %. Mélanie Imhof nahm ihre Tätigkeit im Januar 2013 nach einem Mutterschaftsurlaub zu 80 % wieder auf. Violaine Monnerat und Wanda Suter arbeiten seit dem 1. Januar 2013 je 70 % (60 % im Jahr 2012). Unser Gerichtsschreiber und Vorsteher für Nachlässe, Werner Zimmerli, musste von 16. Oktober 2013 bis 31. Januar 2014 beim Friedensgericht des Sensebezirks ad interim als Ad-hoc-Friedensrichter in Teilzeit amten.

Das Friedensgericht verfügt über 22 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

5.1.1.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Das Friedensgericht verfügt über 12,9 VZÄ für einen Bezirk, der am 31. Dezember 2012 eine ständige Wohnbevölkerung von 99 245 Personen hatte (s. Statistisches Jahrbuch des Kantons Freiburg, 43. Ausgabe, Januar 2014). Diese 12,9 VZÄ setzen sich wie folgt zusammen (Stand am 31. Dezember 2013):

- 3,2 VZÄ Friedensrichterinnen
- 4,8 VZÄ Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber
- 2,4 VZÄ Sekretärinnen und Sekretäre
- 1,5 VZÄ Sekretärinnen-Buchhalterinnen und Sekretäre-Buchhalter
- 1 VZÄ Sekretärin am Empfang

= 12,9 VZÄ fest (+ 1 VZÄ Lernender und 1 VZÄ Gerichtsschreiber-Praktikant)

Dazu kommen noch 4,8 VZÄ ausserhalb des festen Budgets, die sich wie folgt zusammensetzen:

- 1,1 VZÄ Gerichtsschreiber und Sekretärin auf den Kredit Invalide
- 1 VZÄ Gerichtsschreiber mit befristetem Vertrag
- 1 VZÄ Sekretärin mit befristetem Vertrag
- 1 VZÄ Gerichtsschreiber junger Arbeitssuchender
- 0,7 VZÄ Sekretärin junge Arbeitssuchende

= 4,8 VZÄ, die nicht im ordentlichen Budget stehen

Wie in den vorhergehenden fünf Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA. Dieses Personal mit besonderem Vertrag macht mehr als ein Viertel unseres Personalbestands aus.

Hier ist eine Liste der Personen, die am 31. Dezember 2013 beim Friedensgericht arbeiteten:

Friedensrichterin	Delphine Queloz	100 %
Friedensrichterin	Violaine Monnerat	70 %
Friedensrichterin	Wanda Suter	70 %
Friedensrichterin	Mélanie Imhof	80 %
Gerichtsschreiberin	Violaine Butty	50 %
Gerichtsschreiberin (Kredit Invalide)	Stéphanie Fianza	50 %
Gerichtsschreiberin	Géraldine Barras	80 %
Gerichtsschreiberin	Virginie Galster	100 %
Gerichtsschreiber / Vorsteher für Nachlässe	Werner Zimmerli	100 %
Gerichtsschreiberin (50% fest und 50% befristet)	Valentine Stucky	100 %
Gerichtsschreiberin (Kredit junge Arbeitssuchende bis 31.12.2013)	Saskia Oldendorf	100 %
Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis 31.12.2013)	Mélanie Gauch	100 %
Gerichtsschreiberin (bis 28.02.2014 befristeter Vertrag)	Sarah Luisier Curchod	50 %
Gerichtsschreiber (bis 31.12.2013)	Vincent Binetti	50 %
Gerichtsschreiberin (bis 31.12.2013)	Sophie Germond	50 %
Gerichtssekretärin	Corine Dupasquier	100 %/80 %
Gerichtssekretärin und Bürochefin	Maya Sommer/Stefanie Folly	90 %/100 %
Gerichtssekretärin (befristeter Vertrag)	Nathalie Mürset	100 %
Sekretärin (Nachlässe)	Françoise Berger	50 %
Sekretärin-Buchhalterin / Gerichtssekretärin	Lauriane Berset	50 %/60 %
Sekretärin-Buchhalterin	Fabienne Tercier	50 %
Buchhaltungsangestellte	Jeannette Andrey	50 %
Sekretärin am Empfang	Jacqueline Mauron	100 %
Sekretärin (Kredit Invalide)	Nathalie Roulin	60 %
Sekretärin (Kredit junge Arbeitssuchende in Zusammenarbeit mit ZMG)	Karina Torres	60 %
Sekretärin (befristeter Vertrag)	Catarina Ramos	100 %
Buchhaltungsangestellter	Anthony Birchall	40 %
Lernende	Chloé Zainal	100 %
Praktikantin KBM	Sébastien Munoz	90 %
Temporäres Beschäftigungsprogramm (RAV)	Jeevan Voillat	80 %
Temporäres Beschäftigungsprogramm (RAV)	Catherine Hayoz	50 %

Es ist nicht möglich, so viel Personal zu verwalten, ohne dass man mindestens über einen Chef-Gerichtsschreiber verfügt. Die Friedensrichterinnen müssen neben ihrer Arbeit als Richterinnen die ganze Verwaltung der Human Resources (Suche von Temporärpersonal, Konfliktmanagement, Mittelzuteilung, Arbeitszeugnisse, Urlaubsgesuche, Ferien, Überstunden, Mutterschaft usw.), das Management, die Haushaltführung und alle Aufgaben eines Dienstchefs (administrative Verantwortung, Vertretung gegen aussen, Möbelsuche, Organisation des Umzugs, Begleitung der Arbeiten, Informatikcontrolling usw.) übernehmen. Diese Situation wird sich 2014 deutlich verbessern, denn wir werden über einen Chef-Gerichtsschreiber verfügen, der auf den 1. April 2014 angestellt wird.

5.1.1.1.3. *Lokalitäten*

Ende Januar konnte das Friedensgericht die Räumlichkeiten übernehmen, die das Zivilstandsamt verlassen hatte, so dass es nun über zwei Stockwerke im Gebäude an der Chorherrengasse verfügt. Um den Voranschlag des Staates zu schonen, wurde das Friedensgericht grösstenteils mit Möbeln, die das Kantonsgericht bei seinem Umzug zurückgelassen hatte, ausgestattet. Die Organisation dieses Umzugs bedeutete für die Friedensrichterinnen eine grosse Investition an Energie und Zeit. Das Friedensgericht verfügt noch immer über keinen einzigen Parkplatz in der Nähe seiner Räumlichkeiten, obwohl es regelmässig zu Sitzungen auswärts fährt (Marsens, PflH, Gefängnisse, zu den Personen nach Hause, Spitäler, Einrichtungen usw.).

5.1.1.2. *Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)*

Einmal mehr unterstreichen wir, dass das ganze Personal unserer Dienststelle unter einer zu grossen Arbeitslast leidet. Mit dem Inkrafttreten des neuen Kinder- und Erwachsenenschutzrechts und den neuen Aufgaben, die den Friedensgerichten im Bereich von Nachlässen zugeteilt wurden, hat diese Last noch zugenommen. Wir machen uns Sorgen um die Gesundheit unserer Mitarbeiter, bei denen sich die krankheitsbedingten Abwesenheiten häufen. Wir sind es selbst müde, unter solchen Bedingungen zu arbeiten, umso mehr, als sich die Situation mit den Jahren verschlechtert hat.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichterinnen von 1. Januar 2013 bis 31. Dezember 2013 1331 Sitzungen durchführten. In derselben Periode haben die Friedensrichterinnen 1081 Massnahmen für Erwachsene und 1340 Massnahmen für Minderjährige errichtet. Sie haben 121 Massnahmen für Erwachsene und 297 Massnahmen für Minderjährige aufgehoben. Am 31. Dezember 2013 zählte das Friedensgericht 5132 laufende Massnahmen für Erwachsene und Minderjährige.

Wir unterhalten gute Beziehungen sowohl mit den Behörden als auch mit den Anwältinnen. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtsuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von einem berufsmässigen Vertreter unterstützen lassen.

5.1.1.3. *Weiterbildung*

Die Friedensrichterin Mélanie Imhof und ein Teil der Gerichtsschreiber haben die von der KOKES organisierte Ausbildung über das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht besucht. Diese Ausbildung erstreckte sich über 8 Tage.

Die Friedensrichterinnen Monnerat und Suter stellten die neuen Erwachsenenschutzmassnahmen dem Team der Arche-Gemeinschaft vor und nahmen als Rednerinnen am Kolloquium vor der Generalversammlung der GEMME (groupement européen des magistrats pour la médiation), am Kongress des GRAAP (Groupe Romand d'Accueil et d'Action Psychiatrique) sowie an den Ausbildungstagen in Kinderrecht des IUKB (Institut universitaire Kurt Bösch) und am Ausbildungstag der Staatsanwaltschaft teil. Delphine Queloz wurde eingeladen, die neuen Massnahmen dem Verband der Studierenden der Rechtswissenschaft an der Universität Freiburg vorzustellen. Mélanie Imhof und Violaine Monnerat haben die neuen Massnahmen auch dem Verein St-Camille vorgestellt.

5.1.1.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Neues Schutzrecht

Das neue Recht macht eine ausführlichere Instruktion nötig, was Mehrarbeit verursacht. Trotz der Schwerfälligkeit des Verfahrens ist das Ergebnis für die Rechtsuchenden günstig.

Aus Mangel an Zeit und Mitteln haben wir bis jetzt die alten Massnahmen noch nicht systematisch umgewandelt. In Anbetracht der Rahmenbedingungen, unter denen wir arbeiten, fürchten wir, dass wir die Frist zur Ausführung dieser Aufgabe, die am 31. Dezember 2015 abläuft, nicht einhalten können.

Informatik

Dank der Unterstützung durch das Amt für Justiz haben wir beim ITA erreicht, dass eine Person angestellt wird, um unsere Datenbank Tribuna zu korrigieren. Ihre Arbeit begann 2012 und endete am 31. März 2013. Trotz der aufgewendeten Stunden konnte die Datenbank Tribuna noch immer nicht betrieben werden, so dass man die Datenbank systematisch reinigen muss. Seit Mai 2013 widmen fünf Gerichtsschreiberinnen deshalb je einen wöchentlichen Arbeitstag den Arbeiten zur Korrektur der Datenbank; das entspricht einer 100%-Stelle eines Gerichtsschreibers, der keine Urteile mehr verfasst. Diese Reinigung ist immer noch im Gang.

Es war geplant, dass die Statistiken 2013 direkt über die Datenbank Tribuna extrahiert werden könnten. Angesichts der Verspätung müssen die Statistiken einmal mehr mit Zählung von Hand erstellt werden, was einen Verlust an Zeit und Genauigkeit zur Folge hat. Ausserdem muss man darauf hinweisen, dass die Friedensgerichte bis jetzt noch immer keine digitalisierten und vereinheitlichten Modelle (Briefe, Inventare, ...) zur Verfügung haben; mit solchen Modellen könnte wertvolle Zeit gewonnen werden.

5.1.2. Friedensgericht des Sensebezirks

5.1.2.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

Das Friedensgericht des Sensebezirks ist seit dem 1. Januar 2008 im Amthaus in Tifers angesiedelt. Es gibt im Berichtsjahr keine Änderungen zu verzeichnen.

5.1.2.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Das Friedensgericht setzt sich aus dem unter Punkt 5.1.2.1.2 genannten Personal und 11 Beisitzern zusammen. Im Jahr 2013 sind 3 Beisitzer neu gewählt worden.

5.1.2.1.2. Personal

In personeller Hinsicht haben sich im Berichtsjahr Änderungen ergeben. Im September 2013 wurde die neue Friedensrichterin Béatrice Käser gewählt. Sie wird ab dem 1. Februar 2014 in dieser Funktion tätig sein. Friedensrichterin Theodora Tsavdaridis, welche diese Tätigkeit interimistisch ausgeübt hat, ist per 31. Oktober 2013 aus dem Amt geschieden. Um bis zur Amtsaufnahme von Béatrice Käser den Betrieb des Friedensgerichts sicherzustellen, hat der Justizrat Johanna Mayer-Ladner zu 70% und Werner Zimmerli zu 20% als Friedensrichter ad hoc ernannt, dies für die Zeit vom 16. Oktober 2013 bis zum 31. Januar 2014.

Im Sekretariat des Friedensgerichts haben sich keine Änderungen ergeben. Rosemarie Kröppli arbeitet zu 80%, Susanne Schmutz ist zu 40% angestellt.

Die beiden Gerichtsschreiberinnen Bettina Friedli und Sibylle Bürcher haben unverändert zu 50% respektive 90% gearbeitet. In der Zeit vom 18. November 2013 bis Ende des Jahres war hier ebenfalls Martina Sturny als ausserordentliche Gerichtsschreiberin tätig. Sie hat sich hauptsächlich mit der Umwandlung der bestehenden Massnahmen in solche des neuen Erwachsenenschutzrechts befasst.

5.1.2.1.3. Lokalitäten

Betreffend die Lokalitäten gibt es nichts zu vermerken, ausser, dass die Platzverhältnisse eher knapp sind.

5.1.2.2. Gerichtstätigkeit

Die Gerichtstätigkeit ergibt sich vorwiegend aus der beiliegenden Statistik. Nicht in der Statistik erfasst sind Gespräche mit Eltern zwecks Abschluss eines Unterhaltsvertrages und weitergehende beratende und vermittelnde Tätigkeiten, welche nicht zu einer Massnahme des Kindes- oder Erwachsenenschutzrechts geführt haben.

5.1.2.3. Ausbildung

Die beiden Gerichtsschreiberinnen und die Friedensrichterin ad hoc haben im Jahr 2013 je eine ganztägige Weiterbildung besucht.

5.1.2.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen

Es gilt zu bemerken, dass trotz der personellen Veränderungen keine massiven Rückstände in den Tagesgeschäften zu verzeichnen sind. 96 altrechtliche Massnahmen wurden in Massnahmen des neuen Erwachsenenschutzrechts überführt.

5.1.3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

5.1.3.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.3.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Friedensrichter/-innen

Jean-Joseph Brodard (0,7 VZÄ), Marie-Laure Paschoud Page (0,7 VZÄ), Sophie Margueron Gumy, seit 01.05.2013 (0,7 VZÄ).

Beisitzer/-innen

Mireille Barbey, Frédérique Brodard, Noëlle Genoud, Véronique Glasson, Laurence Jaquet, René Jaquet, Jean-Pierre Levrat, François Oberson, Pascale Pache Looten, seit 27.02.2013, Laurence Genoud, seit 18.06.2013.

Chefgerichtsschreiberin

Alexandra Fabbro, seit 01.01.2013 (0,7 VZÄ).

Gerichtsschreiber/-innen

Philippa de Quay (0,5 VZÄ), Pierre-Laurent Dougoud (0,5 VZÄ), Pierre Moret von 01.01 bis 31.07.2013 (1 VZÄ, Voranschlag neues Recht).

Gerichtsschreiber/-innen-Praktikanten und Praktikantinnen

Jérémie Eich, von 01.01. bis 28.02.2013, Marinka Gobet, von 13.03. bis 20.06.2013, Lorenz Cloux, von 01.07. bis 31.12.2013, Cédric Flotron, von 01.09. bis 31.12.2013.

5.1.3.1.2. Personal des Sekretariats

Sekretärinnen

- > Nicole Bort (0,75 VZÄ) + (0,25 VZÄ befristet von 1.8. bis 31.12.2013)
- > Sylviane Raboud (0,75 VZÄ)
- > Kataline Gouet, von 1.1. bis 24.6.2013 (1 VZÄ befristet) - arbeitsunfähig von 25.03.2013 bis 24.06.2013
- > Hana Ejupi, von 6.5. bis 31.7 (0,6 VZÄ Voranschlag neues Recht) und von 1.9. bis 31.12.2013 (0,5 VZÄ Voranschlag neues Recht)
- > Corinne Morier, von 17.5. bis 16.11.2013 (0,25 VZÄ Voranschlag neues Recht) und von 17.11. bis 31.12.2013 (0,30 VZÄ Voranschlag neues Recht)
- > Véronique Martin, von 1.8. bis 31.12.2013 (0,75 VZÄ befristet) - arbeitsunfähig von 01.11. bis 06.12.2013

5.1.3.1.3. Lokalitäten

Die Räumlichkeiten befinden sich an der Avenue de la Gare 12. Vor dem Amtsantritt der Richterin Sophie Margueron Gumy wurden die Räumlichkeiten neu gestaltet. Der Umzug in die im Bau befindliche Liegenschaft an der Rte de Riaz ist für Juli 2014 geplant.

5.1.3.2. *Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)*

5.1.3.2.1. *Gesamte Arbeitslast*

Das Friedensgericht arbeitet in einem hohen Rhythmus. Jede Abwesenheit (Ausbildung, Arbeitsgruppe, Ferien, Arbeitsunfähigkeit) macht sich unmittelbar bemerkbar. Das Friedensgericht wiederholt es unaufhörlich. Es wurde vom Justizrat, dem Kantonsparlament und dessen Justizkommission angehört. Das Friedensgericht fragt sich, ob das von der Exekutive gewählte Sparbudget nicht zur Folge haben kann, dass die Umsetzung der vordringlichen Aufgaben gemäss unseren Grundtexten wie eine qualitativ hochstehende und rasche Justizverwaltung schweren Schaden erleidet.

5.1.3.2.2. *Vormundschafts- und Schutzsachen*

Am 1. Januar 2013 waren 1259 Personen von Massnahmen betroffen (Vormundschaft, Schutz, Überwachung der Güter von Minderjährigen, Einsichtsrecht und Beistandschaft des JA, Verwaltung, Adoption und verschiedene).

Am 31. August 2013 waren 1407 Erwachsene und Kinder von Massnahmen betroffen, die sich wie folgt verteilen:

- > 459 JA,
- > 409 beim Vormundschafts- und Beistandsdienst Bulle,
- > 280 bei privaten Vormündern,
- > 257 bei sogenannten «Amtsvormündern»; diese müssen ihre Mandate ab 2014 den Beistandsdiensten abgeben.

Man kann schätzen, dass die Zahlen am 31. Dezember 2013 leicht höher lagen, das kann aber vom Gericht bis jetzt noch nicht verbucht werden.

Die Richter hatten am 31. Dezember 2013 in 99 Sitzungen 2108 Fälle behandelt, Jahresrechnungen nicht einbegriffen.

Die Beisitzerinnen Véronique Glasson und Laurence Jaquet kontrollierten in 46 Sitzungen 779 Jahresrechnungen 2012 und Schlussrechnungen.

5.1.3.2.3. *Fürsorgerische Unterbringungen*

Am 31. Dezember 2013 waren 116 Fälle von fürsorgerischer Unterbringung (alle Massnahmen zusammen) offen.

5.1.3.2.4. *Organisation*

Die drei Richter und das Personal sind so anwesend, dass die Lokalitäten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können. Das Friedensgericht verfügt über ein internes Reglement, dem die Pflichtenhefte beiliegen.

Jean-Joseph Brodard war für das Jahr 2013 die Person, die in den administrativen Angelegenheiten den Vorsitz führt (Art. 21 Abs. 2 JG). Marie-Laure Paschoud Page übernimmt 2014. Sophie Margueron Gummy ist seit Mai 2013 im Amt. Sie hat sich leicht in das Friedensgericht integriert, das ihre Qualitäten zu schätzen weiss, dazu gehört auch ihr Organisationstalent, das sie als Chefgerichtsschreiberin am Bezirksgericht erworben hat.

Alexandra Fabbro wurde aufgrund der Möglichkeit, die Artikel 24 Abs. 3 JG dem Friedensgericht verlieht, ab ihrer Anstellung für die Stelle einer Gerichtsschreiberin ernannt. Ihr Pflichtenheft schreibt administrative Aufgaben, namentlich die Verwaltung und die Koordination der Tätigkeiten des Personals im Umfang von 0,2 VZÄ, und die Verfassung von Entscheiden im Umfang von 0,5 VZÄ vor. In Wirklichkeit nimmt die Zeit für die administrativen Massnahmen unablässig zu und übersteigt die 0,2 VZÄ, die dafür vorgesehen sind. Deshalb musste sie Überstunden machen, und es mussten unbedingt Gerichtsschreiber/-innen-Praktikanten und Praktikantinnen zu Hilfe genommen werden. Das Friedensgericht verlangte schriftlich und in allen Formen gemäss StPG, dass sie in die entsprechende Klasse befördert werden. Man erwartet immer noch einen Entscheid des POA oder des Staatsrats. Frau Fabbro hat zum Zeitpunkt der Verfassung dieses Berichts ihre Anwaltsprüfungen bestanden.

5.1.3.2.5. Neues Kindes- und Erwachsenenschutzrecht

Im Allgemeinen hat das neue Schutzrecht, das am 1. Januar 2013 in Kraft trat, zu einer vorübergehenden Arbeitsüberlastung geführt, die bis jetzt andauert. Mit dem Inkrafttreten des neuen Rechts müssen die Massnahmen nach altem Recht umgewandelt und muss jeder Beistand für jeden Fall obligatorisch persönlich ernannt werden, was zu einer bedeutenden Arbeitslast geführt hat, wenn man die zahlreichen Beistandswechsel im Kreis Greyerzbezirk berücksichtigt. Ausserdem schreibt das kantonale Gesetz vor, dass bis 1. Januar 2014 interkommunale Beistandschaftsdienste geschaffen werden. Richter Brodard hat an der dazugehörigen Ausbildung und an der Erarbeitung von einheitlichen Weisungen mitgewirkt.

Diese Gesetzgebung führt zu einer ständigen Arbeitsüberlastung wegen der Kognitionsbefugnis des Friedensgerichts, das zur vollen erstinstanzlichen Schutzbehörde im Kindes- und Erwachsenenschutz und zur Aufsichtsbehörde bei der fürsorgerischen Unterbringung befördert wurde. Für das geltende summarische Verfahren braucht es gegenüber der alten Ordnung eine formelere Untersuchung, mehr Entscheide und eine Mitteilung der Entscheide an einen grösseren Kreis von Empfängern.

Am 1. Januar 2013 wurden alle Vormundschaften von Gesetzes wegen in allgemeine Beistandschaften umgewandelt; das gilt auch für die Verlängerung der elterlichen Sorge. Dazu musste das Friedensgericht die betroffenen Personen per Post benachrichtigen und die Ernennungsentscheide der Vertreter fällen.

Beim Kinderschutz sollten dank dem neuen Recht auch die Aufgaben, die den Beiständen des JA übertragen werden, genauer werden. Die Friedensrichterkonferenz arbeitet gemeinsam mit der Direktion und dem Amt daran. Im südlichen Kantonsteil wurde eine bedeutende Fluktuation beim Personal des JA festgestellt. Das führt zu Mehrarbeit für das Friedensgericht (Entscheide über Beistandswechsel und neue Ernennungsurkunden) und Ungewissheit bei den Personen, die von den Schutzmassnahmen betroffen sind. Das Friedensgericht kennt die Gründe für diese Fluktuation nicht, stellt aber fest, dass die Fachleute des JA mit Arbeit überlastet sind.

Bei der Umwandlung der Massnahmen muss man darauf hinweisen, dass sie bis 31.12.2015 durchgeführt sein müssen, ansonsten werden die Massnahmen hinfällig (Art. 14 Abs. 3 Schlusstitel ZGB). Am Ende des ersten der drei Jahre hat das Friedensgericht ungefähr ein Viertel der Dossiers, die ins neue Recht übergeführt werden müssen, behandelt. Eine genaue Zahl kann zurzeit nicht gegeben werden.

5.1.3.2.6. Neue Zuständigkeiten des Friedensrichters in Erbschaftssachen

Die allgemeine Zuständigkeit bei der freiwilligen Gerichtsbarkeit in Erbschaftssachen, die dem Friedensrichter von Artikel 58 Abs. 2 neu JG verliehen wird, hat eine Arbeitsüberlastung zur Folge, weil die ausgeschlagenen Erbschaften registriert und die insolventen Erbschaften dem Betreibungsrichter zugestellt werden müssen. Dazu musste eine Koordination der Praxis auf Kantonsebene geschaffen werden. Eine Ad-hoc-Arbeitsgruppe bereitet die Formatierung der Entscheide in Tribuna V3 vor.

5.1.3.3. Weiterbildung

Die Friedensrichter und die Gerichtsschreiber besuchten während acht Tagen, die auf die Jahre 2012 und 2013 verteilt waren, eine Weiterbildung an der Universität Freiburg. Die Beisitzer besuchten am 28. und 29. Mai beim Kongress des Graap in Lausanne eine Weiterbildung. 2014 ist eine theoretische Weiterbildung für das neue Recht unter der Leitung von Professorin Parisima Vez angesetzt.

5.1.3.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

5.1.3.4.1. Tribuna

Im Allgemeinen stellt das Friedensgericht fest, dass Tribuna ein zeitraubendes Tool ist und dass das Friedensgericht zum Zeitpunkt, als dieser Bericht verfasst wurde, noch keine nennenswerte "Rendite auf den Investitionen" gefunden hat.

Am Tag, als dieser Bericht verfasst wurde, war eine automatische und vereinheitlichte statistische Zählung der im Jahr gefällten Entscheide mit Tribuna V3 nicht möglich, wie die Friedensrichterkonferenz bereits im Herbst ankündigte. Das ohnehin schon überlastete Friedensgericht zählte deshalb die Entscheide, die während des vergangenen Jahres gefällt wurden, so genau wie möglich von Hand.

Man muss auch darauf hinweisen, dass sich in den vom Justizrat verlangten Statistiken nicht die wirkliche Tätigkeit der Friedensgerichte widerspiegelt, namentlich weil keine Zahl zu den eigentlichen Massnahmen zum Kindes- und Erwachsenenschutz angefordert wird. Deshalb sollte man die von der KOKES verlangten Statistiken, die Ende März 2014 erstellt werden, berücksichtigen, damit man eine wirkliche Idee von der Tätigkeit und den Dossiers hat, die von unserer Behörde behandelt werden, namentlich von der Zahl der hängigen, verhängten und aufgehobenen Schutzmassnahmen für Kinder und Erwachsene und von der Art der betreffenden Massnahmen.

Es ist nützlich, dazu zu erklären, dass ein Entscheid des Friedensgerichts meistens zu zahlreichen Massnahmen führt. Ohne zu übertreiben, kann man sagen, dass ein Entscheid im Schnitt zu drei Massnahmen führt. Wenn zum Beispiel eine Vertretungsbeistandschaft und eine Vermögensverwaltung im Sinne der Artikel 394 und 395 ZGB ausgesprochen werden, bedeutet das, dass eine Beistandschaft im Sinne von Artikel 394 ZGB, eine Vertretungsbeistandschaft mit Vermögensverwaltung im Sinne von Artikel 395 ZGB und eine Massnahme, die in der Ernennung einer Beirätin oder eines Beirats besteht, im Sinne von Artikel 400 ZGB eingerichtet werden. Da jede Massnahme in Tribuna V3 eingegeben und detailliert werden muss, braucht es zahlreiche Erfassungshandlungen und einen beträchtlichen Zeitaufwand. Man muss sich auch bewusst sein, dass ein Vergleich zwischen den Tätigkeiten der verschiedenen Friedensgerichte wegen der fehlenden Einheitlichkeit bei der Zählung unbefriedigend ist, solange es keine Zählung gibt, die aus Tribuna abgefragt wird.

Das System Tribuna V3 funktioniert immer noch nicht, obwohl unsere Chefgerichtsschreiberin ihm viel Zeit gewidmet und namentlich an den Sitzungen der Arbeitsgruppe, die einmal im Monat stattfinden, teilgenommen hat; das ist insbesondere darauf zurückzuführen, dass man zahlreiche Änderungen und Anpassungen vornehmen muss, weil die Anforderungen der KOKES und die verlangten Statistiken verschieden sind von der Art, wie die Friedensgerichte bisher vorgehen. Zahlreiche Arbeitsstunden sind noch nötig nur für die Nachführung der Daten, die in Tribuna eingegeben wurden, bevor uns das System wirklich einen Vorteil verschafft; es sei nebenher noch darauf hingewiesen, dass wir nicht über die nötige Zeit und die nötigen Arbeitskräfte für diese Nachführung verfügen.

5.1.3.4.2. Richterliche Anträge

Da die die Ausbildung, die von den Friedensrichtern verlangt wird, gleich ist wie für alle übrigen erstinstanzlichen Behörden, wäre es laut dem unterzeichneten Richter nützlich, zu prüfen, ob ihr Zuständigkeitsbereich nicht auf das ausgedehnt werden muss, was man früher wie folgt bezeichnete: kleine Gerichtsbarkeit; diese Zuständigkeit wurde richtigerweise aufgehoben, weil die nebenberuflichen Friedensrichter unter der alten Ordnung keine juristische Ausbildung hatten. Dank einer Aufteilung, wie sie mit Erfolg im Kanton Waadt praktiziert wird, könnte man dem Friedensrichter die frühere Zuständigkeit zur Schlichtung in Strafverfahren für finanzielle Angelegenheiten, deren Streitwert Fr. 5000.- nicht übersteigt, im Nachbarschaftsrecht und die allgemeine Zuständigkeit im Bereich der Schuldbetreibung und des Konkurses zurückgeben. Mit einer solchen Möglichkeit könnte man dem Rechtsuchenden auf einfache Weise mehr Aufmerksamkeit schenken, die Bezirksgerichte von (kleineren) Angelegenheiten entlasten und zur historischen Funktion der Freiburger Friedensrichter zurückkehren. Eine solche Neuorganisation würde auch zu einer neuen Aufteilung der Arbeitskräfte führen.

5.1.4. Friedensgericht des Seebezirks

5.1.4.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.4.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Seit dem 1. Januar 2013, mit Inkrafttreten des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, verfügt das Friedensgericht des Seebezirks über insgesamt 13 Beisitzerinnen und Beisitzer:

Claudia Achermann, wohnhaft in Cressier; Nicole Aebi, wohnhaft in Kerzers; Jean-Daniel Andrey, domicilié à Cormérod; Marie-Madeleine Bovigny Rossy, domiciliée à Misery; Els de Kock, domiciliée à Morat; Guido Egger, wohnhaft in Guschelmuth ; Jean Francis Etter, domicilié à Môtier; Jacqueline Haefliger, wohnhaft in Guschelmuth; Brigitte Laubscher, wohnhaft in Greng; Marianne Reinhard Ryser, wohnhaft in Praz; Olivier Simonet, domicilié à Villarepos; Sabine Spring, wohnhaft in Courtaman; Annakatharina Walser Beglinger, wohnhaft in Jeuss.

Die Beisitzer und Beisitzerinnen verfügen alle über entweder jahrelange Erfahrung als Beisitzer auf dem Friedensgericht und/ oder über Qualifikationen, die dem neuen Anforderungsprofil der Mitglieder der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden im Grossen und Ganzen entsprechen.

5.1.4.1.2. Personal

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2013 kein personeller Wechsel erfolgt, hingegen ist in der Person von Priska Kohli eine neue Mitarbeiterin dazu gestossen. Sie hat am 1. Januar 2013 mit einem befristeten Arbeitsvertrag die Stelle als Büromitarbeiterin angetreten. Die Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut, welche die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter während deren Mutterschaftsurlaub vertreten hat, wurde mit einem befristeten Arbeitsvertrag vom 1. Januar bis 31. März 2013 zu 30% und ab 1. April 2013 mit einem befristeten Arbeitsvertrag zu 50% angestellt.

Zusammensetzung:

Claudine Lurf-Vonlanthen, Friedensrichterin:	100%
Sara Fiechter, Gerichtsschreiberin:	70%
Renate Schwarzenberger, Sekretärin:	80%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	50% (à partir du 01.04.2013, à durée déterminée)
Priska Kohli, Büromitarbeiterin:	50% (ab 01.01.2013, befristet)
Total Beschäftigungsgrade:	400% (wovon 100% befristet)

Die Angelegenheiten werden nach Sprachen unter den Gerichtsschreiberinnen und den Sekretärinnen aufgeteilt. Sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Sekretärinnen erfüllen ihr Pflichtenheft auch im Jahre 2013 wieder zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin. Deren Einsatzbereitschaft und Kompetenz sind elementar für die Effizienz des Friedensgerichts des Seebezirks. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt. Die neue Büromitarbeiterin Priska Kohli hat sich gut in das Team eingefügt, ist direkt den beiden Sekretärinnen unterstellt und besitzt wie alle Mitarbeiterinnen nebst den beruflichen auch alle menschlichen Qualitäten, um die oft schwierige Arbeit auf dem Friedensgericht bewältigen zu können.

5.1.4.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht ist seit 2008 in den Lokalitäten der Gemeinde Murten an der Rathausgasse 6-8 eingemietet. Der Standort des Friedensgerichts in der Altstadt Murten ist ideal. Nicht weit vom Parkhaus und Bahnhof und auch vom Bezirksgericht, Oberamt und Zivilstandesamt entfernt, ist es diskret zentral gelegen und leicht zu finden.

Die zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten sind mit der Anstellung von zwei zusätzlichen Arbeitskräften und insbesondere der vermehrten Präsenz der Beisitzer und Beisitzerinnen seit Inkrafttreten des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechts sehr knapp geworden. Es fehlt an Platz überall.

Für das Jahr 2015 steht voraussichtlich der Umzug des im selben Gebäude untergebrachten Sozialdienstes bevor. Da die Notwendigkeit an zusätzlichen Räumlichkeiten für das Friedensgericht gegeben und der gegenwärtige Standort als ideal einzustufen ist, wurde der Antrag an die Justizdirektion gestellt, mit der Gemeinde Murten Verhandlungen über das Mieten von zusätzlichen Räumlichkeiten in der Rathausgasse 6-8 aufzunehmen. Zusätzlich muss die seit der Reorganisation der Friedensgerichte im Jahre 2008 dringende Frage betreffend zusätzliche Archivräume geklärt werden.

5.1.4.2. Gerichtstätigkeit

Die Verhandlungen im Erwachsenen- und Kinderschutz in französischer Sprache finden am Dienstag- und Freitagmorgen statt, diejenigen in deutscher Sprache am Mittwoch- und Donnerstagmorgen. Es wurde so gut wie möglich versucht, den vom Justizrat geforderten Turnus unter den Beisitzern und Beisitzerinnen einzuhalten sowie die vom neuen Erwachsenen- und Kinderschutzrecht vorgesehene fachgerechte Zusammensetzung des Spruchkörpers zu respektieren.

Für die Prüfung der Jahresrechnungen 2012 waren die Beisitzer Jean-François Etter, Jean-Daniel Andrey, und Guido Egger zuständig.

Die Gerichtsschreiberinnen sind verantwortlich für die Redaktion der Entscheide des Friedensgerichts. Nebst der Erledigung vieler anderer Arbeiten führen sie das Protokoll der Anhörungen im Kindes- und Erwachsenenschutz und verfassen alle diesbezüglichen Vorladungen, führen die Akten und die Stundenabrechnung der Beisitzer und Beisitzerinnen.

Das Sekretariat ist nebst der Erledigung vieler anderer Administrativarbeiten verantwortlich für die Vorladungen zum Abschluss eines Unterhaltsvertrages und die Vorladungen zur Errichtung des Steuerinventars bei Todesfall. Die beiden Sekretärinnen führen die Dossiers Erbschaftswesen (Steuerinventare, Erbbescheinigungen, Protokoll über die Eröffnung einer Verfügung von Todes wegen) und Kinderbelange (Unterhaltsverträge, Inventar Kindesvermögen, Adoptionen, gemeinsame elterliche Sorge) sowie Handlungsfähigkeitszeugnisse. Die Sekretärinnen nehmen an der Inventaraufnahme teil und führen das Protokoll. Sie sind verantwortlich für den Versand des Inventars an die Erben und das Amt für Erbschafts- und Schenkungssteuern. Die ganze Fakturierung wie auch das Erstellen der Lohnausweise für die Mandatsträger und die Abrechnungen für die Ausgleichskasse des Kantons Freiburg werden über das Sekretariat abgewickelt.

Zu erwähnen bleibt, dass das Sekretariat bzw. die Gerichtsschreiberei permanent besetzt ist (Mo – Fr, 08.00 – 11.30 Uhr; 14.00 – 17.00 Uhr).

5.1.4.3. Weiterbildung

Aus Zeitgründen haben die Mitarbeiterinnen des Friedensgerichts im Jahre 2013 keine Weiterbildungen besucht, abgesehen von den Teilnahmen an einigen internen Schulungen des Staatspersonals wie z. Bsp. diejenigen betreffend SAP. Im Übrigen ist zu bemerken, dass auf Universitätsstufe vor allem Kurse zum neuen Erwachsenen- und Kinderschutzrecht angeboten wurden, welche die Friedensrichterin, die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter und die beiden Sekretärinnen bereits im Jahre 2012 absolviert haben. Ferner hat die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 viele Arbeitstage in die Weiterentwicklung bzw. die Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 investiert.

5.1.4.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen*

Im Jahre 2013 hat die Arbeitslast wiederum zugenommen, im Speziellen infolge des Inkrafttretens des neuen Erwachsenen- und Kindesschutzrechts, welches die Anpassung der altrechtlichen Massnahmen erfordert und dem Friedensgericht zusätzliche bzw. neue Aufgaben zuweist. Nicht zu unterschätzen ist ferner die Zeit, welche für die Instruktion der Beistände und Beiständinnen und die Beisitzerinnen und Beisitzer aufgewendet werden musste. Mit dem Inkrafttreten des neuen Erwachsenen- und Kindesschutzrechts kam es auch zu einer Zunahme an Gesuchen um Errichtung einer Beistandschaft.

Zur Bewältigung der anfallenden Arbeiten mussten Überstunden geleistet werden. Die hohe Arbeitslast erlaubte es nicht, die Überstunden mit Ferien zu kompensieren. Diese wurden den Mitarbeiterinnen ausbezahlt.

Das Friedensgericht des Seebezirks ist das einzige Friedensgericht des Kantons, welches für das Jahr 2013 keine unbefristeten zusätzlichen Arbeitsstellenprozente bewilligt erhalten hat. Eine Erklärung dazu blieb aus.

Die Benutzung des Informatikprogramms Tribuna V3 war auch im Jahre 2013 problembehaftet. Die Entscheide der Arbeitsgruppe Tribuna V3 wurden nicht oder nur unbefriedigend umgesetzt, so dass wie schon in den Jahren zuvor zuverlässige und nach einheitlichen Kriterien erstellte Statistiken über die Tätigkeiten und Anzahl Massnahmen der verschiedenen Friedensgerichte des Kantons für das Jahr 2013 nicht möglich sind.

5.1.5. Friedensgericht des Glanebezirks

5.1.5.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.5.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Ein Friedensrichter, ein Gerichtsschreiber und zwei Beisitzer

Liste der Beisitzer/-innen: Charlotte Aeberhard, Nicolas Demierre (Rücktritt auf 28. Februar 2013), Bernard Monney, Marguerite Morand, Marie-Christine Offner, Isabelle Baudois, Murielle Perroud (ist nicht zurückgetreten, aber steht nie zur Verfügung), Bernard Sansonnens (ab dem 14. Mai 2013)

5.1.5.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Jacqueline Bourqui,	Friedensrichterin zu 80 % bis 31. Juli 2013
Pascale Naudi,	Ad-hoc-Friedensrichterin zu 80 % von 1. August bis 31. Dezember 2013
Pascale Naudi,	Gerichtsschreiberin zu 60 % von 1. Januar bis 31. Juli 2013
Nicole Christe,	Gerichtsschreiberin-Praktikantin zu 100 % von 1. Januar bis 11. Juni 2013
Michele Barchi,	Gerichtsschreiberin zu 75 % von 1. März bis 31. Dezember 2013
Michele Barchi,	Sekretärin zu 25 % von 1. März bis 31. Dezember 2013
Pascale Mottet,	Verwaltungssachbearbeiterin zu 50 %
Sylvie Perroud	Sekretärin zu 70 %

5.1.5.1.3. Lokalitäten

Sie sind zwar geräumig und angemessen, erlauben aber nicht die Anstellung einer zusätzlichen Person. Manchmal ist es schwierig, die Sitzungen der Beisitzer für die Rechnungsprüfung und die Termine für die Erstellung des Erbschaftsinventars zu Steuerzwecken zu koordinieren.

5.1.5.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeitslast war gross, vor allem am Jahresanfang, was zahlreiche Überstunden rechtfertigt, um die laufenden Geschäfte zu erledigen. Den Gerichtsschreibern und Sekretärinnen fehlt mehr Arbeitskraft als dem Friedensrichter. Wie in der Vergangenheit gab es nie Probleme in den Beziehungen zu den Behörden und zu den Rechtsanwälten.

Stand der Überstunden und der Ferien am 31. Dezember 2013:

> Jacqueline Bourqui	100,10 Überstunden und 16,50 nicht bezogene Ferientage am 31. Juli 2013, d. h. am Ende ihrer Tätigkeit
> Pascale Naudi	146,7 Überstunden und 5 nicht bezogene Ferientage 80 Überstunden wurden im Januar und 213 Ende Juli ausbezahlt
> Michele Barchi	keine Überstunden, aber noch Anrecht auf 3,5 Ferientage
> Pascale Mottet	106,74 Überstunden und 5,5 nicht bezogene Ferientage 140 Überstunden wurden im Verlauf des Jahres ausbezahlt.
> Sylvie Perroud	92,96 Überstunden und 7 Ferientage.
> Sylvain Keller, Gerichtsschreiber ad interim	20,76 Überstunden.

5.1.5.3. Weiterbildung

Angesichts der vermehrten Weiterbildung, welche die Friedensrichter und die Gerichtsschreiber 2012 absolvieren mussten, haben sie 2013 keine persönliche Weiterbildung besucht.

5.1.6. Friedensgericht des Broyebezirks

5.1.6.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.6.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Friedensrichterin :

Sauteur Sylviane

Beisitzer/-innen :

Chassot Jacques, Pillonel Gérard, Bise Sylvie, Corminboeuf Marie-Claire, Renevey Jean-Bernard, Rimaz Benoît, Rodriguez Rose-Marie, Tramaux Walter.

5.1.6.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Ein Friedensrichter zu 100 %, zwei Gerichtsschreiberinnen, eine zu 100 % und die andere zu 50 %, und eine Sekretärin zu 85 % sind beim Friedensgericht des Broyebezirks mit unbefristetem Vertrag angestellt.

Um unzulässige und für die betroffenen Personen nachteilige Verzögerungen zu vermeiden, suchte das Friedensgericht Lösungen, indem es Personen mit befristetem Vertrag anstellte (Pauschalkredit, junge Arbeitssuchende, RAV). So wurden ein Gerichtsschreiber zu 100 % ab 1. September 2013 für ein Jahr (junger Arbeitssuchender), eine Sekretärin zu 80 % ab 1. Januar 2013 (Pauschalkredit) und eine Sekretärin zu 60 % ab 8. Juli 2013 für drei Monate (RAV) angestellt, wobei der Vertrag noch einmal um 3 Monate verlängert wurde. Diese Anstellungen geben zwar etwas Luft, sind aber deswegen unbefriedigend, weil die Personen besonders ausgebildet werden müssen (sowohl für die Tätigkeit als auch für das Informatik-Tool), und wenn sie einmal ausgebildet sind, müssen sie die Stelle verlassen, und alles beginnt wieder von vorn...

Im Verlauf des Jahres 2013 leisteten sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Friedensrichterin zahlreiche Überstunden. Die Arbeitslast erlaubte es nicht, diese Stunden mit Ferien zu kompensieren, sie wurden lediglich den Gerichtsschreiberinnen ausbezahlt.

5.1.6.1.3. Lokalitäten

Die Gerichtsschreiberei des Friedensgerichts befindet sich an der Avenue de la Gare in Estavayer-le-Lac. Sie liegt ideal in der Nähe des Bahnhofs und verfügt über den nötigen diskreten Zugang.

Die Lokalitäten sind Eigentum der Gemeinde Estavayer-le-Lac. Während des Jahres 2013 zeigte es sich, dass diese Lokalitäten leider nicht genug gesichert sind, denn es wurden drei Einbrüche verübt.

5.1.6.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Da das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht in Kraft getreten ist und damit der vorgesehenen Interdisziplinarität Rechnung getragen wurde, tagten die Beisitzer/-innen grundsätzlich je nach ihren Kompetenzen. Diese neue Vorgehensweise, die natürlich im Interesse der betroffenen Personen ist, verlangsamt manchmal die Verfahren ein wenig, weil man den Kompetenzen, der Verfügbarkeit und den Dossierkenntnissen der verschiedenen Beisitzer/-innen Rechnung tragen muss.

Die zu behandelnden Dossiers werden immer komplexer und verlangen viel Zeit. Sie sind auch zahlreicher, was wahrscheinlich auf die gewachsene Bevölkerung im Broyebezirk zurückzuführen ist; dieser Bezirk verzeichnete in den letzten Jahren das stärkste Bevölkerungswachstum im Kanton.

Ausserdem verursacht die Tatsache, dass bei den Verfahren immer häufiger Anwälte beigezogen werden, eine zusätzliche Arbeitslast bei der Festlegung der Sitzungsdaten, beim Schriftenaustausch und bei den Verfahrenshandlungen.

Die Hälfte der Schutzmandate wird privaten Beiständen anvertraut. Die offiziellen Dienststellen werden in einigen Gemeinden nur langsam verwirklicht, was für das Friedensgericht eine Arbeitsüberlastung bei der Zuteilung der Mandate zur Folge hat, die manchmal auch auf fehlende Mitwirkung der fraglichen Gemeinden zurückzuführen ist.

Es sei aber darauf hingewiesen, dass die Beziehungen mit den verschiedenen bestehenden offiziellen Dienststellen gut sind.

Wie schon erwähnt waren viele Überstunden nötig, um den korrekten Betrieb des Friedensgerichts sicherzustellen.

Das Friedensgericht hoffte weiter darauf, dass 2014 der Personalbestand in bedeutender Weise erhöht würde, damit es endlich unter erträglichen Bedingungen arbeiten kann. Leider muss man feststellen, dass das nicht der Fall ist.

Das Friedensgericht macht sich weiterhin Sorgen um die Gesundheit des Personals, das an Grenzen stösst.

Die Arbeitsüberlastung, die bereits chronisch ist, wird noch verstärkt durch das neue Recht; das betrifft sowohl die neuen Zuständigkeiten, die den Friedensgerichten gegeben wurden, als auch die Notwendigkeit, bis 31. Dezember 2015 alle Beistandschaftsmassnahmen nach altem Recht anzupassen. Das Friedensgericht zieht die Alarmglocke und ist der Meinung, dass es beim gegenwärtigen Stand der Dinge wahrscheinlich nicht möglich ist, diese Anpassungen fristgerecht auszuführen.

5.1.6.3. Weiterbildung

Die Friedensrichterin und die zu 100 % angestellte Gerichtsschreiberin haben die beiden letzten Ausbildungstage für Behörden «Einführung in das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht», Kapitel über die Kinder, besucht. Die zu 50 % angestellte Gerichtsschreiberin besuchte die 8 Tage dieser Ausbildung während des Jahres 2013.

5.1.6.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Zur Anwendung Tribuna V3 ist zu sagen, dass die zu 100 % angestellte Gerichtsschreiberin während des Jahres dafür noch viel Zeit aufgewendet hat; sie nahm nicht nur an den Sitzungen der AG Tribuna V3 teil, sondern musste auch die entsprechenden Schritte ausführen.

Eine sehr bedeutende Arbeit wurde für die Verbesserung dieser Anwendung geleistet, mit der heute die Daten zu den alltäglichen Aufgaben des Friedensgerichts beziehungsweise der Friedensrichterin, namentlich in Zusammenhang mit dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht und den neuen Zuständigkeiten, die dem Friedensgericht und der Friedensrichterin gegeben wurden, eingetragen werden können. Es sei darauf hingewiesen, dass die AG Tribuna V3 wegen der Arbeit, die von der Anwendung selber, namentlich im Zusammenhang mit den Statistiken, verursacht wurde, sich nur wenig der Ausarbeitung von einheitlichen Modellen widmen konnte. Bis jetzt stehen nur einige Modelle zum neuen Recht zur Verfügung, die ohne Änderung verwendet werden können.

Zum ersten Mal war es dieses Jahr möglich, mit der Anwendung Tribuna V3 zuverlässige Statistiken für den Justizrat herzustellen, da das entsprechende Informatikprogramm rechtzeitig geändert wurde.

Trotzdem muss man auf die Schwerfälligkeit der Anwendung Tribuna V3 hinweisen. Diese bietet zwar jetzt eine Datenbank an, die im Alltag verwendet werden kann, aber Nachführungen sind weiterhin nötig, und die Anwendung ist in ihrer Struktur wenig geeignet für die Aufgaben des Friedensgerichts und der Friedensrichterin.

Zum Schluss muss darauf hingewiesen werden, dass die Statistiken, die dem Justizrat abgegeben wurden, nicht repräsentativ sind für alle Aufgaben, für die die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde und deren Präsident zuständig sind. Diese Datenmenge muss der KOKES übermittelt werden. Die Setups und Anpassungen des Informatikprogramms Tribuna V3 für die KOKES-Statistiken sind bis jetzt noch im Gang.

5.1.7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

5.1.7.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.7.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

2013 sind drei neue Beisitzer zum Friedensgericht gestossen: ein Arzt und zwei Personen, die eine Ausbildung in Sozialarbeit haben. Der Turnus der Beisitzer hat während des Jahres gut funktioniert, aber es zeigte sich nach und nach das Gefühl bei einigen von ihnen, dass sie nicht mehr gleich viel berücksichtigt wurden wie in der Vergangenheit; das ist darauf zurückzuführen, dass einerseits einige Aufgaben künftig in die alleinige Zuständigkeit des Friedensrichters fallen und es andererseits nötig ist, die Beisitzer einzuberufen, die am besten für die jeweils zu behandelnde Problematik ausgebildet sind. So nimmt der Arzt grundsätzlich an den Sitzungen zur fürsorgerischen Unterbringung teil, und die beiden Personen, die in Sozialarbeit ausgebildet sind, wirken bei der Anhörung der Kinder mit. Bis jetzt fehlt beim Friedensgericht des Vivisbachbezirks immer noch ein Beisitzer, der in Psychologie ausgebildet ist.

Ende Jahr kündigte Barbara Savoy, die seit April 2008 im Amt ist, ihren Rücktritt aus beruflichen Gründen an.

5.1.7.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Für das Jahr 2013 erhöhte Sylviane Périsset Gantner, Friedensrichterin, ihren Beschäftigungsgrad von 65 auf 75 %, Gaël Gobet behielt seine Stelle als Gerichtsschreiber zu 50 %, und Sophie Barbey wurde zu 30 % angestellt, während Stéphanie Morand und Mona Gallaz, Sekretärinnen, beide neu zu 40 % arbeiten. Der Empfang des Friedensgerichts ist unter der Woche jeden Vormittag geöffnet, ausser am Mittwoch (Ruhetag). Die Zusammenarbeit in der Gerichtsschreiberei ist ausgezeichnet.

Die Arbeitsgruppe Tribuna, bei der Gaël Gobet mitwirkt, tritt jeden Monat zusammen. Sie setzt ihre Tätigkeit fort, die namentlich darin besteht, die Modelle für das neue Schutzrecht vorzubereiten.

5.1.7.3. Lokalitäten

Unsere Lokalitäten befinden sich mitten im Zentrum von Châtel-St-Denis. Die Gerichtsschreiberin und der Gerichtsschreiber und die beiden Sekretärinnen teilen sich denselben Raum, was nicht optimal ist. Zurzeit gibt es keine Neuigkeiten zum angekündigten Umzug ins Schloss.

5.1.8. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Drei Beisitzerpaare haben die Kontrolle der Rechnung 2012 sichergestellt. Das Personal der Gerichtsschreiberei hat anschliessend vor der Genehmigungssitzung die Entscheide vorbereitet, die wir so unmittelbar den betreffenden Beiständen abgeben konnten. Mit der beschleunigten Überführung der Massnahmen aufgrund des neuen Rechts nahmen hingegen der Rhythmus und die Zahl der zu behandelnden Dossiers deutlich zu.

Im Vivisbachbezirk sinkt tendenziell die Zahl der Beistände, die für eine grosse Anzahl Dossiers verantwortlich sind, und die Zahl der Beistände mit einem einzigen Dossier nimmt tendenziell zu. Wir haben im Moment eine einzige Berufsbeiständin zu 60 % (Amtsantritt im September), ein Dutzend private Beistände, die für mehr als fünf Dossiers zuständig sind (ehemalige Amtsvormünder), rund dreissig private Beistände, die weniger als fünf Dossiers haben, und schliesslich rund zwanzig private Beistände, die sich um ihre Kinder kümmern (früher verlängerte elterliche Sorge). Nicht alle arbeiten mit dem Computer, was dazu führt, dass die Modelle (Antrittsinventar, Monatsbudget, Berichte, Jahresrechnungen und Schlussabrechnungen) jedes Mal in zwei Formen vorbereitet werden müssen. Die privaten Beistände machen eine gute Arbeit, aber zahlreiche unter ihnen (namentlich die älteren) sind nur unwillig bereit, sich den Anforderungen, die sich aufgrund des neuen Rechts ergeben, anzupassen. Vor diesem Hintergrund (zahlreiche Beistände mit ganz verschiedenen Fähigkeiten und Erfahrungen) braucht es für die Ausbildung und die Begleitung bei der Rechnungsführung ganz besondere Kenntnisse und viel Energie, damit alle Beistände die nötigen Informationen und die nötige Betreuung erhalten.

Die Kontrolle der rund 250 Rechnungen 2013 kündigt einiges Unverständnis und Spannungen an, umso mehr, als nur noch zwei Paare übrig bleiben, nachdem Frau Savoy zurückgetreten ist und ein Beisitzer aufgegeben hat.

Mit diesem Bericht geben wir Ihnen die verlangten Statistiken ab; im Vergleich zum Vorjahr bemerken Sie, dass die Zahl der registrierten Dossiers während des Jahres in der Grössenordnung von 22 % zugenommen hat. Wir möchten noch darauf hinweisen, dass es uns unmöglich ist, die Zahl der Kindes- und Erwachsenenschutzmassnahmen, die am 31. Dezember 2013 offen waren, anzugeben; mit dem Informatiksystem ist es erst auf Ende März 2014 möglich, diese Zahl zu extrahieren.

5.1.9. Weiterbildung

Die Friedensrichterin, die Gerichtsschreiberin und die Sekretärinnen nahmen am 6. März 2013 in Grangeneuve und am 11. November beim ITA an Ausbildungsnachmittagen für Tribuna teil. Der Gerichtsschreiber nahm an der achttägigen Ausbildung der KOKES für das neue Schutzrecht teil, und die Gerichtsschreiberin besuchte den Ausbildungstag des BAZL für Zivil- und Strafprozess.

5.1.10. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Die Anwendung des neuen Schutzrechts ohne Übergangszeit verursachte eine riesige Arbeitsüberlastung beim Friedensgericht, das schon bis dahin sehr beschäftigt war. Wir arbeiten von nun an ständig dringlich.

5.2. Partie statistique /Statistischer Teil

5.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Affaires pendantes au 01.01.2013 / <i>Am 01.01.2013 hängige Angelegenheiten</i>	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)</i>
Sarine / Saane	3096	2590	3519	
Singine / Sense	692	718	725	
Gruyère / Greyerz	1135	1075	1557	
Lac / See	727	569	1290	
Glâne / Glane	507	525	812	
Broye / Broye	953	652	1157	
Veveyse / Vivisbach	445	368	16	
Total	7555	6518	9592	*)

*) La Conférence des Juges de paix a décidé de ne pas publier les chiffres de cette colonne, les éléments étant incomplets et différents d'une Justice de paix à l'autre en raison de problèmes informatiques. Les Justices de paix s'efforceront de fournir ces chiffres l'an prochain.

*) Die Konferenz der Friedensrichterinnen und Friedensrichter hat entschieden, diese Zahlen nicht zu veröffentlichen, da die Grundlagen aufgrund von Informatikproblemen unvollständig und je nach Friedensgericht unterschiedlich sind. Die Friedensgerichte sind bemüht, diese Zahlen im kommenden Jahr vorzulegen.

5.2.2. Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Mesures de protection / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416, 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416, 417 ZGB)</i>	57	29	103	15	13	16	18	251
2. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	10	0	24	3	4	6	5	52
3. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	1699	551	975	256	433	283	252	4449
4. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	945	230	1137	64	301	275	204	3156
5. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	952	0	876	256	403	286	229	3002
6. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB)</i>	1	0	0	0	0	0	0	1

Placement à des fins d'assistance / Fürsorgerische Freiheitsentziehung	Sarine Saane	Singine Senise	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Décision sur recours de l'APEA (levée et maintien) (art. 3 al. 2 LPEA) / <i>Entscheide auf Antrag der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (Aufhebung und Vollstreckung) (Art. 3 Abs. 2 KESG)</i>	19	0	2	11	3	2	6	43

5.2.3. Protection des mineurs / Kinderschutz

Mesures de protection/ Kinderschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Senise	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / <i>Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)</i>	6	0	0	0	0	0	0	6
2. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / <i>Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindes- zuteilung und den Kinderschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)</i>	3	3	10	22	0	5	0	43
3. Ratification d'une convention d'accueil (art. 316 CC) / <i>Genehmigung einer Vereinbarung über die Aufnahme eines Pflegekindes (Art. 316 ZGB)</i>	9	0	0	2	1	2	0	14
4. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Kinderschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)</i>	12	2	17	3	0	1	0	35
5. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	655	58	230	74	104	80	45	1246
6. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	0	0	12	0	7	5	0	24
7. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	2	69	193	115	116	119	73	687
8. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 318, 325 et 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 318, 325 und 408 ZGB)</i>	3	1	2	0	4	3	0	13
9. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	50	0	23	3	22	12	6	116

5.2.4. Activités judiciaires / Richterliche Tätigkeit

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Visisbach</i>	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / <i>Siegelungen (Art. 24 EGZGB)</i>	44	0	10	8	0	2	1	65
2. Prise d'inventaire conservatoire et en cas d'absence (art. 551 ss CC, 24 LACC et 546 ss CC, 23 LACC) / <i>Inventare als Sicherungsmassregel und bei Abwesenheit (Art. 551 ff. ZGB, 24 EGZGB und 546 ff. ZGB, 23 EGZGB)</i>	0	0	12	1	1	1	1	16
3. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC, 26 LACC) / <i>Öffentliches Inventar (Art. 581 ff. ZGB, 26 EGZGB)</i>	0	0	3	2	0	1	0	6
4. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / <i>Anspruchentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
5. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)</i>	151	61	74	57	19	42	27	431
6. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbbescheinigungen (Art. 559 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB - allgemeine Klausel)</i>	345	165	181	181	60	131	75	1138
7. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	80	13	31	12	11	31	10	188
8. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / <i>Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
9. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / <i>Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)</i>	0	0	0	12	0	0	0	12
12. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzanweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	0	0	0	0	0	0	8	8
13. Administration d'office de la succession (art. 554 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Erbschaftsverwaltung (Art. 554 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	8	1	6	4	0	8	0	27
14. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Bezeichnung eines Vertreters der Erbengemeinschaft (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	2	0	5	1	2	1	5	16
15. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DStG)</i>	674	262	292	279	110	171	1	1789
16. Mise à ban (art. 65 LACC, 258 CPC) / <i>Gerichtliches Verbot (Art. 65 EGZGB, 258 ZPO)</i>	33	7	14	13	5	9	99	180
17. Décision d'irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	17	0	27	4	0	121	22	191
18. Divers / <i>Verschiedenes</i>	54	0	271	37	15	194	88	659

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Senne</i>	Gruyère <i>Gruyetz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
19. Octroi/refus de l'assistance judiciaire et fixation de la liste de frais (art. 117 CPC) / <i>Anspruch/Abweisung der unentgeltlichen Rechtspflege und Festlegung der Kostenliste (Art. 117 ZPO)</i>	60	4	48	23	9	10	3	157
Justice de paix / Friedensgericht								
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	75	70	57	0	78	1	281

6. Tribunal pénal des mineurs

6.1. Partie générale

6.1.1. Personnel

6.1.1.1. Présidence

Conformément à l'art. 21 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010 entrée en vigueur le 1er janvier 2011, Mme Boillat Zaugg a, en 2013, succédé à M. Arthur Lehmann pour la présidence administrative du Tribunal des mineurs.

6.1.1.2. Greffiers

Les taux d'activité des greffiers n'ont pas changé en 2013. Ainsi, Mme Brigitte Magnin Touron, greffière de Mme Boillat Zaugg, travaille à 80% et Mme Christine Bürgisser Gaiardo travaille à 70% pour M. Arthur Lehmann. M. Pierre-Laurent Dougoud travaille en qualité de greffier-chef à 50% et partage les tâches administratives du Tribunal des mineurs avec Mme Aline Sermet qui demeure greffière-chef à 50% et greffière à 50% pour M. Lachat. Pour le reste de leur temps de travail, Mme Aline Sermet et M. Pierre-Laurent Dougoud sont à disposition de M. Lachat.

6.1.1.3. Stagiaires

M. Karim El Bachary Thalmann et Mme Tiffany Willemetz ont terminé leur stage respectivement les 28 février 2013 et 31 mai 2013. Mme Séverine Häni a effectué son stage du 1er mars au 30 août 2013 et a été remplacée par Mme Sandra Lepori, qui a débuté le 2 septembre 2013. Enfin, M. Amir Dhyaf a effectué son stage du 1er juin au 30 novembre 2013 et a été remplacé par Mme Angélique Rudaz, qui a commencé son stage le 2 décembre 2013.

6.1.1.4. Cheffes de bureau

Mmes Monique Dorsaz et Eliane Laubscher se partagent le poste et travaillent chacune à 50%. Le contrat de Mme Eliane Laubscher a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2014.

6.1.1.5. Intervenantes en protection de l'enfant

Mme Isabelle Vauthey demeure à 80%, Mme Corina Zurkinden à 50% et Mme Sibylle Clerc à 20%.

6.1.2. Composition du Tribunal des mineurs

6.1.2.1. Assesseurs

M. Nicolas Rime a été élu assesseur suppléant au Tribunal des mineurs le 5 février 2013. Il a succédé à M. Jean-Pierre Levrat qui avait démissionné le 30 novembre 2012.

6.1.3. Commentaire de la statistique

1. En 2013, le Tribunal des mineurs a inscrit 1733 affaires au rôle (1342 en 2012), lesquelles ont concerné 1101 mineurs (1030 en 2012). En comparaison avec l'année précédente, ces chiffres représentent une augmentation de 391 affaires et de 71 mineurs. L'augmentation du nombre de dossiers en 2013 s'explique en grande partie par la modification de l'art. 57 al. 2 litt. b de la Loi fédérale sur le transport des voyageurs (LTV) entrée en vigueur le 1er décembre 2012 et qui permet aux entreprises de transports de déposer une plainte pénale contre les personnes voyageant sans titre de transport. Ainsi, en 2013 le Tribunal des mineurs a enregistré 284 plaintes pénales pour contravention à la loi précitée. Les mineurs dénoncés pour la première fois pour une contravention à la LTV étant réprimandés, ces peines ont connu une nette

-
- augmentation en 2013 passant de 96 réprimandes en 2012 à 260 en 2013. Le nombre d'amende ferme (2012 : 169 ; 2013 : 203) et de prestation personnelle sans sursis (2012 : 117 ; 2013 : 150) prononcées en 2013 par ordonnance pénale a aussi augmenté en 2013. Cette augmentation peut également s'expliquer par la modification de la LTV, puisqu'une deuxième dénonciation à la LTV aboutit à une amende ou une prestation personnelle selon l'âge du mineur. Abstraction faite des voyages sans titre de transport, le nombre d'affaires inscrites au rôle a connu une augmentation de 107 affaires. En revanche, le pourcentage des dossiers en allemand a diminué en 2013 (2012 : 19,4% ; 2013 : 15,5%).
2. Le nombre de mesures à titre provisionnel prises par les juges en 2013 est stable par rapport aux chiffres de 2012. Il en est de même pour les mesures prises par ordonnance pénale ou jugement.
 3. Alors qu'en 2012 le Tribunal des mineurs s'est réuni à 16 reprises, ce pour 16 mineurs, celui-ci a tenu 9 audiences en 2013 concernant 8 mineurs. En outre, 532 affaires sont encore pendantes au Tribunal des mineurs au 31 décembre 2013. D'une manière générale, aucun retard n'est à signaler.
 4. La nature des infractions n'a pas connu de changements significatifs en 2013. On peut toutefois relever l'augmentation des infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants (2012 : 222 ; 2013 : 274, soit plus 23%), ainsi que celle des infractions contre l'autorité publique (2012 : 27 ; 2013 : 35, soit plus 29%).
 5. Le nombre d'affaires transmises par les juges au Bureau de la médiation pénale pour mineurs est identique à l'année 2012, mais le nombre de mineurs concerné a diminué (2012 : 96 affaires concernant 154 mineurs ; 2013 : 96 affaires concernant 125 mineurs). Les résultats obtenus en procédure de médiation continuent d'être positifs.

6.1.4. Remarques générales sur la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin)

Depuis l'entrée en vigueur de la PPMIn, le 1er janvier 2011, les procédures sont plus exigeantes sur certains aspects techniques et administratifs pour l'autorité judiciaire. Les objectifs fondamentaux du droit pénal des mineurs, à savoir l'éducation et la protection des mineurs transgressifs, n'en sont pas moins atteints. La communication au prévenu, dès sa première audition, de l'ouverture d'une procédure contre lui, des préventions retenues, de son droit de refuser de déposer et de son droit de faire appel à un défenseur, offre une base nécessaire et pose un cadre clair au mineur ainsi qu'à ses représentants légaux. La recherche de la vérité par le juge de l'instruction n'a pas moins souvent abouti que par le passé. S'agissant de la durée des procédures, elle n'a pas augmenté de manière significative. La soussignée constate que l'intervention plus fréquente des avocats n'a pas ralenti les procès, les défenseurs désignés ou choisis ayant pris en compte la dimension éducative du droit pénal des mineurs. Les prévenus n'ont en outre fait que très peu usage de la possibilité, instaurée par le législateur fédéral dans le modèle du Juge des mineurs (art. 9 al. 1 PPMIn) choisi en Suisse romande, de récuser sans motif le juge qui a mené l'instruction ; seules deux récusations ont été demandées depuis l'introduction de la nouvelle loi. Ce constat met en lumière, d'une manière concrète, la relation éducative particulière qui existe entre le Juge des mineurs et le prévenu. La procédure de l'ordonnance pénale permet enfin de répondre de manière adéquate au principe de célérité, essentiel dans le domaine du droit pénal des mineurs. Les mineurs délinquants restent confrontés à leur juge, puisque les magistrats renoncent à une audition uniquement dans des cas ciblés, comme les contraventions et les délits bénins.

6.1.5. Colloque de la Société suisse de droit pénal des mineurs à Fribourg :

Le Tribunal des mineurs, par ses Présidents Sandrine Boillat Zaugg et Artur Lehmann, a organisé du 11 au 13 septembre 2013, à Fribourg, le colloque annuel de la Société suisse de droit pénal des mineurs. Ces journées, qui ont réuni 230 participants, ont été consacrées aux premières expériences faites dans le cadre de l'application de la procédure pénale applicable aux mineurs sous le titre « PPMIn – quelle place pour les mineurs ? ». La manifestation a remporté un vif succès.

6. Jugendstrafgericht

6.1. Allgemeiner Teil

6.1.1. Personal

6.1.1.1. Präsidium

Gemäss Art. 21 des Justizgesetzes, welches seit dem 1. Januar 2011 in Kraft ist, führte Frau Boillat Zaugg im Jahre 2013 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten, nachdem Herr Arthur Lehmann im Jahre 2012 das Jugendgericht präsiert hatte.

6.1.1.2. Gerichtsschreiber/-innen

Die Arbeitspensen von Frau Brigitte Magnin Touron und Frau Christine Bürgisser Gaiardo, Gerichtsschreiberinnen von Frau Sandrine Boillat Zaugg respektive Herrn Arthur Lehmann, betragen nach wie vor 80% respektive 70%.

Herr Pierre-Laurent Dougoud und Frau Aline Sermet amten weiterhin als Chefgerichtsschreiber respektive Chefgerichtsschreiberin zu jeweils 50% und teilen sich die administrativen Angelegenheiten des Jugendgerichts. Nebst ihrer Chefgerichtsschreibertätigkeit arbeitet Frau Aline Sermet zu 50 % als Gerichtsschreiberin von Herrn Michel Lachat. Während ihrer übrigen Arbeitszeit stehen Frau Aline Sermet und Herr Pierre-Laurent Dougoud Herrn Michel Lachat zur Verfügung.

6.1.1.3. Praktikant/-innen

Herr Karim El Bachary Thalmann und Frau Tiffany Willemetz haben ihr Praktikum am 28. Februar 2013 respektive am 31. Mai 2013 beendet. Frau Séverine Häni absolvierte ihr Praktikum vom 1. März bis 30. August 2013 und wurde von Frau Sandra Lepori ersetzt, welche ihr Praktikum am 2. September 2013 begann. Herr Amir Dhyaf absolvierte sein Praktikum vom 1. Juni bis 30. November 2013. An seine Stelle trat am 2. Dezember 2013 Frau Angélique Rudaz.

6.1.1.4. Bürochefinnen

Frau Monique Dorsaz und Frau Eliane Laubscher teilen sich mit je 50% die Stelle. Der Vertrag von Frau Eliane Laubscher wurde bis zum 31. Juli 2014 verlängert.

6.1.1.5. Fachpersonen für Kinderschutz

Das Arbeitspensum von Frau Isabelle Vauthey beträgt nach wie vor 80%, von Frau Corina Zurkinden 50% und von Frau Sibylle Clerc 20%.

6.1.2. Zusammensetzung des Jugendgerichts

6.1.2.1. Beisitzer/-innen

Am 5. Februar 2013 wurde Herr Nicolas Rime zum Ersatzbeisitzer gewählt. Er übernahm die Nachfolge von Herrn Jean-Pierre Levrat, welcher per 30. November 2012 demissioniert hatte.

6.1.3. Kommentare zur Statistik

1. Im Jahre 2013 wurden beim Jugendgericht 1'733 Angelegenheiten anhängig gemacht (2012: 1342), welche 1'101 Minderjährige betrafen (2012: 1030). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme um 391 Fälle und 71 Minderjährige dar. Diese Zunahme ist insbesondere auf die Änderung von Art. 57 Abs. 2 Bst. b des Personenbeförderungsgesetzes, (PBG in Kraft seit dem 1. Dezember 2012), zurück zu führen, welche es den Transportunternehmen wiederum ermöglicht, Strafklagen gegen Personen einzureichen, welche ohne gültigen Fahrausweis ein öffentliches Verkehrsmittel benutzen. So wurden im Jahre 2013 284 Strafklagen beim Jugendgericht wegen Übertretung erwähnten Gesetzes eingereicht. Bei der ersten Verzeigung wegen Übertretung des PBG wurden die Jugendlichen mit einem Verweis geahndet. Diese Strafe wurde im Jahre 2013 vermehrt ausgesprochen. Während im Jahre 2012 noch 96 Verweise erteilt worden waren, waren es im Jahre 2013 260. Auch die mittels Strafbefehl ausgesprochenen unbedingten Bussen (2012: 169; 2013: 203) und die unbedingten persönlichen Leistungen (2012: 117; 2013: 150) haben im Jahre 2013 zugenommen, was zum Teil wiederum auf die Modifizierung des PBG zurück geführt werden kann, da eine zweite Verzeigung, je nach Alter des Jugendlichen, zu einer Busse oder einer persönlichen Leistung führt. Abgesehen von den Fällen wegen Fahrens ohne gültigen Fahrausweis wurden im Jahre 2013 insgesamt 107 Fälle mehr erfasst als im Vorjahr. Hingegen nahm im Jahre 2013 der prozentuale Anteil deutschsprachiger Dossiers ab (2012: 19.4%; 2013: 15.5%).
2. Die Anzahl der im Jahre 2013 angeordneten provisorischen Schutzmassnahmen ist gegenüber dem Vorjahr unverändert. So verhält es sich auch mit den mittels Strafbefehl oder Urteil angeordneten Massnahmen.
3. Während im Jahre 2012 noch 16 Verhandlungen für 16 Jugendliche vor dem Jugendgericht stattgefunden haben, waren es im Jahre 2013 9 für 8 Jugendliche. Per 31. Dezember 2013 waren noch 532 Fälle hängig. Es kann allgemein festgehalten werden, dass beim Jugendgericht keine Rückstände zu verzeichnen sind.
4. Bei der Art der Straftaten sind keine signifikanten Veränderungen zu verzeichnen. Indessen kann festgehalten werden, dass die Widerhandlungen gegen die Betäubungsmittelgesetzgebung (2012: 222; 2013: 274, also um 23%) sowie die strafbaren Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (2012: 27; 2013: 35, also um 29%) zugenommen haben.
5. Obwohl die Anzahl der delegierten Fälle an das Büro für Mediation in Jugendstrafsachen im Vergleich zum Jahre 2012 unverändert blieb, hat die Anzahl der involvierten Minderjährigen abgenommen (2012: 96 Fälle betreffend 154 Minderjährige; 2013: 96 Fälle betreffend 125 Minderjährige). Die Ergebnisse des Mediationsverfahrens sind weiterhin als positiv zu werten.

6.1.4. Allgemeine Bemerkungen zur Jugendstrafprozessordnung (JStPO)

Unter der neuen Strafprozessordnung (in Kraft seit dem 1. Januar 2011) sind die Verfahren in technischer und administrativer Hinsicht in einigen Punkten anspruchsvoller geworden. Trotzdem werden die fundamentalen Grundprinzipien des Jugendstrafrechts, namentlich Erziehung und Schutz des fehlbaren Minderjährigen, nicht weniger erreicht. Anlässlich der ersten Einvernahme wird ein klarer und notwendiger Rechtsrahmen angelegt und die beschuldigte Person auf das gegen sie eingeleitete Strafverfahren, auf die Straftaten, welche Gegenstand des Verfahrens bilden, auf ihre Verteidigungsrechte und auf ihr Recht, Aussage und Mitwirkung zu verweigern, hingewiesen. Dies beeinträchtigt den Richter auf dem Weg zur Wahrheit nicht mehr als früher. Betreffend Dauer der jeweiligen Strafverfahren konnte keine signifikante Zunahme verzeichnet werden. Die Unterzeichnende stellt fest, dass der häufigere Beizug eines Anwaltes, keine Verzögerung der jeweiligen Verfahren mit sich gebracht hat. Dies ist sicherlich darauf zurück zu führen, dass Wahlverteidiger und amtlicher Verteidiger sich des pädagogischen Charakters des

Jugendstrafrechts bewusst sind. Von der vom Gesetzgeber im Jugendrichtermode (übernommen in der Westschweiz) vorgesehenen Möglichkeit, den Jugendrichter ohne Angabe von Gründen abzulehnen (Art. 9 Abs. 1 JStPO), haben die Beschuldigten nur selten Gebrauch gemacht. So wurde dieses Recht seit der Einführung der neuen Gesetzgebung nur zweimal geltend gemacht. Dies zeigt unmissverständlich auf, dass zwischen dem Jugendrichter und dem Beschuldigten eine in erzieherischer Hinsicht besondere Beziehung besteht. Das Strafbefehlsverfahren trägt schliesslich dem im Jugendstrafrecht wesentlichen Gebot der Prozessbeschleunigung Rechnung. Bei Bagatellfällen und Übertretungen verzichten die Jugendrichter auf eine Anhörung. In den übrigen Fällen bleibt den delinquierenden Minderjährigen der Gang zum Richter erhalten.

6.1.5. Kolloquium der Schweizerischen Vereinigung für Jugendstrafrechtspflege in Freiburg

Im Jahre 2013 wurde die alljährliche Tagung der Schweizerischen Vereinigung für Jugendstrafrechtspflege vom Jugendgericht Freiburg, resp. von den Präsidenten Sandrine Boillat Zaugg und Arthur Lehmann, organisiert und fand vom 11. bis 13. September in Freiburg statt.

Die Tagung zählte 230 Teilnehmer und beleuchtete die ersten Erfahrungen mit der neuen Jugendstrafprozessordnung. Sie stand unter dem Titel „JStPO, dient sie den Jugendlichen?“ Die Veranstaltung war ein grosser Erfolg.

6.2. Partie statistique / Statistischer Teil

6.2.1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

En 2013, le Tribunal pénal des mineurs a inscrit 1733 affaires au rôle (1342 en 2012) concernant 1101 enfants ou adolescents (1030 en 2012).

2013 wurden beim Jugendstrafgericht 1733 Angelegenheiten anhängig gemacht (2012: 1342), welche 1101 Kinder und Jugendliche betrafen (2012: 1030).

Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht	2012	2013
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	290	373
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1052	1360
Filles/ Mädchen	213	374
Garçons / Knaben	1129	1359
Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache, soit le 15.5 % (19,4 en 2012) / d.h 15.5 % (2012 : 19,4 %)	260	269
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache, soit le 84.5 % (80,6 % en 2012) / d.h 84.5 % (2012 : 80,6 %)	1082	1464
Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	215	369
Sarine-Campagne / Saane-Land	343	364
Singine / Sense	130	136
Gruyère / Greyerz	145	260
Lac / See	97	112
Broye / Broye	100	119
Glâne / Glane	93	86
Veveyse / Vivisbach	51	60
Autres cantons / Andere Kantone	117	184
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	51	43
Total	1342	1733

6.2.2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

2012	2013
248	212

6.2.3. Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

Détention provisoire / Untersuchungshaft	14	14
Observation / Beobachtung	8	9
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	36	32
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	13	12
	--	

6.2.4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2013 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2265 (1729 en 2012), ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2013 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2265 (2012: 1729), nahmen folgenden Ausgang:

	2012	2013
Refus d'ouvrir l'action pénale / Nichtanhandnahme	--	--
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	32	61
Non-lieu / Einstellung	--	
Classement / Einstellung	68	125
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	102	134
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	135	159
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) Einstellung anstatt einer Strafbefreiung	17	34
Suspension / Sistierung	39	40
Dessaisissements / Abtretungen	99	130
Ordonnances pénales / Strafbefehle	711	998
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht	38	53

	2012	2013
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	488	532
Jugements devant le Juge unique ancienne procédure/devant le Tribunal des mineurs	--	--
Total	1729	2265

6.2.5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2013 au 31.12.2013) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2013 bis 31.12.2013)

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 96 (96 en 2012), concernant 125 (154 en 2012) mineurs.
 Processus ayant conduit à un accord de médiation: 79 (48 en 2012), concernant 117 (73 en 2012) mineurs.
 Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 15 (18 en 2012), concernant 22 (32 en 2012) mineurs.
 Processus en cours au 31 décembre 2013: 48 (52 en 2012), concernant 63 (83 en 2012) mineurs.

Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 96 (2012: 96); davon betroffen: 125 (2012: 154) Minderjährige.

Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 79 (2012: 48) davon betroffen: 117 (2012: 73) Minderjährige.

Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 15 (2012: 18); davon betroffen: 22 (2012: 32) Minderjährige.

Per 31. Dezember 2012 hängige Verfahren: 48 (2012: 52); davon betroffen: 63 (2012: 83) Minderjährige.

6.2.6. Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

Le Tribunal s'est réuni à 9 reprises en 2013 (16 en 2012) et 8 mineurs (16 en 2012) ont été jugés.
 Das Gericht hat 2013 9 mal getagt (2012: 16) und dabei 8 Minderjährige abgeurteilt (2012: 16).

6.2.7. Infractions / Strafbare Handlungen

6.2.7.1. Code pénal / Strafgesetzbuch

	2012	2013
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	--	--
Complicité de meurtre / Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	--	--
Infanticide / Kindestötung	--	--
Lésions corporelles simples (objet dangereux: ...) / Einfache Körperverletzung (gefährlicher Gegenstand: ...)	11	16
Lésions corporelles graves (tentative: ...)/ Schwere Körperverletzung (Versuch: ...)	2	--
Lésions corporelles par négligence / Fahrlässige Körperverletzung	1	--
Voies de fait / Tätlichkeiten	6	8
Mise en danger de la vie d'autrui / Gefährdung des Lebens	--	2
Omission de prêter secours / Unterlassung der Nothilfe	--	--
Fausse alerte / Falscher Alarm	--	--

	2012	2013
Rixe / Raufhandel	5	6
Agression / Angriff	10	5
Remise de substances nocives / Verabreichen Gesundheitsgefährdender Stoffe	--	1
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / Unrechtmässige Aneignung	5	3
Abus de confiance / Veruntreuung	--	3
Vol (simple: 33 ; en bande: 6 ; par métier: 2 ; au préjudice des proches: 0 ; / Diebstahl (einfacher: ...; bandenmässiger: ...; gewerbmässiger: ...; zum Nachteil eines Angehörigen: ...))	50	41
Tentative de vol (simple: 10 ; en bande: 5 ; par métier: 2 ;) / Diebstahlversuch (einfacher: ...; bandenmässiger: ...; gewerbmässiger: ...)	12	17
Complicité de vol / Helfershelferschaft zum Diebstahl	--	4
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	14	17
Brigandage (avec arme: 7 ; en bande : --) / Raub (bewaffneter: ... ; bandenmässiger: --)	5	7
Domages à la propriété / Sachbeschädigung	59	36
Escroquerie / Betrug	1	2
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	3	1
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	--	1
Extorsion (avec violence ou menace d'un danger imminent : 0)/ Erpressung (mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr: ...)	2	1
Extorsion – tentative / Erschleichen einer Leistung – Versuch	1	1
Recel / Hehlerei	6	18
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / Üble Nachrede	--	--
Calomnie / Verleumdung	--	--
Injure / Beschimpfung	6	15
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	2	1
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	1	--
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / Drohung	14	13
Contrainte (dont tentative : 3) / Nötigung (Versuch : ...)	7	7
Séquestration / Freiheitsberaubung	--	--
Violation de domicile (dont tentative : 1) / Hausfriedensbruch (Versuch : ...)	32	14

	2012	2013
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / sexuelle Handlungen mit Kindern	6	1
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / Schändung	--	1
Contrainte sexuelle / Sexuelle Nötigung	3	2
Viol / Vergewaltigung	1	--
Exhibitionnisme / Exhibitionismus	--	--
Pornographie / Pornographie	1	--
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / Unzüchtige Belästigung	--	--
Inceste / Inzest	--	--
créant un danger collectif /		
Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen		
Incendie intentionnel (dont tentative: --- ; complicité: ---)	--	--
Brandstiftung (Versuch : --- ; Gehilfenschaft : ---)		
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	7	2
Explosion / Verursachung einer Explosion	--	--
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung	--	--
Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht		
Fabrication de fausse monnaie / Geldfälschung	--	--
Mise en circulation de fausse monnaie / In Umlaufsetzen falschen Geldes	--	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht	--	--
Faux dans les titres / Urkundenfälschung		
Faux dans les titres / Urkundenfälschung	--	1
Faux dans les certificats / Fälschung von Ausweisen	16	9
contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden		
Entrave à la circulation publique / Störung des öffentlichen Verkehrs	--	5
Entrave au service des chemins de fer / Störung des Eisenbahnverkehrs	--	2

	2012	2013
Entrave aux services d'intérêt général / Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen	--	--
Actes préparatoires délictueux / Strafbare Vorbereitungshandlungen	--	--
Emeute / Aufruhr	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit	--	--
Discrimination raciale / Rassendiskriminierung	--	--
Atteinte à la paix des morts / Störung des Totenfriedens	--	--
contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte	7	13
Opposition aux actes de l'autorité / Hinderung einer Amtshandlung	20	22
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	--	--
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / Bruch amtlicher Beschlagnahme	--	--
contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege		
Dénonciation calomnieuse / Falsche Anschuldigung	--	--
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	1	4
Entrave à l'action pénale / Begünstigung	--	--
Faux témoignage / Falsches Zeugnis	2	--
Faire évader des détenus / Befreiung von Gefangenen	--	--
6.2.7.2. Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze		
sur les stupéfiants / Betäubungsmittel		
Crimes et délits: 27 ; Contraventions : 224 ; Cas bénins: 23 / Verbrechen und Vergehen: ...; Übertretungen: ...; Leichter Fall: ...	222	274
sur la circulation routière / Strassenverkehr		
Vol d'usage (dont tentative: ...) / Entwendung zum Gebrauch (Versuch: ...)	30	38
Conduite sans permis / Fahren ohne Führerausweis	63	43
Conduite en état d'incapacité / Fahren in fahruntfähigem Zustand	16	16
Infractions suivies d'accident / von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen	17	20
Contraventions diverses / Verschiedene Übertretungen	175	166

	2012	2013
sur les étrangers / Ausländerinnen und Ausländer	19	12
sur les armes / Waffen	30	30
sur le transport des voyageurs / Gesetz über die Personenbeförderung	--	221
sur la police des chemins de fer / Eisenbahnpolizei	5	2
sur la navigation intérieure / Binnenschifffahrt	6	6
sur la protection des animaux / Tierschutz	--	--
sur la protection de l'environnement / Umweltschutzgesetz	--	3

sur la protection des eaux / Gewässerschutzgesetz	--	--
sur les épizooties / Tierseuchengesetz	--	--

Lois cantonales / kantonale Gesetze

sur les établissements publics et la danse / öffentliche Gaststätten und Tanz	--	2
sur la pêche et la chasse / Fischerei und Jagd	--	--
d'application du CP / EGStGB	34	44
d'application du CC / EGZGB	--	--
sur les appareils et les salons de jeu / Spielapparate und Spielsalons	--	--
autres lois cantonales / andere kantonale Gesetze	18	20

6.2.8. Décisions rendues par le Juge des mineurs et par le Tribunal / Durch den Jugendrichter und das Gericht gefällte Entscheide

6.2.8.1. Jugements / Urteile

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

Surveillance / Aufsicht	--	1
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	--	--
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der persönlichen Betreuung	--	--
Placement familial / Unterbringung in einer geeigneten Familie	--	--
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / Unterbringung in einer offenen Einrichtung	2	4
Placement dans un établissement d'éducation fermé / Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung	--	1
Maintien dans une maison d'éducation Beibehaltung in einem Erziehungsheim	--	--
Changement de mesure / Änderung der Massnahme	--	--
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	--	3
Accompagnement / Begleitung	2	1

	2012	2013
Peines / Strafen		
Réprimande / Verweis	1	--
Réprimande avec délai d'épreuve / Bedingter Verweis	--	--
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	--	2
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	--	--
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	--	--
Amende avec sursis / Bedingte Busse	--	--
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	--	--
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	--	--
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	1	1
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	1	2
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	--	2
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	--	--
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	--	--
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / Strafe + Strafe	--	--
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	9	3
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	--	--
Exemption de peine / Strafbefreiung	--	--
Acquittement / Freispruch	2	29
Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / Eintragung ins Strafregister	5	39
Radiation du casier judiciaire / Löschung im Strafregister	--	2
Révocation du sursis / Widerruf des bedingten Strafvollzugs	1	5
Renonciation à révoquer le sursis / Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	--	1
Prolongation du délai d'épreuve / Verlängerung der Probezeit	--	--
Refus de radiation du casier judiciaire / Verweigerung der Löschung im Strafregister	--	--
Libération conditionnelle accordée / Bedingte Freilassung gewährt	--	--
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	--	2
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	1	17
Fin d'accompagnement / Beendigung der Begleitung	--	8

	2012	2013
Conversions / Umwandlungen		
Conversion d'amende en privation de liberté / Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	8	9
Conversion prestation personnelle en amende / Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	11	12
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	2	--
Demande conversion privation de liberté en prestation perso / Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	--	2
Demande conversion amende en prestation personnelle / Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	1	4
 <i>6.2.8.2. Ordonnances pénales / Strafbefehle</i>		
Mesures de protection / Schutzmassnahmen		
Surveillance / Aufsicht	--	--
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	--	7
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	3	--
Maintien en maison d'éducation	1	--
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	--	--
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	--	--
Accompagnement / Begleitung	8	6
 Peines / Strafen		
Réprimande / Verweis	96	260
Amende avec sursis / Bedingte Busse	4	9
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	1	5
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	169	203
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	117	150
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	11	6
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	18	4
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	62	27
 Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	60	63
 Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung	8	11
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	5	5
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	1	13
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	17	15

	2012	2013
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / Strafe + Strafe	12	9
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	5	6
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	--	1
6.2.8.3. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht	26	17

7. Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

7.1. Préfectures

7.1.1. Partie générale

7.1.1.1. Préfecture de la Sarine

7.1.1.1.1. Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiques et généralités

Le volume des affaires pénales reste stable d'année en année, même si l'on enregistre une légère augmentation par rapport à l'année 2012. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2013, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plaintes uniquement) ont été au nombre de 399 ; sur ce dernier chiffre, 259 affaires (64,9 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pour et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, abus de téléphone, atteintes à l'honneur et vols à l'étalage ; à noter une augmentation sensible des plaintes déposées par le Service de l'action sociale en matière de violation d'une obligation d'entretien (art. 217 CP).

Dénonciations

Le nombre total de 7'926 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 1'823 OP ordinaires ;
- > 5'295 OP pour violation d'une mise à ban ;
- > 278 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- > 433 OP en matière d'accident de la circulation ;
- > 97 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière. Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur la prostitution. En matière de violation des obligations scolaires, le nombre de dénonciations reste important et demande parfois l'ouverture d'une enquête au vu des arguments avancés par les parents pour justifier telle ou telle absence (motifs d'ordre médical notamment).

En matière de circulation routière, il faut régulièrement ouvrir des enquêtes aux fins de déterminer l'auteur de l'infraction ; cette tendance devrait s'atténuer avec l'introduction au 1^{er} janvier 2014 des nouvelles dispositions fédérales prévoyant l'engagement de la responsabilité du détenteur de véhicule pour les amendes d'ordre (art. 6 LAO ; RS 741.03). Dans ce contexte, il sera du reste intéressant d'évaluer l'influence du paquet de mesures *Via sicura* qui préconisent un durcissement des sanctions en matière de circulation routière.

En matière de mise à ban, la barre des 5'000 affaires a été franchie ; ces procédures soulèvent de nombreuses contestations et entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche lorsqu'il s'agit d'identifier les contrevenants.

Sur l'ensemble de ces affaires, 55 dossiers (0,69 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée.

7.1.1.1.3. Divers

Le 11 septembre 2013, une délégation du Conseil de la magistrature a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

7.1.1.2. Préfecture de l'arrondissement de la Singine

7.1.1.2.1. Personnel et organisation

La responsabilité première en matière de plaintes et de dénonciations pénales incombe au lieutenant de préfet Urs Stämpfli. La gestion administrative des plaintes et dénonciations pénales enregistrées en continu est assurée de façon autonome par l'adjointe administrative, Mme Karin Peissard, ainsi que par Mme Lydia Jeckelmann, employée administrative.

7.1.1.2.2. Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. L'évaluation des cas enregistrés figurant ci-après vous donne une idée de la distinction entre les diverses infractions, le nombre des enregistrements ainsi que le statut du dossier. Il en ressort que le nombre des enregistrements a diminué de 158 unités par rapport à l'année antérieure. Comme cela concerne essentiellement les rubriques "2 Vitesse LCR" et "5 Non-paiement des amendes d'ordre", on peut notamment admettre que dans l'intervalle, la station de radar fixe de l'A12, Bössingen, "devrait être connue", tout au moins de la population locale.

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	Vitesse LCR
3	Infractions LCR (interdiction de parage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété, etc.)
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la protection des espèces
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation réussie ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au Ministère public
10	Placement à des fins d'assistance PAFA / envoi chez un médecin ordonné par le préfet aux fins d'élucidation
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial, informations émanant de la police)
12	A l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12
18	Ordonnance de classement / de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

Statistique 2013

Code	Enregistrements	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la préfecture
1	167	41'000.00	6'930.00	1'848.00
2	288	101'720.00	15'640.00	3'434.00
3	172	24'620.00	5'340.00	1'944.00
4	1	200.00	40.00	12.00
5	270	29'170.00	6'740.00	2'768.00
6	32	3'180.00	100.00	48.00
7	1	200.00	40.00	12.00
8	27	-	-	-
9	19	-	-	-
10	0	-	-	-
11	21	-	-	-
12	17	-	-	-
13	0	-	-	-
14	6	150.00	50.00	24.00
15	2	450.00	80.00	24.00
16	7	700.00	140.00	48.00
17	2	-	-	-
18	9	-	-	-
19	1	-	-	-
20	7	-	-	-
Total	1049	201'390.00	35'100.00	10'162.00

Nombre de dossiers sous statut "ouvert"	4
Nombre de dossiers sous statut "en cours de traitement"	2
Nombre de dossiers sous statut "réglé"	1043

Les codes 10 et 11 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle, qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances ou de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

Le lieutenant de préfet Urs Stampfli est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre de plaintes pénales a de nouveau diminué quelque peu par rapport à l'année antérieure, autrement dit de 66 à 48. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus difficiles et plus longues. Sur demande du/de la prévenu/-e, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

En comparaison de l'année précédente, le nombre de dénonciations enregistrées a également diminué légèrement, soit une réduction de 158 dénonciations. Au total, 946 ordonnances pénales ont été prononcées. Dont 15 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

Autre constat qui perdure, toujours plus nombreuses sont les personnes demandant un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (108 au total en 2013). Rares sont les demandes de réduction de peine ou de conversion de l'amende en travail d'intérêt général directement adressées chez nous.

7.1.1.2.3. Divers

Un grand merci est adressé ici à tous les services impliqués dans la collaboration qui fut agréable et excellente.

7.1.1.3. Préfecture de la Gruyère

7.1.1.3.1. Personnel et organisation

Le personnel en charge des activités pénales est demeuré inchangé. Le Lieutenant de préfet, Monsieur André Geinoz, est responsable du domaine des plaintes pénales.

7.1.1.3.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre de plaintes enregistrées et le pourcentage de réussite des tentatives de conciliations ayant abouti en préfecture a légèrement diminué par rapport à l'année 2012.

Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception.

Tout comme en 2012, il est relevé une sensible augmentation des parties assistées par un avocat. Selon la pratique de la préfecture, les avocats sont admis en séance de conciliation.

Comparatif	2012	2013
Tentatives de conciliation	154	110
> ayant abouti	84	52
> ayant échoué, transmises au Ministère public	51	39
> en suspens	19	19

Dénonciations

En raison de l'urbanisation croissante du district de la Gruyère, et de la ville de Bulle en particulier, on constate cette année encore un taux important de dénonciations liées aux violations de mises à ban et à la loi sur la circulation routière. Le nombre des infractions pénales relatives à la LATeC, aux violations des interdictions de circuler en zone forestière, ainsi que celles liées aux absences scolaires, est stable par rapport à l'année précédente.

Le nombre de dénonciations pénales enregistrées et traitées durant l'année écoulée a légèrement diminué. Le taux d'opposition reste faible compte tenu du nombre d'ordonnances pénales. Les affaires classées en 2013 ont sensiblement augmenté par rapport à l'année précédente (2012/82 – 2013/132). Il s'agit essentiellement des dénonciations liées aux violations de mises à ban, pour lesquelles l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié, ou qu'il y a eu un retrait ultérieur de la dénonciation.

Tois cas de conversion d'amende en travail d'intérêt général (TIG) ont été enregistrés en 2013.

Comparatif	2012	2013
Ordonnances pénales	2354	2092
> définitives	2291	2035
> frappées d'opposition	63	57

7.1.1.4. Préfecture du Lac

7.1.1.4.1. Personnel et organisation

Les affaires pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser. Pour les plaintes pénales ou les séances de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par la collaboratrice juridique et, pour les ordonnances pénales, par le secrétariat.

7.1.1.4.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Les plaintes pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser, qui mène également les audiences de conciliation.

Le nombre des plaintes qui ont entraîné la fixation d'une séance de conciliation est resté stable par rapport à l'année précédente (+2). Le nombre de conciliations été menées à bien a cependant augmenté en comparaison de l'année antérieure. A cela s'ajoute que dans 7 cas, une suspension a été convenue à l'occasion de la séance de conciliation; comme ces affaires ne sont pas retournées au Ministère public après la suspension, nous ne savons pas si en l'occurrence la conciliation a fini par porter ses fruits.

A la fin de l'année, il y avait 6 affaires en suspens. Les convocations aux audiences pour 5 de ces cas ont été envoyées en décembre 2013. Une séance de conciliation n'a pas encore pu être fixée en raison d'une partie se trouvant à l'étranger.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une telle séance, mais au plus tard après un délai d'un mois à dater de l'enregistrement de la plainte.

Les plaintes déposées à la préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des séances de conciliation. Il y a lieu de constater qu'en présence d'avocats, une conciliation est plutôt difficile à obtenir car, en l'occurrence, la question du règlement des frais revêt une plus grande importance. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties adverses, les représentants de celles-ci sont - le cas échéant - priés de faire preuve de retenue; ceci est généralement bien compris par les avocats, en particulier lorsque l'autre partie comparaît sans représentant. Il est cependant arrivé quelques fois qu'une conciliation semblait possible, mais que par suite de l'intervention d'un avocat, elle n'ait pas abouti.

<i>Tableau comparatif des plaintes</i>	2012	2013
Tentatives de conciliation	52	54
- Conciliations réussies	17	24
- Transmises au Ministère public	31	24*
- Dossiers en suspens	4	6
*y compris 7 dossiers pour lesquels une suspension a été convenue pendant la séance de conciliation		

Plaintes resp. ordonnances pénales

Comme l'année précédente, le nombre des ordonnances pénales a de nouveau légèrement augmenté (+295 ou +11,5 %, à maintenant 2860 ordonnances pénales). Le nombre des oppositions sur ordonnances pénales a légèrement crû en chiffres absolus (+2), mais il a continué à régresser en pourcentage (1,26% contre 1,32% en 2012 et 1,80% en 2011).

Comme auparavant, les dénonciations en raison d'absences injustifiées dans l'enseignement scolaire obligatoire laisse songeur. En 2010, il n'y avait que 5 dénonciations. En 2011, on enregistrait 17 dénonciations, 16 en 2012, et encore 14 en 2013, dont 13 pour des absences au jardin d'enfant ou à l'école primaire et 1 pour le degré d'orientation. Nous ne savons pas si ce nombre plus élevé est imputable à davantage d'infractions ou à une pratique plus stricte de la part des directions des écoles. Mais il y avait à présumer à différentes reprises que des parents prennent en considération l'amende par enfant et par jour pour un ou plusieurs jours de vacances "gagnés".

Durant l'année sous rapport, 2 demandes (l'année précédente 1) de transformation d'une amende en travaux d'intérêt général ont été transmises au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons.

181 dossiers (année précédente 154) ont été adressés au service précité en raison d'amendes impayées.

<i>Tableau comparatif des ordonnances pénales</i>	2011	2012	2013
Ordonnances pénales	2109	2565	2860
- Définitives	2071	2531	2824
- Oppositions	38	34	36

7.1.1.5. Préfecture de la Glâne

7.1.1.5.1. Personnel et organisation

Le personnel est stable et réalise un travail remarquable. L'ambiance est excellente et chaque employée est apte à assumer l'ensemble des tâches d'une préfecture. Cette organisation et l'implication de chacune des employées présentent l'avantage qu'en cas d'absence de l'une ou l'autre personne, le service est assuré avec toujours la même célérité et la même qualité.

Le seul changement à relever en 2013 est intervenu au niveau des apprentis : Madame Mélissa Roch a terminé sa formation en réussissant brillamment son diplôme d'employée de commerce et un nouvel apprenti a été engagé en la personne de Monsieur Samy Uldry qui habite Le Châtelard. A noter que c'est la première fois que la Préfecture engage un homme comme apprenti.

Il est important de souligner la volonté de la Préfecture de s'engager dans la formation des apprentis et de leur apporter tout le soutien nécessaire. A cet effet, l'ensemble des employées a suivi l'année dernière la formation de formateur en entreprise.

7.1.1.5.2. Statistiques et généralités

L'année 2013 a connu une diminution du volume des affaires en matière pénale avec une réduction de 30% des cas. Cette diminution s'explique notamment par des dénonciations moins nombreuses en matière d'excès de vitesse (- 113 cas), d'accidents de la circulation (- 15 cas) et d'infractions diverses à la LCR (- 78 cas). Cependant, les dénonciations par des particuliers ou des régies immobilières pour violation d'une mise à ban ont progressé (+ 24 cas) ainsi que celles des Communes pour infraction à la loi sur le contrôle des habitants (+ 13 cas).

Plaintes

Madame Sarah Devaud, Lieutenant de préfet, s'occupe en principe des plaintes et séances de conciliation y relatives. Le nombre de plaintes enregistrées par rapport à l'année 2012 est inférieur de 14% pour s'établir à 56 plaintes reçues. Plus de 57 % des plaintes 2013 traitées ont été conciliées.

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois, dès réception de la plainte. Nous avons à nouveau rencontré quelques difficultés avec La Poste. En effet, outre parfois des délais extrêmement longs pour la remise des actes, nous avons été avisés de la perte d'un acte judiciaire par La Poste. Ainsi, nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès de ce prestataire de services.

Dénonciations

Le nombre de dénonciations enregistrées durant l'année écoulée est en nette réduction (32 %) par rapport à 2012 mais cette année-là avait connu, entre autres, un nombre conséquent de dénonciations (47 cas) liées à un chemin particulier frappé d'une interdiction générale de circuler dans les deux sens.

Le nombre d'ordonnances pénales frappées d'opposition est en réduction par rapport aux deux années précédentes 2 contre 12. En proportion, il est également inférieur.

7.1.1.5.3. Divers

L'année 2013 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

7.1.1.6. Préfecture de la Broye

7.1.1.6.1. Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Christophe Chardonnens, la Préfecture de la Broye emploie cinq personnes (4,4 EPT) ainsi qu'un apprenti et un stagiaire MPC. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

7.1.1.6.2. Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une légère baisse de son activité juridictionnelle en matière pénale. Il est toutefois réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière définitive.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation a diminué de 13 %, avec la satisfaction de pouvoir concilier les parties dans bon nombre de cas (44,2 %).

Dénonciations

Le nombre de dénonciations se situe dans la moyenne de ces dernières années. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (1,8 %).

7.1.1.6.3. Divers

Il convient de relever la qualité de la collaboration développée avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

7.1.1.7. Préfecture de la Veveyse

7.1.1.7.1. Personnel et organisation

Pas de changement en 2013 au sein du personnel de la Préfecture de la Veveyse amené à traiter de problèmes relatifs au pénal.

C'est le préfet qui tient les séances de conciliation. S'il doit se récuser, c'est le lieutenant de préfet qui endosse cette responsabilité.

Les trois collaboratrices régulières sont amenées à rédiger les ordonnances pénales, et ce, sous la responsabilité du lieutenant de préfet ou du préfet.

7.1.1.7.2. Statistiques et généralités

Les statistiques montrent que les chiffres ont généralement évolué à la hausse. Il n'y a rien là de très surprenant, ne serait-ce qu'en regard du développement démographique important que connaît le district de la Veveyse.

Les collaborations avec l'ensemble des services concernés, du Ministère public aux tribunaux de première instance, en passant par la Police cantonale, sont excellentes.

Plaintes

Alors qu'il diminuait depuis quelques années, le nombre de plaintes pénales est de nouveau en augmentation, mettant par là-même un terme à l'exception veveysanne de ces dernières années.

Dans les procédures ouvertes par le Service de l'action sociale contre des personnes qui sont coupables d'une violation des obligations d'entretien (et la situation économique fait qu'il y en a toujours davantage), nous constatons souvent que ces dernières ne se montrent pas très coopératives. Pire ! Souvent elles ne se présentent pas à la séance de conciliation.

En règle générale, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. 9 fois sur 10, elles se présentent seules à la séance de conciliation. Elles ne sont pas accompagnées d'un mandataire.

Dès leur éventuelle réception par la Préfecture, les plaintes pénales sont évidemment systématiquement transmises au Ministère public.

Tableau comparatif	2012	2013
Plaintes		
Tentatives de conciliation	32	60
ayant abouti	15	29
ayant échoué, transmises au juge compétent	5	23
en suspens + citées	7	6
transmises d'office au juge compétent	5	2

Dénonciations

En matière de dénonciations également, la Préfecture de la Veveyse voit ses chiffres augmenter.

Avec 608 à leur compte, les dénonciations relatives aux infractions à la loi sur la circulation routière (LCR) représentent évidemment la plus grande partie des dénonciations reçues par la Préfecture.

Suivent, dans l'ordre, les dénonciations pour violation de mise à ban (96), violation des mesures de signalisation (20). Nous pourrions ensuite mentionner les ceintures de sécurité (4), les tests antipollution (1), l'utilisation d'un téléphone sans dispositif « mains libres » pendant la course (5), la fermeture tardive des établissements publics (12), les travaux entrepris sans autorisation, non-conformes ou en violation des plans ou du permis de construire (3), l'organisation de manifestations sans autorisation (6), le défaut de vignette autoroutière (4) ou le défaut d'annonce d'arrivée (1).

Le nombre de dénonciations pour absences scolaires illégitimes est, en 2013, de 18 (10 en 2012). C'est trop. Il faut bien admettre que certains parents ne se soucient guère de l'école et des obligations qui en découlent.

Ensuite de l'envoi de l'ordonnance pénale, l'encaissement, quant à lui, reste toujours assez aléatoire. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmises au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important : 82 en 2012, 84 en 2013.

Tableau comparatif	2012	2013
Ordonnances pénales	545	608
définitives	524	591
frappées d'opposition	20	17
transmises d'office au juge compétent	1	0

7.1. Oberämter

7.1.1. Allgemeiner Teil

7.1.1.1. Oberamt des Saanebezirks

7.1.1.1.1. Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeiter, die dem Strafssektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleich geblieben; nebst dem Vizeoberamtmann, der von einer Sekretärin zu 60 % unterstützt wird, gibt es zwei Vollzeitmitarbeiter und eine Person, die vom Amt für den Arbeitsmarkt platziert wurde (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiken und Allgemeines

Die Menge der Straffälle bleibt seit Jahren stabil, wenn man auch gegenüber dem Jahr 2012 eine leichte Zunahme feststellt. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2013 wurden 399 Fälle von der Staatsanwaltschaft für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 259 Fälle (64,9 %) mit einer Vereinbarung oder ganz einfach mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, Telefonmissbrauch, Ehrverletzungen und Ladendiebstähle; es sei auf eine spürbare Zunahme der Klagen, die vom Kantonalen Sozialamt wegen Vernachlässigung einer Unterhaltspflicht (Art. 217 StGB) eingereicht werden, hingewiesen.

Verzeigungen

Die Gesamtzahl von 7926 Strafbefehlen (StB) lässt sich wie folgt aufgliedern:

- > 1823 ordentliche StB;
- > 5295 StB für Verletzung eines richterlichen Verbots;
- > 278 StB für unerlaubtes Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- > 433 StB wegen Verkehrsunfällen;
- > 97 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die Mehrheit der ordentlichen Strafbefehle betrifft den Strassenverkehr. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Gesetz über die Prostitution. Bei der Verletzung der Schulpflichten bleibt die Zahl der Verzeigungen hoch; angesichts der von den Eltern vorgebrachten Argumente, um diese oder jene Absenz zu begründen (namentlich medizinische Gründe), muss manchmal eine Untersuchung eröffnet werden.

Im Strassenverkehrsbereich muss man regelmässig Untersuchungen eröffnen, um den Straftäter zu bestimmen; diese Tendenz dürfte mit der Einführung der neuen Bestimmungen des Bundes, wonach der Halter des Fahrzeugs für die Ordnungsbussen haftet (Art. 6 OBG; SR 741.03), abnehmen. Vor diesem Hintergrund wäre es ausserdem interessant, den Einfluss des Massnahmenpakets *Via sicura*, das härtere Sanktionen im Strassenverkehr vorschreibt, zu untersuchen.

Bei den richterlichen Verboten wurde die Schwelle von 5000 Fällen überschritten; diese Verfahren führen zu zahlreichen Anfechtungen und zu einer bedeutenden administrativen Arbeit zur Prüfung und Untersuchung, wenn es darum geht, die Wiederhandelnden zu identifizieren.

Von all diesen Fällen wurden 55 Dossiers (0,69 %) dem Polizeirichter zu einem Streitgespräch überwiesen, nachdem die verurteilte Person Einsprache erhoben hatte.

7.1.1.1.3. Verschiedenes

Am 11. September 2013 besuchte eine Delegation des Justizrats die Strafabteilung des Oberamts.

7.1.1.2. Oberamt des Sensebezirks

7.1.1.2.1. Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen liegt beim Vize-Oberamtmann Urs Stampfli. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträgen und Strafanzeigen erfolgt selbstständig durch die Verwaltungsadjunktin Frau Karin Peissard sowie durch die Verwaltungsangestellte Frau Lydia Jeckelmann.

7.1.1.2.2. Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die nachfolgende Auswertung der Registrierungen gibt Ihnen Auskunft über die Unterscheidung nach verschiedenen Vergehen, die Anzahl der Registrierungen sowie den Dossierstatus. Daraus ist ersichtlich, dass sich die Anzahl zum Vorjahr um 158 Registrierungen verringert hat. Da dies hauptsächlich die Rubriken „2 SVG-Geschwindigkeit“ und „5 Nicht-bezahlen der Ordnungsbussen“ betrifft, kann u. a. davon ausgegangen werden, dass mittlerweile die fixe Radar-station der A12, Bösingens, zumindest bei Ortskundigen „bekannt sein dürfte“.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Uebertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Fürsorgerische Unterbringung FU / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit, Polizeiinfos)
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentschied
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

Statistik 2013

Code	Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	167	41'000.00	6'930.00	1'848.00
2	288	101'720.00	15'640.00	3'434.00
3	172	24'620.00	5'340.00	1'944.00
4	1	200.00	40.00	12.00
5	270	29'170.00	6'740.00	2'768.00
6	32	3'180.00	100.00	48.00
7	1	200.00	40.00	12.00
8	27	-	-	-
9	19	-	-	-
10	0	-	-	-
11	21	-	-	-
12	17	-	-	-
13	0	-	-	-
14	6	150.00	50.00	24.00
15	2	450.00	80.00	24.00
16	7	700.00	140.00	48.00
17	2	-	-	-
18	9	-	-	-
19	1	-	-	-
20	7	-	-	-
Total	1049	201'390.00	35'100.00	10'162.00

Anzahl Dossier mit Status "Offen"	4
Anzahl Dossier mit Status "In Bearbeitung"	2
Anzahl Dossier mit Status "Erledigt"	1043

Statistikcode 10 und 11 werden in der offiziellen Jahresstatistik, welche ebenfalls dem Justizrat zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafsentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Der Vize-Oberamtmann Urs Stampfli ist Verantwortlicher für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafklagen ist gegenüber dem Vorjahr wieder etwas gesunken, d.h. von 66 auf 48. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends schwieriger und aufwändiger werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen haben im Vergleich zum Vorjahr ebenfalls leicht abgenommen, d. h. eine Abnahme von 158 Anzeigen. Insgesamt wurden 946 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 15 mittels Einsprache angefochten.

Es wird auch weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf Fr. 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt (2013 Total 108). Nur selten werden direkt bei uns Anträge um Bussenreduktionen oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

7.1.1.2.3. Verschiedenes

Ein grosser Dank geht wiederum an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

7.1.1.3. Oberamt des Greyerzbezirks

7.1.1.3.1. Personal und Organisation

Das Personal, das mit den Straffällen beauftragt ist, ist unverändert geblieben. Der Vizeoberamtmann, André Geinoz, ist verantwortlich für den Bereich der Strafklagen.

7.1.1.3.2. Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der eingegangenen Klagen und der Prozentsatz der erfolgreichen Schlichtungsversuche, die im Oberamt zustande kamen, haben gegenüber dem Jahr 2012 leicht abgenommen.

Falls es kein besonderes Problem gibt, werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt werden müssen, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet.

Wie schon 2012 kann man eine spürbare Zunahme der Zahl der Parteien, die sich von einem Anwalt unterstützen lassen, feststellen. Gemäss der Praxis des Oberamts haben die Anwälte Zutritt zu den Schlichtungsverhandlungen.

Vergleich	2012	2013
Schlichtungsversuche	154	110
> erfolgreich	84	52
> gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	51	39
> hängig	19	19

Verzeigungen

Aufgrund der zunehmenden Verstädterung des Greyerzbezirks und insbesondere der Stadt Bulle stellt man dieses Jahr noch einmal eine Zunahme der Verzeigungen wegen Übertretungen von richterlichen Verboten und wegen Übertretungen des Strassenverkehrsgesetzes fest. Die Zahl der Straftaten in Zusammenhang mit dem RPBG, den Fahrverboten in der Forstwirtschaftszone und den Abwesenheiten in der Schule ist gegenüber dem Vorjahr stabil geblieben.

Die Zahl der Verzeigungen, die im vergangenen Jahr entgegengenommen und behandelt wurden, hat leicht abgenommen. Angesichts der Zahl der Strafbefehle ist die Beschwerdenquote weiterhin gering. Die Sachen, die 2013 eingestellt wurden, nahmen gegenüber dem Vorjahr spürbar zu (2012/82 – 2013/132). Es handelt sich im Wesentlichen um Verzeigungen im Zusammenhang mit Übertretungen von richterlichen Verboten, bei denen der Täter nicht identifiziert werden konnte oder die Strafanzeige später zurückgezogen wurde.

In drei Fällen wurde 2013 eine Busse in gemeinnützige Arbeit (GA) umgewandelt.

Vergleich	2012	2013
Straf befehle	2354	2092
> endgültig	2291	2035
> mit Einsprache belegt	63	57

7.1.1.4. Oberamt des Seebezirks

7.1.1.4.1. Personal und Organisation

Die Strafsachen werden vom Vizeoberamtmann Reto Hauser behandelt. Bei den Strafklagen bzw. Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von der juristischen Mitarbeiterin geführt, bei den Strafbefehlen vom Sekretariat.

7.1.1.4.2. Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Strafkagen werden von Vize-Oberamtmann Reto Hauser behandelt, welcher auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt.

Die Anzahl Klagen, die die Ansetzung einer Versöhnungsverhandlung zur Folge hatten, ist gegenüber dem Vorjahr stabil geblieben (+2). Die Anzahl der Versöhnungen, die erfolgreich abgeschlossen werden konnten, ist gegenüber dem Vorjahr jedoch gestiegen. Kommt hinzu, dass bei 7 Fällen anlässlich der Versöhnungsverhandlung eine Sistierung vereinbart worden ist; da diese Fälle nach der Sistierung der Staatsanwaltschaft zurückgegeben worden sind, ist uns nicht bekannt, ob auch hier die Versöhnung letztlich erfolgreich war.

Am Jahresende waren 6 Fälle hängig. Die Vorladungen zu den Verhandlungen für 5 dieser Fälle sind im Dezember 2013 versandt worden. Eine Versöhnungsverhandlung konnte infolge Landesabwesenheit einer Partei noch nicht festgelegt werden.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang der Klage zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen.

Beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Es muss festgestellt werden, dass bei der Mitwirkung von Rechtsanwälten eine Versöhnung eher schwierig zu erreichen ist, da in diesem Falle die Frage der Kostenregelung eine zusätzliche Bedeutung erhält. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis nachvollzogen, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist. Vereinzelt kam es aber doch vor, dass eine Versöhnung möglich schien, die dann aufgrund des Einwirkens eines Anwaltes doch nicht zustande kam.

Vergleichstabelle Klagen	2012	2013
Versöhnungsversuche	52	54
- Versöhnungen gelungen	17	24
- der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	31	24*
- hängige Dossiers	4	6
*inklusive 7 Dossiers, bei welchen in der Versöhnungsverhandlung Sistierung vereinbart worden war		

Anzeigen bzw. Strafbefehle

Wie schon im Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle erneut deutlich zugenommen (+295 oder +11,5 % auf nun 2860 Strafbefehle). Die Anzahl Einsprachen gegen die Strafbefehle hat in absoluten Zahlen leicht zugenommen (+2), anteilmässig ist sie aber weiter zurückgegangen (1,26 % gegenüber 1,32 % im 2012 und 1,80 % im 2011).

Nach wie vor zu denken geben die Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen vom obligatorischen Schulunterricht. 2010 waren es noch 5 Anzeigen. Im Jahre 2011 17 Anzeigen, im Jahr 2012 deren 16 und im Jahre 2013 noch 14, wovon 13 für Kindergarten- oder Primarschulabsenzen und 1 für die Orientierungsstufe. Ob mehr Vergehen oder eine strengere Praxis der Schulleitungen der Grund für die gegenüber früher vermehrten Anzeigen sind, entzieht sich unserer Kenntnis. Verschiedentlich war aber zu vermuten, dass Eltern die Busse pro Kind und Tag für einen oder mehrere „gewonnene“ Ferientage in Kauf nehmen.

Im Berichtsjahr sind dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse 2 Gesuche (Vorjahr 1) zur Umwandlung einer Busse in gemeinnützige Arbeit zugestellt worden.

181 Dossiers (Vorjahr 154) mussten dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wegen nichtbezahlter Busse zugestellt werden.

<i>Vergleichstabelle Strafbefehle</i>	2011	2012	2013
Strafbefehle	2109	2565	2860
- definitive	2071	2531	2824
- Einsprachen	38	34	36

7.1.1.5. Oberamt des Glanebezirks

7.1.1.5.1. Personal und Organisation

Das Personal ist stabil und leistet eine bemerkenswerte Arbeit. Die Stimmung ist ausgezeichnet, und jede Angestellte kann alle Aufgaben eines Oberamts übernehmen. Diese Organisation und der Einsatz jeder Angestellten haben den Vorteil, dass die Dienstleistungen immer genauso prompt und in derselben Qualität sichergestellt werden, auch wenn einmal eine Person abwesend ist.

Einzig bei den Lehrlingen ist 2013 eine Änderung zu verzeichnen. MéliSSa Roch hat ihre Ausbildung glänzend mit dem Diplom als kaufmännische Angestellte abgeschlossen, und in der Person von Samy Uldry aus Le Châtelard wurde ein neuer Lernender angestellt. Es sei darauf hingewiesen, dass das Oberamt erstmals einen Mann als Lernenden angestellt hat.

Es muss unterstrichen werden, dass das Oberamt die Absicht hat, sich für die Ausbildung der Lernenden zu engagieren und ihnen jegliche nötige Unterstützung zu gewähren. Deshalb haben im vergangenen Jahr alle Angestellten eine Ausbildung zur Ausbilderin im Betrieb gemacht.

7.1.1.5.2. Statistiken und Allgemeines

2013 ist der Umfang der Strafsachen um 30 % zurückgegangen. Dieser Rückgang lässt sich namentlich damit erklären, dass weniger Verzeigungen wegen Geschwindigkeitsüberschreitungen (– 113 Fälle), Verkehrsunfällen (– 15 Fälle) und verschiedener Übertretungen des SVG (– 78 Fälle) eingingen. Die Verzeigungen von Privaten oder Immobilienagenturen wegen Übertretung eines richterlichen Verbots (+ 24 Fälle) und diejenigen von Gemeinden wegen Übertretung des Gesetzes über die Einwohnerkontrolle (+ 13 Fälle) haben hingegen zugenommen.

Klagen

Sarah Devaud, Vizeoberamtfräu, kümmert sich grundsätzlich um die Klagen und die dazugehörigen Schlichtungssitzungen. Die Zahl der entgegengenommenen Klagen liegt bei 56 und ist gegenüber 2012 um 14 % geringer. Über 57 % der Klagen wurden 2013 geschlichtet.

Grundsätzlich werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. Wir hatten erneut einige Schwierigkeiten mit der Post. Nebst manchmal extrem langen Fristen für die Abgabe der Urkunden wurde uns von der Post der Verlust einer Gerichtsurkunde gemeldet. Deshalb mussten wir wiederholt bei diesem Dienstleister intervenieren.

Verzeigungen

Die Zahl der entgegengenommenen Verzeigungen ging gegenüber 2012 deutlich zurück (32 %), aber in jenem Jahr war eine ziemlich bedeutende Zahl an Strafklagen (47 Fälle) im Zusammenhang mit einem bestimmten Weg eingegangen, der mit einem allgemeinen Fahrverbot in beiden Richtungen belegt wurde. Die Zahl der mit Einsprachen belegten Strafbefehle ist gegenüber den beiden Vorjahren geringer, 2 gegenüber 12. Auch anteilmässig liegt sie niedriger.

7.1.1.5.3. Verschiedenes

Das Jahr 2013 verlief zur Zufriedenheit des Teams des Oberamts. Es muss keine Verspätung gemeldet werden, und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, worüber wir froh sind.

7.1.1.6. Oberamt des Broyebezirks

7.1.1.6.1. Personal und Organisation

Das Oberamt des Broyebezirk beschäftigt unter der Verantwortung von Oberamtmann Christophe Chardonnens fünf Personen (4,4 VZÄ) sowie einen Lernenden und einen KBM-Praktikanten. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

7.1.1.6.2. Statistiken und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet einen leichten Rückgang seiner richterlichen Tätigkeit im Strafrecht. Es ist aber erfreulich, dass man feststellen kann, wie wirksam die einfache und schnelle Justiz ist, denn die Mehrheit der Klagen und Verzeigungen, die dem Oberamt überwiesen werden, werden endgültig behandelt.

Klagen

Die Zahl der Klagen, die dem Oberamtmann zur Schlichtung überwiesen wurden, nahm um 13 % ab, in zahlreichen Fällen konnten die Parteien eine Schlichtung finden (44,2 %).

Verzeigungen

Die Zahl der Verzeigungen liegt im Mittel der vergangenen Jahre. Man muss darauf hinweisen, dass der grösste Teil dieser Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, wobei man unterstreichen muss, dass gegen den Strafbefehl in den wenigsten Fällen Einsprache erhoben wird (1,8 %).

7.1.1.6.3. Verschiedenes

Man muss noch die Qualität der Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft bei der Behandlung der Klagen und bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen erwähnen.

7.1.1.7. Oberamt des Vivisbachbezirks

7.1.1.7.1. Personal und Organisation

Beim Personal des Oberamts des Vivisbachbezirks, das die Probleme aus dem Strafrecht behandeln muss, gab es 2013 keine Änderung.

Der Oberamtmann leitet die Schlichtungssitzungen. Wenn er in den Ausstand treten muss, übernimmt der Vizeoberamtmann diese Verantwortung.

Die drei ordentlichen Mitarbeiterinnen verfassen die Strafbefehle unter der Verantwortung des Vizeoberamtmanns oder des Oberamtmanns.

7.1.1.7.2. Statistiken und Allgemeines

Die Statistiken zeigen, dass die Zahlen im Allgemeinen zunehmen. Das ist nicht erstaunlich, man denke nur an die bedeutende demografische Entwicklung im Vivisbachbezirk.

Die Zusammenarbeit mit den betreffenden Dienststellen, von der Staatsanwaltschaft über die Kantonspolizei bis zu den erstinstanzlichen Gerichten, ist ausgezeichnet.

Klagen

Während die Zahl der Strafanzeigen während einigen Jahren zurückging, nimmt sie wieder zu, so dass die Vivisbacher Ausnahme der vergangenen Jahre ein Ende nimmt.

In den Verfahren, die vom Kantonalen Sozialamt gegen Personen eröffnet werden, die sich der Verletzung einer Unterhaltspflicht schuldig gemacht haben (die wirtschaftliche Lage führt dazu, dass es immer mehr sind), stellen wir oft fest, dass diese Personen nicht sehr kooperativ sind. Schlimmer noch! Oft kommen sie nicht zur Schlichtungssitzung.

Grundsätzlich werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. In 9 von 10 Fällen kommen sie allein an die Schlichtungssitzung. Sie werden nicht von einem Vertreter begleitet.

Sobald die Strafanzeigen allenfalls vom Oberamt entgegengenommen werden, werden sie natürlich systematisch an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

Vergleichende Tabelle

Klagen

	2012	2013
Schlichtungsversuche	32	60
erfolgreich	15	29
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	5	23
hängig + vorgeladen	7	6
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	5	2

Verzeigungen

Auch bei den Verzeigungen steht das Oberamt des Vivisbachbezirks steigenden Zahlen gegenüber.

Mit 608 Verzeigungen sorgen die Übertretungen des Strassenverkehrsgesetzes (SVG) natürlich für den grössten Teil der Verzeigungen, die beim Oberamt eingehen.

In der Rangfolge kommen dann die Übertretungen eines richterlichen Verbots (96), Übertretung von Signalisationsmassnahmen (20). Dann könnten wir die Sicherheitsgurten (4), die Abgastests (1), die Verwendung eines Telefons ohne Freisprechanlage während der Fahrt (5), die verspätete Schliessung der öffentlichen Gaststätten (12), die Arbeiten ohne Bewilligung, die vorschriftswidrigen Arbeiten oder solche, die nicht den Plänen oder den Baubewilligungen entsprechen (3), die Organisation von Veranstaltungen ohne Bewilligung (6), fehlende Autobahnvignette (4) oder die fehlende Anmeldung bei der Einwohnerkontrolle (1) erwähnen.

2013 beträgt die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässiger Absenzen in der Schule 18 (10 im Jahr 2012). Das ist zu viel. Man muss zugeben, dass sich gewisse Eltern kaum um die Schule und die damit verbundenen Pflichten sorgen.

Nach der Zustellung des Strafbefehls hängt es immer mehr oder weniger vom Zufall ab, ob die Bussen und Gebühren einkassiert werden können. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, wird immer grösser: 2012: 82; 2013: 84.

Vergleichende Tabelle	2012	2013
Strafbefehle	545	608
endgültig	524	591
mit Einsprache belegt	20	17
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	1	0

7.1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets /Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Sarthe Saane	Singine Senne	Gruyère Gregerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivishach	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	399	48	110	54	56	67	58	792
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	259	27	52	24	24	23	29	438
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	140	19	39	24	18	29	23	292
en suspens / <i>hängig</i>	0	2	19	6	14	15	6	62
2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt	74	17	40	0	1	4	*2 **0	138
	7926	946	2092	2860	381	880	608	15693
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle								
définitive / <i>endgültige</i>	7871	931	2035	2824	379	864	591	15495
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter Übermittelt</i>	55	15	57	36	2	16	17	198
Total	8399	1011	2242	2914	438	951	668	16623

*Plaintes

**Ordonnances pénales

7.2. Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

7.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	7	8
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	13	17
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	11	12
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	8	7
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	3	5
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	9	13

7.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Examens et travaux écrits / Examen und schriftliche Arbeiten	2	5
Admission aux études et changement d'études / Zulassung zum Studium und Studienwechsel	6	4
Autres / andere	--	2
Prolongation d'un stage pratique / Verlängerung eines Praktikums	--	--
Blâme / Verweis	3	1

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	1	1
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	1
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	1
Rejet / Abweisung	7	4
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Admission dans la mesure où recevable / Gutheissung soweit Eintreten	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	2
Retrait / Rückzug	--	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	1
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	1	--

7.2.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	4
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	1
Admission / Gutheissung	--	1
Rejet / Abweisung	--	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	1
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

7.2.4. Commentaires / Kommentare

7.2.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Il n'y a pas de remarques ou de commentaires au sujet de la juridiction.

Bemerkungen oder Kommentare zur Rechtsprechung gibt es keine.

7.2.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Zusammensetzung der Kommission per 31.12.2013 / Indications relatives à la composition de la Commission au 31.12.2013

Président / président:	Dr. Markus Julmy (deutsche Fälle)
Stellvertreter des Präsidenten / président-suppléant:	Michel Wuilleret (affaires en français)
Professorenschaft / professorat:	Barbara Hallensleben, Beisitzerin / assessseuse Michel Heinzmann, Beisitzer / assesseur Michael Nollert, Ersatzbeisitzer / assesseur suppléant Eric Davoine, Ersatzbeisitzer / assesseur suppléant
Wissenschaftliche Mitarbeiter / Collaborateurs scientifiques:	Stefan Kölbener, Beisitzer / assesseur Marius Osterfeld, Beisitzer / assesseur Chad Jorgenson, Ersatzbeisitzer / assesseur suppléant Sébastien Schief, Ersatzbeisitzer / assesseur suppléant

Studierende / Etudiants:

Lucas Bächtold, Beisitzer / assesseur
François Meier, Beisitzer / assesseur
Fanette Sardet, Ersatzbeisitzerin / assesseuse suppléante
(Demission per Ende Februar 2014 / démission fin février
2014)
Fabien Truffer, Ersatzbeisitzer / assesseur suppléant

Juristische Sekretärin /
secrétaire juridique:

Cornelia Moser

Stellvertreterin der jur.
Sekretärin / suppléante de la
secrétaire juridique:

Stéphanie Wunschheim

7.3. Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

7.3.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	05	0
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	00	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	05	0
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	05	0
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	00	0
Par un autre moyen / auf andere Weise	00	0
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	00	0

7.3.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Améliorations foncières agricoles / landwirtschaftliche Bodenverbesserungen	02	0
Remaniement parcellaire forestier / Waldzusammenlegungen		
Terrains à bâtir / Baulandumlegungen	03	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	00	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	00	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	00	0
Irrecevabilité / Nichteintreten	00	0
Rejet / Abweisung	00	0
Retrait de recours / Rückzug	05	0
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	00	0
Retrait / Rückzug	00	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	00	0
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	00	0
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	00	0
Admission / Zulassung	00	0
Rejet / Abweisung	00	0
Retrait de recours / Rückzug	00	0

7.3.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	00	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	00	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	00	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	00	0

7.3.4. Commentaires / Kommentare

7.3.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Aucun commentaire / Kein Kommentar.

7.3.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

Composition pour l'année 2013 / Zusammensetzung im Jahr 2013

Président / Präsident: Jacques Menoud

Vice-président / Vizepräsident: Thomas Meyer

Assesseurs / Beisitzer:

- Baertschi Félix
- Chassot Yvan
- Emery Nicolas
- Genoud Jacques
- Hirsiger René
- Mabillard Sylvie
- Rhême Joseph
- Schaller Dominique

Secrétaire / Sekretär: Grandjean Yann

Secrétaires suppléantes /

Stellvertretende Sekretärinnen: Riedo Maria, Fragnière Céline

7.4. Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires / Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen

7.4.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	00	00
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	00	00
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	00	00
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	00	00
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	00	00
Par un autre moyen / auf andere Weise	00	00
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	00	00

7.4.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Abornement / Vermarkung	00	00
Mensuration officielle / amtliche Vermessung	00	00

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	00	00
Admission partielle / teilweise Gutheissung	00	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	00	00
Irrecevabilité / Nichteintreten	00	00
Rejet / Abweisung	00	00
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	00	00
Retrait / Rückzug	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	00	00
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	00	00
Admission / Zulassung	00	00
Rejet / Abweisung	00	00
Retrait de recours / Rückzug	00	00

7.4.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	00	00
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	00	00
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	00	00
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	00	00

7.4.4. Commentaires / Kommentare

Aucun commentaire / Kein Kommentar.

7.5. Commission d'expropriation / Enteignungskommission

7.5.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	5	7
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	6	9
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	4	6
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	0	0
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	3	1
Par un autre moyen / auf andere Weise	1	5
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	7	10
7.5.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
Rejet / Abweisung	0	0
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1
Retrait / Rückzug	1	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Admission / Zulassung	0	0
Rejet / Abweisung	0	0
Retrait de recours / Rückzug	0	0
Conciliation / Versöhnung	1	3
7.5.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts		
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

7.5.4. Commentaires / Kommentare

7.5.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Des 10 causes actuellement pendantes devant la Commission 6 ont été introduites après le 15 septembre 2013 et toutes concernent des demandes d'indemnité pour expropriation matérielle ensuite de la révision de plans d'aménagement communaux diminuant la surface des zones à bâtir.

3 autres causes sont actuellement suspendues à la demande des parties soit jusqu'à l'adoption du PAD révisé, soit pour permettre des négociations entre parties. Enfin, une dernière cause sera reprise une fois l'ouverture du pont de la Poya.

Sechs der zehn zur Zeit bei der Kommission hängigen Verfahren wurden nach dem 15. September 2013 eingeleitet und haben alle, im Nachgang an die Revision von kommunalen Zonennutzungsplänen, welche eine Abnahme der Fläche der Bauzone zur Folge hatte, ein Entschädigungsgesuch wegen materieller Enteignung zum Inhalt.

Drei weitere Verfahren wurden auf Ersuchen der Parteien hin bis zur Genehmigung des revidierten Detailbebauungsplanes bzw. wegen Vergleichsverhandlungen suspendiert. Das letzte der zehn hängigen Verfahren wird weitergeführt werden, sobald die Poya-Brücke in Betrieb ist.

7.5.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

La composition de la Commission d'expropriation n'a pas été modifiée en 2013, les assesseurs ayant été élus il y a moins de 5 ans. Les assesseurs nommés représentent une palette d'experts diversifiée permettant à la Commission de disposer d'experts indépendants choisis en fonction des cas qui lui sont soumis.

Die Zusammensetzung der Enteignungskommission hat 2013 keine Änderung erfahren (Ihre Beisitzer wurden vor weniger als fünf Jahren gewählt). Die Beisitzer stehen der Kommission als Experten mit unterschiedlichen Fachkenntnissen zur Verfügung und werden den Anforderungen des jeweiligen Falles entsprechend zugeteilt.

7.6. Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

7.6.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	2	1
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	5	9
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	6	6
Décision de l'Autorité / Entscheid der Behörde	3	6
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	3	0
Par un autre moyen / auf andere Weise	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1	4

7.6.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Pouvoir de contrôle du conservateur / Kontrollbefugnis des Grundbuchverwalters	1	2
Assujettissement à la LDFR / Unterstellung unter das BGGB	0	0
Registre des créanciers / Gläubigerregister	0	0
Extinction du droit inscrit / Untergang des eingetragenen Rechts	0	0
Novation / Neuerung	0	0
Forme authentique – désignation des immeubles / öffentl. Beurkundung-Grundstücksbeschreibung	1	1
Servitude / Dienstbarkeit	0	2
Registre des servitudes / Servitutenregister	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de l'Autorité / Entscheide der Behörde		
Admission / Gutheissung	1	2
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	0	0
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	0
Rejet / Abweisung	1	3
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Retrait / Rückzug	2	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1

7.6.3. Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2012	2013
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	0
Admission / Gutheissung	1	0
Rejet / Abweisung	0	0
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
Retrait / Rückzug	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	1

7.6.4. Commentaires / Kommentare

7.6.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 9 recours (5 en 2012). Elle a rendu 6 décisions: 2 recours ont été admis, 3 recours ont été rejetés et 1 recours a été rayé du rôle. Un dossier fait l'objet d'un recours au Tribunal cantonal et 4 affaires sont reportées en 2014.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 9 Rekurse anhängig gemacht (5 im Jahr 2012). Es wurden 6 Entscheide gefällt: 2 Gutheissungen, 3 Abweisungen und 1 Abschreibungsbeschluss. 4 Dossiers wurden in das Jahr 2014 übertragen.

7.6.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)*

En 2013, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, Juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Rumo-Jungo, professeure à l'Université, M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, et M. Ludovic-Jean Egger, notaire, ont fonctionné comme membres suppléants.

La fonction de secrétaire de l'Autorité a été exercée par Mme Sonia Bulliard Grosset jusqu'au 30 septembre 2013. Depuis le 1er octobre 2013, soit l'entrée en fonction comme Présidente du Tribunal de la Broye de Mme Bulliard Grosset, le secrétariat a été repris par Mme Séverine Zehnder, greffière auprès du Tribunal cantonal.

2013 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Rumo-Jungo, Professorin an der Universität Freiburg, Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, sowie Herr Ludovic-Jean Egger, Notar, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an.

Das Sekretariat der Behörde wurde bis zum 30. September 2013 von Frau Sonia Bulliard Grosset geführt. Seit dem 1. Oktober 2013, Datum des Amtsantritts von Frau Bulliard Grosset als Gerichtspräsidentin, fungiert Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin am Kantonsgericht, als Sekretärin der Behörde.

7.7. Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

7.7.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	0	1
pendantes au 1er janvier / am 1. Januarhängig	7	6
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	0	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	1	4
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	0	4
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	1	0
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	0	0
Pendantes au 31 décembre / am 31. Dezemberhängig	6	3

7.7.2. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Pendant au 1er janvier / am 1. Januarhängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	0
Pendant au 31 décembre / am 31. Dezemberhängig	0	0

7.7.3. Mode de liquidation / Erledigungsart

Assurance-maladie / Krankenversicherung

admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
rejet / Abweisung	0	1
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	1	0
Transaction/ratification	0	3

Assurance-accident / Unfallversicherung

admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
rejet / Abweisung	0	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0

7.7.4. Commentaires / Kommentare

Une seule entrée est à signaler durant l'année 2013: une demande de récusation contre l'un des arbitres désignés par les parties dans un double dossier en matière de polypragmasie. Ce dossier accessoire a été liquidé rapidement. Une affaire triple a en outre effectivement pu être rayée du rôle suite à un accord passé entre les parties, comme annoncé dans le rapport 2012. Cela étant, l'instruction des affaires pendantes antérieures s'est poursuivie et a pris fin. Un jugement devrait pouvoir être rendu au cours de l'année 2014 dans un double dossier et, pour la troisième affaire, des pourparlers transactionnels sont en cours.

Für das Jahr 2013 ist ein einziger Neueingang zu verzeichnen: ein Ausstandsbegehren gegen einen der von den Parteien bezeichneten Schiedsrichter in einem Doppelverfahren betreffend Polypragmasie. Dieses Nebenverfahren ist rasch erledigt worden. Wie im Bericht 2012 angekündigt, konnten des Weiteren die drei Verfahren im Anschluss an einen Einigung der Parteien abgeschlossen werden. Die Instruktion der älteren hängigen Fälle wurde fortgeführt und konnte abgeschlossen werden. In einem Doppelverfahren sollte 2014 ein Urteil gefällt werden können; in der dritten Angelegenheit sind Vergleichsverhandlungen im Gange.

7.8. Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

7.8.1. Commentaires / Kommentare

7.8.1.1. Composition de la Commission / Zusammensetzung der Kommission

Sous la direction d'un(e) président(e), la commission siège à quatre assesseur(e)s, soit deux hommes et deux femmes. Parmi ces assesseur(e)s, deux représentent les employeurs, un(e) les travailleurs et un(e) les organisations féminines. La commission est actuellement composée de:

Unter der Direktion eines Präsidenten, berät die Kommission mit vier Beisitzenden, bzw. zwei Männer und zwei Frauen. Von den o.a. Mitgliedern, repräsentieren zwei die Arbeitgeber, einer repräsentiert die Arbeitnehmer und einer die Frauenorganisationen. Die Kommission ist gegenwärtig wie folgt zusammengesetzt:

Président / Präsident :

Christian Esseiva, 1776 Montagny-la-Ville

Présidente suppléante / Stellvertretende Präsidentin :

Anastasia Zacharatos, 1700 Fribourg

Assesseur(e)s / Beisitzer/-innen :

- > Jean-Jacques Marti, 1700 Fribourg, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreter
- > Viviane Collaud, 1700 Fribourg, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreterin
- > Chantal Hayoz Clément, 1754 Avry-sur-Matran, représentant les travailleurs, Arbeitnehmervertreterin
- > Nicole Schmutz Larequi, 1700 Fribourg, représentant les organisations féminines / Vertreterin der Frauenorganisationen

Assesseur(e)s suppléant(e)s / Ersatzbeisitzer/-innen :

- > Daniel Buerdel, à 1716 Planfayon, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreter
- > Jean-Daniel Wicht, à 1762 Givisiez, représentant les employeurs / Arbeitgebervertreter
- > Lutfey Kaya, à 1700 Fribourg, représentant les travailleurs / Arbeitnehmervertreterin
- > Isabelle Brunner Wicht, à 1752 Villars-sur-Glâne, représentant les organisations féminines / Vertreterin der Frauenorganisationen

7.8.2. Personnel / Personal

La Commission est rattachée au Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (ci-après : BEF), à Fribourg. Le BEF assure le fonctionnement administratif de la Commission, en mettant notamment à disposition une secrétaire-juriste, laquelle est actuellement Mme Anouchka Chardonnens.

Die Kommission ist dem Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann für Familienfragen (nachfolgend: GFB) in Freiburg, angeknüpft. Das GFB gewährleistet die administrative Tätigkeit der Kommission indem sie unter anderem eine Sekretärin und Juristin, zur Zeit Frau Anouchka Chardonnens, zur Verfügung stellt.

7.8.3. Locaux / Räumlichkeiten

Les locaux de la Commission sont situés au Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, à Fribourg. Les anciens dossiers traités par la Commission se trouvent dans les locaux du BEF.

Die Kommission befindet sich im Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann für Familienfragen, in Freiburg. Die alten Dossiers, welche von der Kommission behandelt wurden, sind auch dort aufbewahrt.

7.8.4. Activité juridictionnelle / Juristische Tätigkeit

7.8.4.1. *En général / Allgemein*

La charge de travail de la Commission est nulle. Aucune cause n'a été introduite devant la Commission en 2011, 2012 et 2013. Aucune cause n'est actuellement pendante.

Die Kommission hat keinen Arbeitsaufwand. 2011, 2012 und 2013 wurde kein Fall bei der Kommission eingereicht. Es gegenwärtig auch kein Fall hängig.

7.8.5. Formation / Ausbildung

Le Président de la Commission, en sa qualité de Président du Tribunal des Prud'hommes de la Broye et Greffier-chef du Tribunal de la Broye, suit régulièrement des formations, notamment la journée annuelle du droit du travail qui a lieu à Genève.

Der Präsident der Kommission verfolgt, in seiner Tätigkeit als Chef-Gerichtsschreiber und Präsident des Arbeitsgerichtes des Broyebezirks regelmässig Ausbildungen, namentlich die Jährliche Tagung des Arbeitsrechtes in Genf.

7.8.6. Divers

Rien à signaler.

Keine Bemerkungen.

7.9. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks

7.9.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	56	115
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	447	424
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	388	405
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	115	134

7.9.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / Anfangsmietzins	15	20
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	27	81
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	86	49
Frais accessoires / Nebenkosten	36	46
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	62	74
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	6	8
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	6	6
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	20	19
Défaut / Mietzinshinterlegung	49	14
Autres raisons / andere Gründe	81	88

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	101	125
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	30	23
Autres raisons / andere Gründe	0	0

7.9.3. Commentaires / Kommentare

7.9.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

En 2013, la Commission de conciliation a traité 424 dossiers, ce qui représente en réalité 436 cas particuliers traités par la Présidente (22 séances), pour un taux global de conciliation de 82,5 %.

A la lecture des statistiques générales 2013, l'on constate que le nombre d'affaires soumis à la Commission a régressé d'environ 10 %. Le nombre de matières traitées reste assez semblable à celui de 2012. Les requêtes relatives aux baisses de loyer a diminué quand bien même le taux fédéral unique est resté fixé à 2 % depuis septembre 2012. Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)

2013 behandelte die Schlichtungskommission 424 Fälle, was in Wirklichkeit 436 Einzelfällen entspricht, die von der Präsidentin (22 Sitzungen) behandelt wurden; der Schlichtungsgrad betrug insgesamt 82,5 %.

Beim Lesen der allgemeinen Statistiken 2013 stellt man fest, dass die Zahl der Geschäfte, die der Kommission unterbreitet wurden, um ungefähr 10 % zurückgegangen ist. Die Zahl der behandelten Gebiete blieb ziemlich ähnlich wie 2012. Die Gesuche um Senkung der Mieten waren rückläufig, obwohl der Einheitszins des Bundes seit September 2012 auf 2 % festgesetzt ist.

7.9.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Pas de remarque particulière.

Keine besondere Bemerkung.

7.10. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks

7.10.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	10
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	96	121
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	98	120
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	5	11

7.10.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / Anfangsmietzins	2	1
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	12	9
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	12	16
Frais accessoires / Nebenkosten	8	27
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	18	18
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	4	3
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	8	8
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	15	7
Défaut / Mietzinshinterlegung	9	7
Autres raisons / andere Gründe	10	24

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	0	0
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	0	0
Autres raisons / andere Gründe	0	0

7.10.3. Commentaires / Kommentare

7.10.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Allgemein:

Die guten Infrastrukturen mit eigenem Sekretariat im Amtshaus Tafers haben sich bewährt und sind der Arbeit der Schlichtungskommission sehr dienlich. Erstrebenswert wäre eine unbefristete Anstellung der Sekretärin, welche diese Aufgabe nun seit vier Jahren mit einem jährlich befristeten Arbeitsverhältnis wahrnimmt.

De manière générale:

Les bonnes infrastructures incluant un propre secrétariat à la préfecture de Tavel ont fait leurs preuves et sont très utiles au travail de la commission de conciliation. Il vaudrait la peine de tendre à l'engagement de durée indéterminée de la secrétaire, qui assume cette tâche depuis maintenant quatre ans sous le régime d'un contrat de travail dont la durée est limitée à un an.

Arbeitsumfang:

Die Anzahl Gesuche lag im Berichtsjahr mit gut 20% über dem mehrjährigen Schnitt und zwar vorallem im 4. Quartal. Hauptgrund dafür waren Mietzinssenkungsbegehren. Zwei Häuserblocks waren mitverantwortlich für die eher schlechte Erfolgsquote von 52%.

Volume de travail:

A 20% au bas mot, le nombre des demandes s'est situé au-dessus de la moyenne de plusieurs années et, en réalité, surtout au 4e trimestre. La raison principale doit en être recherchée dans les demandes de réduction du loyer. Deux blocs locatifs ont été coresponsables du taux de succès plutôt mauvais de 52%,

7.10.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Besetzung der Kommission / Composition de la commission:

Präsident / Président

Marius Schneuwly, Buchenweg 25, 3185 Schmitten

Vize-Präsident / Vice-président

Christoph Rohrer, Rte de la Croix 36, 1741 Cottens

Beisitzer/-innen Mietervertreter/-innen / Assesseurs/-es représentant les locataires

- > Susanne Heiniger, Rainstrasse 56, 3185 Schmitten (ab September 2013)
- > Christoph Bertschy, Riedlistrasse 26, 3186 Düringen
- > Beatrix Vogl Ott, Bkündenweg 21, 3286 Muntelier

Beisitzer/-innen Vermietervertreter/-innen / Assesseurs/-es représentant les bailleurs

- > Hanspeter Bellorini, Geuer 22, 1715 Alterswil
- > Marianne Isler, Buchenweg 11, 1718 Rechthalten
- > Edgar Jenny, Brugerastrasse 30, 3186 Düringen

Sekretariat / Secrétariat
Ramona Stulz, Hauptstrasse 124, 1715 Alterswil

Der Teamgeist der Kommission ist ausgezeichnet und die fachliche und soziale Kompetenz hervorragend.

L'esprit d'équipe de la commission est excellent et la compétence technique et sociale extraordinaire.

Aussergewöhnliche Gegebenheiten

Die dreimontage, unfallbedingte Abwesenheit der Sekretärin konnte glücklicherweise durch den temporären Einsatz einer anderen Sekretärin abgedeckt werden.

Auch die Tatsache, dass von Januar bis August mieterseitig nur zwei Beisitzende verfügbar waren, konnte durch zusätzliche Einsätze der verbleibenden Beisitzer/-innen kompensiert werden.

Circonstances inhabituelles

L'absence de trois mois due à un accident de la secrétaire a heureusement été amortie par l'engagement temporaire d'une autre secrétaire.

D'autre part, le fait que du côté des locataires, seuls deux assesseurs étaient disponibles de janvier à août a été compensé par des engagements supplémentaires des assesseurs/-es restants/-es.

Aussichten auf 2014

Wir hoffen, dass es 2014 wieder etwas ruhiger wird. Andernfalls müssten strukturelle Anpassungen (Anstellung Sekretärin von 20% auf 30%, mehr Beisitzende) ins Auge gefasst werden.

Perspectives 2014

Nous espérons avoir avec 2014 une année un peu plus calme. Sans quoi, il y aurait lieu d'envisager des adaptations d'ordre structurel (engagement d'une secrétaire de 20 à 30%, davantage d'assesseurs).

7.11. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

7.11.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2012	2013
Affaires pendantes au 1er janvier Am 1. Januar hängige Angelegenheiten	43	87
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	283	372
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	239	370
Affaires pendantes au 31 décembre Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	87	89

7.11.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / Anfangsmietzins	06	11
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	19	59
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	44	80
Frais accessoires / Nebenkosten	10	43
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	38	84
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	11	4
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	21	14
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	16	21
Défaut / Mietzinshinterlegung	36	29
Autres raisons / andere Gründe	38	25

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	43	29
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	01	3
Autres raisons / andere Gründe	00	00

7.11.3. Commentaires / Kommentare

7.11.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

En raison de la diminution du taux hypothécaire de référence, nous avons pu constater notamment une nette augmentation du nombre de dossiers, tant en ce qui concerne les demandes de baisse de loyer que les résiliations de bail.

Aufgrund der Senkung des hypothekarischen Referenzzinssatzes konnten wir sowohl bei den Gesuchen um Mietsenkungen als auch bei den Kündigungen des Mietvertrags eine deutliche Zunahme der Fälle feststellen.

7.11.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

En raison du congé-maternité de Mme Oriane Perroud, le poste de secrétaire a été attribué ad interim à Mme Véronique Morel qui a exercé cette tâche de juin à novembre 2013 avec excellence. Nous n'avons ainsi connu aucun retard dans l'examen des dossiers. Il demeure toujours la problématique d'un nombre insuffisant d'assesseur locataire. J'ai toutefois bien pris note qu'avec la modification de la Loi sur la justice, cette question sera bientôt résolue.

Wegen des Mutterschaftsurlaubs von Oriane Perroud übernahm Véronique Morel die Sekretärinnenstelle ad interim; sie übte diese Aufgabe von Juni bis November 2013 hervorragend aus. Bei der Behandlung der Fälle hatten wir keine Verzögerung. Das Problem der ungenügenden Zahl der Beisitzer, welche die Mieter vertreten, bleibt. Ich habe aber zur Kenntnis genommen, dass diese Frage mit der Änderung des Justizgesetzes bald gelöst wird.

Nous avons l'honneur, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 2 avril 2014 / Freiburg, 2. April 2014

La Secrétaire-juriste / die juristische Sekretärin:

Le Président /der Präsident:

Christine Keller

Josef Hayoz

Annexe / Beilage

—
Tribunal cantonal / Kantonsgericht

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Rapport pour l'exercice 2013 / Bericht für das Jahr 2013

—
Au Conseil d'Etat / An den Staatsrat

—
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etats,

Nous avons l'honneur, en notre qualité d'autorité cantonale de surveillance, de vous adresser, conformément à l'ordonnance relative à la haute surveillance en matière de poursuites et faillites du 22 novembre 2006, notre rapport en matière de poursuite pour dettes et faillite.

*Sehr geehrter Herr Präsident,
Sehr geehrte Damen Staatsrätinnen und Herren Staatsräte,*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss der Verordnung betreffend die Oberaufsicht über Schuldbetreibung und Konkurs vom 22. November 2006 unseren Bericht über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als kantonale Aufsichtsbehörde zu unterbreiten.

1. Administration des offices / Geschäftsführung der einzelnen Ämter

1.1. Offices des poursuites / Betreibungsämter

La gestion des sept offices de poursuites du canton a été examinée par deux juges cantonaux délégués. Les offices des poursuites n'ont pas de retard et il y a peu de plaintes par rapport au nombre de poursuites enregistrées. La plupart des collaborateurs ont suivi ou suivent une formation particulière à l'exécution forcée.

Le projet fédéral e-LP qui vise à mettre en place l'infrastructure technique et organisationnelle permettant l'informatisation totale des échanges entre les créanciers et les offices des poursuites et des faillites suit son cours. Le logiciel Themis est utilisé par le canton de Fribourg. Ce traitement électronique des réquisitions de poursuites représente un réel gain de temps bénéfique face aux augmentations constantes du nombre de poursuites qu'enregistrent tous les offices des poursuites, les plus fortes se situant à la Sarine (+ 10.1 % par rapport à 2012) et à la Gruyère (+ 9.1 %).

Depuis janvier 2013, les extraits de poursuite sont informatisés et peuvent être commandés en ligne. La dernière révision des comptes de tous les offices des poursuites par l'inspectorat des finances remonte à 2011, 2012 pour l'Office des poursuites de la Sarine.

111'838 poursuites ont été introduites en 2013 (2012: 103'996; 2011: 103'569; 2010: 96'925; 2009: 98'058; 2008: 90'501).

Le tableau ci-dessous donne des indications sur la charge de travail.

Die Geschäftsführung der sieben Betreibungsämter wurde von je zwei delegierten Kantonsrichtern geprüft. Die Betreibungsämter sind nicht im Rückstand und es wurden gemessen an der Zahl eingetragener Betreibungen nur wenige Beschwerden eingereicht. Die meisten Mitarbeitenden haben im Bereich der Zwangsvollstreckung eine besondere Ausbildung befolgt oder befolgen eine solche.

Das eidgenössische Projekt eSchKG, das die Schaffung der technischen und organisatorischen Infrastruktur für den vollelektronischen Austausch zwischen Gläubigern und Betreibungsämtern bezweckt, ist weiterhin im Gange. Der Kanton Freiburg wendet die Betreibungssoftware Themis an. Diese elektronische Bearbeitung der Betreibungsbegehren bringt eine echte Zeiteinsparung, die in Anbetracht der in allen Betreibungsämtern, am Stärksten aber im Saane- (+ 10.1 % gegenüber 2012) und im Greyerzbezirk (+ 9.1 %), konstant steigenden Zahl der Begehren willkommen ist.

Seit Januar 2013 werden die Betreibungsregisterauszüge elektronisch ausgestellt und können online angefordert werden.

Die letzte Buchhaltungsrevision in allen Betreibungsämtern führte das Finanzinspektorat im Laufe des Jahres 2011, im Betreibungsamt der Saane im Jahr 2012 aus.

Im Jahr 2013 wurden 111'838 Betreibungen eingeleitet (2012: 103'996; 2011: 103'569; 2010: 96'925; 2009: 98'058; 2008: 90'501).

Über die Entwicklung der Geschäftslast gibt die nachfolgende Zusammenstellung Auskunft.

Les poursuites se répartissent ainsi / Die Betreibungen teilen sich wie folgt auf:

2013	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer Zahlungsbefehle	46'849	9'353	18'684	10'400	8'966	11'514	6'072	111'838
Réquisitions de continuer la poursuite Begehren um Fortsetzung der Betreibung	36'872	7'060	14'041	7'439	6'115	9'129	4'606	85'262
Réquisitions de vente Verwertungsbegehren	584	246	260	171	178	106	74	1'619
Ventes mobilières Verwertungen von beweglichen Sachen	57	4	3	1	0	4	0	69
Ventes immobilières Verwertungen von Liegenschaften	5	3	3	2	1	2	2	18
Réalisations forcées chez des agriculteurs Zwangsverwertungen bei Landwirten	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	84'367	16'666	32'991	18'013	15'260	20'755	10'754	198'806

1.1.1. Office des poursuites de la Sarine / *Betriebsamt Saane*

L'Office des poursuites de la Sarine a été inspecté le 27 août 2013. La gestion de cet office n'appelle pas d'observations particulières. Depuis quatre ans maintenant, le nombre des poursuites enregistrées se situe au-delà des 40'000.

L'inspection des finances a procédé à un contrôle de l'Office du 16 au 18 août 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betriebsamt der Saane wurde am 27. August 2013 inspiziert. Es sind keine besondern Vorkommnisse zu verzeichnen. Seit nunmehr vier Jahren ist die Anzahl der erfassten Betreibungen auf mehr als 40'000 gestiegen.

Die Finanzkontrolle inspizierte das Betriebsamt des Saanebezirks vom 16. bis 18. August 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.2. Office des poursuites de la Singine / *Betriebsamt Sense*

L'Office des poursuites de la Singine a été inspecté le 3 septembre 2013; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 23 au 25 mai 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betriebsamt der Sense wurde am 3. September 2013 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 23. bis 25. Mai 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.3. Office des poursuites de la Gruyère / *Betriebsamt Greyerz*

L'Office des poursuites de la Gruyère a été inspecté le 10 septembre 2013. Une huissière a été engagée à 50 % dès le 1^{er} septembre 2013. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué les 4 et 5 octobre 2011.

Das Betriebsamt Greyerz wurde am 10. September 2013 inspiziert. Seit dem 1. September 2013 verfügt das Amt über eine Weibelin, die zu 50% angestellt ist. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte am 4./5. Oktober 2011.

1.1.4. Office des poursuites du Lac / *Betriebsamt See*

L'Office des poursuites du Lac a été inspecté le 3 septembre 2013; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 6 au 9 juin 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Die Inspektion des Betriebsamtes des Seebezirks erfolgte am 3. September 2013 und gab zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 6. bis 9. Juni 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.5. Office des poursuites de la Broye / *Betreibungsamt Broye*

L'Office des poursuites de la Broye a été inspecté le 18 septembre 2013; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 11 au 15 juillet 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Broye wurde am 18. September 2013 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 11. bis 15. Juli 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.6. Office des poursuites de la Glâne / *Betreibungsamt Glane*

L'Office des poursuites de la Glâne a été inspecté le 10 septembre 2013 ; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué les 17 et 18 octobre 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Glane wurde am 10. September 2013 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte am 17./18. Oktober 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.7. Office des poursuites de la Veveyse / *Betreibungsamt Vivisbach*

L'Office des poursuites de la Veveyse a été inspecté le 10 septembre 2013 ; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué les 28 et 29 novembre 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Vivisbach wurde am 10. September 2013 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte am 28./29. November 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.1.8. Office cantonal des faillites / *Kantonales Konkursamt*

L'Office cantonal des faillites a été inspecté le 27 août 2013. La gestion de cet office n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 5 au 14 septembre 2011; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Le nombre de nouvelles faillites est stable par rapport à 2012. Il y a lieu de relever que la gestion du dossier de la faillite Ilford Imaging Switzerland, complexe tant sur le plan pratique que technique et juridique, risque de perturber la marche de l'office en 2014.

Das Konkursamt wurde am 27. August 2013 inspiziert. Es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 5. bis 14. September 2011; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

Die Zahl der neuen Konkurse ist verglichen mit 2012 stabil geblieben. Zu betonen ist, dass die Führung des Dossiers des Konkurses Ilford Imaging Switzerland, der sich sowohl auf praktischer wie auf technischer und rechtlicher Ebene als komplex erweist, 2014 den ordentlichen Geschäftsgang des Amtes behindern könnte.

Les indications suivantes donnent un aperçu de la charge de travail de l'Office et des modes de liquidation.

Über die Entwicklung der Geschäftslast und die Art der Erledigung geben nachfolgende Zusammenstellungen Auskunft:

453 faillites ont été prononcées en 2013 (2012: 438; 2011: 464; 2010: 428; 2009: 375; 2008: 350).

399 faillites ont été liquidées en 2013 (457 en 2012).

49 faillites antérieures à l'année 2013 ne sont pas liquidées.

2013 wurden 453 Konkurse eröffnet (2012: 438; 2011: 464; 2010: 428; 2009: 375; 2008: 350).

399 Konkurse wurden im Jahre 2013 abgeschlossen (457 im Jahre 2012).

49 vor 2013 eröffnete Konkursverfahren sind noch nicht abgeschlossen.

Les faillites prononcées se répartissent ainsi / *Die eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:*

Arrondissements / Bezirke	2013	2012
Sarine / Saane	212	220
Singine / Sense	27	46
Gruyère / Greyerz	78	49
Lac / See	40	39
Glâne / Glane	33	30
Broye / Broye	41	34
Veveyse / Vivisbach	22	20
Total	453	438

Procédure suivie / Verfahren:

Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen	2013	2012
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	224	203
Annulation / <i>Aufhebung</i>	30	10
Révocation / <i>Widerruf</i>	0	6
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	199	219
Total	453	438

Liquidations de faillite / Konkursverfahren	2013	2012
Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	1	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	221	196
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	175	254
Révocation / <i>Widerruf</i>	2	7
Total	399	457

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires / *Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:*

2013	Frs	39'510'057.00	2012	Frs	47'213'668.20
2011	Frs	134'966'369.00	2010	Frs	40'621'892.00
2009	Frs	62'704'519.00	2008	Frs	55'544'352.00
2007	Frs	58'378'597.10	2006	Frs	97'725'043.56

2. Activité de l'autorité cantonale de surveillance / Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde

En 2013, 145 affaires ont été enregistrées (2012: 182; 2011: 145; 2010: 202; 2009: 215; 2008: 230; 2007:90).

La Chambre a rendu 152 décisions en 2013 (2012: 183; 2011: 141; 2010: 204; 2009: 223; 2008: 239; 2007: 105).

2013 wurden 145 Verfahren eingeleitet (2012: 182; 2011: 145; 2010: 202; 2009: 215; 2008: 230; 2007: 90).

Die Kammer hat im Jahre 2013 152 Entscheide gefällt (2012: 183; 2011: 141; 2010: 204; 2009: 223; 2008: 239; 2007: 105).

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2012
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	11
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	145	182
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	152	183
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	3	10

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2013	2012
Admis / <i>Gutheissung</i>	90	117
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	34	28
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	15
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	8	12
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	5
Rayés du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	152	183

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2013	2012
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	53	59
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	4	5
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	3	4
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	75	98
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	1	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	15	16
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	152	183

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2013	2012
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	97	126
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	16	20
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	25	29
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	14	8
Total	152	183

Provenance / Herkunft		
	2013	2012
Sarine / Saane	17	18
Singine / Sense	7	12
Gruyère / Greyerz	9	3
Lac / See	7	2
Glâne / Glane	0	2
Broye / Broye	8	10
Veveyse / Vivisbach	6	10
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	80	107
Autres / Andere	18	19
Total	152	183

3. Mesures disciplinaires contre des préposés et employés / Disziplinarmassnahmen gegen Beamte und Angestellte

Aucune enquête disciplinaire n'a été ouverte en 2013 par l'autorité de surveillance.
Im Jahre 2013 wurden bei der Aufsichtsbehörde keine Disziplinarverfahren eingeleitet.

4. Instructions et directives / Weisungen und Richtlinien

Les directives sont publiées sur le site internet du Pouvoir judiciaire (<http://www.fr.ch/pj>). Elles ont fait l'objet d'une mise à jour en 2013. Une directive au sujet de l'application de l'art. 193 LP a été émise en 2013 par l'autorité de surveillance.

Il n'y a pas eu de difficultés particulières dans l'application de la loi.

Die Richtlinien sind auf der Internetseite der Gerichtsbehörden veröffentlicht (<http://www.fr.ch/pj>). Sie sind 2013 auf den neusten Stand gebracht worden. 2013 wurde von der Aufsichtsbehörde eine Richtlinie über die Anwendung von Artikel 193 SchKG erlassen.

Bei der Durchführung des Gesetzes sind keine besonderen Schwierigkeiten zu Tage getreten.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etats, à l'assurance de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, Sehr geehrte Damen Staatsrätinnen und Herren Staatsräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 20 février 2014
Freiburg, den 20. Februar 2014

Le Greffier / Der Gerichtsschreiber

La Présidente / Die Präsidentin

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, F +41 26 305 90 23, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmagg

–

© Avril 2014/April 2014

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier